MAR 3 1924

[illegible]e Année. N° 4. 15 Février 1924.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

# LA REVUE DE PARIS


| | | Pages. |
|---|---|---|
| [illegible]nry de Jouvenel. | *La Société des Nations et les nouvelles générations.* | 721 |
| [illegible]issa Rhaïs. . . . | *La Fille du Douar.* — I. . . . . | 737 |
| [illegible]enry Salomon. . . | *Le Prince Richard de Metternich* (fin). . . . . | 762 |
| [illegible] Lévy-Bruhl . . . | *L'Idéal républicain* . . . . . | 805 |
| [illegible]. Blasco Ibañez . | *Mare Nostrum.* — V. . . . . | 823 |
| [illegible]achelin et Dumesnil. | *Le Cosmopolitisme dans la « Comédie humaine ».* — I. | 860 |
| [illegible]ernard Shaw. . . | *César et Cléopâtre.* — II . . . . . | 883 |
| [illegible]omte de Fels . . . | *Le Monopole des tabacs.* . . . . . | 914 |
| [illegible]lbert Flament. . . | La Quinzaine : *Tableaux de Paris.* . . . . . | 934 |
| [illegible]ndré Chaumeix . . | La Politique : *Les Conversations franco-britanniques.* | 948 |


Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

La *Revue de Paris* avait fait en 1898 une enquête, restée célèbre, sur les conceptions des différents partis politiques, à laquelle avaient répondu Poincaré, Denys Cochin, Léon Bourgeois et Jaurès. Vingt-cinq ans se sont écoulés : il a paru intéressant de procéder aujourd'hui à une consultation nouvelle. Nous publions dans le présent numéro une étude de M. Lévy-Bruhl, membre de l'Institut, sur les idées républicaines. Dans les numéros suivants paraîtront les études du P. de la Brière sur l'idéal religieux, de Jacques Bainville sur les idées monarchiques et conservatrices, de M. Léon Blum sur les idées socialistes.

La *Revue de Paris* publiera prochainement

## LA GUERRE A VINGT ANS

par Philippe BARRÈS

Elle commencera le 1er mars la publication d'intéressants souvenirs sur la campagne française en Turquie de 1919-1920 :

## Avec les Sénégalais par delà l'Euphrate

par le Lieutenant X...

---

## CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Dans l'édition définitive des œuvres d'Edmond et de Jules de Goncourt en cours de publication par les soins de l'Académie Goncourt, vient de paraître **la Femme au XVIIIe siècle**, en deux volumes. L'ouvrage date de 1862. Le XVIIIe siècle était tout proche encore (le célèbre *Journal* est plein de souvenirs et d'anecdotes recueillies dans l'Aube ou à Paris) et n'avait fait l'objet d'aucune étude sérieuse; les Goncourt le font revivre dans ses mœurs, dans sa vie individuelle et sociale, recherchant le détail intime, secret, typique, en romanciers réalistes, mais aussi en disciples de Michelet, — et utilisant les premiers des sources encore dédaignées, gravures, estampes et tableaux. Ils lancent ainsi les premiers cette mode du décor Louis XV et Louis XVI, dont la fureur cesse à peine aujourd'hui. Certains jugements ont pu perdre de leur force; des comparaisons, des perspectives second Empire se découvrent, aussi vieillotes que le modernisme de Renée Mauperin. Mais dans son ensemble, l'œuvre reste extraordinairement fraîche et vivante, riche de qualités trop méconnues des historiens contemporains.

On relira aussi avec plaisir la réédition du livre du comte Fleury, **Louis XV intime et les petites maîtresses**. L'auteur, très sagement, s'est gardé de revenir sur les sujets déjà traités avant lui, sur madame de Pompadour et la Dubarry par exemple; mais, de Marie Leczinska elle-même aux sœurs de Nesle, puis, après bien d'autres, à la belle Morphise, au Parc aux Cerfs, à toutes les passagères rivales, nobles ou non, de madame de Pompadour, il fait un récit original, nourri et piquant, de la vie amoureuse de Roi, de sa vie sensuelle surtout, de sa onzième année à sa mort.

La véritable histoire de la conquête et de la colonisation de l'Algérie, basée sur les documents contemporains, commence seulement à s'élaborer. Le premier chapitre, la **Prise d'Alger**, vient d'en être écrit par M. Gabriel Esquer. M. Esquer a dépouillé non seulement les nombreux mémoires ou récits parus dès le règne de Louis-Philippe, mais les documents déjà imprimés, comme la Correspondance des deys, et les principaux fonds d'archives à Paris et à Alger. Son exposé, qui va de l'origine des créances Bakri sous la Révolution à l'automne de 1830, est clair et commode. Il fait parfaitement comprendre les humbles commencements de ce grand Empire nord-africain, qui ne dut en somme de naître qu'à une suite incohérente de hasards, la fermentation intérieure du pays, les rêveries diplomatiques du ministère Polignac, et surtout les lenteurs administratives à régler la vieille question toujours renaissante des créances des deux juifs algériens Jacob Coen Bakri et Neftali Busnach.

M. **Marcel Bouteron**, si particulièrement compétent en tout ce qui touche Balzac, vient de fonder les **Cahiers balzaciens** qui publieront à tirage restreint des inédits du Maître, accompagnés de fac-similés et de documents iconographiques. Le premier fascicule, imprimé sur beau papier vergé, contient une correspondance de Balzac avec son ami le lieutenant-colonel L.-N. Périolas (1832-1845). Cette correspondance explique certaines pages du *Médecin de campagne*, et précise le projet formé par Balzac d'écrire *la Bataille* et les *Scènes de la vie militaire*. Le soin avec lequel elle est éditée, le commentaire fin et précis qui l'éclaire est un heureux présage du succès de la collection.

On sait les services rendus aux bonnes relations intellectuelles franco-américaines par ces échanges de professeurs, qui se font depuis une vingtaine d'années entre les Universités des Etats-Unis et l'Université de Paris. C'est à cette institution que l'on doit le livre, signalé ici-même, de M. **Caullery** sur **les Universités américaines**, — le si curieux tableau de la **France d'aujourd'hui** de M. **Barrett Wendel**, — et la série de croquis tracés par M. **Hauser** en 1923 au cours de son séjour à l'Université Harvard, et qu'il a réunis en volume sous ce titre fort juste : **l'Amérique vivante**. Economiste et géographe, ce sont en effet les manifestations typiques de la vie américaine qui ont intéressé M. Hauser; le souci de son public, ses préoccupations patriotiques l'ont rendu particulièrement sensible aux rapports des deux civilisations, à leurs ressemblances, à leurs dissemblances surtout, aux chances qu'elles ont de sympathiser de façon durable. Les trois parties du livre : les *villes*, les *questions économiques*, *l'évolution de l'esprit public* présentent de façon concrète l'essentiel de ce que le Français d'aujourd'hui doit savoir de notre ancienne associée. On goûtera la sincère objectivité du livre, et la franchise de ses jugements, dans le blâme comme dans l'éloge.

M. **André Metz** a étudié l'état de la question de **la relativité**; il a donné à son travail ce sous-titre qui est une définition : *exposé sans formules des théories d'Einstein et réfutation des erreurs contenues dans les ouvrages les plus notoires*. « L'auteur, dit M. Jean Becquerel dans une intéressante préface, qui a acquis une connaissance complète des théories nouvelles, a écrit un excellent opuscule, dans un style simple, clair, précis et persuasif; il ne craint pas, quand la discussion l'y incite, d'être ironique et même mordant. »

J. POIRIER

# LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

ET

# LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS FRANÇAISES

## LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, LES ÉTUDIANTS ET LES MUTILÉS

Les Étudiants et les Mutilés, voilà les principaux apôtres de la Société des Nations en France.

— Où est la jeunesse? se demandent parfois les partis, vaguement inquiets.

— Au foot-ball, aux dancings, aux matchs de boxe.

Réponse courante, par laquelle les politiques se consolent de ne pas susciter à un plus haut point l'enthousiasme des générations nouvelles. Elle leur permet de conclure sur le mot qui leur agaçait cependant les oreilles il y a vingt-cinq ans : « De notre temps, nous valions mieux ».

Réponse et conclusion se valent. Nous aimions le cheval et l'escrime, les jeunes gens d'aujourd'hui aiment le foot-ball et la boxe. Ils ont changé de sport, voilà tout. Nous pensions, ils pensent. Nous nous indignions, ils s'indignent. Nous trouvions vieux les gens de cinquante ans. C'est leur avis, ce n'est plus le nôtre. Tant pis pour qui?

— Mais ils sont indifférents à la politique?

— A laquelle?

Si les électeurs de tout âge et de toute classe s'abstiennent de plus en plus de voter, la faute est-elle aux jeunes gens ou à la politique?

Vous leur demandez de la passion; ils demandent un sujet.

C'est merveille de voir l'élan qu'ils ont donné à la propagande pour la Société des Nations dès qu'ils ont compris la portée de l'Institution.

Leur groupement universitaire, timide à ses débuts, a vite connu l'audace. Ces étudiants ont gagné les professeurs, enrôlé les recteurs de Facultés, fait venir d'Angleterre Lord Robert Cecil, de Belgique M. Hymans, de Genève M. Albert Thomas, de la Commission des Réparations M. Barthou, attestant ainsi leur curiosité impartiale, et la conviction qu'à une certaine hauteur toutes les idées se rejoignent. Conquis à son tour, leur ministre annonçait par la leçon du 11 novembre dernier, aux écoles, collèges, lycées et universités, l'effort d'une jeunesse qui, suivant le mot du poète tient de sa patrie « un cœur qui la déborde ».

Non contents d'essaimer dans les facultés de province, d'établir des centres dans nos villes grandes et moyennes, les étudiants français ont réuni à Genève, pendant la quatrième assemblée de la Société des Nations, les délégués des étudiants britanniques, italiens, suisses, tchéco-slovaques, et provoqué la création d'une *Fédération internationale universitaire*, dont un des leurs a été nommé secrétaire général.

Leur prosélytisme assure à la jeune France une part de direction dans le mouvement international : il la met à sa place.

« Ils croient à la Société des Nations. C'est de leur âge, » diront peut-être les mêmes personnes qui, après avoir accusé les jeunes hommes d'aujourd'hui de tout sacrifier au sport, ne verront tout à coup dans leur campagne qu'une orgie d'idéalisme.

Opposeront-elles le même scepticisme aux mutilés?

Ceux-là n'ont poursuivi au début qu'un dessein pratique. Recherchant les meilleurs moyens de s'assurer des soins, du travail, le remplacement des appareils de prothèse, etc., ils ont bientôt aperçu que la solidarité des invalides de guerre s'étendait de pays en pays. En septembre 1920, tenant conférence à Bruxelles avec les combattants alliés, ils applaudissaient M. Cassin qui leur disait : « Il faut diriger nos regards vers la seule institution de solidarité qui ait des chances de défendre efficacement la cause des victimes de la guerre : la Société des Nations. »

En 1921, leur Comité permanent interallié, approuvé par les gouvernements, entrait en relations avec le bureau international du travail. Leur congrès de Clermont-Ferrand invitait les mutilés et les anciens combattants à renforcer l'action de la Société des Nations.

Enfin le 7 juin 1922, l'Union fédérale française adhérait à la Société des Nations, lui apportant l'engagement collectif de ses 300 000 membres *désireux*, proclamaient-ils, *d'affirmer à la face de l'Europe et du monde le désir d'une paix juste et durable dans une organisation rationnelle et pacifique des nations.*

Liant leur intérêt à celui de l'humanité, ceux qui ont le mieux fait la guerre vont au meilleur moyen de faire la paix. C'est que pour eux, le pacte est tout ce qui reste des serments de quatre années : « *Le salut de la civilisation... la paix définitive... la dernière des guerres... le triomphe du droit...* » : Ces mots, qui, de 1914 à 1918, fleurissaient sur les lèvres officielles et que l'armistice y a séchés, la mémoire des combattants et des mutilés les garde, leur restitue la valeur gâchée au long des marchés diplomatiques.

Ainsi ceux qui ont connu la pire misère s'associent à ceux qui ont droit au plus long avenir. Mutilés et étudiants pour servir la Société des Nations forment la sainte conjuration des blessures et des espérances.

## A LA RECHERCHE D'UN ORDRE

Pourquoi la Société des Nations apparaît-elle comme l'atmosphère des générations nouvelles? Parce que celles-ci poursuivent non le rêve, mais l'organisation de la paix. Dans un livre d'avant-guerre, M. de Monzie montrait les radicaux à la recherche d'une mystique; après guerre, nous sommes surtout à la recherche d'un ordre.

Notre temps, et c'est là, je crois, son caractère propre, s'efforce à concilier l'instinct cultuel qui s'agite au fond de toute politique avec l'intérêt économique dont la vie chère, le désordre monétaire et le déficit budgétaire lui rappellent chaque jour la puissance. Le patriotisme demeure une forme de l'amour, mais s'avère en même temps une forme de la

production. Chaque pays défend ses produits aussi jalousement que son âme.

Également éloignés de cette « joie du fait » dont s'exaltait l'historien allemand Treitschke et de ce mépris du fait dont se vantait notre Royer-Collard, nous nous en tenons aux leçons d'un maître ès vérités : M. de la Palisse.

Nous disons devant le fait : c'est lui, et l'ayant reconnu, nous le faisons entrer dans nos calculs, car il ne s'agit pas pour nous de bouleverser les États, mais de les garantir.

On ne peut croire à la fois à la suppression des frontières et à la multiplication des douanes. Bon! voilà une vérité. La frontière a besoin d'une route qui la traverse. En voilà une autre.

Donc la frontière n'est pas tout. M. de la Palisse pourrait en convenir, et s'il avait assez vécu pour pratiquer les chemins de fer, le téléphone et le télégraphe, avec ou sans fil, peut-être aurait-il reconnu que les moyens de communication ont progressé davantage que les moyens de défense. Mais ne suivons pas jusque-là son ombre téméraire. Assurés que la borne existe, mais qu'il existe quelque chose au delà de la borne, nous n'avons pas besoin de génie, après avoir découvert que nous ne sommes pas seuls, pour concevoir l'idée de société. Dès qu'il y a plus d'un homme sur une île, plus d'un État sur un continent, le choix s'impose : état de guerre ou état de société. Nous sommes en France, la France est d'Europe; elle a autant d'intérêt à constituer le cadre européen que nous le cadre français.

## SYSTÈME EUROPÉEN OU SYSTÈME INTERNATIONAL?

Ici nous guette, il est vrai, la critique attentive et le demi-sourire de M. Jacques Bainville.

— Pardon, demande cet analyste impitoyable, ne nous avait-on pas parlé d'une Société des Nations? Nous ne voyons plus qu'un système continental assez analogue à feu la Sainte-Alliance ou à ce mauvais concert européen qui finit dans le tulmute de 1914.

Il est vrai que, comme l'a très clairement vu M. Bainville, l'Amérique ayant abandonné l'idée dès qu'elle l'eut lancée

dans le monde, la Société des Nations est devenue essentiellement une société d'assurances européenne. Mais obligée d'aller chercher dans les autres parties de la terre des garants intellectuels, des marchés, des capitaux, elle doit, pour défendre l'Europe, la dépasser.

D'ailleurs, où finit l'Europe? La Grande-Bretagne en est-elle exclue? Non. Voici donc rattachées à l'Europe, l'Australie, le Canada et l'Inde. Et la civilisation latine? S'arrêterait-elle par hasard au bord de l'Atlantique? Qu'ils aillent à Genève, ceux qui ne croient pas à la latinité? Ils verront comment en face de l'esprit théologien des peuples du Nord, une même manière de comprendre unit des rives de la mer Noire aux rives du Pacifique tous les esprits marqués de l'empreinte de Rome.

La Société des Nations n'est pas universelle, mais tend à l'universel. Elle n'est ni un système complet, ni un système définitif, elle est un système en mouvement.

Tous les siècles, tous les régimes, ont été à la recherche d'une méthode internationale. Internationalisme des mariages dynastiques et des dogmes religieux, internationalisme révolutionnaire et financier, internationalisme des conquérants qui « emportaient leur patrie à la semelle de leurs souliers », et des prêteurs qui croyaient lier les peuples à leurs dettes, toutes ces politiques attestèrent le besoin d'un cadre plus grand que la Nation. Elles ont fait leur temps peut-être, mais elles l'ont eu.

Parce que le lien est rompu, ce n'est pas une raison pour nier qu'il faille un lien.

Le nouveau est-il plus solide que les anciens? Nous le verrons, et, en attendant, nous le croyons.

L'internationalisme d'hier prétendait enchaîner les pauvres aux riches et les faibles aux forts. Le nôtre étend aux patries les promesses de liberté, d'égalité et de fraternité que la Révolution fit aux hommes. Il est la conclusion des discours qui pendant quatre années de guerre ont retenti à toutes les tribunes alliées, fanatisé les armées, justifié cette libation de sang que nous avons répandue sur la terre.

Chaque pays est libre. Il se gouverne, s'administre comme il lui plaît. Dans la société qu'il forme avec les autres, son

influence se mesure non pas à son étendue, mais à ses services. Pourquoi la Belgique joue-t-elle à la Société des Nations un rôle aussi important que des peuples quatre ou cinq fois plus puissants? Parce qu'elle fut, en 1914, l'honneur de la civilisation. Pourquoi la voix de la Tchécoslovaquie est-elle aussi écoutée que celle des plus vieux et des plus grands États? Parce que c'est M. Bénès qui parle en son nom et que cet homme d'État, dont la politique n'est qu'un long voyage, a affiné jusqu'à la perfection son sens international.

— Mais la Grande-Bretagne, n'a-t-elle pas fait adjuger une voix à chacun de ses Dominions, afin de dominer dans les conseils de Genève en s'y assurant à peu de frais une majorité?

— Oui, seulement ce fut une faute contre la Société des Nations d'abord, contre la Grande-Bretagne ensuite. En révélant leur volonté d'hégémonie les politiques d'outre-Manche ont suscité la défiance, et l'inconvénient est plus sérieux que le profit, car sans parler de l'Irlande, on pourrait voir bientôt certains Dominions voter de temps à autre contre l'Angleterre. Déjà, lors de l'admission de l'Ethiopie, par exemple, n'avons-nous pas eu l'impression que l'Inde entraînait la Grande-Bretagne plutôt qu'elle ne la suivait?

## LE PARLEMENTARISME DIPLOMATIQUE

Que la France ne mette donc pas son espoir en des combinaisons d'un jour ou d'une année. Qu'elle accepte, sans arrière-pensées, sans réticences, les règles de ce « parlementarisme diplomatique » dont M. René Johanet, royaliste, a donné avec répugnance dans *le Pour et le contre*, l'exacte formule.

Le fait est là : Sa Majesté le *fait*. Depuis le traité de Versailles et par le traité de Versailles, qu'on le veuille ou non, le système des majorités s'est implanté dans la politique internationale avec les commissions. La Commission des Réparations est chargée d'exécuter le traité. Cela signifie d'abord que les vaincus ont à répondre non pas devant un homme d'État ou un pays, mais devant tous les pays représentés à la Commission; ensuite qu'aucun des pays représentés n'est tout à fait maître de sa politique étrangère, que l'avis de la

majorité s'impose à l'allié comme à l'ennemi, au vainqueur comme au vaincu. Hors de là, pas de traité. L'Europe est parlementarisée, car les commissions sont partout, du Rhin au Danube, et décident de tout.

Après quelques années de conférences à Paris, à Londres, à Bruxelles, à San Remo, à Cannes, à Gênes, nous nous sommes lassés de la diplomatie de palace et de sleeping-car.

L'opinion a salué de ses applaudissements, avec l'avènement de M. Poincaré, le retour à la méthode traditionnelle des négociations directes, et les ambassadeurs rétablis, disait-on, dans leurs prérogatives, ont eu la consolation de reprendre le cours glorieux de leurs visites aux ministres des affaires étrangères. Malheureusement, tandis qu'ils concertaient des propos réservés et des manœuvres confidentielles, les ministres des affaires étrangères eux, quittaient leurs cabinets pour monter à la tribune des Parlements ou descendre sur les places publiques et traiter devant le monde leurs collègues des autres nations comme de simples membres de l'opposition. La confidence courait la presse, la négociation se muait en polémique. Au lieu de la réunion privée, c'était la réunion publique à distance, procédé qui ne facilite pas précisément l'accord. A Spa, à Cannes, à San Remo, le communiqué attendait du moins la fin de la conférence. Aujourd'hui la publicité va devant. Les diplomates définitivement déçus ont perdu leur secret et sont réduits à la ressource humiliante de le rechercher dans les journaux.

Débat au sein des conférences ou par la voie des agences, à portes entr'ouvertes ou à portes ouvertes, parlementarisme ici et parlementarisme là. Allons donc tout de suite au plus moderne, c'est-à-dire à celui qui, comme la vapeur et l'électricité, rapproche davantage les distances.

Au conseil de la Société des Nations, tous les deux mois, se rencontrent les représentants attitrés de dix États. Outre que ces rendez-vous périodiques régularisent en quelque sorte leur vie commune, ces hommes, membres de nations différentes, et d'un même conseil, se trouvent naturellement enclins à rechercher le point où l'intérêt de leur pays rencontre celui de l'institution dont ils se savent solidairement responsables. S'ils trahissent le premier, leur pays les renie; en sacri-

fiant le second, ils perdraient leur raison d'être. Chacun d'eux ne peut réussir que d'accord avec les autres. Quelle prime à l'entente internationale!

Puis, septembre ouvre à Genève le grand couvent laïque où prendront rang en 1924, 52 délégations, car le nombre des États croît à chaque assemblée. Un mois durant, ce demi-cent de peuples conversera entre les repas et aux repas, et finira par revêtir l'espèce d'uniforme moral des hommes adonnés quotidiennement aux mêmes rites. Le matin tous les hôtels du quai du Mont-Blanc s'ouvrent à la fois, lâchent des délégués de toutes silhouettes et de toutes couleurs dont le défilé s'allonge de porte en porte, jusqu'aux Bergues, de là passe le pont, recueille à l'Hôtel Métropole les envoyés des diverses parties de l'Empire Britannique, s'engouffre dans le temple désaffecté où les nations sont classées par ordre alphabétique. Pour l'office de l'après-midi, la marche reprend en sens inverse jusqu'à l'hôtel dans lequel délibèrent les commissions. Ce sont toujours les mêmes gens qui discutent, déjeunent, dînent ensemble, nouent des amitiés ou simplement des combinaisons, saisissent leurs ressemblances et les raisons de leurs dissentiments, mesurent leur bonne volonté et la difficulté qu'ils ont à se comprendre, essaient douloureusement de traduire une argumentation britannique en français, ou vice versa, s'efforcent à réduire les textes comme les cerveaux à un mètre unique.

Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.

Vingt fois? C'est bien peu! Ne comptons pas, suivons seulement le vieux conseil jusqu'au moment merveilleux où, pour notre récompense, nous verrons venir à nous, sûre d'elle-même et de l'acquiescement universel, la phrase souveraine qui résoudra tous les désaccords, dissipera toutes les ombres, et que nous reconnaîtrons à sa simplicité, car elle seule ne portera pas trace de l'effort dont elle est le prix. Langue française, c'est ici qu'il faut te bénir d'être aux autres langages ce que la ligne droite est aux autres lignes : le chemin le plus court d'une idée à une autre!

Peu à peu tout ce monde se découvre un esprit de corps, comme une école ou comme un club. O surprise? la confidence,

partout ailleurs impossible, reprend à la faveur du voisinage. Qui pourrait épier ce qui se dit d'un appartement à l'autre? Pourquoi remarquer telle visite ou tel aparté dans une existence qui n'est qu'apartés et visites? L'art des préparations qui fut le propre des diplomaties connaît là sa renaissance. Jamais le difficile emprunt hongrois n'eût pu même être envisagé si le comte Bethlen n'avait pris fort intelligemment le parti de venir à la dernière assemblée s'installer à Genève pour y rencontrer sans bruit MM. Bénès, Ninchitch, Titulesco, et conduire avec eux une conversation patiente et sans éclat.

La préparation achevée, conclure n'est plus qu'un jeu dans ce concile où l'on a l'univers sous la main. En 1922, lorsque la délégation française fut parvenue, au bout d'une quinzaine, à s'accorder avec son gouvernement sur un texte relatif aux réparations et aux dettes interalliées, l'unanimité des quarante-cinq nations fut conquise en deux jours.

Comment la France nouvelle, exaspérée d'avoir vu traîner la guerre et traîner la paix, ne s'enthousiasmerait-elle pas pour cette rapidité dans la négociation? Quel carrefour, celui où se rencontrent à la fois tous les problèmes et tous les États! Les progrès modernes et les conceptions antiques se rejoignent. De nouveau, le monde peut tenir dans les limites du Forum.

Ici, les nations vivent : il n'y a plus de politique étrangère; il y a une politique internationale. Que cela gêne les monarchies, passe! Mais que la République française ait peur!... Se défierait-elle de son principe? Tant mieux pour elle, si la démocratie s'étend.

Tous les dimanches et plusieurs fois la semaine, le chef du Gouvernement plaide notre bon droit. Ce n'est pas à coup sûr pour gagner la cause de la France en France. Où est donc le tribunal qui va prononcer sur ses arguments?

En diplomatie la seule ressource consiste à s'entendre avec le plaideur d'en face. Négocier, c'est transiger; procès veut dire guerre. Les juges manquent...

— Pardon, ils manquaient. La Société des Nations a comblé le vide. Le tribunal, c'est elle. En portant notre cause partout; sauf, devant elle, nous nous interdisons de la gagner.

## LA PROPOSITION KLOTZ, LES RÉPARATIONS ET LES DETTES INTERALLIÉES

A l'heure lointaine où se discutaient la paix de Versailles, alors que la Société des Nations n'était encore qu'à l'état de vœu, la commission financière des préliminaires de paix fut saisie d'une proposition de M. Klotz, ministre français des finances, tendant à créer une *section financière de la Société des Nations.*

Dans son livre *De la Guerre à la Paix,* M. Klotz a écrit à ce sujet un chapitre bien énigmatique qu'il intitule : les « dettes interalliées ».

Il nous y conte que, le 28 février 1919, sur le rapport de M. Montagu, délégué britannique, le principe de la section financière de la Société des Nations *fut adopté à l'unanimité.* « Restait à fixer les modalités d'exécution. Finalement, elles furent déterminées par une résolution prise le 26 mars.... La Conférence de la paix, dans sa séance plénière du 28 avril 1919, adopta les conclusions de la commission financière. »

Qu'est donc devenue cette institution votée à l'unanimité, consacrée en séance plénière et qui devait « interpréter les clauses financières et économiques du traité de paix et veiller à leur application (§ II, 1), juger en dernier ressort tous les litiges d'ordre financier qui pourraient naître de l'application des dispositions inscrites dans le traité de paix (§ II, 1), provoquer de la part des États alliés et associés toutes les mesures complémentaires de coercition nécessaires pour contraindre les États débiteurs à remplir leurs obligations (occupation militaire, saisie d'avoirs à l'étranger, prises d'hypothèques nouvelles... et autres sanctions (§ II, 1), faciliter les compensations entre États qui se trouveront respectivement créanciers et débiteurs (§ III, 1), enfin exercer un contrôle supérieur et permanent sur toutes les commissions internationales ou organismes financiers présents et futurs, plus particulièrement sur ceux qui seront institués par le traité de paix, dans les territoires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la

Turquie et de la Bulgarie, à l'effet de percevoir des revenus suffisants pour garantir le paiement des annuités dues aux États alliés et associés et à leurs ressortissants (§ I)?

Oui, qu'est-elle devenue, l'idée de M. Klotz? M. Klotz lui-même n'en sait rien.

Ayant laissé le temps passer sur la séance plénière de la Conférence de la Paix qui avait élevé la section financière de la Société des Nations au-dessus de tous les organismes financiers, « présents et futurs », un an après, « presque jour pour jour, continue et précise l'ancien ministre des finances du cabinet Clemenceau, j'écrivais, en qualité de président de la Sous-Commission chargée par la Commission des finances de la Chambre de suivre l'exécution des traités de paix, au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de l'époque, une lettre relative à la constitution de la section financière de la Société des Nations et je recevais de lui une réponse où il me disait qu'il s'empresserait d'envoyer une copie de ma communication à M. Léon Bourgeois dont on connaît l'ardeur à servir la cause française *et qu'il faisait mettre immédiatement la question à l'étude par le service compétent de son département.* »

Et M. Klotz demande :

« Le traité de Versailles étant en vigueur depuis plusieurs mois, le Quai d'Orsay avait-il dû attendre un rappel à l'ordre pour « mettre à l'étude » une question de cette importance? »

A notre tour de demander à M. Klotz, pourquoi ayant été ministre jusqu'en janvier 1920, il avait attendu sa chute pour se souvenir de sa proposition tombée dans le plus complet oubli à partir du 26 avril 1919, c'est-à-dire dans la période des négociations décisives de la paix?

M. Klotz n'avait cependant pas été le seul ministre de M. Clémenceau à réclamer la liquidation en commun des charges de la guerre par la Société des Nations. M. Loucheur soutenait la même thèse; j'entends encore M. Tardieu déclarer qu'il n'en concevait pas d'autre. Quant à M. Poincaré, je ne sais s'il recommanda cette méthode dans les lettres qu'il écrivit de l'Élysée à chaque négociation manquée, mais dans ses propos, j'en suis sûr.

En relisant le projet Klotz [1], en repassant les souvenirs de ceux qui ont pu savoir quelque chose des discussions qu'il suscita, en parcourant les rares documents qui en ont gardé trace, on croit discerner les causes de cet évanouissement.

Le texte adopté le 26 mars 1919 et présenté à la Conférence des préliminaires de paix par la commission financière se trouve joint au rapport de la Commission du 5 avril. Il est fort différent du projet Klotz et ne porte plus trace des « accords » interalliés pour la consolidation, la nouvelle répartition, la nouvelle prise en charge des dettes de guerre, ni des accords interalliés temporaires pour le soutien des changes que la quatrième sous-commission avait cependant été priée d'étudier.

Il est vrai que le vague des attributions reconnues à la section financière de la Ligue permettait de lui confier tous les problèmes.

Ce document se terminait ainsi. « REMARQUE : *Si la Ligue des Nations n'est pas chargée de l'exécution financière du traité de Paix, la commission financière estime nécessaire qu'il soit constitué, pour remplir cette tâche, une commission financière interalliée* ».

Eh bien, la Ligue des Nations ne fut pas « chargée de l'exécution financière du traité de paix ».

Nos alliés lui préférèrent la Commission des Réparations. La section financière rêvée par M. Klotz eût été fatalement en même temps qu'une commission des Réparations une commission des Dettes interalliées. C'est ce que voulurent et surent éviter les créanciers de la France. Nous avons subi là une défaite diplomatique qui nous a retiré le profit de la victoire, car séparer le problème des réparations du problème des dettes interalliées, c'était le rendre à peu près insoluble.

La Société des Nations l'a reconnu et proclamé en toute circonstance. Sa doctrine n'a pas varié, de la Conférence financière de Bruxelles en 1920 à la troisième assemblée de Genève en 1922. En 1920, elle adopta les vues de M. Léon Bourgeois sur la solidarité des réparations et des dettes.

1. Il a été publié par l'ancien ministre des Finances dans son livre : *De la Guerre à la Paix*, dont il constitue l'annexe II (p. 197 à 200).

En 1922, à l'unanimité de 45 nations, elle vota la résolution XVI qui, après avoir constaté les maux de l'Europe, ajoute :

« Seule la cessation de l'incertitude qui règne sur les moyens par lesquels peuvent être restaurées les régions dévastées et sur le règlement des dettes interalliées, permettra de porter remède à ces maux » et, qui, plus loin, réclame « *une solution d'ensemble du problème des réparations et du problème des dettes interalliées* ».

J'ai toujours été étonné que le Gouvernement français n'ait rien fait d'une adhésion si générale et si solennelle à la thèse française et qu'en repoussant la seule juridiction du monde qui se fût ralliée à ses principes, il ait refusé l'appui de la Société des Nations.

Peut-être, après tout, suis-je, en la matière, mauvais juge...

## LA SÉCURITÉ ET LES TRAITÉS DE GARANTIE

Résoudra-t-on heureusement le problème des réparations et des dettes interalliées sans la Société des Nations? Il faut l'espérer puisqu'on l'a tenté, car seul le résultat importe. Mais il est un autre problème pour lequel il n'y aura à coup sûr pas de solution en dehors de la Société des Nations : celui de la sécurité.

Reste-t-il encore des gens pour s'imaginer que la Rhénanie va se donner à la France? Que ce fût ou non possible au lendemain de l'armistice n'est plus la question. Nous sommes en 1924 et non en 1918. Les Rhénans souhaitent toujours l'autonomie, étant fort peu prussiens de tempérament et nullement enclins à offrir leur pays pour champ de bataille à la prochaine guerre. Cela ne les rend pas français. Le temps est passé où l'occupation militaire naturalisait les peuples. Et d'ailleurs, jusqu'à quelle date l'occupation pourra-t-elle persévérer? Le traité de paix a prévu quelle reculerait au bout de cinq ans pour cesser au bout de quinze.

— Les délais ne courent pas.

— Il est vrai; mais si vous aviez à négocier une hypothèque de quinze années, sur quelque domaine que ce soit, attendriez-vous qu'elle vienne à expiration?

Nous n'entendons ni coloniser la Rhénanie, ni introduire des députés rhénans au Parlement français. Nous ne voulons qu'éviter la mobilisation allemande sur le Rhin, et éloigner de nous l'invasion. C'est l'intérêt commun de la France, de la Rhénanie et du monde. Il exige une Rhénanie libre et garantie. Mais garantie par qui? Par nous ou par l'Europe? Suivant la réponse, nous aurons recours au militarisme ou à la Société des Nations, augmenté ou allégé nos budgets, fait du provisoire ou du définitif, préparé la guerre ou la paix.

Que cela plaise ou non, la Société des Nations est l'instrument diplomatique du temps. Puisque les théories germaniques ont échoué, qu'au lieu de la concentration des États, la guerre de 1914 a réalisé leur multiplication, créé une Europe où le nombre des faibles a augmenté, où les intérêts économiques chevauchent les frontières, où chaque peuple a besoin de tous, il est nécessaire pour les soutenir d'insérer les cadres nationaux, trop faibles pour la plupart, dans un cadre international qu'il faut souhaiter de plus en plus puissant.

Déjà les alliances conclues en dehors de la Ligue des Nations sont un péril pour ceux qui les signent. Un traité qu'on ne communique pas à la Société, paraît l'acte de défiance d'une minorité contre la majorité des peuples. Il incite les gouvernements qui ignorent ses clauses à s'unir contre la menace mystérieuse qu'il semble recéler.

MM. Poincaré et Bénès l'ont heureusement compris quand ils ont conçu le pacte d'alliance entre la France et la Tchécoslovaquie dans des termes qui permettraient de l'étendre de proche en proche aux autres pays et quand ils l'ont placé sous la sauvegarde de la Société des Nations.

Nous nous acheminons ainsi peu à peu vers la méthode propre à la Société des Nations et qui constitue sa principale nouveauté : celle des traités de garantie.

Qu'est-ce qu'un traité de garantie? C'est une alliance ouverte à laquelle tous les peuples ont constamment le droit d'accéder pourvu qu'ils en acceptent les conditions, c'est-à-dire : 1° l'engagement de réduire les armements nationaux proportionnellement aux sécurités que le traité garantit;

2° l'engagement de porter assistance effective et immédiate à la Nation signataire du pacte qui se verrait attaquée.

La seconde condition se retrouve dans toutes les alliances; la première n'y a jamais figuré.

Jusqu'ici un pays ne demandait à ses alliés que d'être fidèles et forts. L'alliance était en effet conçue comme un organisme de lutte, tantôt offensif, tantôt défensif. Toujours tournée contre quelqu'un, elle répondait à une menace par une autre.

Nul moyen de sécurité hors le recours à la force; donc fatalité de la course aux armements. Quelques années d'arrêt, de faiblesse dans un camp, et les adversaires profitaient de l'occasion. La rupture d'équilibre entraînait l'invasion. Il y a eu aussi un temps où l'homme ne voyait son salut que dans la puissance de ses bras ou de ses armes et ne mesurait le respect de ses voisins qu'aux coups dont il les frappait. Ce temps n'est plus. La Société a désarmé les individus pour s'armer à leur place. Parfois quelque insurgé ramasse ou vole l'arme désormais prohibée, s'en sert pour la rixe ou l'assassinat. La police a vite raison de lui, car elle est contre quelques-uns la servante de tous.

— Mais, dira-t-on, il suffira du refus d'un seul État pour paralyser toute votre organisation internationale.

Voici l'Allemagne, voici la Hongrie qui rêvent de revanche. Qu'elles rejettent ou tournent le pacte, et la guerre peut sortir de votre proposition de désarmement, comme l'avait prédit Bismarck.

— Ce n'est pas l'offre d'un traité de garantie qui aura créé l'état d'esprit allemand ou hongrois. Peut-être en effet servira-t-elle à mettre en lumière le péril caché. Mais par là, au lieu d'attendre l'achèvement de la préparation allemande et de mettre la montre de l'Europe à l'heure de l'Allemagne, nous l'aurons mise à la nôtre, et voilà déjà un résultat. Si le danger existe, il faut le voir, et la politique des traités de garantie ne vaudrait rien si elle bercait les peuples d'une légende.

A l'origine de tous les désastres on trouve ou l'illusion humanitaire qui se fie à l'esprit pacifique des autres, ou l'illusion militariste qui se fie aux armements nationaux; dans

l'un et l'autre cas, même ignorance de ce qui se passe à côté ou en face. Le traité de garantie passe entre ces deux erreurs, et les écarte. Il ne diminue l'armée d'un pays que par le concours d'une autre armée, c'est-à-dire d'une garantie plus forte que la seule force nationale. Aux peuples qui se sentiraient menacés par ce genre d'alliance, il offre pour la première fois une option entre l'hostilité et la collaboration. Plus il englobera d'États et plus la tentation de solidarité sera puissante. Ainsi pourra s'opérer, non pas d'un seul coup, mais peu à peu et de proche en proche, la diminution des budgets de la guerre et la réalisation du contrôle militaire mutuel, en lequel réside toutes nos chances de sécurité depuis que le contrôle du désarmement allemand n'est plus qu'une vaine apparence, qui grandit le danger en nous laissant croire à l'efficacité d'une surveillance désormais impuissante.

Telle est, dans ses grandes lignes, la politique de la Société des Nations, institution sans budget, mais à laquelle l'Autriche a dû son salut financier, institution sans armée, mais qui n'attend pour avoir la plus puissante armée du monde que l'adhésion consciente d'un grand peuple. Que ce peuple soit le nôtre, c'est le vœu des nouvelles générations françaises, car le XXe siècle porte en lui la revendication de la paix, comme le XIXe porta celle de la liberté[1].

HENRY DE JOUVENEL

1. Cet article de M. Henry de Jouvenel fait partie d'une enquête sur la S. D. N. qui se poursuivra incessamment par la publication de deux études de Lord Robert Cecil et de M. Albert Thomas.

Le Groupement Universitaire pour la Société des Nations (dont le siège est à Paris, 195, rue Saint-Jacques) mène une active propagande en faveur de cette grande institution : il compte réunir la suite de ces articles en une publication d'ensemble.

# LA FILLE DU DOUAR

## I

Le jour pointait. Un siroco tempéré par la brise de mer soufflait déjà sur les hauteurs de Mimich. Le douar reposait. Les petites toiles bleues frissonnaient devant les portes des maisonnettes de toub groupées autour du marabout de Sid El Mokhfi.

Les sons d'une flûte du côté de l'oued réveillèrent tout à coup Nedjma, la Fille du Douar, qui dormait sous la haute tente, dressée fièrement au milieu des masures à toit de chaume. Elle rejeta la *mlahfa* qui couvrait son corps, s'étira, plia et déplia sa jambe musclée, secoua sa chevelure, passa ses doigts roses sur ses paupières gonflées de sommeil.

— Quoi? — se dit-elle en s'asseyant sur le bord de sa natte, — c'est mon bien-aimé qui m'appelle déjà? Comme je suis languissante, ce matin!

Un instant, elle prêta l'oreille à la mélodie voluptueuse qui montait... Puis, de nouveau, elle se renversa sur sa couche virginale, elle arrondit ses bras autour de la nuque, et les yeux levés au faîte de la tente, elle but délicieusement la plainte du pâtre qui roulait dans le vent du sud. L'air était sensuel, implorant et sauvage. Il rappelait à Nedjma les phrases d'amour dont le pâtre le faisait suivre d'habitude :

« Nedjma, viens poser ta tête sur ma jambe, que nous goû-

tions ensemble le frisson de cette matinée... Nedjma, viens me donner tes lèvres chaudes comme les braises de l'*Oudjaq* [1]... Nedjma, étoile de ma chance, réveille-toi, le temps fuit et les chemins sont longs!... »

Dans le silence, dans l'isolement des montagnes, la tentation était trop forte. La Fille du Douar se leva.

— Oh! comme je t'aime, mon Ali! — murmura-t-elle.

Elle roula sa natte du pied et se dirigea vers un petit rideau qu'elle souleva avec précaution. Elle arrêta ses regards sur un vieux paillasson où deux corps étaient allongés... Satisfaite de les entendre ronfler dans leurs couvertures, elle laissa retomber la toile de sac et s'enfuit de la tente, avec des sauts de biche en liberté!

Au dehors, la paix était grandiose. Les ruisseaux coulaient mollement au pied des vieux oliviers qui protégeaient le tombeau du marabout. Emmitouflé dans sa *qechabïa* [1], le gardien sommeillait sur la dalle. Tentes et maisonnettes, autour de la petite place mystérieuse, se serraient, toutes blondes sous les premières lueurs de l'aurore. Au loin, c'était la Mitidja, c'étaient les vignobles, les champs de blé qui ne finissaient plus, les villes romaines par delà l'horizon de coteaux maritimes...

Nedjma s'était arrêtée au milieu de la placette. Elle savourait la caresse du vent chaud, elle écoutait, attendrie, l'éveil des pinsons dans les rameaux des oliviers antiques. Tous les après-midi, des chasseurs français venaient mettre en joue les exquises créatures. Le sol de la petite place, la dalle sous laquelle reposait Sid El Mokhfi en devenaient noirs. Qu'aurait-elle pu faire? Le Roumi était chez lui, et puis il était riche. Il donnait l'argent pour blanchir le marabout, il donnait même pour allumer des bougies et brûler de l'encens au pied du catafalque! « Ah! soupira Nedjma, celui qui ne connaît pas la valeur de l'oiseau le fait griller! »

A ce moment, un appel nouveau, plus aigu, plus frémissant vers l'amour, vint l'arracher à ses regrets. Elle noua autour des reins son abondante chevelure et s'élança dans la direction de l'oued, parmi les rocs et les touffes de genêts.

1. Le foyer du café maure.
2. Grand vêtement de laine brune.

Ali était appuyé contre un buisson, tout au fond du ravin abrupt. C'était un beau mâle, de dix-sept ans à peine. Un teint bronzé, une figure ronde, des joues sanguines comme deux fleurs de géranium. Il avait une qechabïa très propre, mais courte et usagée, qui laissait à nu ses mollets nerveux, brûlés de soleil, déchirés par les ronces des sentiers.

Le pâtre soufflait à perdre haleine dans sa flûte de roseau. Le feu de son âme brillait entre ses paupières mi-closes. Rouge de désir, il s'impatientait à exhaler son appel, à tirer du *djouaq* les mêmes roulades voluptueuses, quand soudain il ouvrit les yeux devant la superbe apparition de Nedjma. Il jeta sa flûte dans les cailloux et lui tendit les bras.

— Nedjma, — s'écria-t-il, — enfin tu m'as entendu! Tu as compris mon amour qui montait! Nedjma, mon âme, comme je t'aime! Viens, viens, j'ai beaucoup de bonnes choses à te dire!

— Qu'Allah t'écoute! — lui dit Nedjma, devenue, devant le maître de son cœur, une bonne fille tendre, presque sans volonté.

Docile, elle s'assit sur ses genoux, après que lui-même se fut étendu au bord de l'oued, à l'abri d'un bouquet de jeunes chênes.

— Comme tu m'as réveillée matin, mon bey! Vois : il y a encore des étoiles que le souffle du jour n'a pas ternies...

— Laisse, laisse! J'avais trop d'impatience de te revoir, de te dire ma joie qui éclatait!

— Parle... je t'écoute... mais parle vite, car le Juif du douar ne tardera pas à passer!

Toute pâle, elle fixait des regards pleins d'étonnement sur les beaux regards bleus de son bien-aimé pâtre.

— Dis-moi, — questionna celui-ci, — d'abord, que font ta tante Kharbassa et ton oncle Zouaoui?

— Ils dorment, qu'Allah les laisse couchés toute leur vie!

— Et fasse monter un incendie à leur chemise, pour qu'ils achèvent de dormir! — ajouta Ali.

Nedjma poussa un profond soupir.

— Si Allah pouvait nous écouter... comme nous serions dans le bonheur!

Et de nouveau, ils s'enlacèrent au milieu de l'âpre soli-

tude qu'animaient le glouglou de l'oued et le halètement de leurs souffles chauds.

Nedjma s'écarta la première.

— Eh bien! parle, — dit-elle, — le sorcier va passer et je ne veux pas voir un juif en ouvrant mes yeux le matin!

— Je ne puis, — cria le pâtre et il secoua la tête, attira sa fiancée, la mordit aux joues, — je ne puis t'approcher sans en perdre la raison!

Il lui embrassait la taille, et maîtrisant son désir, tout d'une haleine :

— Eh bien! j'ai la somme! J'ai l'argent que ton vieil oncle exige pour te donner à moi! Je l'ai, je le lui apporterai ce soir!

Nedjma sursauta.

— Quoi? Tu as les soixante douros? Déjà? Et comment as-tu fait pour les avoir? Qui te les a donnés?

— Ah! qui me les a donnés!...

Ali eut un sourire, un ferme sourire d'homme, et contempla sa bien-aimée. Il jouissait de la surprise, de l'immense bonheur qui flambaient dans ses yeux. Quoi? N'était-il point capable, lui, d'avoir soixante douros? N'avait-il pas amassé depuis les cinq années qu'il s'était mis en tête d'acheter pour femme son amie d'enfance? N'avait-il pas travaillé, lutté, souffert? Ses journées au penchant des vallons, ses nuits dans le gourbi, ne les passait-il pas à filer des cordelières de soie pour les grandes dames de la ville, à mouler des poteries avec l'argile de l'Oued-Labarir, à tailler des sabots dans le bois des amandiers? Ne se nourrissait-il pas de pain d'orge et d'huile, tandis que ses amis, pour chaque fête, descendaient à Blidah manger les beignets au miel et les confiseries de toutes couleurs? Oui, Nedjma savait cela, mais elle savait aussi ce que l'on payait le labeur des pâtres. Son fiancé ne pouvait pas, à moins de quelque miracle, avoir réuni en cinq ans l'énorme somme qu'exigeait le vieil oncle cupide et détesté...

— Écoute, — dit enfin Ali. — Hier, sur les biens de Sid Abdel-Azouz, une maladie grave a éclaté. Les brebis mouraient par dizaines. Le Sidi, prévenu à la hâte, est arrivé avec son fils et le nègre Youssoufi. Il a demandé qui était le saint pâtre de la montagne. On lui a dit que c'était moi. Il est

venu me surprendre dans le bois de Gamès où je faisais paître mes vaches. Je le saluai, je lui tendis ma tête à bénir. Il s'assit auprès de moi et me conta le mal qui exterminait ses troupeaux. Je le reconnus, ce mal : les bêtes avaient mangé « l'amertume des vers ». Et je savais le secret du remède que mes grands-pères, chefs de pâtres, m'ont légué. « Sur Allah, me conjura notre marabout, si tu me sauves mon bétail, je te donnerai tout ce que tu désires, et la paix de ma part et de la part de mes descendants sera sur toi et sur ceux que ton cœur protège! » Disant cela, il me tendit, pour mon premier « café », vingt douros. Juste la somme qui me manquait pour acheter ma femme! Comme l'éclair, je volai à mon gourbi, je préparai l'huile de balsamine et l'encens pilé avec le tronc du caroubier, et je me rendis parmi les troupeaux malades. Je fis avaler aussitôt une gorgée de mon mélange à chacune des malheureuses bêtes sur lesquelles Sid Abdel-Azouz avait murmuré sa bénédiction. Alors, elles se mettaient à vomir toute l'herbe empoisonnée... Au bout de quelques instants, elles respiraient mieux, comme si le nom d'Allah était descendu sur elles... J'ai passé ma nuit dans les étables, aidé par le Sidi, son fils et le nègre Youssoufi. Avant que la lune eût disparu, les troupeaux entiers avaient guéri. Le Sidi était tellement heureux que pour chaque bête sauvée, il me bénissait. Et en me quittant pour aller se reposer sous le guitoune que mon patron lui avait préparé là-haut, il me recommanda de venir le voir avant son départ. Et voilà, termina le pâtre, comment Allah m'a complété la somme pour t'acheter, pour te posséder bientôt!...

Et Ali saisit encore sa fiancée à pleins bras et la pressa sur sa poitrine.

— Oh! Nedjma, si je pouvais...

Mais à ce moment, Isaac le sorcier surgit au détour du ravin. Les deux enfants se blottirent l'un contre l'autre, s'écartèrent comme au passage d'un taureau. Le grand Juif, de son œil bleu, lent, profond, les examina, les reconnut. Il leur dit simplement : « Le salut soit sur vous » et passa son chemin.

— Tu vois, — repartit Nedjma. — Tu as eu à peine le temps de me dire ce que tu voulais. Maintenant, il faut nous séparer, car Isaac est au douar la veilleuse matinale : dès

que la clef grince à sa porte, tout sort de l'ombre et du sommeil...

— Alors, sur toi le bonheur, mon âme, ma vie! A ce soir Je vais me reposer deux ou trois heures : je suis à bout de forces! Je tuerai le chevreau, je ferai tout ce qui est nécessaire, et avant le coucher du soleil, je reviendrai pour donner ton *sdaq*.

Nedjma demeura pensive.

— Mais... tu ne retournes pas vers le Sidi?

— Pourquoi faire? Maintenant que j'ai la somme pour t'acheter, bien-aimée, je n'ai plus rien à demander. La bénédiction que le Sidi a versée sur ma tête, nous la partagerons quand se rencontreront nos deux côtés...

Nedjma cependant n'était pas satisfaite.

— Oui, — répliqua-t-elle, — mais tu sais, je voudrais aller le trouver, moi, car j'ai quelque chose à lui demander.

— Quelque chose à lui demander, toi, Nedjma? Qu'est-ce?

— Quelque chose qui déciderait mon oncle et ma tante à nous marier au plus tôt, ce soir, sans doute...

— Oh! Nedjma, crois-tu? Si cela pouvait être!...

Et déjà une ivresse de volupté faisait frémir le robuste corps du pâtre.

— Oui, cela pourra être, avec ce que je pense demander au Sidi...

— Eh bien! dis-le-moi. J'irai trouver le marabout tout de suite!

— Non, non, — déclara Nedjma décidée, — moi seule irai. Tu connais le dicton : Le lion même ne saurait faire mes affaires à ma place! Et de la bouche de la vierge des montagnes, cela lui semblera miel, à notre marabout... Toi, va te reposer, prendre ton bain et te préparer à la demande, et tout se fera selon notre cœur!

Ils s'étreignirent.

— Alors, le bonheur soit sur toi, bien-aimée! Qu'Allah t'accompagne!

— Sur toi le salut, Ali!

Puis Nedjma rappela brusquement son fiancé.

— Ali, Ali! Ecoute...

Elle se pencha vers lui, et à l'oreille, tout bas :

— Jure-moi...

— Quoi, bien-aimée?

— Jure-moi... Je voudrais, oh! je voudrais!... Pour le soir de mes noces, après que tout le monde serait parti, dans notre gourbi, je danserais la danse du fer au son d'un tambourin nègre, je m'enivrerais jusqu'à en perdre le souffle, et puis je me jetterais sur ta poitrine et tes caresses seules me rendraient à la vie!...

## II

Nedjma plongea ses pieds, son visage, ses bras dans l'eau courante, elle les offrit au vent à sécher, puis telle qu'elle était, vêtue de sa gandourah dont les bords frangés de laine noire atteignaient à peine ses mollets, elle se mit à gravir le flanc rude des collines, s'accrochant aux pierrailles, aux arbustes, prenant des raccourcis dans l'enchevêtrement des mûriers sauvages, afin d'arriver à temps à la khima où reposait le vieux marabout. Elle aperçut bientôt les propriétés de Sid Abdel-Azouz. Elles s'ouvraient par une orangerie, au creux d'un ravin. Les premiers rayons du soleil éclairaient déjà les troncs courts, les feuillages touffus et vernissés. On entendait des bruits de sources. C'était la richesse, la vie, le sourire au milieu de l'âpreté brune du paysage... La surprise de Nedjma fut vive quand elle distingua, là-bas, un jeune Arabe d'une allure particulière. Devant la pénombre des orangers, luxueuse et fraîche, il se promenait avec langueur. Il était blond, frêle, avait de grands yeux battus. Il traînait des burnous de soie et des souliers vernis dont l'éclat rehaussait la blancheur de ses bas fins. Sur des cheveux roux, teints à l'excès, bouclés sans doute plusieurs fois par jour, il portait un féz de Tunis. Sa *bedaya* [1] était couleur de rose sèche, et à sa poitrine pendait une chaîne d'or, large comme un câble. Le jeune homme allait et venait, faisait miroiter au soleil un diamant qu'il portait au petit doigt. Il écrasait sous son pas, sans le moindre égard, les fleurs, les légumes qui poussaient dans le voisinage des eaux. A quelque distance, un grand nègre, terrifiant d'orgueil, mieux habillé, semblait-il, que le maître,

1. Ample vêtement de soie.

le suivait. Les deux hommes paraissaient monter la garde autour du guitoune improvisé sous lequel dormait le marabout...

Nedjma ne s'arrêta qu'en face du Sidi. Elle posa un poing sur la taille, l'examina d'abord avec un sourire de dédain, tandis qu'elle pensait : « Ah! si ces burnous tombaient des épaules de mon Ali, et si ce fez était posé sur les boucles qu'Allah lui a faites, sans henné, jamais lavées, comme il serait beau, plus beau que tous les Sidis de la terre! » Le jeune homme la contemplait d'un regard étonné, où se lisait l'admiration. Il lança à son compagnon, dans le langage nègre :

— As-tu jamais vu une fleur pareille?

— *Lan, Sidi*! — gronda le colosse, — jamais.

— Qu'est-ce qui t'amène ici? — demanda-t-il ensuite à cette fille des montagnes.

— Mes jambes, — lui répondit Nedjma, sans s'émouvoir.

— Et pourquoi faire?

— Pour voir ton père, le vénérable.

— Qu'as-tu à lui dire?

— Lorsque ses yeux auront rencontré les miens, mes lèvres s'ingénieront.

Cette parole ferme, ce regard franc, cette tête aux lignes rares bouleversèrent un peu la raison du Sidi.

— Mon père... dormira jusqu'au soir...

— Eh bien! Je patienterai. J'ai attendu cinq ans, je puis encore attendre un jour!

Et Nedjma alla s'appuyer du coude à un cyprès, gardien de la khima du maître.

— Viens, viens, — lui dit le jeune seigneur en baissant la voix. (Le désir commençait à gagner sa tête de linotte.) — Viens un peu plus loin... Ici, nous risquons, en parlant haut, d'éveiller mon père...

— Je ne parlerai plus : chez moi la parole ne démange pas.

Le jeune homme pressentit que cette occasion unique de se distraire, de faire un brin d'amour dans ce bled monotone, allait lui échapper.

— Mais enfin, — reprit-il en se composant un air hautain qui fréquemment réussissait à intimider les Arabes de Blidah, — que veux-tu demander à mon père? Je pourrais

moi-même te l'accorder. Je suis son fils, n'est-ce pas, l'enfant de sa première femme!

— Non, — dit Nedjma en redressant la tête, — ce que ton père a dans le cœur, tu commences, toi, à l'avoir sur le bout de la langue!

Plus les réponses étaient originales et inattendues, plus s'excitaient la curiosité, l'entêtement de l'aristocrate. Il était habitué à ce que nul ne lui résistât, ni femme ni homme. Il se jura bien de désarmer cette fille de la brousse.

— Alors, — lui déclara-t-il, — tu pourras attendre longtemps. Mon père est reparti depuis une heure déjà, et moi, j'attendais mon cheval que mon domestique est allé baigner dans l'oued!...

Disant cela, il fit signe à son nègre. Les deux hommes partirent ensemble.

Nedjma crut à ce lâche mensonge. Une minute, elle demeura pensive, contre le cyprès. Irait-elle jusqu'à la khima du marabout, oserait-elle s'assurer de la présence du vieillard?... Et si le jeune homme enfourchait sa monture, disparaissait à sa vue?

Elle courut après lui.

— Sidi! Sidi! — cria-t-elle.

Le Sidi faisait la sourde oreille. Il se hâtait. Il voulait gagner de l'espace, éloigner la jeune fille le plus possible de la khima où dormait son père.

— Sidi! Sidi! — appela timidement Nedjma.

Point de réponse. Lorsqu'ils eurent seulement passé l'orangerie, qu'ils furent entrés dans un petit bois de micocouliers, le Sidi claqua de la langue. Le nègre tourna les talons et disparut.

Le Sidi s'arrêta, feignit de s'inquiéter de l'heure. Il tira avec ostentation sa large montre d'or, cependant que Nedjma, elle aussi, faisait halte, angoissée, ne disant plus mot... Voyant que le Sidi ne regardait point de son côté, elle s'approcha, cueillit le bord de son burnous qu'elle porta à ses lèvres, — non sans une certaine réserve.

— Mon Sidi... — dit-elle.

Il se retourna, fit l'étonné, comme s'il ne l'avait point vue... Et prenant une mine sévère, contenant la joie qui haussait son orgueil :

— Que me veux-tu?

— Je veux, — répondit Nedjma en le fixant de ses grands yeux noirs, — j'ai réfléchi... J'ai pensé à ce que tu m'as dit : que tu étais le fils du marabout et que tu pouvais remplacer ton père...

— Parle, je t'écoute.

Alors Nedjma secoua sa chevelure et releva le front comme un beau poulain de bataille.

— Je me marie ce soir, et comme nous sommes pauvres l'un et l'autre, je voudrais que tu nous bénisses, toi ou ton père, afin qu'Allah nous donne un peu de bien pour cacher notre nudité!

Parlant ainsi, elle regardait le jeune homme, anxieuse. Elle craignait qu'il ne pût, pour cette simple cause, retarder son départ. Tandis qu'à ces mots : Je me marie ce soir, l'Arabe éprouva le coup d'une flèche aux entrailles. « Elle m'échappe, elle m'échappe! » murmura-t-il. Il pinça les lèvres, parut songer un moment... Nedjma, les poings sur la taille, les yeux baissés maintenant, attendait la réponse.

— Tu te maries, — lui demanda-t-il enfin, — et avec qui?

— Avec celui qu'a envié mon désir.

— Qui est-il, celui-là? — insista l'orgueilleux en pâlissant de jalousie.

— C'est le premier pâtre de la montagne, Sid Ali le poète.

— Celui qui a soigné les brebis de mon père? — interrogea le Sidi avec une moue dégoûtée, revoyant le pâtre, — ce va-nu-pieds, cet enfant de rien.

— Lui-même, et qui les a sauvées! — répliqua fièrement Nedjma.

— Sauvées... Qui te l'a dit?

— Encore lui.

— Quand cela?

— Ce matin, avant que les étoiles ne blêmissent au ciel.

— Et où t'a-t-il parlé?

Cette fois, la fille du Douar se cabra.

— Pourquoi entres-tu en moi et cherches-tu à savoir ce que moi et Ali seuls voulons garder?

Piqué au vif, le Sidi s'approcha de cette montagnarde

dont le langage et la beauté l'attiraient irrésistiblement.

— Écoute, fille de gens : comment t'appelles-tu?

Mais Nedjma reculait de trois pas à mesure que son interlocuteur avançait de deux.

— Nedjma, — répondit-elle, — pour te garder...

— Qu'Allah te garde! — repartit le jeune homme sur un air de chant du soir.

— S'il veut! Je ne lui demande rien de ce qu'il ne veut pas faire...

Puis fermement :

— Alors, tu consens à bénir notre mariage, ce soir? Si oui, je suis pressée d'aller l'annoncer chez nous; si non, qu'Allah nous fasse gagner!

— Oui, oui! Pourquoi non?... — s'empressa le voluptueux, avec une ferveur câline. Il avait abandonné décidément son air important qui ne le ferait aboutir à rien avec cette primitive ardente, fière, qui n'écoutait que la voix de son cœur. — Seulement, dis-moi : tu es jeune pour te marier... Tu n'as pas encore de voile?

— Non, je ne me voilerai jamais. Je suis belle.

— Pour cela... oui... tu es la plus belle fille que j'aie jamais vue sur la terre d'Afrique! Seulement, je te le répète, tu es jeune pour te marier. Attends encore...

— Quoi attendre? Que ma peau se tanne? Chez nous, quand le mouton est gras, on le tue pour le saler!

Le délicat, l'élégant citadin en demeura bouche bée... Il reprit :

— Et ton père et ta mère sont contents? Ils n'ont pas trouvé de meilleur gendre?

— Je n'ai ni père ni mère : je suis la Fille du Douar!

— Alors, qui te vend à ton pâtre?

— Mon vieil oncle, que Dieu le maudisse!

— Et ton oncle aime le pâtre?

— Mon oncle n'aime rien, que l'argent!

— Et le pâtre a pu donner ce que tu vaux?

— Il a donné ce qu'il a pu... pour le pain noir et le lait blanc...

— Et toi, tu l'aimes, ton pâtre? Il y a longtemps que tu le connais?

Nedjma hocha la tête, tourna une main en éventail.

— *Hi-i-ki!* depuis que j'ai ouvert les yeux au monde! Supprime-le, je ne vois plus rien!

Ahuri, dépité, le fier seigneur était à bout de questions. « Je deviens fou! murmura-t-il. »

Néanmoins, il rappela son courage.

— Dis, Nedjma, pourquoi, une fille si belle que toi, tu veux épouser un pâtre, un sauvage, une moitié d'homme?

— Non, — articula Nedjma, tout empourprée de colère contenue, — Ali n'est pas une moitié d'homme. Il n'est pas sauvage. Il est beau, il a la peau fine, les yeux bleus et les cheveux d'or, comme les enfants des grandes maisons! Il est intelligent comme l'encre et il parle comme un rossignol dans les jasmins!

— Soit... mais il est pauvre...

— Et moi aussi. Et puis, ce n'est pas besoin qu'il ait des colliers de sultanis... Je l'aime comme ça. Tiens, avant-hier, on a amené au douar une nouvelle mariée. Quand la coiffeuse a commencé à lui rouler les franges autour de la tête, le marié, qui était impatient, s'est mis à crier : « Donnez-la moi sans franges! J'ai ma flamme qui monte! »

— Et on la lui a donnée sans franges?

— Non, il a fallu qu'il attende que les cinquante mètres soient roulés autour de la tête de sa femme! Il était furieux. Aussi, le lendemain, il n'a voulu ouvrir la tente à personne pour voir la chemise nuptiale. Allez au bain maure, leur a-t-il crié à tous, tas de sorcières!

Il y eut un silence.

— Alors, tu veux nous bénir, ce soir? Moi aussi, j'ai ma flamme qui monte!

Le jeune homme baissa la tête. Une pâleur lugubre se répandit sur sa face. La jalousie le mordait à la poitrine.

— Ah! non, — jura-t-il en lui-même, — pâtre de malchance, tu n'auras pas cette fleur!

Il releva nerveusement ses burnous, réunit les paumes de ses mains et siffla son nègre. Youssoufi émergea aussitôt de quelque profonde cachette, d'où il avait pu tout voir sans être vu. A l'appel fiévreux de son maître, il comprit que la partie ne serait point aisée.

— *Nâm, Sidi!* — murmura-t-il en se prosternant hypocritement à ses pieds. — Que demande mon maître?

— Ta présence ici et sur la poussière que soulèveront mes pas!

— *Nâm, Sidi!* — Tes ordres seront exécutés.

Le Sidi se retourna vers Nedjma, et avec un doux sourire :

— La tente de tes parents est plantée loin d'ici?

— Oh! non, Sidi! Elle est au milieu du douar. Veux-tu que nous y allions ensemble? Je prendrai le chemin le plus court. Tu me suivras, les yeux fermés. Allez, comptons sur Allah!

Et la Fille du Douar, sans attendre de réponse, s'élança vers le sommet de la colline. Comme un cabri, elle se mit à franchir l'espace. Elle allait, nu-pieds, sa courte gandourah flottant. Elle ne se rebutait de rien, ni des rochers, ni des touffes d'aloès, qui se dressaient à chaque instant, ni d'un ravin à passer, ni d'une pente abrupte à escalader. Elle grimpait, courait, volait, ne voyait que son idole.

Le Sidi la suivait péniblement. Il s'embarrassait dans les burnous de soie, éclaboussait ses bas fins au passage des ruisseaux, crevait ses chaussures aux arêtes des blocs de pierre. Et il était jaloux, jaloux à rendre l'âme du pâtre pour qui cette beauté risquait sa vie le long de ces chemins! Certes, il ne se souvenait point avoir été aimé ainsi pour lui-même. Il n'avait jamais goûté cette ivresse, lui, le fils du marabout! Ses femmes — il en avait cinq — étaient belles, tendres, pleines de sollicitude à son égard. Elles le respectaient, aimaient à le voir bien portant, richement vêtu, entouré. Elles montraient un degré de plus dans leur affection quand il rentrait le soir avec Youssoufi, les bras chargés de foulards d'or, d'escarpins, de friandises... Mais chez aucune d'elles, chez aucune maîtresse au monde, Sid Abdel-Kader ben Abdel-Azouz n'avait encore vu cette flamme, cet élan, cet amour brutal, franc et splendide.

## III

Ali cependant longeait rapidement la route des Glacières. Tout en promenant son regard sur les petites campagnes

verdoyantes, sur la grandiose Mitidja, sur l'horizon de collines, là-bas, qui scintillaient dans les brumes du matin, il fredonnait un air guilleret. Il pensait à son bonheur proche. Il se jurait bien de ne se reposer au gourbi qu'une heure ou deux, juste de quoi dissiper l'étourdissement du sommeil... Ah! comme il allait être heureux! Enfin, il allait posséder une femme! Et quelle femme! Nedjma, la Fille du Douar! Il avait attendu, Dieu lui avait donné. Depuis qu'il se souvenait être sur la terre, il avait toujours vécu seul. Gai ou triste, bien portant ou malade, il n'avait jamais vu personne répondre à l'appel de son cœur. Il ne voyait, de l'aube au soir, que l'infini des plaines ou la rude montagne où se dispersait son troupeau. Et les petites bêtes, savaient-elles autre chose que brouter l'herbe?

— Oh! — se disait Ali, — si j'avais une mère, une sœur, ou un père, les flancs de mon petit gourbi frémiraient de gaieté, ce soir! Ma mère roulerait déjà le couscous sur le seuil, en poussant des you-you avec les femmes du voisinage!... Hélas! Cette joie douce, je ne l'aurai pas eue. Ma mère, je ne l'ai connue qu'en rêve, et mon père, qu'Allah le repose!

Néanmoins, il devait encore remercier Dieu. La vieille gardienne des biens du maître était quelquefois bonne pour lui. Elle l'avait élevé tant bien que mal, lui avait appris à faire le pâtre; elle lui gardait des restes de la table des Sidis, elle venait de temps à autre percer au-dessus de lui le chaume de sa demeure... Mais autant elle était prodigue de son pain, autant elle était avare de ses paroles. L'hiver, jadis, quand la nuit tombait vite, qu'Ali n'avait point encore sommeil, qu'il se hasardait à lui demander :

— Lalla Fifi, dis-moi une légende sur ma mère, sur mes parents...

Elle se levait pour changer d'ouvrage, haussait une épaule et répondait sur un ton dédaigneux :

— Va, va dormir! Laisse-toi pousser la moustache et je te conterai. Les morts n'aiment pas qu'on les tire de leur repos!

.... Ali passa un doigt sur sa lèvre. La moustache lui avait poussé depuis longtemps, il avait un gourbi pour lui seul et jamais Lalla Fifi ne lui avait parlé d'eux. Qu'Allah les laissât en paix!

Seulement, elle lui avait inculqué une parole d'ancêtres, pleine de sagesse : « Homme des champs, ne prends pour partager ta peine que la femme de ton terroir ! » Et Ali rendait encore grâces à Dieu d'avoir rencontré Nedjma, un jour de cueillette d'olives dans les fermes de son maître. Il la revoyait, perchée sur la branche la plus haute du plus formidable olivier, c'était elle qui bourrait le plus prestement son couffin, elle qui sautait de branche à branche avec l'agilité de l'écureuil, elle qui lançait les répliques les plus vives et les plus spirituelles. Elle savait aussi moudre le grain, tisser la laine pour les burnous; et ce qu'elle représentait surtout pour lui, c'était l'amour ! Que de fois, elle venait le surprendre dans un trou de montagne où il faisait une sieste à l'ombre d'un caroubier ! Elle le secouait : « Mon Ali, mon Ali, lui chuchotait-elle et déjà elle se préparait à fuir, quand serai-je avec toi, sur ta couche, pour te déranger sans cesse dans ton rêve ! »

Ce jour semblait venu !

— Qui sait? Peut-être réussira-t-elle à nous faire unir ce soir... Ah ! Nedjma, si la chance t'aidait !

Ali prit une traverse au bord d'un escarpement de rocher. Il dominait maintenant, dans une belle clarté, toute l'étendue de la Mitidja, les fermes entourées de cyprès, les champs immenses parcourus de frissons lumineux, les villes antiques par delà les coteaux, le Tombeau de la Chrétienne, le mont du Chenoua que peuplaient les Kabyles et le mont du Zaccar qui abritait des lions, et même une échappée de la mer au loin, par la vallée du Mazafran.

Mais Ali ne songeait qu'à son bonheur. Il se redisait :

— Oui, oui, je ne dormirai qu'une heure à peine et je repartirai aussitôt pour la demande !

A ce moment et comme il allait atteindre l'Oued-Labarir, il aperçut devant lui, sur le chemin, un Bédouin qui remontait de la ville. Il allait tête basse, courbé en deux sur sa matraque. C'était un charbonnier, à juger par la couleur de ses loques. Ali ne tarda pas à le rejoindre. Il reconnut alors Si Belkacem et il vit que cet homme pleurait !

— Si Belkacem pleure... Qu'y a-t-il donc? — se demanda l'enfant. — Un marabout aurait changé de place? Un incendie aurait emporté le douar?

Il s'arrêta, et dès que l'autre l'eut reconnu à son tour :

— Qu'as-tu, frère? — lui demanda-t-il.

— J'ai, gronda le misérable, j'ai... Le malheur soit sur les enfants des montagnes!

— Qu'Allah les préserve!

— Nous avons craché le sang, frère, pendant quarante jours, et maintenant, il ne nous reste que les yeux pour pleurer! Mes compagnons, nos mulets, notre charbon, tout a été confisqué! Mes frères sont en prison...

— Qu'Allah protège!

— Qu'est-ce qu'il protège! Qu'est-ce qu'il protège! Il se réjouit de nos peines!

— Ne blasphème pas, homme! — dit le pâtre avec humeur. — Va plutôt trouver notre marabout. Notre marabout est bon, il a grande âme. Cours te rafraîchir auprès de lui. Il t'écoutera. Il est ici, sur la montagne d'en face, dans la khima de mon maître. Sûrement, il arrangera votre chance, il délivrera ces créatures d'Allah des mains des profanes...

Le Bédouin ne pleurait plus. Sa face de troglodyte, barbue, plaquée de poussière noire, s'éclairait d'un sourire.

— Qu'Allah t'aide dans tes projets, frère! Qu'il arrange ta chance et te marie!

— Bientôt, bientôt, — dit Ali, — peut-être ce soir Allah me donnera-t-il enfin à la mesure de ma patience!

— Qu'il te bénisse, frère, et ouvre à ta face une fenêtre de joie, comme tu viens d'en ouvrir une devant la mienne!

Et le Bédouin rebroussa chemin et dévala vers Mimich.

Ali continua sa route, l'âme et l'esprit moins occupés que d'ordinaire par la pitié sur ses frères les montagnards. Vite, il avait changé ses idées tristes contre la belle image de Nedjma qu'il posséderait bientôt. Dans son cœur, il préparait le petit gourbi où ils allaient s'enivrer d'amour. Il en raccommodait les flancs, il étalait sur le sol la peau de la dernière biche, il peignait de fleurs d'or le banc où Nedjma démêlerait sa longue chevelure et boirait sa tasse de lait aigre. Sur la toiture et de chaque côté de la porte, il piquerait des branches d'olivier avec leurs grosses olives vertes qui appellent l'abondance. Et enfin, il ferait couler sur le seuil le sang d'un chevreau noir né une nuit de premier quartier de lune; ainsi, il conjurerait le

mauvais œil, et il emporterait l'animal tout chaud pour le méchoui de ce soir!

Il allongeait le pas, se frottait les mains, secouait ses boucles blondes, et c'est en riant des lèvres et des yeux qu'il arriva à son coin de montagne. Le lieu était d'un charme exquis. A droite de la route, en hauteur, s'étalait un jardin immense, où dans les vibrations de l'ombre et de la lumière se mêlaient toutes les richesses fruitières du pays. Parmi le feuillage des figuiers, des pans de murs blancs révélaient la demeure des maîtres. Une vie intense palpitait là, luxueuse et voluptueuse, au milieu du calme d'alentour, dans l'air large des cimes. A gauche, en contre-bas, c'était le gourbi du pâtre, tout menu, au bord d'un ravin qui dégringolait à pic. Devant la porte ondoyait un champ d'orge, où çà et là, une main de poète avait lancé des fleurs mauves, jaunes et des coupes de coquelicots qui s'appellent aussi les joues de Ben-Nâmann. Un petit chevreau tout noir, avec un museau rose, broutait, faisait des cabrioles dans ce magnifique tapis. A la vue de son maître, le petit chevreau bêla, bêla très fort... Ali ne vint point le caresser ni jouer avec lui un moment. Ce matin, il était brisé de fatigue. Il pénétra dans son gourbi, se jeta sur une natte à demi déroulée, sans même s'être débarrasssé de ses chaussures de cordes.

## IV

Nedjma parvint au douar, tout essoufflée. Un instant, elle s'arrêta pour reprendre haleine et attendre que le Sidi et son nègre, qu'elle avait laissés bien en arrière, la rejoignissent... Le douar s'éveillait. Sous les tentes, dans les courettes des masures, on entendait des appels, des jurons, un charivari de vaisselle d'étain. Des vieilles allaient, la planche à pains sur la tête, vers le four commun. Des enfants à demi nus barbotaient dans l'eau de la source, chantant de gais couplets :

Mes frères, mes frères, sur Allah,
Fathma est une jolie fille,
A la rivière elle est descendue,
Mais ses jolis seins étaient nus
Et comme ils sentaient le jasmin
Un gros bourdon s'y est posé...

Le Sidi et son nègre arrivèrent, l'habit fripé, les chaussures en loques, l'humeur peu joyeuse. Ils prirent un sentier derrière le marabout pour ne pas éveiller l'attention des commères. Nedjma, qui ne pensait qu'à la surprise qu'elle ferait à son Ali, au bonheur qu'ils allaient goûter ensemble, vint au-devant du jeune homme et tendit un doigt vers la khima de ses parents.

— C'est là que j'habite, — dit-elle. — Veux-tu que je prévienne mon oncle et ma tante?

— Oui, oui, — murmura le jeune homme en lui faisant signe de ne point parler haut. — Et dis-leur que je suis pressé!

A peine Nedjma eut-elle disparu derrière le rideau de toile, que le Sidi laissa éclater son amour :

— Ah! Youssoufi, je meurs du désir! Quelle grâce! Quelle flamme dans les yeux! Quelle ardeur dans sa parole! Et quel corps! Dur comme l'olivier!... Ah! mon père, mon père! Quelle rencontre d'aujourd'hui, quelle rencontre!

Et le Sidi recula sa chéchïa, frotta ses boucles, poussa un soupir.

— Oui, je meurs!

— Qu'Allah te préserve! — repartit le nègre. — Une femme s'achète comme une jument sur le marché. Vois ce qu'on en donne et augmente son prix!

— C'est ce que j'ai l'intention de faire. Seulement, elle a l'air d'avoir tout donné à ce pâtre du diable. Arriverai-je jamais à lui faire oublier cette passion qui date de son enfance?

— Laisse, laisse, ô homme! Tu connais les femmes. Elles changeraient leur père pour un sultani. Lorsque celle-ci aura vu les toilettes brodées d'or, les bijoux, ton palais, elle aura bien vite oublié son pâtre et sa montagne! La vie de misère, qui aime à s'en souvenir?

Les paroles de Youssoufi rendirent l'espoir au jeune homme et ranimèrent son audace. Aussi, lorsqu'une main ridée, noire, crochue, souleva la portière de la tente, le Sidi se redressa, reprit son air hautain, froid et attendit que le vieillard s'approchât de lui pour répondre à son salut.

Grand, sec, le regard fuyant, vêtu d'une longue gandourah serrée à la taille par une lanière de cuir, pieds nus, le turban crasseux, puant l'hypocrisie et l'avarice, Zouaoui s'avança

vers le Sidi, en exagérant sa bosse et geignant sur un bâton de micocoulier.

— Sois le bienvenu, Sidi! — bredouilla-t-il d'une voix pâle, et il lui prit à deux mains les pans du burnous qu'il éleva à ses paupières, puis baisa avec ferveur. — Sois le bonheur qui nous visite, fils de notre marabout vénéré! Qu'Allah lui accorde longue vie! Comment est-il? Bien, avec la grâce d'Allah? Et toi-même? Et ta maison? Et ton harem? Et tes serviteurs? Et tes amis? Qu'Allah les bénisse!

— Bien, — répondit le jeune homme que tous ces salamalecs faisaient déjà sourire de triomphe. — Que le bonheur demande après toi, ô vieillard.

Zouaoui se releva péniblement, alla à la tente, plongea un bras dans l'entre-bâillement de la portière et retira une natte qu'il déroula sous un figuier.

— Viens te reposer, mon Sidi, de la fatigue et de ton effort...

Il invita également le nègre, qui s'assit un peu à l'écart. Puis se retournant vers la khima, de sa voix contrefaite, toute mielleuse, il commanda :

— O femme! Kharbassa! Prépare-nous trois cafés! Des cafés comme tu sais faire! Que le cafard puisse aller dessus en sabots!

— *Mâli, Sidi!* — répondit une voix nasillarde à l'intérieur de la tente.

Pendant que la vieille Kharbassa s'occupait de préparer le plateau, Nedjma, fatiguée de la course et du réveil matinal, étala sa petite natte au fond du réduit et s'y allongea. Elle replia les bras sous la nuque en pensant, avec un radieux sourire, que c'était son dernier repos dans la demeure de ces avares. Elle allait enfin posséder son Ali, toutes leurs nuits ne seraient qu'un long baiser, ils s'affoleraient dans les bras l'un de l'autre, seuls, libres de surveillance et de reproches. Elle écouterait son pâtre lui redire, tantôt penché sur son épaule, tantôt couché à son côté, les complaintes d'amour qu'il modulait pour elle au fond des ravins, dans la griserie des aurores. Elle ferma ses longues paupières pour mieux le revoir. Comme il était beau, ce matin, les joues en feu, le regard brillant! Nerveux, superbe, il ressemblait à un lion...

— Oh! Ali, Ali, ce soir tout se réalisera! Ce ne sera plus le rêve, le désir toujours croissant qu'on ne satisfait pas. Ce soir, je danserai le *djdib* au son de ta flûte, devant toi, mes cheveux épars, et lorsque le feu de l'amour nous aura grillés vifs, je me jetterai dans tes bras, et tu me réveilleras par tes caresses! Oh! Ali, Ali, que cette journée va me paraître longue! ... tandis qu'au dehors, entre les deux hommes assis à l'ombre du figuier, se parlant à voix basse et sirotant le café épais que Kharbassa venait de leur servir, le pacte hideux s'accomplissait.

— Alors, — avait dit Zouaoui, — tu vas nous faire la grâce, Sidi, de bénir ma fille ce soir?

— Ta fille?... Elle m'a dit que tu étais son oncle?

— Oui, enfin... Je l'appelle ainsi parce que je l'ai élevée depuis l'âge d'un an... Ce qu'elle m'a coûté de nourriture, de friandises, de soucis... Enfin, tu connais le proverbe : Ne grandit une tête qu'après avoir blanchi une autre tête! Avec cela je peux me permettre de l'appeler ma fille!

— Quel âge a-t-elle?

— Quatorze ans... Pas encore terminés...

— Belle fille! On dirait une femme. Et combien t'en donne-t-on?

— Qu'est-ce que l'on me donne! Qu'est-ce que l'on me donne! Le désastre soit dans la maison de mon père! Trois cents francs, trois cents francs de honte! Ça ne me remplace même pas les beurres et les miels qu'elle m'a coûtés! Ah! Une fille pareille, si elle avait voulu habiter la ville, des riches me l'auraient demandée, chaque cheveu de sa tête m'aurait rapporté un couffin de louis d'or! Tandis que, dans ce douar désolé, elle n'a vu que les yeux d'un pâtre et elle s'est imaginé que c'étaient des émeraudes!

— Elle a l'air de l'aimer beaucoup... — fit le jeune homme avec un soupir qui trahit un peu de son angoisse intérieure.

Alors le vieillard l'examina de travers. Son esprit aiguisé crut comprendre. Une ivresse gonfla son cœur, mais qu'il réprima.

— Peuh! Elle l'aime! Comme toutes les femmes aiment un mari : pour les caresser le soir et leur gagner le pain le jour! Seulement, avec le pâtre, son ventre ne sera rempli

que de baisers qu'elle aura vite digérés le matin. Sid Ali est pauvre, pauvre!

Sid Abdel-Kader sourit dédaigneusement.

— Et comment es-tu son oncle, à Nedjma?

— Son père était le frère du mari de ma belle-sœur, un noble montagnard dont les parents, vrais marabouts, avaient juré que jamais, eux vivants, la nouvelle épouse, qui était fille de la plaine, ne pénétrerait sous leur grande tente. Alors, le pauvre Hassen courut avec elle toute la montagne. Dans le creux d'un olivier, sous une chaumière abandonnée, n'importe où, ils abritèrent leurs amours. Ainsi Nedjma naquit sur les pierres. Mais sa mère se lassa vite de cette existence de chacals. Belle comme elle était, habituée au charme de la plaine, elle fut prise de regret. Elle commença à recevoir mal son bey et se refusait à lui. Hassen crut à une trahison. La jalousie le mordit au cœur, il la battit. Elle vint nous trouver le lendemain et nous jeta sa fille sur les genoux : « Faites-le pour Dieu! Mon cœur ne peut plus endurer. Moi, je n'ai pas mangé ma chance dans le pain! » Le soir, ne la retrouvant pas sous le guitoune où il l'avait laissée, comme un fou, Hassen vint frapper à notre tente. Nous lui contâmes la décision de sa femme, sans rien lui cacher. Il chancelait de douleur tandis que nous parlions. Quand nous eûmes fini, il s'avança vers la petite qui dormait dans les bras de ma vieille, il l'éleva au-dessus de sa tête, la pressa sur son cœur, puis, tranquillement, se retira. Il n'y avait pas cinq minutes qu'il nous avait quittés, qu'un coup de fusil retentit dans la montagne. Notre cœur avait compris : Hassen, pour l'amour, s'était tué...

— Et la mère est revenue? — interrogea le Sidi.

— Non, jamais. Elle a dû mourir, elle aussi, sur les chemins...

— Qu'Allah les repose! — souffla le nègre.

— Amen!

— Et Nedjma est aussi très belle, — déclara le jeune homme après un silence.

— Oui, oui, — grogna le pingre, — mais la beauté ne fait pas la chance!...

Zouaoui étudiait le regard, les attitudes du riche marabout. Vraiment, il témoignait pour Nedjma d'un réel intérêt.

Et le vieux filou commençait à ne plus douter qu'il ne fût sérieusement épris de la Fille du Douar.

— Et elle ne veut pas se voiler? — demanda encore Sid Abdel-Kader.

— Ah! Se voiler! Ni même se couvrir le menton! Elle dit : Quand on est belle, c'est pour montrer son visage, comme Dieu nous l'a fait! Elle ne s'inquiète de personne. Elle se baigne dans l'oued, devant les passants, comme si elle était dans un bain maure. Que de disputes j'ai eues avec les voisins par rapport à cela! Ba! Ba! Ba! Ce sont des jalousies entre maris et femmes, des scènes d'injures et de coups!

Le jeune seigneur souriait de plaisir.

— Elle est rare, elle est rare, cette fille!

— Elle aime l'air, les montagnes, courir comme une chèvre tout le jour! J'ai beau la battre, l'attacher à un arbre, à une pierre... C'est un djinn! Et tu vois, mon Sidi, j'ai eu des procès à cause d'elle. Les voisins me demandaient de l'argent quand elle les avait insultés! Je comptais me rattraper sur sa vente, sur son mariage. Je croyais qu'une fille comme ça allait m'être demandée à un prix de sultane! Mais Dieu m'a dit : Attends un peu, je vais arranger ta chance! Il m'a enfoncé la tête dans la boue et il m'a laissé les jambes en l'air. Elle s'est fait remarquer avec ce pâtre... Il est attaché à elle comme un poulpe... Les gens du pays sont tous montés contre elle... Et lorsqu'un étranger arrive, il est vite prévenu...

Sid Abdel-Kader méditait. Puis, comme se parlant à lui-même :

— En effet... en effet... cette fille... Si elle n'était pas si liée avec ce pâtre... je te l'aurais demandée, moi, en mariage, et je t'aurais donné tout ce qu'elle t'a coûté depuis le jour où tu l'as recueillie, et même les intérêts!

Le rusé bédouin croyait s'y attendre, et néanmoins le coup l'étourdit. Il avait écarquillé les yeux, tremblait de tous ses membres, se demandait si ce bonheur infini, divin était bien réel, tournait la tête à droite, à gauche pour se rendre compte que personne n'avait entendu...

— Quoi? Quoi? — répétait-il en approchant son visage cramoisi de convoitise. — Quoi?... Tu voudrais, toi, de la Fille du Douar pour femme?... Que dis-tu?... Oh!... mais...

Je te la donne... Je te la donne, sur sa tête... pour servante... pour esclave... pour te laver les pieds!...

— Non, non. Je la voudrais pour femme. Mais comment faire si le pâtre allait venir te la réclamer tantôt?

Ah! Zouaoui se souciait bien du pâtre!...

— C'est sérieux, ce que tu me proposes là? — reprit-il en considérant le jeune homme de son regard aigu. — Tu ne te moques pas de moi? Tu ne m'approches pas des lèvres un beignet au miel pour me le retirer ensuite et me donner un bâton d'aloès à sucer?

— Non, c'est très sérieux.

— Parce que c'est un péché, tu m'entends, un grand péché! Cela est pis que de ressusciter un homme et de le tuer après!

— Mais non! Mais non! Tiens, je vais te donner un acompte: la moitié de la somme. Si tu peux réussir à te débarrasser du pâtre et à me donner Nedjma en mariage, je te verserai l'autre moitié, dans la semaine des noces.

— Oh! ce n'est pas pressé! (Et Zouaoui dissimulait sa joie folle). Ta parole vaut les montagnes d'or!

Abdel-Kader fit signe à son nègre qui était demeuré à l'écart et dont les gros yeux riaient malicieusement des singeries du vieux bédouin.

— Youssoufi, compte-moi là-dedans cinquante louis.

Et il lui jeta un foulard de soie rose lamé d'or.

Zouaoui, tout bas :

— Cinquante louis!... Et c'est la moitié de la somme!... Et cela fait... (Il compta sur ses doigts.) Deux cents douros! Ah! bon Dieu! Il y a de quoi acheter le douar et la montagne! (Et se tournant vers le généreux aristocrate :) Je te crois que je te la donne, mon Sidi! Et je saurai débrouiller mon orange... Je tirerai une histoire, fût-ce des entrailles du diable! Va, je saurai lui refuser Nedjma, à ce pouilleux du djbel, qui ne sait que chanter sous la lune!

Il s'empressa de recevoir le foulard des mains du nègre, l'ouvrit sur la natte, se mit aussitôt à recompter, à disposer les louis en petits tas.

— Oh! mon Sidi, tu sais, c'est pour toucher seulement... cette manne de Dieu! Allah! Allah! Et tu m'en donneras encore autant, lorsque Nedjma sera chez toi?

Le jeune homme sourit, approuva de la tête.

— Tu sais, — reprit le bédouin en se ravisant, — Nedjma les vaut! Ce n'est pas dommage pour elle! Elle est belle, jeune, elle a de l'esprit. Tu ne t'ennuieras pas auprès d'elle. Elle a de la grâce pour tout le douar! Regarde : ce que je te disais tantôt, c'est autrefois, quand elle était petite... Plus maintenant, oh! non, grâce à Allah! Si elle est toujours un peu libre, un peu capricieuse, ce n'est pas sa faute. Elle a été trop gâtée ici! Seulement, tu sais : je te la donne... garantie! C'est une vierge. Si tu la prends et si tu ne la trouves pas comme Dieu l'a faite, je te rends ton argent et tu me rends Nedjma! Mais, tu sais, je crois qu'aucune fille au monde ne pourra lui être comparée. Je suis sûr que tu pourras la piquer à un roseau et courir avec elle toutes les rues de Blidah!

A mesure que s'exaltait le vieillard, la face du voluptueux Abdel-Kader s'épanouissait. Toutefois, Sid Abdel-Kader était poltron et lâche. Il songeait à la colère de l'autre, à la vengeance probable de l'enfant des montagnes et revenait toujours à sa crainte :

— Mais dis-moi : comment vas-tu faire avec le pâtre?

Zouaoui promena son regard sur le sol, se gratta la tête.

— Je verrai... Je verrai... Si je lui... Si tu lui... donnais une petite somme? Cela lui ferait ouvrir un peu les pattes et abandonner sa proie au plus vite... Après tout, c'est un pauvre enfant. S'il déjeune, il ne soupe pas. Et quand ils seront deux... Je crois qu'une bourse lui remplirait le ventre mieux qu'une femme!

— Allons, Youssoufi, — ordonna le jeune seigneur, — compte pour le pâtre trente louis d'or.

Et tandis que le nègre obéissait, coulait vers son maître des regards significatifs, Zouaoui songea qu'il avait demandé trop peu.

— Tu crois... que c'est assez? Tu sais, tu lui prends sa femme... et quelle femme!

— Ajoutons dix louis, — accorda Sid Abdel-Kader, — pour consoler le pâtre... et le patron!

Le vieux pingre fut aux nues.

— Eh! Eh! tu me réchauffes le cœur! Voilà comment

j'entends le mariage, ou il vaut mieux aller se coucher solitaire!

Et il empocha les quarante louis, avec agilité.

Sid Abdel-Kader s'était levé.

— Alors, ce matin, avant midi, il faut que Nedjma soit chez moi! Est-ce qu'elle sera contente?

— Contente? Oh! oui... Seulement, je te le dis : Lalla est riche, et elle aime quand même les petits cadeaux! Si tu lui envoyais par ton nègre, au milieu des cadeaux d'usage, quelques-unes de ces choses qui se voient, qui font de l'effet, quelques bijoux splendides, quelques diamants... Tu sais, c'est pour la faire partir contente, avec la chance et le bonheur!

— C'est entendu. Ainsi, Dieu a été notre témoin et les anges nos conseilleurs!

— Amen!

— Je vais rejoindre mon père, le prévenir que je veux encore épouser cette jeunesse...

— Amen! Amen!

Et Zouaoui se répandit en courbettes, en baisements de mains, de burnous, de genoux.

— Je vais m'occuper de la noce. J'enverrai pour prendre Nedjma des caméristes et des chanteuses...

— Oui, mais hâte-toi, avant que le pâtre n'arrive! — dit Zouaoui en faisant mine d'avoir peur.

— C'est cela. Et si Nedjma a des amies qui veulent l'accompagner, invite-les de ma part : toutes ses amies qui le voudront, les connaissances du douar, sa tante Kharbassa qui lui tiendra lieu de mère, — insista le jeune homme qui voulait, d'une part, s'attirer la sympathie des habitants du douar, et de l'autre, s'entourer du plus de monde possible pour avoir la preuve que c'était là un mariage franc et autorisé.

Puis il s'en alla triomphant, suivi de son nègre, tandis que Zouaoui baisait la trace de ses pas et baragouinait des bénédictions.

ELISSA RHAIS

*(A suivre.)*

LE

# PRINCE RICHARD DE METTERNICH

## ET SA CORRESPONDANCE

## PENDANT SON AMBASSADE A PARIS[1]

(1859-1871)

Quelles que soient les différences de caractère entre Napoléon III et l'Impératrice Eugénie, quelles que soient leurs divergences politiques, ils sont d'accord sur un point : le désir passionné d'être admis sur le pied d'égalité dans la famille des souverains. L'Impératrice Eugénie, qui est si Faubourg Saint-Germain, n'a pas tardé à s'apercevoir qu'en épousant l'Empereur des Français, elle n'a pas ceint la couronne de Marie-Antoinette ni même de Marie-Amélie, et elle en souffre. Les confidences de Napoléon III à Metternich nous ont fait voir qu'il ne lui en coûterait pas de renier ses amis et ses créatures pour que la formule protocolaire : « Monsieur mon frère, » qui commence ses lettres aux souverains, devînt une réalité.

Des dispositions des Cours d'Europe à satisfaire ou non cette manie ont dépendu plus d'une fois leurs relations avec le gouvernement français.

Metternich est persuadé que des rapports personnels entre les souverains réussiraient peut-être à fixer la politique très mobile de Napoléon III. Il sait combien l'Impératrice et lui

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er février.

souffrent d'être traités par les autres princes régnants comme des parents pauvres.

Dès le mois de novembre 1860, dans une lettre particulière, il signale que la presse révolutionnaire, comme il l'appelle, exploitera l'attitude de l'Impératrice Élisabeth d'Autriche qui paraît vouloir éviter, au moment d'un départ pour Madère, de s'embarquer dans un port italien ou français.

« S'il était constant que l'idée d'éviter la France n'était pas dans les préoccupations de notre Cour, l'effet en serait excellent. Vous connaissez la susceptibilité de l'Empereur Napoléon à cet égard. Nous avons vu comme il a été flatté des visites de l'Impératrice Mère de Russie et des Grandes-Duchesses. L'Impératrice Eugénie est tout aussi susceptible et rien ne pourrait amener les bons rapports plus vite qu'un signe de bonne volonté et de courtoisie de la part de notre jeune et belle Impératrice. Je n'ose pas en dire plus. Vous êtes à même de juger la chose, et bien mieux que moi. Ce qu'il est de mon devoir de constater, c'est que si l'Impératrice, en allant ou en revenant de Madera, touchait à un port français, cela ferait plus d'effet que toutes les déclarations possibles de bon vouloir et de cordialité.

» Déjà aujourd'hui, quelqu'un est venu demander pourquoi l'Impératrice ne s'embarquait pas à Nantes pour Lisbonne et Madera, le chemin le plus court. Soyez sûr qu'on se préoccupera plus ici de ce voyage que de tout ce que nous pourrions faire sur le terrain diplomatique.

» Agréez, monsieur le Comte, l'hommage de mon sincère dévouement.

» METTERNICH »

En mars 1864, c'est Napoléon III qui profite du séjour de l'Archiduc Maximilien à Paris pour lui exprimer le désir de voir l'Empereur François-Joseph.

« L'Empereur s'est entretenu avec l'Archiduc de nos affaires et de Son désir constant de se rapprocher plus intimement de Son Auguste Frère. L'Archiduc rendra compte à l'Empereur de cette conversation qui me paraît avoir offert de l'intérêt. D'après ce que Son Altesse Impériale m'en a raconté, le désir de faire disparaître, par des explications franches et *personnelles*,

les méfiances réciproques, qui entravent tout, aurait été exprimé fort vivement par Sa Majesté. »

Autre tentative à la fin de décembre 1864.

« L'Impératrice Eugénie m'a demandé si l'Impératrice d'Autriche, Notre gracieuse souveraine, reviendrait à Kissingen l'année prochaine. J'ai assuré n'en rien savoir. Sa Majesté m'insinua timidement que Son plus grand désir serait de pouvoir faire la connaissance de l'Impératrice Élisabeth et me pria de sonder à Vienne très secrètement, si Notre Auguste Maître ne répugnerait pas trop à permettre un rapprochement personnel et très respectueux de sa part et un échange de courtoisies entre les deux souveraines à Kissingen l'année prochaine. « Si vous croyez que cela déplairait à Vienne, n'en « dites rien, » a ajouté Sa Majesté.

» J'avoue que je fus touché du tact et de la délicatesse parfaite de cette insinuation et je m'empresse de vous soumettre cette question, monsieur le Comte, en vous priant de vouloir bien me faire savoir si en principe une pareille entrevue, qui serait regardée par l'Impératrice Eugénie comme un acte franchement aimable et courtois, ne paraît pas impossible. »

En 1866, au moment où il faut choisir entre la Prusse et l'Autriche et où Napoléon III négocie une entente secrète avec celle-ci, il fait cet aveu à Metternich : « Quoique j'estime et j'honore au plus haut degré l'Empereur d'Autriche, je n'ai été en relations personnelles avec lui qu'à un moment douloureux pour Lui et fort embarrassant pour moi, et je n'en ai guère obtenu jusqu'ici de preuves d'amitié personnelle, tandis que le roi de Prusse est venu à Compiègne et m'a toujours témoigné des sentiments fort bienveillants. C'était une raison pour ne pas me montrer hostile à ses petites ambitions[1]. »

L'Exposition de 1867 fournit l'occasion tant désirée de recevoir des souverains à Paris : le Roi de Prusse, l'Empereur de Russie, le Sultan, sans parler des seigneurs de moindre importance, furent accueillis et fêtés.

« Nos salons ne désemplissent pas, écrit Richard de Metternich, et nous sommes favorisés par les Rois et les Princes.

» Tout cela cependant n'est rien en comparaison de la

1. Rapport du 6 juin.

splendeur de la réception qui sera faite à Notre Souverain ainsi qu'à l'Impératrice. Il y a eu, entre l'Empereur et l'Impératrice, Pauline et moi, plusieurs conciliabules sur ce qu'il conviendra de faire.

» On a décidé que Trianon, Versailles et Saint-Cloud s'illumineraient et que la société jouerait une pièce faite exprès pour la circonstance.

» Vous ne vous figurez pas le plaisir que Leurs Majestés éprouvent à s'occuper de cette réception qui mettra dans l'ombre toute celles qui vont avoir lieu pour l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse [1]. »

L'Impératrice s'en occupe elle-même et sans répit. Les mille détails qu'elle ne cesse de donner à l'Ambassadeur sur la sollicitude avec laquelle elle cherche à rendre le séjour de l'Impératrice d'Autriche le plus agréable possible prouvent à Metternich qu'Elle désire Lui prouver toute sa reconnaissance d'être la seule souveraine d'une grande puissance qui soit venue ici.

« La Reine d'Angleterre est venue, mais en souveraine envoyée par le Parlement [2]. »

Dans la lettre autographe d'invitation qu'Il avait adressée à Vienne [3] après s'être assuré qu'elle serait bien accueillie par François-Joseph et l'Impératrice Élisabeth, Napoléon III n'avait pas caché que l'Impératrice Eugénie et lui en ressentiraient une joie très vive; il avait insisté sur les traces profondes que laissent toujours de pareilles entrevues.

On escomptait la visite pour le mois de juillet. Les événements du Mexique, la fusillade de Queretaro en décidèrent autrement. C'est l'Empereur et c'est l'Impératrice des Français qui allèrent à Salzbourg faire une visite de condoléances à la famille impériale d'Autriche; tout naturellement François-Joseph et l'Impératrice Élisabeth devaient la rendre.

Hélas! l'Impératrice Élisabeth ne vint pas à Paris. Il avait été convenu que le couple impérial d'Autriche s'y rendrait à la fin d'octobre. Les débuts d'une grossesse laborieuse exigeaient, paraît-il, de la part de l'Impératrice d'Autriche,

1. Lettre particulière du 17 juillet.
2. Lettre intime du 12 juin.
3. Lettre intime du 4 mai.

des ménagements infinis. L'Empereur François-Joseph écrivit à Napoléon III pour excuser l'Impératrice et celle-ci s'excusa elle-même auprès de l'Impératrice Eugénie [1]. Les regrets sont très correctement exprimés; l'Impératrice des Français est qualifiée protocolairement de Madame et chère sœur, on affirme que le voyage n'est que différé; nous ne possédons que la réponse de Napoléon III. Celle de l'Impératrice Eugénie a-t-elle été perdue? Elle s'était trop réjouie pour ne pas éprouver une véritable déception. François-Joseph, arrivé à Paris le 23 octobre, partit de Compiègne le 27 pour regagner directement ses États. Il avait essayé de faire oublier par sa bonne grâce la déconvenue causée par l'abstention de l'Impératrice. Le séjour fut un succès pour lui et pour les Metternich. La princesse Pauline en parle longuement dans ses souvenirs.

***

Napoléon III a toujours témoigné beaucoup de sympathie et un maximum de confiance au prince Richard de Metternich, et personne n'a vu de plus près et n'a été plus à même que l'Ambassadeur d'Autriche de connaître l'Empereur des Français. Quel curieux sujet d'observations pour un diplomate psychologue que ce petit-fils de l'Impératrice Joséphine, romanesque et fataliste, qui, pour avoir trouvé dans son berceau un nom éclatant et prédestiné, un des plus grands noms de l'histoire, se croyait une vocation à recueillir avec le nom la succession tout entière, la couronne, le prestige, le génie, l'aptitude à remanier, d'une main aussi débile que celle de l'autre était puissante, et la France, et l'Europe, et le Monde! Il faisait quelquefois illusion à son entourage et il se faisait illusion à lui-même, quand il décorait du titre d'idées napoléoniennes des chimères, des conceptions vagues, obscures et souvent contradictoires, que le vrai Napoléon eût durement et justement qualifiées d'idéologies. Il savait être séduisant et aimable, mais il décevait très vite ceux qui avaient eu foi en lui. Comme beaucoup de conspirateurs, il était double et compliqué, sans être profond; il trompait les ministres et

1. 1er octobre 1867.

les ambassadeurs, naturellement, sans y faire attention; il avait des velléités successives, il n'avait pas de volonté.

Metternich remet ses lettres de créance le 7 août 1859, la conversation s'engage aussitôt.

Napoléon III, qui a déconcerté les Italiens en signant, sans crier gare, les préliminaires de Villafranca et en les arrêtant sur le Mincio après leur avoir promis l'Adriatique pour frontière, reconnaît qu'il n'a pas moins surpris les Autrichiens en n'exigeant pas le rétablissement des petits princes dépossédés par les révolutions italiennes. Il avoue ses embarras et croit expliquer d'une manière satisfaisante les contradictions de sa politique par les contradictions de ses origines.

Écoutons l'Ambassadeur :

« Sa Majesté décacheta la lettre que je lui avais remise et la lut attentivement. Après en avoir pris connaissance, l'Empereur réfléchit quelques instants et me dit : « Je suis touché de la confiance que l'Empereur d'Autriche me montre, et mon plus grand désir est de pouvoir la justifier. Je vous assure que j'ai fait et que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour réduire la grande difficulté du moment. Je comprends fort bien que Votre Empereur tienne avant tout à la restauration des archiducs. Mais vous, de votre côté, vous devez vous douter de l'embarras dans lequel je me trouve. Le point de vue de l'Empereur d'Autriche diffère du mien. Il a le droit et le devoir de défendre le principe de la légitimité; moi, malheureusement, je n'ai pas le même droit. Je ne puis maintenant forcer les armes à la main des peuples, auxquels j'ai promis un avenir de liberté et d'émancipation, à rappeler des souverains pour lesquels ils prétendent avoir une aversion insurmontable...

. . . . . .

» Agréez, monsieur le Comte, l'hommage de mon respect.

» METTERNICH »

Quelques jours plus tard, l'Empereur, pressé par les faits, expose plus franchement ses embarras.

« L'Empereur me dit qu'Il ne croyait pouvoir mieux faire que de m'exposer franchement la position dans laquelle Il

s'était trouvé après l'entrevue de Villafranca et la signature des préliminaires, position pénible et avec laquelle avaient commencé tous ses embarras. L'armée française, et derrière elle le Piémont, Lui auraient immédiatement reproché d'avoir consenti à ce que l'Empereur d'Autriche gardât les forteresses de Peschiera et de Mantoue. « Je me suis arrêté, me dit-Il, devant les difficultés que je savais devoir rencontrer et devant les sacrifices, les pertes immenses, que nous avait coûtées la guerre jusque-là. Je ne pouvais franchement demander à Votre Empereur, qui avait si loyalement accepté l'armistice, que ce que nous tenions déjà. Eh bien, ce fut à qui crierait à la trahison. Les cris redoublèrent quand on sut à Turin que j'avais consenti à la restauration des princes. L'armée toscane était là, prête à faire cause commune avec moi; il était difficile de tomber, à coups de canon, le lendemain, sur les amis de la veille. Depuis ce moment tout ce que j'ai fait pour tenir mes promesses m'a dépopularisé entièrement en Italie. Pensez donc ce que ce serait si je me mettais à combattre pour la cause du *droit divin* ceux auxquels j'ai positivement promis de défendre *la cause populaire* [1]. »

Napoléon III appelait Metternich à Saint-Sauveur, petite station des Pyrénées où il prenait les eaux, et l'Ambassadeur, dès son retour à Paris, adressait à son ministre un long rapport, dont voici les passages les plus significatifs.

Paris, 15 septembre 1859.

« ... L'Empereur se leva, prit dans le tiroir de son bureau quelques papiers, parut réfléchir profondément et me dit : « — Je vous ai déjà avoué que j'ai vraiment honte de tout ce qui est arrivé et de mes exigences. D'un autre côté, je vous ai aussi dépeint les embarras dans lesquels je me trouve. Voici ma situation : j'étais, je vous prie de le croire et de me défendre au besoin à Vienne, de parfaite bonne foi. Ce que j'ai dit à l'Empereur d'Autriche à Villafranca était vrai. J'ai arrêté la guerre parce que j'ai eu peur des sacrifices de sang qu'elle me coûterait encore, parce qu'il me répugnait d'avoir la révolution à mes trousses, Kossuth et Klapka [2] comme auxi-

1. V. Metternich à Rechberg, 16 août 1859.
2. Tout le monde connaît Kossuth, le chef de la Hongrie indépendante en

liaires. *J'allais passer pour le chef de toutes les canailles de l'Europe* (*sic*). Enfin, je prévoyais tôt ou tard une guerre générale et j'ai proposé à l'Empereur d'Autriche de nous entendre et de faire la paix. Quand je vis votre jeune Empereur, je ne pus me décider à refuser ce qu'Il me demandait. J'acceptai tout sans penser aux difficultés que je rencontrerais. J'étais par exemple tellement loin de supposer que le jeune Grand-Duc, après l'abdication de son père, ne serait pas immédiatement rappelé et rencontrerait tant de résistances, que j'oubliai une chose que j'aurais pu et dû faire de suite, c'était d'occuper la Toscane pour empêcher ce qui est arrivé depuis. Maintenant, je ne puis plus rien faire sans répandre de sang [1]. L'Angleterre serait aussi sur mon dos, et je renierais toutes mes promesses, et la cause pour laquelle j'ai fait tuer les soldats de la France, celle de l'Indépendance et le principe de la non-intervention. J'ai promis que je n'interviendrais pas et je ne puis le faire. D'un autre côté, je suis engagé d'honneur avec l'Empereur d'Autriche et cet état de choses est intenable. J'ai creusé ma tête et je n'ai trouvé que ce que je propose à l'Empereur.

» Voici pourquoi l'Empereur devrait faire, selon moi, de nouvelles concessions, ne serait-ce que conditionnellement. Un fait incontestable, exagéré comme tout ce qui ressort de sentiments exaltés, c'est la peur vraiment incroyable qu'on a de l'Autriche en Piémont et dans l'Italie centrale. Il est vrai que vous les avez toujours battus et que la supériorité de vos armées est incontestable. Eh bien, il faudrait tranquilliser les Italiens, et me donner un bon prétexte pour leur prouver que leur frayeur est ridicule. Le Roi de Piémont me dit qu'il ne peut pas faire partie d'une Confédération dans laquelle l'Autriche pèserait du poids de ses 500 000 hommes, de son influence sur le Saint-Père, sur le Roi de Naples, et de tous ses archiducs. Il regarde les trois forteresses du Mincio comme des volcans, menaçant éruption à la moindre remarque que

1848. Son lieutenant Klapka prolongea la résistance de Comorn jusqu'à la fin de septembre 1849.

1. En Toscane, une assemblée convoquée par Ricasoli, avait prononcé la déchéance de la dynastie Grand-ducale et un plébiscite avait réclamé l'annexion au Piémont. A Parme, à Modène, dans les Romagnes, il en était de même.

le représentant piémontais ferait et qui ne conviendrait pas au représentant de l'Autriche, et franchement je crois que le Roi n'a pas tort. Il faudrait donc, ne fût-ce que pour la forme, calmer cette frayeur et, selon moi, l'Empereur d'Autriche ne perdrait rien en se montrant conciliant et libéral jusqu'à un certain point. »

Napoléon III était le maître, et tous ses partisans étaient ou se croyaient bonapartistes. Seulement, il y a eu depuis la guerre d'Italie des bonapartistes plus catholiques que les autres, ouvertement soutenus par l'Impératrice, investis souvent par l'Empereur de fonctions officielles, — mais qu'il laisse combattre par des collègues ou par des aspirants ministres, et dont il contrarie l'action par des agents secrets.

C'est ce que Metternich commence à signaler dès le mois d'octobre 1859.

Le 23 octobre, il écrit à Rechberg :

« Vers la fin du mois d'août, pendant que l'Empereur recevait des députations italiennes et entretenait, à l'insu du ministre des affaires étrangères, une correspondance active avec le Roi de Sardaigne et quelques personnages de l'Italie centrale plus ou moins avancés dans les idées de résistance et d'union, — les engagements pris à Villafranca semblaient tellement compromis, les missions de M. de Reisch et du prince Poniatowski, que les mots d'ordre partis directement de Saint-Sauveur contrecarraient presque ouvertement, prenaient un caractère ridicule, et l'action officielle, le crédit de M. le comte Walewski, en souffrirent tellement que le ministre s'en émut et adressa, comme j'ai eu l'honneur de le mander dans le temps à Votre Excellence, une lettre énergique à son maître, le priant de lui permettre de déposer son portefeuille, si la divergence manifeste qui séparait la politique de l'Empereur de celle de son ministre devait durer plus longtemps. En effet, tout le monde sait maintenant que les deux agents français envoyés à Florence parlaient dans un sens à des personnages qui venaient de recevoir de Saint-Sauveur des communications à peu près directes disant le contraire. Nous connaissons aussi les contradictions incessantes de l'Empereur dans ses différents pouparlers. Il y eut un moment où l'Empereur disait :

» au Grand-Duc de Toscane, qu'il espérait qu'une bonne réaction le rappellerait sur le trône!

» au roi Victor-Emmanuel, de prendre en main la direction des Duchés pour maintenir l'ordre!

» à Garibaldi, de constituer une forte armée de l'Italie centrale pour la mettre en mesure de se défendre contre un coup de main!

» à Walewski, de chercher un moyen de concilier ses sympathies pour l'unité avec ses engagements!

» à Moi, de convaincre notre Auguste Maître de son amitié et de l'assurer de sa bonne foi!

» à Lord Cowley, qu'il ne voulait pas de l'annexion!

» enfin, à nous tous, que nous devions avoir confiance en Lui!

» Disons-le franchement, l'Empereur jouait un triple jeu et tenait en émoi tous les partis. Il cherchait à concilier les exigences les plus inconciliables et, comptant sur les événements imprévus et sur le temps, il espérait sortir d'embarras en laissant faire les hommes et le hasard. »

La démission du comte Walewski, partisan d'une action efficace en faveur du Pape, et son remplacement, au mois de janvier 1860, par M. Thouvenel, qui sera l'homme de l'entente avec l'Italie, inquiètent Metternich et l'irritent. Il insiste plus que jamais sur les *hésitations et le caractère insaisissable de l'Empereur.*

« Le comte Walewski, écrit-il le 9 janvier, ne m'a jamais caché la divergence qui existait entre sa manière de penser et celle de son Maître. Cette divergence pouvait amener ou le triomphe ou la défaite de notre cause, selon qu'elle se fût trouvée écartée ou qu'elle eût dégénéré en rupture ouverte. Si l'Empereur, au lieu de miner sourdement l'influence de son ministre par une habitude assez commune aux esprits qui ont cherché dans les conspirations et les intrigues secrètes des satisfactions qu'une politique droite et réaliste ne peut procurer, si l'Empereur, dis-je, avait simplement approuvé ou renié la ligne de conduite que le comte Walewski s'était tracée, nous n'eussions pas perdu un temps précieux en vains pourparlers.

» Témoin de cette lutte entre les tendances aussi contraires

que le sont l'esprit conservateur et le principe révolutionnaire, j'ai dû poursuivre mes efforts, engager envers nous le Ministre et maintenir aussi longtemps que possible l'Empereur dans ses bonnes dispositions personnelles. »

L'Ambassadeur parle à Napoléon III et ne lui ménage pas les vérités.

« L'Empereur mon Maître, ai-je dit à Sa Majesté[1], est constant, tenace même dans ses résolutions. Il a été jusqu'à provoquer la guerre pour un principe et ne renoncera pas, jusqu'au dernier moment, à la pensée qui Lui a fait consentir à la paix, pensée que Votre Majesté Lui a inspirée Elle-même en l'engageant par écrit et de vive voix à se fier à sa loyauté.

» Quelle que soit l'impression que les événements en Italie ont dû faire sur l'esprit de l'Empereur d'Autriche, quelque amère que soit la terrible déception qui Lui est peut-être réservée, jusqu'à présent Il compte sur ce que Votre Majesté. s'arrangera de façon à nous faire sortir de la question italienne, d'une *manière honorable pour vous, Sire.* Si je m'exprime ainsi c'est que, selon moi, Votre Majesté ne pourrait en sortir d'une manière favorable pour elle que si elle l'est pour l'Empereur mon Maître. »

Le 9 mars, Metternich essaye de relever *certaines contradictions qui semblent inexplicables* :

« La politique impériale offre des points d'appui qui peuvent servir de guide à travers les dédales d'une pensée dangereuse, fantastique, et malheureusement d'un poids immense en Europe.

» Cette pensée, il faut la chercher dans une combinaison, un *amalgame de Napoléonisme avec les idées particulières de l'Empereur.* Louis-Napoléon est aventurier, *carbonaro*; il professe de sa nature la théorie de la démocratie fataliste.

» Empereur, il a combiné ses idées avec le *Napoléonisme*, qui est l'*ambition sans limites morales* et qui consiste à représenter pour ainsi dire le numéro 1 de la puissance mondiale.

» Pour satisfaire l'ambition napoléonienne, il a fallu remonter les échelons que la chute du génie de l'ambition avait fait redescendre à la France.

» *La guerre d'Orient n'a servi qu'à cette seule fin.* Le Congrès

1. Lettre à Rechberg du 20 janvier 1860.

de Paris, après avoir inscrit au protocole qu'il se faisait en Europe à peu près ce que l'Empereur voulait, a confirmé Sa Majesté dans les sentiments d'une force et d'une puissance rapidement et définitivement acquises.

» Le carbonarisme de Louis Bonaparte a laissé se poser la question italienne, l'ambition napoléonienne prépara l'entente avec la Sardaigne à propos de la Savoie et de Nice, et décida l'Empereur à provoquer la guerre.

» Les dés une fois jetés, le sort favorisa les armes de la France. L'étoile de Napoléon resplendit d'un nouvel éclat. Tout lui réussissait. L'opinion publique en France, qui s'était ouvertement prononcée contre la guerre, s'enthousiasma du succès.

» Toutefois, soit par prudence, soit par un conseil machiavélique, l'Empereur s'arrêta devant les forteresses et devant la révolution dont le carbonaro avait accueilli l'alliance, et, touchant une main Auguste, Il ressentit pour la première fois l'influence qu'exercera toujours sur l'aventurier la vraie grandeur et la loyauté suprême.

» Une lueur traversa peut-être son esprit et Lui fit concevoir le rôle éventuel que la prompte réalisation des stipulations de Villafranca et l'alliance avec l'*Auguste Représentant* du droit pouvait Lui faire jouer. Mais hélas ! on n'accepte pas le concours de la révolution sans se sentir souillé et sans devenir son esclave. L'Empereur ne put se débarrasser de ceux qui L'avaient aidé, et de la hauteur à laquelle le contact de Villafranca L'avait placé, je Le retrouvai à Saint-Sauveur retombé dans les fanges et sous la main de fer de la révolution.

» *Louis-Napoléon conspirait contre Napoléon III, le carbonaro contre l'Empereur.* Combien de fois n'ai-je pas eu la preuve de cette vérité qui ressemble à un paradoxe !

» Combien de fois les personnages les plus dévoués à l'Empereur ne m'ont-ils pas répété : « Le plus grand et le plus dangereux ennemi de l'Empereur, c'est l'Empereur lui-même. »

Cette année 1860 donnait à Metternich des occasions de s'inquiéter et des occasions de s'instruire. Il suivait de près les modifications qui étaient introduites alors dans les institutions impériales et les changements de personnes qui pouvaient influer sur la politique internationale. Il apprend à

connaître le monde impérial et les dessous assez curieux de certaines crises politiques.

« ... Il paraît qu'il y a une grande lutte, dans ce moment-ci, lutte entre le parti Walewski et le parti Fould. Le premier m'a confié que l'Empereur ne serait pas éloigné de changer Son ministère et de le reprendre, lui Walewski, soit aux affaires étrangères, soit au ministère d'État...

» Voici ce que m'a dit la comtesse Walewska, *qui voit beaucoup l'Empereur* et que l'Impératrice protège de toutes ses forces :

» — L'Empereur est dégoûté des difficultés que lui créent les affaires d'Italie, il est convaincu des dangers de la politique révolutionnaire et voudrait se reposer de nouveau sur un ministre de confiance, mais Il est si faible que la pensée de rompre avec Billault et Fould Lui est désagréable. Fould a fait venir madame de Castiglione pour tenir l'Empereur sous la férule de Cavour. L'Empereur ne l'a pas encore vue, mais les dangers sont immenses et très près.

» L'Impératrice va faire un voyage *incognito* en Angleterre pour se remettre de l'impression douloureuse produite sur elle par la mort de sa sœur. Pendant ce temps (quinze jours) l'Empereur cherchera des distractions et pourra bien retomber sous les griffes de madame de Castiglione.

» Walewski voit l'Empereur deux fois par semaine et prétend qu'Il est tellement prêt à s'entendre avec Lui qu'il espère arriver au pouvoir d'ici à deux mois. »

Un peu plus loin, Metternich, qui déteste dans le prince Napoléon l'ami des Italiens et l'ennemi de l'Église, est heureux d'ajouter :

» Thouvenel (le ministre des Affaires étrangères) et le prince Napoléon ne s'entendent plus du tout. Et ce dernier intrigue pour faire nommer Benedetti à sa place. Le public commence à se préoccuper de cette espèce de crise. »

Le 23 novembre, l'Ambassadeur télégraphie :

« *Ministercrisis gestern abend begonnen. Walewski definitiv Staatsminister* [1]. Morny ayant refusé ministère des Affaires étrangères, Thouvenel reste provisoirement. Billault sort;

1. Crise ministérielle commencée hier soir. Walewski définitivement ministre d'État.

Persigny a refusé l'intérieur, Fould a refusé les finances et conseil privé et se retire.

» Modifications importantes seront introduites dans la Constitution. »

Le 26 novembre, Persigny, qui ne refusait jamais rien à l'Empereur se décidait à remplacer à l'Intérieur Billault qui devenait ministre sans portefeuille, c'est-à-dire, dans le système constitutionnel du 26 novembre, ministre de la parole.

Mais Walewski était bien ministre d'État et Metternich, qui s'en réjouissait, avait aussi la satisfaction d'annoncer dans sa dépêche chiffrée du 26 :

« M. Thouvenel déclare que les rapports avec Rome sont excellents. »

***

Au fond Napoléon III était dans l'embarras. Il avait amorcé l'affaire de l'unité italienne et les Italiens l'entraînaient bien plus loin qu'il ne l'avait voulu.

Rien ne trahit mieux les perplexités du pauvre homme excédé par des complications qu'il n'a pas su prévoir que le mot qu'il dit à Meternich en apprenant la mort de Cavour : « Le cocher est tombé du siège, il faut voir si les chevaux prendront le mors aux dents ou rentreront à l'écurie [1]. »

Que nous sommes loin de l'entrevue de Plombières!

Ayant réussi à remanier la carte de l'Europe dressée par les hommes d'État du Congrès de Vienne, Napoléon III abandonnait pour un temps — d'ailleurs assez court — cette chimère pour en poursuivre une autre, celle des alliances : « Jusqu'à présent, aurait-il dit le 19 décembre 1863, je n'ai eu que des maîtresses, je cherche une femme! » Et M. Drouyn de Lhuys s'évertuait à prouver à Metternich que cette femme ce devait être l'Autriche. L'Autriche ne disait ni oui ni non, elle exigeait de son alliance un prix que Napoléon III n'osait pas y mettre, l'abandon définitif des Italiens à eux-mêmes. Un an plus tard, l'homme qui vient de faire la cour à l'Autriche a l'idée d'entrer en coquetterie avec le roi de Prusse et son Ministre. « Une nouvelle qui étonna tout le monde lors de la prise de Duppel,

1. Lettre du 11 juin 1861.

ce fut celle qui annonça une lettre de félicitations arrivée à Berlin et adressée au roi de Prusse par l'empereur Napoléon [1]. »

L'Empereur des Français n'a pas beaucoup d'esprit de suite, et il a des heures de découragement, d'abattement : on ne parlait pas encore de neurasthénie.

« Compiègne est devenu l'antre du lion, confiait Metternich à Rechberg, le 14 décembre 1863. On ne peut l'en faire sortir. Tous les ministres le conjurent de revenir pour les aider à parer aux difficultés sans nombre qui se présentent. Il a promis de revenir le 10, puis le 15; voilà qu'il prolonge son séjour jusqu'au 25. »

***

Il sera désormais difficile d'étudier la politique internationale en 1864 et 1865, sans consulter la correspondance de Metternich. On est étonné de l'incertitude et quelquefois du vide de la pensée de Napoléon III.

Il ne paraît pas comprendre d'abord la gravité de la question danoise. Il joue à l'homme mystérieux qui s'est accoudé à son balcon et qui, selon une expression de l'Impératrice, est enchanté de voir les autres descendre dans la rue sans s'en mêler. Il s'est fort amusé d'un télégramme de Talleyrand qui mande de Berlin que le délai de vingt-quatre heures accordé au Danemark pour évacuer le Schleswig durerait quinze jours : « Ce sont bien là quarante-huit heures allemandes, m'a dit Sa Majesté. »

C'était bien le cas de faire de l'esprit et on goûte d'autant plus les réflexions impériales qu'on pense qu'il a fallu plus de soixante ans et la grande guerre pour restituer aux Danois une partie du Schleswig.

En octobre 1865 a lieu la fameuse entrevue de Biarritz. M. Émile Bourgeois, dans le troisième volume de son *Manuel de politique étrangère*; M. de la Gorce dans le tome IV de son *Histoire du Second Empire*; M. Matter au tome II de son

1. Dépêche du 1er juin 1864. Metternich ajoute : « Je crois savoir que Sa Majesté employa les termes suivants : « Je félicite Votre Majesté sur le succès de ses armes. La défense énergique des Danois rend la victoire plus glorieuse ».

*Bismarck*; les savants éditeurs des origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871, au tome VII de leur publication, se sont efforcés de découvrir ce qui s'est passé à Biarritz dans ces entretiens qui n'ont pas eu de témoins et qui n'ont pas été suivis d'engagements écrits. Ils ont conclu que Napoléon III s'était attaché surtout à procurer Venise à l'Italie et que Bismarck était parti tranquille. Mais pourquoi? Metternich était en congé pendant l'automne de 1865. Le chargé d'affaires, M. de Mülinen, note que M. de Goltz, ambassadeur de Prusse, paraît satisfait de l'accueil qu'il a trouvé auprès de l'Empereur et que Bismarck paraissait avoir des raisons, même avant le voyage, de compter sur l'appui de la France.

D'autres informateurs conseillaient au contraire de ne pas attribuer beaucoup d'importance à des paroles qui dénoteraient quelque peu une confiance affectée[1]. A peine rentré à Paris, Metternich va aux nouvelles et M. Drouyn de Lhuys le rassure tout de suite. « Le Ministre des Affaires étrangères français avait à peine eu l'occasion d'effleurer des généralités avec M. de Bismarck qui semblait ne pas avoir trouvé *le joint* qui pourrait le rapprocher de la France. Inutile de vous dire que tous les bruits qui ont couru sur des négociations secrètes entre nous sont dénués de tout fondement[2] »

Entre les deux ministres rien n'a été conclu. Mais entre l'Empereur des Français et le ministre prussien rien ne prouve qu'il n'y ait pas un accord secret. Il faut donc s'enquérir.

Naturellement Napoléon III ne s'expliqua pas d'abord, mais il donna à Metternich son avis sur Bismarck et l'on est confondu quand on lit ce jugement :

« L'Empereur me dit que M. de Bismarck était un homme fort intéressant, aventureux comme le comte de Cavour. Cet homme d'État n'aura probablement pas, selon lui, le pouvoir nécessaire pour accomplir de grandes choses, n'ayant pas pour lui le parti libéral et révolutionnaire.

» Heureusement, ajoute Sa Majesté, M. de Bismarck ne sait pas faire jouer les ressorts que savait si bien mettre à profit M. de Cavour; car, sans cela, il y a longtemps que nous

1. Lettre confidentielle.
2. Dépêche du 2 décembre 1865.

aurions eu à nous préoccuper du foyer qu'il aurait allumé en Allemagne. »

Décidément, Napoléon III était perspicace, il savait juger les hommes et la France était en bonnes mains.

Après tout, ce langage étonnant n'était peut-être qu'une feinte pour tromper l'interlocuteur et Metternich revient à la charge en avril 1866. Napoléon III a, tout en insinuant qu'on le tourmentait beaucoup à Berlin pour l'intéresser à la politique prussienne, affirmé qu'il a refusé toutes les propositions venant de ce côté et Metternich tient le propos pour sérieux parce que jusqu'à ce jour, quand l'Empereur lui a parlé *nettement*, il ne l'a jamais trompé [1]. A la fin de mai, Napoléon III répète les mêmes assurances : « Je vous ai dit que j'ai refusé toutes les propositions prussiennes, je puis vous certifier que je n'ai même pas promis à la Prusse la neutralité [2]. » Alors pourquoi ne pas dire tout haut ce que l'on pense? Pourquoi s'envelopper dans les nuages de son rôle de sphinx, comme parle Metternich et donner l'impression d'un augure qui résiste aux flots de la plèbe curieuse et qui dit : « Restez calmes, je sais ce qui arrivera et vous serez contents [3]. »

Il me semble que Napoléon III avait livré le fond de sa pensée et de ses illusions un jour où — à la fin de décembre 1865 — il avait dit à Metternich : « *Si on pouvait provoquer une guerre dans un coin d'Europe sans mettre le feu aux poudres ailleurs, ce serait peut-être ce qui vaudrait le mieux pour en finir.* »

Il s'imaginait que d'un tel conflit il serait l'arbitre nécessaire, qu'il liquiderait la question italienne en donnant Venise à Victor-Emmanuel, dédommagerait l'Autriche en Allemagne et ferait d'elle son alliée, en même temps qu'il obtiendrait quelques satisfactions pour la France sur la rive gauche du Rhin et déchirerait ce qui restait des traités de 1815. Ainsi mettrait-il d'accord en France le prince Napoléon et les italianissimes, l'Impératrice et M. Drouyn de Lhuys qui tiennent pour l'alliance autrichienne.

Rêve d'un esprit nuageux, dira-t-on. Mais c'est là tout Napoléon III; voici deux textes qui nous éclairent à la fois

1. Dépêche du 9 avril.
2. Dépêche du 16 mars.
3. Paris, le 23 mai 1866.

sur le néant de cette politique et sur l'entrevue de Biarritz. Le premier est de Bismarck lui-même.

En 1867, lorsque la victoire de la Prusse et le renversement à son profit de toute la situation politique en Allemagne eurent dispensé le ministre prussien de toute dissimulation et de tout mensonge, lorsque la question du Luxembourg lui fournit une occasion, après plusieurs autres, d'humilier la France, Bismarck disait à Metternich :

« Avant la guerre de l'année dernière, nous nous sommes adressés deux ou trois fois à la France pour obtenir certains engagements de neutralité qu'on nous a régulièrement et rondement refusés sous prétexte de garder toute liberté d'action.

» Nous dûmes nous assurer de cette neutralité par un moyen indirect, mais que j'ai regardé comme *infaillible*. Nous avons conclu une *alliance éventuelle* avec l'Italie.

» Et Bismarck ajoutait que la France avait réclamé plus tard des compensations, ne se souvenant plus que, si elle avait refusé de prendre toute espèce d'engagements de son côté, nous étions restés tout aussi libres du nôtre [1]. »

L'autre texte est de Napoléon III, il est antérieur à l'autre. Les événements s'étaient précipités en 1866. On entendait déjà le bruit des armes. Au dernier moment, Napoléon III négocie une convention secrète avec l'Autriche. Les premières signatures sont données le 12 juin.

Le 17, Napoléon écrit à François-Joseph une lettre autographe où il fait des aveux vraiment singuliers :

« La convention secrète qui vient d'être signée entre le gouvernement de Votre Majesté et le mien est un événement heureux, fait pour resserrer les liens entre les deux pays. Ma position était difficile, car si d'un côté je désirais conserver avec Votre Majesté nos bonnes relations, de l'autre je n'avais qu'à me louer des procédés du roi de Prusse à mon égard. J'avoue aussi que je ne voyais pas sans une certaine satisfaction se dissoudre la Confédération germanique organisée principalement contre la France. Néanmoins, en présence des événements qui se préparent, je crois qu'il est très important pour le repos public de l'Europe, pour le triomphe des idées

1. Rapport du 20 juin 1867.

d'ordre et d'autorité, que l'Autriche et la France soient unies... »

Napoléon avait déjà reconnu devant Metternich qu'il avait attendu de la Prusse d'importantes concessions. Il s'était dit que le gouvernement prussien lui ferait un pont d'or. Les provinces du Rhin en perspective lointaine l'avaient longtemps fait hésiter à faire son choix [1] et il n'avait fait son sacrifice qu'en juin 1866.

Pour quiconque lit et rapproche ces différents textes, la conclusion s'impose. Les conversations de Biarritz entre Napoléon III et Bismarck n'ont abouti à aucun résultat positif, aucun engagement n'a été pris de part ni d'autre — parce que Napoléon III se croit l'arbitre de la situation et le maître de l'heure, tandis qu'il est le jouet de son imagination, de ses rêves et de ses illusions.

Bismarck indique dans son rapport au Roi les suggestions qu'il a faites. Il n'a obtenu aucune réponse précise. Mais il a emporté l'impression que son interlocuteur est un homme sans volonté, que l'auteur du coup d'État est maintenant un homme nul, comme va nous le dire tout à l'heure Metternich, et c'est sur cette impression que Bismarck a joué — il faut bien risquer quelque chose en politique — sa partie en 1866, et l'a gagnée.

Que pouvait-on attendre d'un esprit aussi flottant que celui de Napoléon III quand se produirait un événement aussi considérable que l'anéantissement de la puissance autrichienne à Sadowa? Napoléon commence par n'en pas comprendre la portée. Il offre sa médiation au roi de Prusse, et celui-ci ne l'accepte qu'à conditions. Il l'offre à Victor-Emmanuel, et le roi d'Italie ne fait qu'une réponse évasive.

Il n'a pas ou ne croit pas avoir assez de troupes sous la main pour intervenir et imposer sa volonté. « A l'impossible nul n'est tenu », écrit Napoléon III à Metternich le 8 juillet. L'Impératrice, jusqu'alors très ardente pour l'Autriche, lui conseille d'accepter l'armistice proposé par l'Empereur, elle sent qu'elle n'obtiendra pas qu'on envoie des troupes françaises; elle a reçu le prince de Reuss envoyé par le roi de Prusse et elle est heureuse d'annoncer d'après lui que l'armée prus-

1. Rapport du 6 juin.

sienne ne peut pas être devant Vienne avant trois semaines [1]. « Que voulez-vous que je fasse? écrit-elle le 11 juillet; tout ce qui est humainement possible, je l'ai fait. On me répond par la responsabilité immense qui pèse sur celui qui doit décider; on n'est pas prêt et on ne veut pas se jeter dans les aventures, n'ayant pas de quoi appuyer une manifestation; ma parole n'a plus de poids. Je suis presque seule de mon avis. » Napoléon III écrit de son côté le 12 : « Mon cher Prince, Je dois vous déclarer franchement (ainsi que dès le début je vous l'ai fait pressentir) qu'il m'est impossible d'aider l'Empereur d'Autriche par la force des armes. »

Avoir rêvé qu'on serait l'arbitre de l'Europe et constater qu'on est le jouet des vainqueurs, c'était tomber de très haut. La chute était presque aussi profonde pour Napoléon III que pour François-Joseph.

Metternich, de qui le témoignage est ici fort précieux, a traversé des heures cruelles. Il a souffert de l'humiliation de son pays, du refus d'intervention militaire, c'est-à-dire de concours effectif opposé à toutes ses instances.

Il n'en avait été qu'à moitié surpris, parce qu'il connaissait le caractère irrésolu de Napoléon III. Il savait aussi que cette irrésolution ne provenait pas seulement de causes morales, mais d'un état de santé qui depuis longtemps laissait à désirer. Il y a là un élément de connaissance historique qu'on a quelquefois négligé, un côté de la question que la correspondance de Metternich nous permet d'examiner.

***

Un ambassadeur qui n'a pas seulement les audiences officielles et réglementaires, mais qui est admis dans l'intimité des souverains, se rend bien compte de leur état physique. Le prince Richard donne, pour la première fois dans l'été de 1861, de mauvaises nouvelles de Napoléon III.

Paris, 18 juillet.

« La santé de l'Empereur fait l'objet des commentaires les plus contradictoires. Les nouvelles de Vichy sont bonnes,

1. Billet de l'impératrice Eugénie à Metternich, du 20 juillet.

excellentes même, officiellement parlant. D'un autre côté, on assure que le docteur Trousseau, appelé en consultation, avait exprimé ses craintes de voir se terminer la crise par une hydropisie générale.

» Les observations que j'ai été à même de faire personnellement m'ont permis de constater chez l'Empereur un affaiblissement sensible. Cependant, je suis plutôt porté à croire que c'est un des résultats de la vie sédentaire que mène l'Empereur. Je pense que les eaux de Vichy répareront ses forces et que les bruits inquiétants qui courent sur la santé de Napoléon III tomberont d'eux-mêmes. »

La santé de Napoléon III donna de nouveau des inquiétudes dans l'été de 1864. « L'Empereur a été sérieusement souffrant la semaine dernière, écrit Metternich le 1er juin, et l'Impératrice chez laquelle je me trouvais ce matin paraissait assez inquiète. Pendant les deux heures que je passai auprès d'Elle, Elle descendit trois fois auprès de l'Empereur et me dit qu'Il souffrait beaucoup. Il va mieux depuis quelques jours. »

En 1866, la situation empire, et brusquement. Voici des témoignages qui ont leur prix pour l'histoire. Ils sont du 26 juillet.

Metternich sort de l'audience impériale : « L'Empereur Napoléon est souffrant et partira samedi prochain pour Vichy où il restera jusqu'au 14 août. Il passera la journée du 15 au camp de Châlons.

« L'état de souffrance physique de Sa Majesté s'est aggravé dans ces derniers temps par suite des émotions et des embarras que lui causent la politique et les événements du jour.

» J'ai été témoin hier des incertitudes et des hésitations extrêmes qui caractérisent son état. Il est très pâle, très défait et a l'air d'un homme dont la force de volonté a dû céder devant un *épuisement général.* »

Mais voici un autre document de même date qui ouvre un jour bien curieux sur l'état de santé du Souverain et l'état d'âme de la Souveraine. Le professeur Wertheimer de Berlin en a cité de courts fragments qu'il a traduits en allemand dans un article de l'*Oesterreichische Rundschau*, du 15 février 1920 et je l'ai signalé après lui[1]; le voici tout entier tel qu'il est sorti en français de la plume de Metternich.

1. H. Salomon, *l'Incident Hohenzollern*, p. 203, Paris, Alcan, 1922.

Paris, le 26 juillet 1866.

« Monsieur le Comte,

» Après mon audience chez l'Empereur qui m'avait laissé une impression des plus pénibles, je me rendis chez l'Impératrice. Sa Majesté me reçut avec les larmes aux yeux. Elle est très inquiète sur la santé de l'Empereur et sur sa défaillance *physique et morale* dont elle me donna les preuves les plus convaincantes.

» Pendant les cinq jours de mon absence, me dit-elle, tout a changé d'aspect. A mon retour, j'ai trouvé l'Empereur plus exténué que jamais et complètement à la merci de celui dont il a fait un premier ministre, qui est la cause de notre déchéance morale et qui, si on le laisse faire, *nous fera détrôner*. J'étais revenue indignée de ce que j'avais appris en route, d'autant plus indignée que j'avais été témoin de l'effet détestable produit sur le public et sur l'armée par l'attitude inouïe du Gouvernement. Je n'ai trouvé qu'un homme malade, irrésolu, épuisé.

» L'Impératrice me raconte ensuite que depuis deux ans (le scandale dont j'ai eu l'occasion de parler alors) l'Empereur est tombé dans une prostration complète, ne s'occupant plus du Gouvernement, écrivant *Jules César* et y appliquant le peu de forces qui lui restaient. Elle me dit que les conseils des ministres auxquels elle assistait depuis ce temps lui fournissaient des preuves manifestes de cet épuisement, qui ne permettait plus à l'Empereur de diriger le Conseil.

» Il ne peut plus marcher, plus dormir et à peine manger, » ajouta l'Impératrice.

» Elle me dit que, dans la soirée du 4 juillet à laquelle j'avais assisté, une dernière étincelle avait brillé sur le front de l'Empereur. L'instinct du rôle magnifique que nous lui donnions, la pensée de l'effet immense que produirait dans le monde la note qu'il venait de rédiger pour *le Moniteur*, tout cela avait agi sur lui comme de l'alcool, et l'avait grisé au point qu'elle-même était effrayée de la responsabilité qu'il prenait. Deux jours après, lorsque les difficultés lui apparurent et surtout lorsque les nouvelles de Vienne lui donnèrent la mesure *de nos désastres*, il retomba dans un marasme qui n'a fait qu'augmenter depuis.

» C'est au point qu'avant-hier, lundi, l'Impératrice proposa à l'Empereur d'*abdiquer et de lui confier la Régence.*

» — Je vous assure, continua Sa Majesté, que nous marchons vers notre décadence, et, ce qui vaudrait le mieux, c'est que l'Empereur disparût subitement, pour quelque temps du moins.

» Sa Majesté m'entretint encore longuement de ce que nous pourrions faire pour arriver, sans trop de désastres, jusqu'au moment où l'Empereur serait forcé de virer de bord, ce qui, selon l'Impératrice, ne manquerait pas d'arriver du jour où il aurait revu l'armée. Elle voulait engager l'Empereur à aller au camp de Châlons avant de se rendre à Vichy, mais elle a échoué. A Vichy, l'Empereur ne verra que Drouyn de Lhuys qu'elle a réussi à y envoyer. Pendant ce temps, elle fera avec les autres ministres ce qu'elle pourra pour les influencer. Elle m'a prié d'agir de mon côté sur Rouher et sur le général Fleury qui, à ce qu'elle prétend, a encore quelque influence sur cet esprit alourdi et épuisé!

» Elle croit que nos menaces de nous entendre directement avec la Prusse et l'Italie galvaniseraient un peu l'Empereur.

» Jamais depuis que je connais le couple impérial, je n'ai vu l'Empereur si complètement *nul* et l'Impératrice prenant à cœur nos intérêts avec une fougue et un zèle si extrêmes.

» Malheureusement de tout cela il résulte que nous ne pouvons encore compter sur aucune espèce de mesure énergique de la part de la France. Ce qui me paraît incontestable, c'est que l'état de choses actuel ne peut pas se prolonger. Le public français et l'armée amèneront un revirement auquel l'Empereur ne pourra pas se soustraire.

» Agréez, monsieur le comte, l'hommage de mon respect.

» METTERNICH »

Un texte pareil se suffit à lui-même, tout commentaire l'affaiblirait.

On remarquera seulement le singulier état d'esprit de l'Impératrice qui en veut à celui qu'elle appelle un premier ministre et qui, si on le laisse faire, laissera détrôner les Bonaparte. Il s'agit de M. Rouher qui avait remplacé Walewski au Ministère d'État le 18 octobre 1863. S'il a empêché un souverain

malade de s'engager dans une guerre qu'il n'avait pas préparée; il n'a fait que son devoir; les conseillers de juillet 1870 et l'Impératrice elle-même ont manqué gravement au leur s'ils ont conduit la France à la bataille, alors qu'elle n'avait ni les effectifs, ni les armements nécessaires.

Quoi qu'il en soit, le 25 juillet 1866, l'Impératrice n'avait pas exagéré l'état de Napoléon III. Le séjour à Vichy fut abrégé. L'Empereur revint très souffrant le 8 août. Des médecins furent appelés en consultation à Saint-Cloud. « L'Empereur a l'air de s'endormir », disait M. Drouyn de Lhuys. Était-il en état de faire plus? Ce fut l'Impératrice qui fut fêtée le 15 août dans les théâtres, l'Empereur gardait la chambre, il était réduit à se faire sonder plusieurs fois par jour [1], ses nerfs étaient tendus, il devenait très irritable [2].

L'Impératrice, qui a pris définitivement Metternich pour confident de ses déceptions politiques et de ses déceptions de femme, lui raconte qu'elle n'a appris le remplacement de Drouyn de Lhuys aux Affaires étrangères que par le ministre congédié [3]. Elle a fait une scène à l'Empereur. Elle lui a rappelé les contradictions de sa politique étrangère, son attitude indécise envers la Russie après la guerre de Crimée, envers l'Autriche après les événements de 1859, ses coquetteries avec la Prusse qui n'ont pas été payées de retour, sa politique italienne qui n'a satisfait ni le gouvernement ni le peuple au delà des Alpes. Elle a prédit une coalition de « tous les froissés, de tous les dupés, de tous les désillusionnés ». L'Empereur ne répondit rien, et que répondrait-on à une femme en colère qui fait une scène?

Elle a d'autres raisons d'être mécontente, mais on s'étonne qu'elle ait pris l'ambassadeur pour confident.

« Napoléon III restera quelque temps à Saint-Cloud et profitera, au dire de l'Impératrice, de sa liberté et d'une lueur de convalescence pour s'adonner de nouveau à des plaisirs qui le ramèneront malade à Biarritz avant la fin du mois de septembre.

1. Télégramme du 17 août.
2. Rapport chiffré du 17.
3. Le marquis de Moustier avait recueilli la succession de Drouyn de Lhuys le 1er septembre 1866.

» L'Impératrice paraît navrée de tout cela. Heureusement elle a renoncé à ses découragements d'il y a deux ans et elle pense à l'avenir de son fils [1]. »

Seulement, elle ne pense qu'à cela. Contre le mari infidèle, contre le souverain qui n'a pas fait sa politique, elle souhaite une entente de la Prusse, de la Russie et de l'Autriche. « La gravité du danger qui en résulterait pour la France » réveillerait l'Empereur et lui ferait faire peut-être de grandes » choses à l'avantage de la dynastie et de son pays. »

Six semaines plus tard [2], elle était lancée sur une autre piste, elle escomptait le relèvement rapide de l'Autriche par une réorganisation intérieure et lui faisait entrevoir en Orient des compensations aux pertes qu'elle avait subies en Allemagne. Il ne dépendait pas plus d'elle de lui assurer les unes qu'il n'avait dépendu de l'Empereur d'empêcher les autres.

Metternich fit un séjour à Compiègne avant d'aller finir l'année 1866 à Vienne. Il eut comme toujours des conversations intimes avec l'Empereur et l'Impératrice. Il emporta l'impression que Napoléon III était découragé. « En Orient, en Allemagne, en Amérique comme en Italie, l'ébranlement qu'il a amené le menace lui-même et pour arrêter tout ce qui pourra se faire sans ou contre lui, 1 200 000 hommes lui paraissent avec raison plus nécessaires aujourd'hui que les émanations diplomatiques d'un prestige que ses fautes ont compromis [3]. » Que n'avait-il au moins la volonté de les appeler, de les armer, de les exercer! L'Impératrice, qui se rapprochait de son mari après l'avoir boudé, aurait voulu obtenir des concessions du Pape pour améliorer les relations entre la France et l'Italie. 1867 approche. On ne pense qu'à liquider, soit que l'état de santé de l'Empereur paraisse plus grave à l'Impératrice [4], soit qu'on veuille simplement aborder en paix l'année de l'Exposition.

1. Dépêche du 1er septembre.
2. Dépêche du 24 octobre.
3. Rapport du 10 décembre 1861.
4. Voir le rapport du 12 décembre 1866.

***

1867 est en effet l'année de la grande féerie. C'est aussi l'année de Queretaro, l'année de Salzbourg, « d'où le public attend surtout le maintien énergique de la paix en Orient et en Allemagne »[1], mais qui inspire des inquiétudes à la Prusse et oblige Napoléon III à rassurer Berlin. C'est enfin « un va-et-vient de plans plus absurdes les uns que les autres[2] ». Comme le confiait Walewski à l'ambassadeur, l'Empereur ne savait pas sortir de la politique de demi-mesures; Metternich n'était pas plus porté à l'optimisme que Walewski : « Je ne retrouve qu'un bonnet de nuit, écrit-il, là où il avait une pensée fertile — une nature flasque où il y avait de la fécondité[3] »; et derrière les feux d'artifice de l'Exposition, il entrevoyait le crépuscule de l'Empire.

S'il ne fallait pas se borner, on extrairait de la correspondance des années 1868, 1869 et de la première moitié de 1870 des pièces qui sont capitales pour l'histoire des transformations constitutionnelles du second empire et pour l'histoire diplomatique.

Metternich a tenu sa place dans les négociations où l'Autrichien Vitzthum et l'Italien Vimercati ont joué un rôle essentiel et qui avaient abouti à un projet de Triple Alliance entre François-Joseph, Victor-Emmanuel et Napoléon III. Les minutes du projet d'alliance sont aux Archives de Vienne, il n'a dépendu que de Napoléon III de transformer le projet en traité définitif, de donner des alliés à la France. La correspondance de Metternich confirme les hypothèses sagaces et complète les investigations de M. Émile Bourgeois dans son beau livre sur *Rome et Napoléon III*. Il vaut mieux supprimer tout à fait ce chapitre que l'abréger à l'excès. De la correspondance de ces trente mois, on ne retiendra qu'une perle; aussi bien éclaire-t-elle la figure d'un des personnages que Metternich a vus presque quotidiennement dans l'été de 1870, celle de M. de Gramont, qui avait quitté l'ambas-

1. Rapport du 4 septembre 1867.
2. Lettre intime du 28 mars.
3. Lettre intime du 21 novembre.

sade de Vienne pour venir le 15 mai diriger à Paris le service des Affaires étrangères.

L'ancien ambassadeur de France à Vienne avait peu de goût pour les débats parlementaires. Le 10 juin, il fait ses confidences à Metternich. Il lui parle « de ces crétins de députés qui vont l'interpeller sur la ligne du Saint-Gothard, lui demander pourquoi il ne l'a pas empêchée », « comme si, me dit le bel Agénor, on pouvait empêcher les Suisses de faire des chemins de fer ».

***

Nous voici arrivés au mois de juillet 1870, au moment où les destinées de la France se jouent devant Metternich, attentif et anxieux.

Il n'y a pas lieu, la question ayant été étudiée récemment[1], de revenir ici sur les origines immédiates de la guerre et sur l'incident Hohenzollern. On rappellera seulement deux ou trois textes qui sont de première importance parce qu'ils sont contemporains de l'événement et qu'ils coupent court à toutes les interpétations que les personnages les plus ardents à jeter la France dans la guerre ont prétendu donner plus tard de leur conduite.

Metternich écrit le 8 juillet : « J'ai trouvé l'Impératrice tellement montée en faveur de la guerre que je n'ai pas pu m'empêcher de la plaisanter un peu... »

Il relate longuement la conversation qu'il a eue avec elle et termine ainsi :

« L'Impératrice est rajeunie de dix ans à l'idée d'un triomphe politique ou de la guerre. »

Au duc de Gramont, ministre des Affaires étrangères, Metternich dit non sans finesse :

« Vous avez simplement sauté de pieds joints sur une occasion, vu le proverbe qu'une bonne occasion ne se retrouve plus.

» Vous avez pensé qu'il fallait la prendre aux cheveux.

» C'est parfaitement dit et je ne demande pas mieux, lui répondit le Duc, que vous mettiez le Chancelier dans la confidence de ce coup de dé. »

*Un coup de dé*, le mot y est en toutes lettres. Il est de ceux qu'on n'invente pas et qui jugent un homme.

Il est vrai que le même ministre écrit à M. de Beust le 17 juillet, — sa lettre autographe est à Vienne :

« Jamais pareille occasion ne se présentera de nouveau; jamais la France ne sera aussi forte qu'aujourd'hui, jamais mieux armée, mieux équipée, animée d'un plus grand enthousiasme. »

Les négociations qui remplirent le mois de juillet 1870 sont en partie relatives aux péripéties de l'incident Hohenzollern, elles sont en partie la suite de la négociation secrète qui se poursuivait depuis plus d'un an entre la France, l'Italie et l'Autriche et dont la conclusion restée en suspens à cause des exigences des Italiens sur la question romaine nous eût sauvés de l'isolement lorsque la guerre éclata.

Le point de vue de Metternich, catholique fervent et patriote autrichien, presque chauvin, était un peu différent de celui de Beust; quels que fussent les griefs passés, il aurait voulu voir son pays marcher avec la France, et, pour venger l'humiliation de 1866, il s'appliquait à réfuter les objections qu'on soulevait à Vienne.

A partir du 20 juillet, son opinion se modifie, il se rend compte que « le cher Duc — M. de Gramont — ne se distingue pas par un esprit très supérieur [2] ».

Le 6 août, il ouvre son cœur à Beust dans une lettre intime.

« Disons d'abord que la politique se fait ici d'une façon stupide, je le sentais, mais je ne pouvais y croire. Jusqu'à il y a huit jours, j'ai admis de la part de l'Empereur un parti pris résolu, foudroyant et admirablement « durchgeführt » (conduit).

» Sans alliances, ne connaissant pas celles de son adversaire, ne sachant pas jusqu'à quel point l'Angleterre serait sympathique à la Prusse, la Russie serait liée à sa voisine, au milieu d'un sentiment révolutionnaire accentué dans le sens de la paix, l'Empereur n'hésita pas à sauter sur le premier prétexte venu pour amener la guerre.

. . . . . .

1. Henry Salomon, l'*Incident Hohenzollern*.
2. Lettre du 22 juillet.

» Tout ce qui était un coup de maître est, quoi qu'il arrive, devenu un pas de clerc par le seul fait que la prise de l'offensive a raté et qu'on se trouve sur la défensive.

. . . . . .

» *Je ne suis pas le moins du monde influencé par les ministres que je trouve bêtes et maladroits au plus haut degré.*

. . . . . .

» J'ai eu ce matin avec Gramont une prise de bec assez vive, je lui ai dit aussi ce que je pensais de sa politique. Il n'admet pas que je discute sa conduite lors même que les événements lui donneraient tort; je réplique qu'au contraire, puisqu'il ne cessait de nous reprocher la nôtre, je prenais le *droit* de trouver pas mal de choses *fort mauvaises, précipitées* et manquant de *plan de conduite et de sang-froid.* »

Évidemment, ce n'est pas à Beust qu'on pourrait reprocher le manque de sang-froid et de prudence.

Il rédigeait la minute de la lettre que François-Joseph écrivait à Napoléon III, après avoir proclamé la neutralité de l'Autriche. Il évitait de compromettre son souverain et réservait l'avenir comme Napoléon III avait fait en 1866 et jusqu'au mois de juin 1867.

*A Sa Majesté l'Empereur des Français* [1].

« Monsieur mon Frère,

» La guerre qui vient de me surprendre avec mon armée sur le pied de paix, avec un ministère à peine formé et un Parlement dissous, me trouvera à la hauteur de la tâche que la Providence m'impose.

» Dictée par les exigences du moment, la neutralité que je viens de déclarer était le seul moyen de parer aux inconvénients de cette situation.

» Il ne sera guère nécessaire de faire comprendre à Votre Majesté la valeur de cette neutralité toute bienveillante pour la France. Votre Majesté sait qu'Elle peut compter sur moi surtout le jour où une troisième puissance voudrait entrer en lice. Elle sait d'ailleurs que mes efforts tendent vers ce

1. De la main de Beust

but de compléter mes armements afin de me mettre en mesure de défendre la solidarité de nos intérêts et d'aider Votre Majesté à rendre à l'Europe cette paix durable à laquelle nous aspirons tous.

» Ma lettre qui a clos nos pourparlers de l'année dernière vous aura convaincu, Monsieur mon Frère, de la sincérité de mes sentiments qui n'ont pas changé depuis.

» Je suis occupé en ce moment à me mettre d'accord avec le roi d'Italie sur une ligne à suivre en commun et bientôt j'espère être en mesure d'informer Votre Majesté du résultat de cette négociation.

» Veuillez croire en attendant aux vœux très sincères que je forme pour la gloire des armes de Votre Majesté ainsi qu'à la haute estime et à l'inaltérable attachement avec lesquels je suis de Votre Majesté

le bon frère,

» F. J. »

Si réservée que fût cette lettre, Beust aurait bien voulu cinq semaines plus tard qu'elle n'eût pas été écrite; il envoyait le 4 septembre 1870 un télégramme chiffré à Metternich.

*Prince Metternich, Paris.*

Vienne, le 4 septembre 1870.

« Je suis très inquiet de l'usage qui pourrait être fait de la dernière lettre de notre Empereur. Elle doit se trouver entre les mains de l'Impératrice. Vous rendriez un grand service si vous obteniez qu'elle vous fût remise. L'Impératrice a des sentiments trop élevés pour vouloir que cette lettre puisse jamais servir à un ignoble chantage. »

Quant à Napoléon III, il se faisait peu d'illusions. D'après la princesse Pauline, il avait télégraphié de Forbach à l'Impératrice : « Rien n'est prêt. Nous n'avons pas suffisamment de troupes. Je nous considère d'avance comme perdus [1]. » Il était aussi abattu qu'en 1866 [2].

Il n'entrevoyait plus de rétablissement possible à la situa-

1. *Souvenirs*, page 197.
2. Télégramme de Metternich du 18 août.

tion que dans cette entente à trois qu'il n'avait pas l'énergie d'acheter au prix qu'exigeait Victor-Emmanuel et que François-Joseph acceptait implicitement, l'abandon de Rome. La réponse à l'empereur d'Autriche est empreinte de mélancolie.

Metz, le 31 juillet 1870.

« Monsieur mon Frère,

» J'ai reçu la lettre de Votre Majesté que le prince de Metternich a été chargé de me remettre. Je suis heureux d'apprendre que les sentiments de Votre Majesté à mon égard ne sont pas changés. Je comprends la difficulté de la situation, mais je lui ferai remarquer que si la neutralité de son empire n'est pas une neutralité armée, nous aurons sur les bras toutes les forces de l'Allemagne du Nord, et si, par malheur, nous éprouvons un revers, Votre Majesté en éprouverait les fatales conséquences. Il faut envisager avec résolution la position actuelle de l'Europe. Si la Prusse triomphait, tout le Centre, tout le Nord, tout l'Orient de l'Europe seraient sous le joug des puissances du Nord.

» L'intérêt de l'Europe, de Votre Majesté, l'intérêt de la Nation même obligent les chefs de ces deux pays à faire tous leurs efforts pour m'aider dans la lutte suprême que j'ai entreprise.

» Je compte sur le grand cœur et la haute intelligence de Votre Majesté et je la prie de croire aux sentiments de haute estime et de sincère amitié avec lesquels je suis

de Votre Majesté impériale

le bon frère,

» NAPOLÉON »

Les destins de l'Empire étaient accomplis. La princesse Pauline croit se souvenir que le jour de l'ouverture de la session du Corps Législatif en 1870, pour avoir entendu dans la foule pousser des cris hostiles, rue de Rivoli, elle avait dit à son mari : « L'Empire à vécu. » Il est certain que le prince Richard écrivait à Beust le 27 juillet : « N'oubliez pas que Napoléon joue son va-tout, que l'existence de la dynastie est en jeu. »

Ses prévisions étaient exactes. Après les premières défaites, il télégraphiait le 7 août : « L'agitation est extrême, on craint la Révolution. »

Dès lors, l'ambassadeur n'a plus qu'une préoccupation : sauver l'Impératrice qui est à peu près abandonnée de tout le monde.

« En remettant le commandement à l'un de ses maréchaux, l'Empereur a moralement donné sa démission de Napoléon III[1]. » Metternich ne croit pas qu'il soit possible pour la dynastie de se relever de cette chute, et l'Impératrice elle-même ne se fait aucune illusion à cet égard. « Il n'y a plus que deux hommes qui lui soient dynastiquement dévoués, le prince de la Tour d'Auvergne, ministre des Affaires étrangères depuis la chute de Gramont, et le préfet de police Piétri. » Elle n'a plus dans Paris qu'un confident et un ami de qui la fidélité ne se démentira jamais : le prince Richard de Metternich.

« L'Impératrice est morte de fatigue et d'émotions. Elle m'a dit avant-hier qu'Elle avait passé la nuit à se dire qu'Elle était folle, que tout cela n'était pas vrai, n'était que le travail d'un cerveau fêlé. Elle en était si persuadée que le matin à son réveil, Elle s'est mise à pleurer de désespoir de n'être pas folle[2]. »

Le 3 septembre, il est prié par l'Impératrice de faire demander des nouvelles de l'Empereur prisonnier[3], — alors que les Parisiens ne connaissent pas encore le désastre.

Le 4 septembre, Metternich envoyait ce télégramme : « Nigra et moi sommes parvenus à faire sortir l'Impératrice des Tuileries après l'envahissement de la Chambre. » Il était resté jusqu'au dernier moment aux côtés de la souveraine; il lui avait offert le bras pour descendre l'escalier du Louvre et ne l'avait quittée sur la place Saint-Germain-l'Auxerrois qu'après l'avoir vue monter dans un fiacre et s'être assuré que la voiture se perdait dans la foule.

Le lendemain, il envoyait un nouveau télégramme.

« Tenez-vous à ce que je reste? Ma position vis-à-vis des

1. Lettre particulière du 16 août.
2. Lettre du 2 septembre.
3. Télégramme chiffré du 3 septembre.

bourgeois ministres est bête. Il est évident que si cela pouvait être utile, je resterais quoique le spectacle de l'entrée des Prussiens est insupportable pour moi personnellement. »

L'essentiel de la pensée de Metternich est là : sentiment monarchique, attachement personnel à l'Empereur déchu et à l'Impératrice Eugénie, haine des Prussiens. Mais il aimait aussi la France.

Beust lui demanda d'y rester, il resta et ce grand seigneur s'est habitué à vivre avec les bourgeois de la Révolution, quand il a compris que la Révolution n'était autre chose que la répulsion de la France pour le Gouvernement à qui elle devait la défaite et l'invasion. Il a cru d'abord qu'elle serait très molle et il s'est exprimé sur son compte en termes plus que vifs [1]. L'ennemi de Bismarck a été heureux de constater qu'il s'était trompé, que la France veut vivre. « La France se relèvera », écrit-il avec une foi ardente. « L'abdication de l'Europe devant l'omnipotence et l'impertinence prussiennes est certainement une des choses les plus tristes de ce siècle [2]; » et bien qu'il n'aime pas beaucoup Thiers, il s'est empressé de le recommander à l'accueil bienveillant de Beust, lorsque le vieil homme d'État consentit à entreprendre en Europe un voyage d'exploration diplomatique et patriotique [3].

Il reconnaît que M. Gambetta donne une grande impulsion à l'organisation de la défense nationale. Il diagnostique aussi que ce républicain est très *conservateur* et rétablira énergiquement l'ordre dans le midi de la France [4].

Il lui sait gré de « mener assez bien la barque » et d'être parvenu, sans tirer une cartouche, à briser les résistances de Lyon, de Marseille, de Toulouse [5]; il entrevoit en lui « l'homme de l'avenir, le grand personnage de la comédie républicaine qui va se jouer après la guerre ».

Au mois de décembre, il écrit une lettre particulière que ne désavouerait pas le Français le plus patriote.

1. La Révolution est molle et sans ... p... Télégr. du 5 septembre.
2. 26 septembre (Metternich).
3. 13 septembre.
4. 23 octobre.
5. 21 novembre.

Tours, 2 décembre 1870.

« Mon cher ami,

» La guerre est décidément entrée dans une phase nouvelle à laquelle ni la Prusse ni les puissances neutres ne s'attendaient. De vaincue et impuissante qu'elle était, la France s'est relevée et sa vitalité s'affirme par la reprise de l'offensive, par l'expression nouvelle des espérances que l'on désignait comme une folie insigne, par l'activité prodigieuse et rien moins que stérile dont les résultats s'accusent et s'accuseront de plus en plus, par une progression mathématique et enfin par une attitude nouvelle qui se traduit par le rétablissement d'un calme, d'un ordre parfait et d'une discipline exemplaire.

» Il faut rendre justice au zèle patriotique déployé par le ministre de la Guerre et par ses bureaux composés en majeure partie d'éléments nouveaux, jeunes, sortis des sphères laborieuses du corps des ingénieurs civils, également ennemis d'un bureaucratisme encroûté et d'un militarisme routinier.

» Honneur surtout à la nation qui, au sein d'une anarchie sans frein et en proie au découragement de malheurs inouïs, a su se prêter aux terribles exigences du moment et aux sacrifices inconnus jusqu'ici qui lui ont été imposés.

» Quoi qu'il arrive, et lors même que la nouvelle armée serait battue, d'autres armées se rangeront derrière elle et je ne sais ce qu'il faut le plus admirer, du talent qui a présidé à l'organisation et à l'armement de l'armée de la Loire ou de celui qui a su en six semaines préparer les organisations futures, qui vont se succéder maintenant avec un ordre parfait et une promptitude merveilleuse.

» Les nouveaux canons se rempliront, les fabriques d'armes improvisées sont outillées de manière à ce que celle du chantier de Marseille par exemple puisse fournir dix batteries la première semaine, quinze la seconde. Tout en tenant compte des immenses difficultés à vaincre et des chances d'insuccès qui prédominent nécessairement encore, je tiens pour un fait qu'aujourd'hui 2 décembre la guerre a complètement changé de physionomie et que le changement n'est pas sans influence sur les destinées de l'Europe.

» Je mets en fait qu'en Allemagne le charme de l'invincibi-

lité est rompu, que l'anxiété tend à prendre la place de l'ivresse victorieuse, et qu'enfin les puissances neutres vont être forcées de compter avec l'*incertitude* sur les succès définitifs de la Prusse.

» Je ne sais si l'Autriche commence à partager mon sentiment qui est de respirer plus librement.

» Après mes tristes rapports des dernières semaines, je suis heureux de vous adresser ces lignes.

» Je me fais l'effet d'un médecin assis au chevet d'un malade et qui fait signe aux parents désolés. Cela va mieux!

» Mille amitiés

» METTERNICH »

« Les hommes et les armes poussent de tous côtés, » écrira un peu plus tard le diplomate que son patriotisme autrichien et son amitié pour la France ont rendu optimiste.

« Les nouvelles de Paris sont vraiment bonnes...

. . . . . .

« Je persiste dans mon admiration pour cette nation qui obéit si bien et se fait tuer plutôt que de s'avouer vaincue. Et ne croyez pas que les républicains usent de pression trop grande. Tout est calme et tout le monde décidé à marcher.

» L'aristocratie se distingue au point de provoquer l'admiration des démocrates les plus exaltés. Les bourgeois quittent femmes et enfants malgré le retrait de l'appel des hommes mariés, peut-être à cause de cela. Que Dieu donne que ces efforts inouïs ne soient pas stériles [1]. »

A la fin de décembre, Metternich énumère encore toutes les raisons que l'on peut avoir d'espérer.

« L'armée du Nord, sous Faidherbe qui paraît être un bon général, se soutient et se recrute toute seule. Chanzy a fait sur le Mans une retraite fort honorable et son armée est portée au double. Bourbaki, ce débris de Metz qui était arrivé à Tours fort découragé, vient d'écrire à sa femme qu'il se trouve à la tête depuis huit jours d'une *vraie armée* et qu'il est complètement d'accord avec Trochu sur les opérations à suivre. Il annonce pour très prochainement son entrée en campagne. A Lyon, Bressolles a rassemblé une armée volon-

1. 19 décembre 1870.

taire destinée à opérer sur les Vosges et sur la ligne de communication de Strasbourg. Le camp de Cherbourg se remplit et les armées pullulent. Avec l'effectif et l'armement actuel il est impossible de penser qu'il ne resterait aucune chance de réussite. Je ne puis m'empêcher de croire à un succès et d'admirer l'énergique conduite de la défense nationale [1]. »

Malheureusement, la partie était perdue. Malgré l'énergie dont la France avait fait preuve et le sursaut de volonté héroïque dont elle avait donné l'exemple au monde, le vœu de Metternich ne devait pas se réaliser : « La Providence ne voudra pas que l'électeur de Brandebourg devienne le maître de l'Europe et mette sur sa tête la couronne impériale [2]. »

« La France est vaincue; je le dis avec douleur, et je puise dans mon patriotisme les regrets qui s'adressent à l'avenir aussi bien qu'au présent [3]. »

Metternich ne voit pas « une susceptibilité trop exagérée dans le fait d'une répugnance invincible de céder à l'étranger une population très civilisée et éminemment industrielle, sans la consulter et avec la conviction intime qu'elle ne veut pas se séparer de la France ».

Il entrevoit que, si les puissances ne veulent pas intervenir ou la Prusse modérer ses ambitions, « la France résignée momentanément restera un foyer de rancune bien plus dangereux pour la paix du monde que son esprit souvent trop belliqueux ne la rendait redoutable avant la guerre ».

L'armistice signé, l'Assemblée Nationale élue, les négociations avec l'Allemagne décidées, Metternich écrit avec une sincérité touchante :

« Je plains ce pauvre vieux Thiers de la mission qu'il a acceptée; », et lors de la première visite qu'il fait au chef du pouvoir exécutif après la signature des préliminaires de Versailles, il lui exprime « son admiration sincère pour le sacrifice qu'il vient de s'imposer en signant une paix si douloureuse mais devenue nécessaire et le désir de l'Europe de voir la

1. 28 décembre 1870.
2. 21 décembre.
3. 26 janvier 1871.

France reprendre sa place importante dans l'équilibre politique [1] ».

Metternich remit ses nouvelles lettres de créance le 12 mars 1871 et prit le 14 le congé annuel que les événements lui avaient fait retarder. Il ne rentra en France qu'aux tout derniers jours de mai, après la défaite de la Commune.

***

Les préjugés de Metternich qui est trop attaché au monde bonapartiste pour aimer Thiers reprennent le dessus. Il tâche, comme le doit tout diplomate impartial, de voir tous les aspects des choses; il ne peut s'empêcher de reconnaître la maîtrise de Thiers, mais il lui attribue aussi des erreurs de jugement dont le vieil homme d'État, instruit par l'expérience, par l'âge et les dures épreuves du passé, était absolument incapable.

« Cher ami, écrit Metternich à Beust le 22 juin dans la familiarité d'une lettre intime,

» Les choses prennent une tournure assez favorable à Thiers. On commence à comprendre que c'est *une force de travail* qu'il serait impossible de remplacer. Les légitimistes sont toujours très violents et traitent dans leur club le chef du pouvoir exécutif de Turc à Maure. Ce dernier se sent plus fort maintenant, malgré les impatiences des uns et des autres, et lorsqu'il dit que le pays veut qu'on lui « fiche la paix », je crois qu'il a raison. Comme cependant il ne m'est pas entièrement prouvé que l'*ère des malchances* soit bien passée, il faut malheureusement toujours nous attendre à un double cataclysme pouvant à un moment donné remettre en question l'existence du pays. La mort de M. Thiers serait le signal de grandes perturbations, peut-être de la guerre civile. D'un autre côté, si le Saint-Esprit quittait spontanément la tête du chef du pouvoir exécutif, les impatiences de *revanche* (*horribile dictu!*) pourraient bien tourner la tête du grand critique, *de l'homme prudent*, et replonger la France dans les horreurs de la guerre étrangère. « Ce n'est pas sans intention, ajou-

1. Lettre du 3 mars.

tait Metternich, que je mets sur le tapis la question de la *revanche contre les Prussiens pour leur reprendre l'Alsace!* » Metternich se trompait lourdement. Ni Thiers, ni ses collaborateurs, ni ses adversaires, ni aucun de ceux qui pendant quarante-trois ans ont eu la charge des destinées de la France n'ont eu à se reprocher, quand ils ont parlé, écrit ou négocié au nom du pays, une parole imprudente, et, s'ils ont gardé au profond de leurs cœurs l'espoir des justes revanches, ils savaient trop bien qu'il eût suffi d'en parler pour les compromettre à jamais.

Metternich paraît avoir éprouvé quelque dépit des progrès de la popularité de Thiers et ce n'est pas sans ironie qu'il voit l'homme d'État classique apprivoiser un ancien révolutionnaire comme Jules Favre.

« Pour bien caractériser la position secondaire et pour ainsi dire courtisanesque à laquelle M. Jules Favre s'était résigné, je ne citerai que le mot prononcé par lui en arrivant au salon et en me trouvant assis à l'écart avec M. Thiers.

« Bonsoir, mon Prince », me dit-il; « Bonsoir, *mon Roi*, en s'adressant à son chef. Quoique les paroles fussent prononcées d'un ton enjoué et en guise de demi-plaisanterie, M. Thiers reçut le coup d'encensoir avec un sourire satisfait et en lui rendant une poignée de main remplie d'une dignité modeste et émue [1]. »

Metternich aurait-il oublié avec quelle satisfaction la Princesse et lui accueillaient les prévenances de Napoléon III et de l'Impératrice Eugénie, avec quelle béatitude son père, le grand chancelier, et tous les Metternich relatent les moindres politesses faites à la famille par une Impératrice ou un Archiduc?

Aussi bien l'événement prouvait que la France s'en rapportait à Thiers et lui faisait confiance.

Le prince Richard ne peut pas s'empêcher de le reconnaître.

« Les élections (partielles) ont donné raison à M. Thiers... La nation a tiré pour ainsi dire sur M. Thiers une lettre de change qu'elle ne demanderait pas mieux de prolonger [2]. »

1. Lettre intime du 2 juillet.
2. Lettre intime du 7 juillet.
3. Lettre intime du 21 juillet.

L'ambassadeur est resté trop attaché de cœur à l'Empereur et à l'Impératrice pour admettre que la France se passe d'eux et les oublie.

Au mois de juillet, Metternich écrit à Beust que sa situation n'a plus rien de bien réjouissant [3]. Il voudrait prendre un ou deux ans de repos, voyager en Italie et voir les belles choses qu'il a passé sa jeunesse à *ne pas voir*. En attendant, il se réjouit à l'idée des vacances qui approchent, des quelques semaines qu'il va passer à Johannisberg et en Bohême.

Il a éprouvé de la répugnance pour Jules Favre, il ne paraît pas avoir goûté le commerce de l'homme infiniment distingué qu'était M. de Rémusat. Dans sa correspondance intime avec Beust, il ne manque pas une occasion d'égratigner Thiers. Après le vote de la loi Rivet qui conférait un nouveau titre au chef du pouvoir exécutif, il écrit :

« Cher ami,

« J'ai pris congé hier soir du nouveau vieux Président de la République.

» M. Thiers est enchanté du vote de confiance renouvelé par l'assemblée. Il est bien bon. La situation n'est rien moins qu'améliorée par ce vote, soutiré à la majorité par les nécessités impérieuses d'une situation en somme déplorable. Le mot « M. Thiers nécessaire mais impossible » que je trouve dans *le Figaro* est très vrai; il est quinteux, méticuleux, peu pratique — désagréable et autoritaire au suprême degré — appliquant à de graves circonstances de petits moyens, à une maladie formant question de vie ou de mort de petits remèdes empiriques. Je reconnais qu'il divise le moins les partis, mais il faut reconnaître que sa nomination n'en satisfait aucun. »

Tout de même on avait donné à Thiers la satisfaction qu'il réclamait, mais les amis de Metternich n'étaient pas les siens, et le Président le savait bien. Quand il voulait faire plaisir à Metternich, Thiers lui demandait « icesles serv particuliers qu'il pouvait rendre à l'empereur Napoléon et à l'Impératrice Eugénie [1] ».

C'était aussi une manière de s'assurer que les rapports de l'ambassadeur avec la famille impériale étaient restés aussi

1. Lettre du 21 juillet.

intimes que l'année précédente. Il ne pouvait guère ne pas s'en inquiéter. Il avait peut-être su aussi que les Metternich s'exprimaient peu aimablement sur son compte. Il avait dit au Prince qu'il ne voulait pas être le « commis de la Chambre ». « Ce mot pourra lui coûter cher, écrit l'ambassadeur, s'il le répète à d'autres. » Il y a tout lieu de penser que les Metternich l'ont répété à d'autres qu'à Beust.

« Pauline a passé huit jours ici et est allée présenter ses devoirs à madame Thiers qui l'a reçue à charme [1], écrit Metternich à Beust le 8 août dans une lettre toute privée. » « J'avoue, écrit trente ans plus tard la princesse Pauline, que rarement visite me fut plus pénible. Madame Thiers était une femme très froide, très compassée et elle posait d'une façon insupportable [2]. »

Il n'y avait évidemment aucune sympathie entre les Thiers et les Metternich, et la parfaite correction du Président et de madame Thiers n'avaient pas désarmé le prince et la princesse. Le Président profita du séjour du prince à Vienne pour lui faire insinuer que sa retraite serait peut-être opportune. Beust avait de son côté cédé la place au comte Andrassy, l'homme de Bismarck. Metternich avait toute raison de s'effacer. Il ne pardonna pas à Thiers à qui il reprochait de n'avoir pas osé lui dire franchement : « J'aimerais avoir ici à votre place un homme nommé exprès pour moi [3]. » Quant à la Princesse, elle en voulait à Thiers et plus encore peut-être — en quoi elle était plus juste que son mari — à son cousin Andrassy qui n'avait pas su tenir tête au Président. Elle avoue toutefois qu'un jour ou l'autre la démission du prince se serait imposée, parce qu'ils étaient absolument décidés elle et son mari à aller voir l'Empereur et l'Impératrice « aussi souvent que Leurs Majestés nous feraient l'honneur de nous appeler et de nous recevoir [4] ».

« Cependant, dit-elle encore, on ne quitte pas sans une grande émotion un endroit où l'on a passé douze des plus belles années de sa vie. »

1. Une de ces expressions qui nous rappellent que Metternich est étranger.
2. *Souvenirs de la princesse Pauline*, p. 243.
3. Lettre intime à Andrassy le 19 décembre 1871.
4. *Souvenirs*, p. 246-247.

***

Ce n'est pas seulement dans le monde bonapartiste que les Metternich laissaient des amis. On ne peut pas lire la correspondance du prince Richard sans regretter que ce sincère ami de la France n'ait pas été plus écouté aux Tuileries et quelquefois au Ballplatz. Les susceptibilités personnelles mises à part, il était naturel que sa mission à Paris prît fin au moment où les circonstances imposaient à la France le recueillement et où Bismarck victorieux réduisait l'Autriche au rôle de satellite de la Prusse. Son pays à demi asservi, la place de ce grand diplomate, de ce fier Autrichien, de ce bon Européen, n'était plus dans la politique active.

Est-ce à dire pour cela qu'il s'en soit désintéressé depuis lors, que de la loge où il s'était retiré [1], pour reprendre une expression du chancelier Clément de Metternich, il n'ait plus regardé les événements se dérouler sur le théâtre du monde et qu'il se soit borné à préparer la publication des *Mémoires* de son père? J'en doute fort, et s'il n'a pas écrit lui-même de souvenirs, il a dû laisser des notes, échanger avec ses anciens collègues et ses nombreux amis une intéressante correspondance, et, ordonné comme il l'était, la classer. Que de papiers intéressants ne doit-on pas conserver, soit dans la résidence officielle des Metternich, soit au Johannisberg, soit dans les domaines de la famille, au château de Plass en Bohême! Puisse le dépositaire actuel les ouvrir un jour aussi libéralement qu'a fait la princesse Clémentine pour les *Souvenirs* de sa mère, que font les Archives de l'État autrichien pour les documents antérieurs à 1897! La connaissance de l'histoire et de la vérité ne pourrait que gagner à de pareilles publications. La mémoire du prince Richard et de la princesse Pauline ne saurait en être diminuée, ni en France, ni en Autriche.

Ils n'étaient pas de ceux qui renient leurs amis et leurs opinions.

On a pu refuser d'envoyer à Paris pour une exposition de portraits du second empire la toile fameuse où Winterhalter

1. Metternich à Thiers. Lettre du 4 août 1857.

a représenté la princesse Pauline en pleine jeunesse. On ne pourra pas empêcher qu'elle ait terminé ses souvenirs écrits vers 1900 par ces mots :

« Aujourd'hui, la France prépare pour l'entrée dans le XXe siècle une exposition qui dépassera en splendeur, en beauté et en grandeur tout ce qu'on aura jamais vu! »

On ne pourra pas empêcher qu'elle ait évoqué jusqu'au dernier moment les jours évanouis de 1867, les splendeurs du palais du Champ-de-Mars, les réceptions impériales, les fêtes données à l'ambassade d'Autriche.

Il n'y avait eu alors qu'une ombre au tableau.

« Le prince royal (de Prusse) me dit en me saluant à son entrée combien il était heureux de débuter à Paris à l'ambassade d'Autriche (il était arrivé de la veille)... Il y avait tout juste un an que son père, le roi Guillaume, avait déclaré la guerre à l'empereur d'Autriche!

» Il est possible que le prince royal en ait été très heureux, mais je ne puis dire que je l'étais autant que lui [1]. »

Le prince Richard était aussi incapable que la princesse Pauline de se détacher du passé et d'approuver une politique de marchandages et de soumission à l'étranger.

En septembre 1859, Napoléon III lui disait à Saint-Sauveur :

« J'ai cherché toutes les combinaisons qui pourraient offrir une compensation à la perte d'influence que j'ai fait subir à l'Autriche. Si l'Empereur voulait, je me joindrais à lui pour l'aider à prendre sa revanche en Orient. Le nom « *Ostreich* » *semble indiquer une prédestination à l'agrandissement de l'Autriche en Orient! L'Empereur aurait-il de la répugnance à placer un archiduc à la tête des principautés danubiennes?* »

Metternich reste d'abord tout saisi, puis il répond :

« Mais, Sire, pour placer un archiduc à la tête des Principautés, il faudrait avant tout les prendre! »

. . . . . .

» Je priai l'Empereur de se rappeler que le principe d'« Ote-toi de là que je m'y mette » n'était pas en vigueur en Autriche; que le caractère de l'Empereur mon maître ne pouvait lui sembler de nature à entrer dans de telles combinaisons, combi-

1. *Souvenirs de la Princesse Pauline de Metternich.* Paris, Plon, 1922, p. 78.

naisons qui retomberaient en définitive sur l'Autriche composée de provinces hétérogènes [1]. »

Le comte Andrassy eut moins de scrupules en 1878 quand il accepta des mains de Bismarck l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine. Fut-il approuvé au Rennweg?

Le prince Richard vivait encore, et, en 1884, il publiait cette réponse que son père avait faite autrefois à Thiers :

« Je me suis fait une loi de toujours m'appuyer sur un principe et de ne jamais le fausser dans son application à l'égard de laquelle le bon sens m'a toujours semblé le meilleur guide. Aussi n'hésiterais-je pas à jeter un défi à quiconque voudrait prouver que, dans une occurrence quelconque, je me serais écarté de la ligne de mes principes [2]. »

Richard de Metternich s'est approprié les principes de son père et peut-être les a-t-il appliqués plus rigoureusement que lui.

Si les archives de la famille livraient un jour leur secret, il serait bien étonnant qu'on y trouvât quoi que ce fût qui démentît ce cri spontané exhalé sous le coup d'une grosse émotion, et qui trouve un écho dans tous les cœurs français :

« Quel cauchemar et quel avenir que cette omnipotence de Bismarck! [3] »

HENRY SALOMON

1. Rapport à Rechberg du 5 septembre 1859.
2. Metternich, *Mémoires*. (Entretien de Clément de Metternich et de Thiers, tome VIII, p. 583.)
3. Lettre intime à Beust du 16 août 1870.

# L'IDÉAL RÉPUBLICAIN[1]

La République est le régime de la France depuis plus d'un demi-siècle. Quoi qu'en disent ses adversaires — en bien petit nombre aujourd'hui — elle y a fait ses preuves. Même ceux qui se donnent l'air de vouloir la supplanter, savent qu'elle est pratiquement indéracinable. Elle est sortie à son honneur de la crise effroyable qui menaçait l'existence même du pays. Ceux qui se sont battus pour elle, et qui l'ont sauvée, jeunes gens de l'active et de la réserve, hommes mûrs de la territoriale, avaient presque tous été formés par ses maîtres et pénétrés de son esprit. C'est bien la France républicaine qui a tenu et qui finalement a vaincu. Quel contraste avec les catastrophes où l'ancien régime, le premier et le second Empire ont sombré! Et si, abstraction faite de leur fin, on compare les régimes entre eux, la troisième République peut affronter sans crainte cette épreuve. Aucun autre régime, depuis de longs siècles, n'a donné à la France une telle période continue de liberté, de paix et de prospérité.

Est-ce à dire que ce régime n'ait pas, comme les autres, ses misères et ses tares? Il n'en est pas exempt. On les lui reproche souvent, et, même sans malveillance, il arrive qu'on les exagère, parce qu'on en souffre. Les vices de l'ancienne monarchie, les hontes du régime impérial, nous ne les connaissons que par

1. Nous commençons aujourd'hui une série d'articles sur les différentes conceptions politiques par celui de M. Lévy-Bruhl, membre de l'Institut; cette étude fera partie d'un livre qui paraîtra ultérieurement sous ce titre, la *Politique républicaine* et dont les chapitres sont dus chacun à un auteur différent.

les livres. Les faiblesses et les taches du régime actuel, nous les voyons, nous les sentons. Elles nous crèvent les yeux, elles pèsent de tout leur poids sur nos épaules. Un mal présent paraît toujours plus insupportable qu'un mal plus grand dont on n'a pas à subir l'expérience. De là, les jugements sévères que de bons républicains eux-mêmes portent parfois sur nos institutions actuelles. L'histoire impartiale mettra les choses au point.

Cela dit, avouons que notre régime reste encore bien loin de l'idéal de la République. Trop souvent l'hypocrisie politique y sert de masque à l'iniquité sociale. Trop souvent le beau nom d'institutions républicaines recouvre simplement les moyens de satisfaire des appétits de jouissance et d'ignobles égoïsmes. Mais l'idéal républicain se trouve-t-il atteint, diminué, sali par là? — Pas plus que l'idéal religieux du chrétien ne se trouve affaibli ou compromis par l'indignité de tel ou tel serviteur qui l'exploite à son profit. Sans doute l'idéal peut paraître un instant obscurci par la faute de ceux qui le méconnaissent ou le ravalent jusqu'à eux en l'invoquant. Mais il ne perd pour cela ni sa lumière, ni sa chaleur. Au sortir de ces nuages bas, il s'élève d'autant plus resplendissant. Sa force d'attraction reste intacte.

S'il fallait exprimer en un seul mot l'essence de cet idéal, au point de vue politique et social, nous dirions, avec les grands Républicains de la Révolution française, avec ceux de 1848, avec ceux de 1870, avec Jean Jaurès : « La République, c'est la justice! » Que notre régime réalise tout ce qu'exigerait la justice, personne n'oserait le soutenir. Mais du moins la République tend vers cette justice, en proclame le principe, l'inscrit sur son drapeau, s'efforce d'en pénétrer ses institutions. Elle en fait sa raison d'être. Se dire républicain, et en même temps s'opposer, ouvertement ou sournoisement, aux réformes que demande la justice sociale, c'est une contradiction flagrante, ou un mensonge.

Du même coup, l'idéal républicain est démocratique. Car la justice exclut toute organisation politique où le peuple ne disposerait pas de lui-même, où sa destinée dépendrait soit d'un individu, soit d'une oligarchie. Elle veut que la nation ne se compose que d'hommes libres, qui ont pleine

conscience de leur dignité et de leur responsabilité de citoyens, de leurs droits et de leurs devoirs, qui savent se soumettre à la loi égale pour tous, mais qui refuseraient de subir des ordres provenant d'une autorité qu'ils n'auraient pas reconnue et acceptée. Cet aspect de l'idéal républicain nous est familier. Il est, comme on dit, entré dans les mœurs. L'esprit monarchique a si complètement disparu de chez nous, que nous ne pouvons nous représenter qu'à grand'peine la dévotion presque religieuse des Français d'autrefois à la personne sacrée du roi, et leur obéissance acquise d'avance à ses volontés. En ce sens-là, nous sommes tous aujourd'hui démocrates.

Mais l'idéal républicain ne comporte pas seulement la liberté politique, l'égalité des citoyens devant la loi, et les institutions qui garantissent ces droits. Il veut davantage. Il veut « la justice ». Celle-ci ne se réalise pas, pour ainsi dire automatiquement, par la seule vertu du mécanisme politique du régime, ou par la proclamation d'une égalité purement formelle des citoyens. Les adversaires de la Révolution française, philosophes, publicistes, historiens, depuis Joseph de Maistre jusqu'à Taine et M. Paul Bourget, théoriciens de la réaction, ont mêlé quelques vérités à beaucoup d'erreurs et de sophismes. Ils ont su découvrir les points faibles de la doctrine de la plupart des révolutionnaires. « Vos fameux principes, ont-ils dit, — droits de l'homme, liberté, égalité, fraternité, — ont été admirables pour détruire. Ce sont des béliers dont vous vous êtes excellemment servis pour démolir l'ancien régime. Mais, pour reconstruire, ils ne valent rien. Ils n'ont aucune vertu organisatrice. Dans votre société nouvelle, avec son droit abstrait à la liberté, à l'égalité, etc., l'individu, s'il ne possède rien, s'il ne fait pas partie d'un groupe social capable de le protéger, reste nu, sans force et sans défense, sans indépendance, par conséquent : c'est un atome social perdu dans une masse indifférente ou hostile. Beau résultat! Mieux valait pour lui la corporation tant honnie de l'ancien régime. » Non pas les corporations, leur a-t-on répondu, mais oui bien les syndicats. De cette discussion, qui ne peut être poursuivie ici, ressort du moins ceci : les droits de tout citoyen doivent être non seulement proclamés, mais *effectivement* garantis.

Il s'agit, en un mot, d'exprimer en termes concrets cette justice qui est l'essence même de l'idéal républicain, de montrer en quoi elle consiste, et par quels moyens elle doit se réaliser. Souvenons-nous cependant que nous avons à définir ici un idéal, et non pas à rédiger un programme. A l'homme politique la tâche de dresser un programme qui puisse être mis tout de suite à exécution, et qui doit donc tenir compte des circonstances de temps et de lieu. L'idéal engendre les principes sur lesquels le programme repose : il est l'âme qui l'inspire, mais il ne le dicte pas.

Tout d'abord, une première exigence de l'idéal républicain, c'est-à-dire de la justice sociale, est très nette. Elle ordonne de combattre, et s'il est possible, de faire disparaître au plus tôt tout ce qui, dans les institutions, favorise, entretient, perpétue l'oppression et l'exploitation d'une partie des citoyens par une autre. La société française actuelle ne présente, il est vrai, rien de comparable à l'esclavage, au servage, ni même à la condition du tiers état avant 1789 vis-à-vis de la noblesse et du clergé, Mais sommes-nous sûrs qu'à ce point de vue notre régime actuel soit irréprochable? La puissance de l'argent ne donne-t-elle pas à ceux qui le possèdent une véritable domination sur ceux qui n'ont rien? De nouveaux privilèges, de fait, sinon légaux, n'ont-ils pas apparu? Sans doute, celui qui dispose de millions et celui qui n'a d'autre fortune que ses bras ne déposent chacun qu'un bulletin de vote le jour d'une élection. Mais sont-ils vraiment égaux tous les autres jours pendant les quatre ans où l'on ne vote pas? Et l'homme aux millions n'a-t-il pas, trop souvent, le moyen de « faire » les élections? Nos institutions n'assurent-elles pas aux riches, à défaut de droits proprement dits comparables à ceux des anciens ordres privilégiés, des avantages qui équivalent à des privilèges réels, et qui rendent possible l'oppression de ceux qui sont sans ressources? Je ne parle pas seulement des jouissances matérielles de toute sorte que procure l'argent, objets d'envie certes, mais que nul n'a le droit d'exiger. Je pense à tout ce qui est nécessaire, dans une société civilisée, pour ne pas tomber au-dessous d'un *standard of life*, d'un niveau de vie minimum. Le taudis, le chômage, l'alcoo-

lisme, l'inculture, le défaut d'hygiène maintiennent une fraction notable de la population française dans un état indigne, honte de notre civilisation, danger pour notre régime.

L'idéal républicain, qui exige la justice, exige donc la fin des abus de pouvoir qu'engendre nécessairement la prédominance d'une classe — aujourd'hui la classe possédante, ou plus exactement les puissances d'argent, la ploutocratie. Les privilèges, qui se dissimulent sous l'apparence respectable de droits acquis, doivent disparaître. La Révolution française a fait voir que les droits acquis de la noblesse et du clergé étaient dans la plupart des cas des droits périmés, morts, qui usurpaient le respect qu'on leur rendait. Si nous pouvions jeter sur notre société actuelle le même regard impartial que sur l'ancien régime, si nous pouvions la voir comme on la verra dans un siècle ou deux, nous y apercevrions aussi des droits acquis destinés à disparaître, et de cruelles injustices dans notre légalité. Ce n'est pas ici le lieu d'en dresser la liste, ni de déterminer lesquels devraient être abolis avec ou sans indemnité. Il suffit d'avoir indiqué que dans la lutte entre les privilèges et ceux qui en souffrent, la position exigée par l'idéal républicain n'est pas douteuse.

Cet idéal, avons-nous vu, veut la liberté pour tous. Or la liberté d'un homme — ou d'une femme — n'est réelle que si l'indépendance qui lui est reconnue en principe par la loi, ne se change pas forcément, en fait, en une dépendance à l'égard de ceux qui peuvent, s'ils le veulent, lui ôter ses moyens d'existence. Non pas qu'un individu valide de l'un ou l'autre sexe ait le moindre droit de se faire entretenir, sans travailler, aux dépens de la communauté; mais il devrait avoir la possibilité de trouver du travail, c'est-à-dire du pain, par un contrat librement consenti, au sens plein du mot libre. Sans entrer ici dans l'examen des problèmes des rapports entre le capital et le travail, de la charte du travail, de l'organisation syndicaliste, de la formation technique des ouvriers, etc., on voit tout de suite dans quel sens l'idéal républicain dirigerait la réforme des institutions.

De même, si l'égalité doit être autre chose qu'un mot, il ne suffit pas d'en proclamer le principe. Il faut qu'aux inégalités que la nature produit entre les individus, il ne s'en

ajoute pas d'autres, plus écrasantes, du fait des institutions sociales. En d'autres termes, des institutions doivent assurer à chaque personne humaine la possibilité de se développer autant qu'elle en est capable, et de lutter contre les autres à armes égales. Faut-il entendre par là que l'idéal républicain est un idéal niveleur, que la démocratie, comme il a été de mode de le lui reprocher, est envieuse et jalouse de tout ce qui s'élève au-dessus de la médiocrité, qu'elle a la peur et la haine des élites? — Conception basse, gratuitement prêtée à la démocratie par ses adversaires, et incompatible au contraire avec l'idéal républicain. Loin d'être ennemi des élites, ce régime ne peut subsister que par elles. Il sait fort bien que c'est aux efforts séculaires d'une élite, d'abord faible et petite, puis gagnant peu à peu en nombre et en influence, que sont dus la chute de l'ancien régime et l'affranchissement du peuple. Si, par impossible, l'élite de notre société était sacrifiée et disparaissait, tout ce qui a été péniblement gagné sur les puissances d'oppression périrait avec elle. La démocratie n'est donc pas assez aveugle pour croire qu'elle peut se passer d'une élite. Mais ce qui la distingue des régimes antérieurs, c'est qu'elle ne veut pas que cette élite lui soit imposée toute faite, ni qu'elle se recrute, exclusivement ou de préférence, dans une seule classe sociale. Il faut avouer, d'ailleurs, que, sur ce point aussi, nous sommes encore loin de l'idéal.

Considérons la génération de Français qui arrivera à maturité dans quinze ou vingt ans, vers le milieu du XX^e^ siècle. Parmi ces centaines de mille, ces millions de bambins qui vont aujourd'hui à l'école, comment se détachera l'élite, ceux qui seront les artistes, les savants, les poètes, les ingénieurs, les chefs d'industrie, les administrateurs, les représentants du peuple? Par quels moyens se fera la sélection? Les meilleurs seront-ils pris, comme il serait à la fois équitable et avantageux, sur l'ensemble total de ces enfants? On sait bien que non. Une première sélection, brutale et sans appel, est faite par l'argent. Par exemple, dans un département comme le Nord ou le Pas-de-Calais, les milliers d'enfants de mineurs, à peine leur instruction primaire terminée, et sauf exceptions bien rares, descendent au fond comme ont fait leurs pères, et les pères et grands-pères de

leurs pères. Au même moment dans les villes voisines, les enfants de la bourgeoisie, grande, moyenne et petite, poursuivent des études secondaires, à la fin desquelles le diplôme de bachelier, conquis parfois à grand'peine, leur ouvre les Universités et l'accès des carrières libérales. Dans ces classes des lycées de l'État ou des établissements libres, combien d'élèves s'y assomment, ne prennent intérêt à rien, sinon aux sports, et n'aspirent qu'au moment où, délivrés de leurs maîtres, ils pourront « s'amuser » avec l'argent de leurs parents! Les places qu'ils occupent ainsi, bien malgré eux, de si mauvaise grâce et sans profit, avec quelle ardeur ne seraient-elles pas remplies par d'autres enfants, esprits avides d'apprendre, imaginations vives, âmes douées pour la science ou pour l'art — et qui s'ignoreront toujours, par la faute des circonstances où ils sont nés!

L'idéal républicain veut la fin de ce privilège injuste et absurde, préjudiciable à l'intérêt public comme aux individus, destructeur d'une partie de l'élite. Il demande que le capital intellectuel de chaque génération soit mis en valeur de la façon la plus rationnelle. A la sélection par l'argent, il substituera la sélection par le mérite. L'égalité qu'il réclame n'a pas pour objet, ni pour effet, de niveler l'élite, mais au contraire de la laisser se former librement. L'intérêt même des enfants de la classe privilégiée demande que place soit faite aux enfants, d'où qu'ils viennent, qui se montrent aptes à recevoir une culture supérieure. Qui sait si de leurs rangs il ne sortira pas un Pasteur, un Einstein, ou un Hugo?

Pour ces raisons, que d'autres viendraient appuyer s'il était nécessaire, l'idéal républicain est opposé à la domination d'une classe, quelle qu'elle soit. Il a mené la lutte autrefois contre celle des ordres dits privilégiés. Il combat aujourd'hui la prépondérance des puissances d'argent — on disait auparavant de la bourgeoisie; mais une bonne partie de cette bourgeoisie est aujourd'hui ruinée, et tombée dans une misère parfois plus dure et plus poignante que la condition moyenne du prolétariat. La lutte contre cette ploutocratie est d'autant plus pénible, que ses dirigeants, rompus au jeu de la politique par une longue expérience, s'affublent du nom de républicains, tout en travaillant sans relâche à détourner les institutions

dans le sens de leurs intérêts. Dans les premiers temps qui suivirent la fin du Second Empire, quand ils eurent reconnu qu'une restauration monarchique n'était pas possible, leur formule favorite était : « *La République sans les Républicains.* » Depuis, ils ont trouvé plus simple et plus commode d'être : « *Les Républicains sans la République.* » Ils ont voulu une République à leur mesure et selon leurs goûts. Ils s'efforcent d'en faire le régime qui garantira à leur classe tous les avantages que procure la possession de la richesse et du pouvoir, et qui les protégera contre les revendications de la classe ouvrière; qui leur permettra de ne lui faire que les concessions absolument inévitables, et de les reprendre même, dès que les circonstances s'y prêteront. Contre l'abus que ces puissances d'argent font de leur force, l'idéal républicain s'élève tant qu'il peut : il combattrait avec la même énergie la prépondérance injuste de toute autre classe, par exemple, la dictature du prolétariat. A quoi bon remplacer une oppression par une autre oppression, une tyrannie par une autre tyrannie? L'idéal républicain veut la fin de l'oppression, et la justice pour tous dans la paix sociale.

***

Cet idéal vient de loin. Les origines en sont assez connues. Il est né lorsque, dans la cité grecque, l'idée de la sainteté de la loi conforme à la raison fut magnifiquement exprimée par les poètes et par les philosophes, en même temps que l'héroïsme des citoyens luttant pour la liberté contre la tyrannie devenait un thème favori des historiens et des orateurs. Après une longue éclipse, cet idéal a reparu à la Renaissance, et il a retrouvé la même faveur que les autres fruits de la sagesse antique.

Pourtant, en France, surtout à l'âge d'or de la monarchie absolue, au XVII^e siècle, l'héroïsme républicain de la cité grecque ou latine paraissait chose plutôt à admirer qu'à imiter. On admettait sans discussion que le dévouement au service du roi était le premier devoir des Français : les vertus civiques de Sparte, d'Athènes ou de Rome n'étaient pas le fait des sujets de Louis XIV. Au XVIII^e siècle, bien que per-

sonne ne songe encore à cesser d'être royaliste, un autre vent commence à souffler. Pour tout dire d'un mot, les hommes de la Révolution française seront pleins de Rousseau, et Rousseau est plein de Plutarque. A ces éléments venus de l'antiquité s'en ajoutent d'autres. Certains, plus nets encore dans la Déclaration d'indépendance des États-Unis que dans les proclamations de la Révolution française, tirent leur origine de la Bible et du Nouveau Testament. D'autres, enfin, naissent de la philosophie humanitaire et cosmopolite chère à Diderot, à Voltaire, aux Encyclopédistes. Le tout, en s'amalgamant, forme cet idéal républicain qui pendant quelques années a enflammé les Assemblées d'un enthousiasme incomparable, et a fait accomplir des prodiges par la Convention. C'est à lui qu'elle a dû de pouvoir lever douze armées, les armer et les équiper, éteindre la guerre civile, et révolutionner l'Europe monarchique qui avait cru étouffer la Révolution. En dépit du triomphe passager de la réaction et de la Sainte-Alliance après la chute de Napoléon, dès 1848, cet idéal républicain se fait jour de nouveau, avec une teinte sociale nettement plus marquée qu'au siècle précédent, et son succès encore une fois est contagieux : l'Europe Centrale en est tout ébranlée.

Enfin, quand, en 1870, la France est délivrée du Second Empire, la République s'établit d'une façon définitive. Son existence, d'abord précaire, se consolide par les efforts même que ses adversaires font pour la renverser, n'ayant d'ailleurs rien à mettre à sa place, si par extraordinaire ils avaient réussi. L'effroyable convulsion de 1914-1918, qui bouleverse l'Europe, n'y laisse subsister qu'un petit nombre de monarchies branlantes et prêtes à s'écrouler, celle de l'Empire britannique exceptée, qui est à peine une monarchie. Partout ailleurs, la forme républicaine s'est imposée. Dans plus d'un pays neuf, ou ressuscité, ce n'est encore qu'une façade, dont on ne saurait dire si elle durera, et si les institutions, en fait, répondront à leur nom. Il appartient aux grandes Républiques qui ont déjà un long passé historique, comme les États-Unis, comme la France, de donner l'exemple, de montrer que l'idéal républicain n'est pas inaccessible, et de faire voir que seul il satisfait aux nécessités vitales des sociétés modernes.

Seul, en effet, il promet d'assurer à chacun, sans distinction

de classe ni de sexe, la jouissance positive et réelle, et non plus seulement apparente et nominale, de tous les droits sans lesquels l'homme se sent diminué, et placé plus ou moins franchement sous la dépendance d'autrui : droit de disposer de sa personne, et de travailler où et comme il lui plaît, sous réserve des devoirs que la solidarité nationale ou syndicale peut imposer; — droit de participer à la gestion des affaires publiques (liberté politique), et aussi, sous une forme à déterminer, à celle des entreprises auxquelles on collabore par son travail; — droit de penser, de parler et d'écrire, dans toute l'étendue du terme : liberté précieuse dont on a joui pleinement en France sous la Troisième République, et qui sera l'un de ses plus beaux titres de gloire dans l'histoire; — droit d'association (liberté syndicale en particulier); — droit de professer la religion que l'on veut et d'en célébrer le culte, pourvu que l'ordre public n'en soit pas troublé; — droit aussi de ne faire partie d'aucune Église ou association religieuse.

L'idéal républicain veut la pleine liberté de conscience pour les incrédules comme pour les croyants. Il est anticlérical, mais non antireligieux : aussi éloigné de persécuter ou même de gêner quelque religion que ce soit, que rebelle à se laisser mener ou dominer par une Église. Ici encore, liberté pour tous, égalité réelle entre les confessions. Sur ce point, les États-Unis offrent au vieux monde un spectacle encourageant. Les diverses religions, et en particulier d'innombrables sectes pròtestantes, y vivent en paix, côte à côte. Souvent on y voit un même édifice religieux servir à la célébration successive de plusieurs cultes, dont quelques-uns sont presque purement philosophiques. Quand on pense aux horreurs qui ont ensanglanté l'Europe pendant les affreuses guerres de religion au XVIe siècle, et que l'on voit les religions vivre en bonne harmonie aujourd'hui sur le continent américain, on voudrait espérer qu'à leur tour les conflits politiques et économiques, dans un monde assagi, se résoudront bientôt autrement que par la guerre! Rien ne déshabituerait mieux les peuples de la violence que l'usage de la liberté et le respect de la justice.

Il semble que l'appel à la justice émeuve de la même façon tous les cœurs humains, et éveille les mêmes senti-

ments, qu'il s'agisse des anciens ou des modernes, ou même de la race blanche, jaune ou noire. Pourtant le contenu de ce mot magique n'a-t-il pas varié depuis les Prophètes d'Israël jusqu'aux tribuns de la Révolution? Il est trop clair que l'idéal de la justice n'est pas fixe et immobile, et qu'il n'a jamais pu être formulé une fois pour toutes. Le peuple juif du temps d'Israël, la petite cité grecque du v^e^ siècle avant Jésus-Christ, la petite ville italienne du xv^e^ siècle ne ressemblent guère aux grandes nations d'aujourd'hui, qui comptent leurs citoyens par dizaines de millions, et qui sont des corps sociaux d'une organisation infiniment plus complexe. L'idéal républicain à Paris ou à New-York est loin de celui de Sparte, de Rome ou de Florence. Les exigences de l'esprit de justice se modifient, se transforment en même temps que les milieux sociaux, encore que cet esprit demeure essentiellement le même. Quels traits nouveaux ou mieux définis nous fait-il discerner aujourd'hui dans notre idéal républicain? Quelles imperfections révèle-t-il dans nos lois actuelles?

Pour ce qui est des institutions politiques proprement dites, elles seront d'autant plus conformes à cet idéal que le gouvernement du peuple par le peuple y sera mieux assuré. En fait, c'est une limite qui n'est jamais atteinte. On en approche plus ou moins, et cette approximation dépend des mœurs autant, sinon plus, que des lois. Seules, de toutes petites communautés, comme la plupart des cités antiques, où quelques milliers au plus de citoyens jouissaient de la totalité des droits, ou bien, dans les temps modernes, certains cantons suisses de population restreinte, ont réalisé, au sens littéral, le gouvernement du peuple par le peuple : c'est-à-dire les citoyens assemblés délibérant et décidant ensemble des affaires publiques. Dès qu'il s'agit de corps politiques un peu volumineux, d'autres méthodes deviennent nécessaires.

C'est par l'entremise de représentants élus par lui, que le peuple se gouverne lui-même, et légifère. Il délègue son pouvoir — non pas une fois pour toutes, il est vrai, comme il était censé l'avoir fait à une dynastie, dans la théorie de la monarchie en faveur du xviii^e^ siècle; — des élections qui ont lieu à des époques déterminées lui permettent de manifester sa volonté et d'écarter ceux qui l'ont mal servi ou qu'il

ne juge plus aptes à le représenter. Mais que ce système est déjà loin du gouvernement du peuple par le peuple! En mettant les choses au mieux, en supposant les élections tout à fait sincères, que d'équivoques, de malentendus, de contresens, sont possibles, pour ne pas dire probables, au moment du vote! Que de questions importantes laissées dans l'ombre! La plate-forme électorale choisie, imposée parfois par le parti le plus habile, peut donner au pays, pour plusieurs années, une représentation en désaccord avec ses tendances les plus profondes et avec sa volonté réelle. Pour réparer cette erreur dont les conséquences peuvent être si graves, il faut attendre la fin de la législature, et encore peut-il arriver qu'un nouveau mouvement factice d'opinion trompe derechef la masse des électeurs de bonne foi. D'autre part, des influences de diverses sortes peuvent peser sur les votes et fausser l'expression de la volonté du peuple : l'influence de l'argent, par exemple. On sait qu'en Angleterre la loi fixe le maximum de ce qui peut être dépensé pour les frais d'une élection, et que la surveillance exercée à ce sujet est des plus rigoureuses.

Ce point est d'une importance capitale. Si les institutions républicaines fonctionnent comme elles doivent le faire, c'est-à-dire si elles réalisent en effet le gouvernement du peuple par le peuple, elles rendent inexcusables, et d'ailleurs inutiles, les mouvements révolutionnaires violents. A quoi bon les barricades, les émeutes, les insurrections, si, par l'usage infaillible du bulletin de vote, la majorité du peuple a le moyen d'imposer sa volonté? Comme, dans les sociétés actuelles, un gouvernement révolutionnaire, même favorisé par les circonstances, même s'emparant du pouvoir par un coup de main heureux, ne peut espérer s'y maintenir si la masse de la nation lui est hostile, les révolutionnaires eux-mêmes renoncent de plus en plus à la méthode de la violence, et songent à la conquête légale du pouvoir. La *labour party* (parti travailliste), après mûre réflexion, s'est décidé pour cette politique. Il était hier le plus fort parti à la Chambre des Communes, après celui qui soutenait le ministère; il y représentait « l'opposition de Sa Majesté » — et Sa Majesté vient d'offrir à ses chefs de prendre le pouvoir. Ils avaient prévu cette éventualité.

Tout cela a pour condition indispensable que les élections

soient probes et sincères. Supposez que, comme il arrive en plusieurs pays, où les institutions républicaines sont plus ou moins corrompues ou fictives, les élections soient viciées par la classe qui détient le pouvoir. Le gouvernement du peuple par le peuple n'est plus qu'une assez vilaine farce, et les élections une occasion périodique de ripaille et d'ivrognerie, d'argent répandu et reçu sans pudeur. Les pronunciamientos d'une part, les secousses révolutionnaires de l'autre ne peuvent plus être évités.

Un peuple sincèrement épris de l'idéal républicain doit donc veiller avec le plus grand soin sur ses mœurs électorales, et les préserver de toute contamination. C'est pour lui une question de progrès ou de décadence, presque de vie ou de mort. L'expérience montre là un des points faibles de la démocratie. Les puissances d'argent savent qu'elles peuvent lui inoculer ainsi le poison qui finira par la détruire. La ploutocratie n'a pas besoin de combattre ouvertement les institutions républicaines. Elle a plus d'avantage à les laisser subsister et à les respecter en apparence. Il lui suffit de faire élire des représentants du peuple qui seront, en réalité, les avocats et les agents des puissances d'argent, et pour qui l'intérêt de la République passera toujours loin derrière ceux de leurs patrons. En même temps, les institutions républicaines une fois faussées, toutes les libertés que nous énumérions tout à l'heure se trouvent d'abord compromises, puis, le pouvoir s'enhardissant, elles seront bafouées. Il ne reste alors de la République que le nom, par dérision.

***

Admettons que la volonté du peuple s'exprime sans ambages et que ses représentants s'y conforment fidèlement. Ces conditions, nécessaires, sont-elles suffisantes pour que le pays s'achemine vers l'idéal républicain? Le mécanisme des institutions parlementaires, du régime républicain tel que nous le pratiquons, tend-il à assurer de plus en plus la justice qui est l'essence de cet idéal? Sans médire de ces institutions et de ce régime, nous n'oserions l'affirmer. Nous savons au contraire qu'il devra s'améliorer avec le temps. La machine

parlementaire est lourde, surtout avec le système des deux Chambres. Le rendement en est pauvre. Elle fournit à peine la législation réclamée par les nécessités les plus urgentes : encore ces lois sont-elles trop souvent de qualité médiocre. Les hommes politiques, même les meilleurs, et les plus intelligents, sont presque toujours accaparés par la besogne courante et par les affaires du jour qui exigent une solution immédiate; peut-on leur demander de se préoccuper de l'avenir lointain? Gouverner, c'est prévoir, dit-on. Oui, sans doute, mais en fait, les gouvernants prévoient à courte échéance, tout au plus jusqu'aux prochaines élections. Et cependant, leur politique de chaque jour, comme leur programme, ne devrait-elle pas s'inspirer de l'idéal?

Le réaliser serait d'abord faire disparaître les injustices sociales. Or, l'injustice sociale fondamentale, qui comprend toutes les autres, est celle qui condamne une partie du peuple à vivre d'une vie inférieure. Je parle de ceux qui, obsédés par la nécessité de gagner au jour le jour de quoi se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner en cas de maladie, élever leurs enfants s'ils en ont, ont l'esprit occupé à peu près uniquement de ce souci constant, tombant dans la misère dès que le travail leur manque, souvent abrutis par ce travail quand ils en ont trouvé. L'instruction élémentaire qu'ils ont reçue à l'école, et dont le souvenir s'efface bien facilement, ne les rend guère aptes, sauf exception, à goûter les plaisirs de l'esprit. S'ils ont des loisirs, le manque de confort et d'agrément que présente leur logement, même si ce n'est pas un taudis, les pousse vers des lieux de réunion ou de plaisir, où l'alcool est maître : trop heureux s'ils se passionnent pour un sport de plein air! On dira que beaucoup de riches, nouveaux ou non, ne font pas de leur temps ni de leur fortune un usage plus relevé. Il est vrai, et tant pis pour eux! Mais, du moins, c'est leur faute. Ils pourraient les employer mieux, s'ils le voulaient. Ils ont reçu la culture indispensable. S'ils n'y avaient pas été rebelles, le monde immense de l'esprit s'ouvrait à eux. Tout ce que le génie humain a produit de beau, de grand, de délicieux dans les lettres, les sciences et les arts, leur devenait accessible. Ils pouvaient, par la lecture, avoir commerce avec les meilleurs esprits de tous les temps et de tous les pays, — avoir sous

les yeux, sans sortir de leur chambre, la reproduction des plus purs chefs-d'œuvre.

Tout cela, au déshérité de la société moderne, est interdit. Il est, pour ainsi dire, exilé de la civilisation actuelle, en ce qu'elle a de plus précieux, mis hors de l'humanité, en ce qu'elle a d'excellent et d'exquis. La société tire de lui des services en le faisant travailler. Elle les lui paye en lui jetant une pitance plus ou moins agréable et en lui procurant un abri plus ou moins propre. Est-elle quitte envers lui? Certainement non! Il est en droit de se plaindre et de protester contre des institutions qui comportent que des millions d'hommes et de femmes vivent et meurent sans avoir été que des humains de seconde catégorie. Les religions sont moins indulgentes, en principe, à l'égoïsme de classe. Les humbles sont dans l'Église au même titre que les puissants, et le pauvre est l'enfant préféré de Dieu. Aussi n'a-t-elle aucun scrupule à dire : « Il y aura toujours des pauvres parmi vous. » Elle leur promet une compensation ailleurs. L'idéal républicain voudrait la justice ici-bas pour tous, c'est-à-dire la vie humaine la plus complète et la plus harmonieuse. Il ne s'agit pas d'abaisser l'élite, mais au contraire d'élever progressivement la masse au niveau de l'élite. Ainsi se réparerait peu à peu cette injustice sociale fondamentale qui sera plus tard, aux yeux de l'histoire, la tare la plus honteuse de nos sociétés, et qui les fait déjà mépriser par les Extrêmes-Orientaux, car ils sont, à certains points de vue, plus démocrates et plus humains que nous.

Pour conclure sur ce point, il ne serait pas possible, de toute évidence, de rendre aux déshérités leur part du patrimoine spirituel de l'humanité, sans leur assurer aussi leur part du patrimoine commun sous sa forme matérielle. Ce que les générations des siècles passés transmettent à celles qui les suivent, sous forme de richesse acquise, de moyens de travail, de mise en valeur des ressources naturelles : terres, sous-sol, houille blanche, etc. devra donc être réparti entre les vivants, pour être utilisé, consommé, transmis à son tour, autrement que nous ne le voyons aujourd'hui. Comment s'accomplira ce changement? Par une transformation plus ou moins complète de la propriété privée en propriété collective, comme le croient les socialistes? Par le développement de la coopération? Par

d'autres moyens que nous ne devinons pas, bien qu'ils commencent peut-être à agir sous nos yeux? — Nous n'avons pas à dessiner ici par avance cet avenir. Rappelons seulement que l'idéal républicain implique l'affranchissement complet, la libération définitive, et l'accession de tous à la vie supérieure, et que ce résultat ne semble pas pouvoir être obtenu tant que la structure économique de la société, tant que les convictions et les sentiments mutuels des classes sociales resteront tels qu'à présent.

***

Ce n'est pas à l'intérieur seulement que l'idéal républicain tend à réaliser la paix. Il veut, et non moins catégoriquement, l'assurer entre les nations. Ne serait-ce que par respect pour la dignité humaine, il a horreur de la guerre, pour tout ce qu'elle entraîne avec elle de souffrances sans nom, de pertes effroyables, de brutalité, de démoralisation, d'abaissement des esprits. Toujours funeste, de notre temps, à la civilisation, une guerre est particulièrement dangereuse pour les institutions républicaines. La victoire donne aux généraux, à qui l'on en attribue en tout cas le mérite, un prestige et une influence politique dont ils peuvent être tentés d'abuser. C'est déjà trop s'ils en usent. La défaite et ses conséquences atroces sont une cause de graves troubles sociaux, sinon de convulsions. Dans les deux cas, le bouleversement des âmes par la guerre favorise un regain des plus vieilles superstitions, et le déséquilibre mental : danger sérieux pour les institutions républicaines, dont le meilleur soutien est dans les esprits affranchis, pondérés et maîtres d'eux-mêmes.

La République veut donc la paix. Mais peut-elle toujours éviter la guerre? On a bien vu que non, en 1914. Si la France avait voulu rester neutre, l'empire allemand ne le lui aurait pas permis. Pourtant, s'il ne s'était pas cru certain de briser rapidement la résistance de la France, il n'aurait sans doute pas risqué l'attaque. Par conséquent, dans l'intérêt même de la paix, il est nécessaire que la défense nationale soit assurée et organisée de telle sorte qu'un voisin puissant et ambitieux ne soit pas tenté d'imposer sa domination par la force. Une

nation résolument pacifique, comme la France, doit prendre des précautions telles que nulle autre n'ait envie de lui faire la guerre : sans être le moins du monde militariste, elle peut, elle doit même, tout préparer pour qu'une agression n'ait aucune chance de succès. N'est-ce pas là, dira-t-on, le vieil adage si décevant et si dangereux : *Si vis pacem, para bellum*? Non, car il ne s'agit pas de préparer la guerre, mais de pourvoir à la défense nationale, ce qui est tout différent. Il s'agit non pas de monter une machine militaire la plus forte possible, au service des combinaisons d'une diplomatie hasardeuse, mais de prévoir et de tenir à jour une organisation défensive de toutes les forces de la nation, telle que toute pensée d'attaque soit d'avance découragée. En fait, cette organisation serait compatible, sous certaines conditions internationales, avec un désarmement progressif. N'était-ce pas l'espoir qui a soutenu un si grand nombre de ceux qui se sont sacrifiés dans la grande guerre, qu'au moins leur mort ne fût pas vaine, et que cette tuerie fût la dernière?

Une république fidèle à l'esprit qui doit l'animer est donc acquise d'avance au principe d'une Société des Nations, étant bien entendu que les réunions du Conseil de cette Société ne dégénéreront pas en des sortes de congrès, où les intrigues, les luttes d'influence, les accords secrets, les coalitions inavouées reproduiraient l'ancien jeu diplomatique, aussi dangereux dans une demi-publicité que dans l'ombre. Il faut que cette Société représente et exprime la volonté de paix des peuples, et qu'elle ait les moyens de faire respecter cette volonté. Ce ne sera pas l'œuvre d'un jour. Il faudra que les peuples apprennent à comprendre et à sentir l'intérêt suprême qu'ils ont tous à ce que les décisions de la Société des Nations imposent, en toute circonstance, la justice et la paix. D'autant qu'il apparaîtra bientôt que la paix internationale n'a pas seulement pour condition le respect des droits de chaque nation par les autres. Il ne suffit pas, par exemple, que les grandes nations s'abstiennent d'abuser de leur force et qu'une Belgique n'ait plus à craindre de voir sa neutralité violée par une Allemagne. La guerre économique peut être aussi injuste et aussi malfaisante qu'une invasion. Il faut donc que les nations s'accoutument à vouloir aussi la

justice et la paix sur ce terrain, à comprendre qu'elles doivent s'entr'aider pour la production plutôt que se combattre, et que la prospérité de chacune est solidaire de celle des autres. Puissent les cruelles expériences par où nous passons rendre sensible à tous la nécessité de cette harmonie!

Ainsi l'idéal républicain s'achève naturellement en un idéal humain. Rien de plus conforme au génie intime de la France, tel que toute son histoire l'a révélé. En ce sens, la République d'aujourd'hui est l'héritière et la continuatrice de la France d'autrefois. La France a été, au temps des Croisades, le soldat de la chrétienté. Les volontaires de la Révolution ont été les soldats de la liberté. Les poilus de la Grande Guerre ont été les soldats de l'humanité et de la paix. Tous ont combattu pour un idéal qui était à la fois national et humain, et qui se confond aujourd'hui avec celui de la République. Aussi bien, ne s'y trompe que qui le veut. Le succès passager de la réaction — conséquence de la guerre — a pu faire croire à quelques-uns que la France était devenue impérialiste, égoïste, cléricale; ses ennemis ont fait tout ce qu'ils ont pu pour accréditer cette opinion. Ils n'y réussiront pas. Aujourd'hui encore, quiconque en Europe, dans les deux Amériques, en Extrême-Orient, dans les coins les plus éloignés du monde, chérit un idéal de liberté, de dignité humaine, de justice sociale et de paix, se tourne vers la France comme vers le représentant historique et le symbole vivant de cet idéal : il monte ou il tombe avec elle. Voilà pourquoi, durant les longues années de la guerre, tant de cœurs angoissés, sous toutes les latitudes, accompagnaient de leurs vœux les efforts de la France pour échapper à l'étreinte qui avait paru mortelle. Voilà pourquoi tant de sympathies passionnées s'élevaient vers elle, tandis que tous les partisans du passé, de la réaction, des privilèges, et de l'asservissement des esprits souhaitaient la victoire des empires centraux. Aux yeux du monde, la vraie figure de la France ne se sépare pas de l'idéal républicain. Qui aime l'un aime l'autre. A nous de veiller à ce que cette figure ne risque pas de paraître obscurcie ou déformée.

L. LÉVY-BRUHL

# MARE NOSTRUM[1]

Le *Mare Nostrum* alla par deux fois ravitailler les troupes des Dardanelles. De Ténédos, où le navire jetait l'ancre, on apercevait, au travers de grands voiles de fumée, l'archipel flottant des cuirassés. Comme un tonnerre sans fin, parvenait l'écho des canons qui rugissaient à l'entrée des détroits. Un troisième voyage en Orient eut Salonique pour but. Au commencement de novembre enfin le vapeur regagna Marseille. Il devait y demeurer quelques jours pour des réparations indispensables. Ulysse en profita pour faire de longues promenades dans la ville : il aimaitv le ieux port et les sombres ruelles qui l'environnent. A la tombée du jour il regagnait le centre de la cité en flânant devant les boutiques de fleuristes du cours Belzunce.

Un soir, il se trouvait sur la Cannebière et attendait tranquillement le tramway, lorsqu'il éprouva la sensation que, derrière lui, quelqu'un le regardait. Il se retourna brusquement et vit en effet, sur le bord du trottoir, un homme glabre, élégamment vêtu, qu'il prit d'abord pour un Anglais. Ce gentleman venait de s'arrêter, surpris, comme s'il eût reconnu Ferragut.

Leurs regards se croisèrent; la mémoire d'Ulysse ne lui fournit aucun éclaircissement... Il ne se souvenait pas de cet homme. Il était presque sûr de ne l'avoir jamais vu. Ce

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 décembre 1923, 1er, 15 janvier et 1er février 1924.

visage rasé, ces yeux d'un gris d'acier ne lui rappelaient rien. Peut-être l'inconnu était-il trompé par une ressemblance. Cela devait être, à en juger par la promptitude avec laquelle il détourna les yeux et s'éloigna.

Le capitaine n'attacha tout d'abord aucune importance à cette rencontre. Il l'avait déjà oubliée en montant en tramway; mais, quelques instants plus tard, elle lui revint à l'esprit, et sous un nouvel aspect. Le visage de l'Anglais lui réapparut avec un relief étrange. Il le vit plus clairement même qu'il n'avait fait sous la pâle lumière des réverbères de la Cannebière... Il ne s'attacha pas aux traits du visage : certainement, il venait de les voir pour la première fois... Ce qui le troublait, c'étaient les yeux... Il les connaissait, ces yeux : ils s'étaient maintes fois croisés avec les siens. Où?... Quand?..

Jusqu'à ce qu'il eût regagné son navire, le souvenir de cet homme l'obséda, sans que sa mémoire pût fournir d'ailleurs de réponse aux questions qui le tourmentaient. Mais, lorsqu'il se retrouva dans le carré des officiers auprès de Toni, il ne pensa plus à cet incident.

Les jours suivants furent marqués par un curieux phénomène : le capitaine accomplissait ses promenades quotidiennes à travers la ville sans penser le moins du monde à cette rencontre, mais dès qu'il mettait le pied sur la Cannebière, le visage glabre revenait à sa mémoire, provoquant en lui une inexplicable anxiété.

— Où peut être à présent mon Anglais? pensait-il alors. Où diable l'ai-je vu déjà?... Et pourquoi m'est-il impossible de douter que nous nous connaissions?

Et il se mettait à dévisager curieusement tous les passants, pressant le pas parfois pour examiner de plus près certains hommes qui ressemblaient de dos à son inconnu.

Une après-midi, il crut l'apercevoir dans une voiture de louage qui suivait à vive allure l'avenue du Prado; mais, lorsqu'il voulut la suivre, la voiture avait déjà disparu dans une rue adjacente.

Les jours passèrent et le capitaine finit par oublier cette rencontre. Il avait des préoccupations plus sérieuses. Son bateau était prêt et allait partir pour l'Angleterre où on l'envoyait prendre des munitions destinées à l'armée d'Orient.

Le matin de son départ, il descendit à terre, sans nulle intention d'aller au centre de la ville. Dans une rue des docks, il y avait une boutique de barbier que fréquentaient les capitaines espagnols. Le bagout pittoresque du barbier, né à Carthagène, les « chromos » de courses de taureaux pendues aux murs, les journaux de Madrid oubliés sur les divans de toile cirée, une guitare qui traînait dans un coin, tout cela composait une atmosphère d'Espagne qu'appréciaient les vagabonds de la Méditerranée.

Ferragut voulut, avant son départ, confier sa barbe aux ciseaux du loquace patron. Une heure plus tard, il put s'arracher aux interminables adieux du barbier et sortir de la boutique. Il suivit alors une rue large, déserte et silencieuse qui longeait les docks.

Les portes roulantes d'acier étaient closes; les hangars, vides et sonores comme des nefs de cathédrale, exhalaient encore les fortes odeurs des marchandises qu'ils avaient abritées en temps de paix : vanille, cannelle, ballots de cuir, nitrates et phosphates. Il n'y avait, en tout et pour tout, dans la rue qu'un seul homme : il tournait le dos à la darse et venait vers Ferragut. Entre les deux longs murs de briques, on voyait, au fond, sur le quai, des montagnes de marchandises, des équipes de débardeurs noirs, des camions et des wagons. Plus loin, se profilaient les coques des vaisseaux et leurs forêts de mâts et de cheminées; la muraille grise de la digue apparaissait à l'arrière-plan; dans le ciel qu'une pluie récente venait de laver, passaient de petits nuages blancs et tranquilles qui faisaient songer à un troupeau de moutons.

L'homme, qui venait du port et marchait les yeux fixés sur Ferragut, s'arrêta tout à coup et, pivotant sur ses talons, retourna vers le quai. Ce mouvement éveilla la curiosité du capitaine qui, soudain, eut le sentiment que ce passant devait être « son Anglais ». Il lui sembla moins élégant que la première fois. L'homme s'éloignait rapidement, et Ferragut ne l'apercevait que de dos. Mais son instinct l'éclaira plus que sa vue... Il n'avait pas besoin de voir : c'était l'Anglais.

Et, sans savoir pourquoi, il hâta le pas pour le rejoindre. Bientôt, l'autre ayant disparu à un coin de rue, Ulysse se mit franchement à courir.

Lorsqu'il arriva sur le quai, il put voir son homme s'éloigner d'un pas élastique qui ressemblait fort à une fuite. Ferragut avait devant lui des montagnes de marchandises entassées, entre lesquelles s'ouvraient des passages tortueux. Il allait perdre l'autre de vue : une minute encore, et il ne pourrait plus le rejoindre.

Il hésita : « Quelle raison après tout d'accoster cet inconnu? » Au moment précis où il se posait cette question, le fugitif ralentit un peu sa marche et se retourna pour voir s'il était suivi. Il ne fallut qu'une seconde pour que Ferragut fût éclairé. Lui, qui n'avait pu reconnaître l'homme, alors qu'il le touchait presque sur le trottoir de la Cannebière, n'eut même pas, alors, une hésitation. Pourtant l'autre était à cinquante mètres et ne lui avait laissé voir qu'un profil incertain... Mais un voile se déchira dans l'esprit du marin, illuminant d'un coup tous ses souvenirs. A n'en pas douter, le fugitif était von Kramer, le faux comte russe. Il était grimé et maquillé, et c'était ce qui jusqu'alors avait égaré Ferragut dans ses recherches. L'officier allemand devait bien certainement « travailler » à Marseille, mettre sur pied de nouveaux services : il ne lui suffisait point d'avoir, quelques mois auparavant, préparé l'entrée des sous-marins allemands dans la Méditerranée.

La surprise immobilisa Ferragut. Comme un homme qui se noie, il vit glisser devant ses yeux, avec une vitesse vertigineuse, les images de son existence passée : Naples, l'expédition sur la goélette et le ravitaillement des sous-marins, le torpillage du *Californian*... Et c'était peut-être cet homme qui avait tué le pauvre Esteban!...

Il se revit lui-même, enfant, écoutant dans le port de Valence les récits de son oncle le Triton. Celui-ci n'avait-il pas évoqué une certaine nuit passée dans un petit café d'Alexandrie, où il avait dû « faire » un homme pour s'ouvrir le passage?

D'instinct, Ulysse porta la main à sa ceinture. Rien!... Maudites soient la vie moderne et ses sécurités trompeuses, qui permettent à un homme de circuler confiant et désarmé! Dans les autres ports, c'était le revolver en poche que Ferragut descendait à terre, mais à Marseille!... Il n'avait même pas un canif : rien que ses poings... En cet instant il eût donné

son navire entier, sa vie même, pour avoir une arme qui lui permît de tuer... de tuer d'un coup...

La violence sanguinaire du Méditerranéen s'emparait de lui. Tuer!.. Il ne savait comment, mais il voulait tuer.

Le plus pressé était d'arrêter l'ennemi qui s'échappait. Et Ferragut s'apprêtait à lui tomber dessus avec les poings, avec les dents, à lutter comme faisaient les hommes primitifs avant d'avoir inventé la massue. Peut-être l'autre cachait-il une arme; mais, dans sa soif de vengeance, le marin ne songeait qu'à tuer et ignorait toute crainte pour lui-même.

Pour ne pas perdre son ennemi de vue, Ulysse accéléra sa course. Il n'avait même plus le souci de ne point éveiller l'attention, et agissait comme s'il se fût trouvé dans un désert. Au passage, il saisit un piquet qui gisait sur le sol, et, ainsi armé, reprit sa poursuite.

Tout cela n'avait duré que quelques secondes. L'autre s'était mis à courir à son tour et avait disparu derrière des monceaux de marchandises.

Le capitaine vit confusément des ombres qui bondissaient autour de lui, cherchant à lui barrer le passage. Ses yeux, injectés de sang, distinguèrent vaguement des faces noires et blanches... C'étaient des débardeurs, militaires et civils, à qui l'aspect de cet homme, courant comme un fou, avait semblé suspect.

Furieux d'être arrêté, le poursuivant lança un juron. Poussés par l'instinct justicier des foules, ces gens ne se préoccupaient que de l'agresseur et n'inquiétaient point le fuyard. Ulysse ne put maîtriser sa colère : il lui fallut révéler son secret :

— C'est un espion!... Un espion *boche*!

Il dit cela d'une voix sourde, entrecoupée; mais jamais aucun de ses ordres ne rencontra pareil écho. « Un espion!... » Ce cri répété fit surgir des hommes de tous côtés : la terre semblait les vomir; le mot passa de bouche en bouche, fut transmis au loin, fit naître l'émoi sur les bateaux et sur les quais. « Un espion! » Les hommes se mirent à courir avec une vitesse accrue, les débardeurs abandonnèrent leurs fardeaux pour se joindre à la poursuite, des gens sautèrent des vapeurs pour prendre part à cette chasse à l'homme.

Quant à celui qui avait jeté le cri d'alarme, il se vit dépassé, et comme annulé, par la trombe qu'il avait déchaînée. Bien qu'il continuât de courir, Ferragut était distancé par des tirailleurs noirs, par des dockers, des gardiens de port, par des marins qui surgissaient de tous les passages ménagés entre les caisses et les ballots... On eût dit des lévriers battant les halliers dans une forêt, des furets pourchassant un lapin dans les couloirs d'un terrier. Le fugitif se trouvait presque complètement cerné, à chaque tournant il se heurtait à ses ennemis; aussi abandonna-t-il ce dédale de passages, sortit de l'autre côté des docks et continua sa course le long du quai.

La chasse en terrain plat ne dura pas longtemps. « Un espion! » Plus rapides que les hommes, les voix couraient devant le fuyard. Les cris des poursuivants donnaient l'alarme aux ouvriers qui continuaient encore leur travail, sans se rendre compte de ce qui se passait.

Bientôt le fugitif se trouva entre deux groupes d'hommes : l'un, formant un demi-cercle concave, l'attendait de pied ferme, l'autre — demi-cercle convexe — était lancé à ses trousses. Les pointes des deux groupes se joignirent : l'espion était prisonnier.

Ferragut le vit, intensément pâle, hors d'haleine, jeter autour de lui des regards de bête traquée qui n'a point encore renoncé à la lutte. Sa main droite plongea dans une de ses poches. Peut-être allait-il en sortir un revolver pour défendre chèrement sa vie. Près de lui, un nègre brandit un gourdin qu'il maniait comme une massue. L'homme tira de sa poche un papier qu'il voulut porter à sa bouche. Mais l'arme du nègre, suspendue en l'air, s'abattit sur le bras qui retomba, inerte. Pour retenir un cri de douleur, l'espion se mordit les lèvres.

Le papier avait roulé à terre, plusieurs mains se tendirent pour le ramasser. Un sous-officier le déplia. C'était un morceau de papier mince : on y avait dessiné le contour de la Méditerranée, toute la mer était divisée en carrés, comme un échiquier; au centre de chaque case, était un numéro d'ordre. Les carrés étaient des secteurs, les numéros servaient à indiquer aux sous-marins, par télégraphie sans fil,

le point où il fallait attendre les bateaux alliés pour les torpiller.

Un autre sous-officier expliqua rapidement à ses proches voisins l'importance de la découverte. « Oui, c'est un espion! » Cette déclaration fut accueillie avec enthousiasme : on avait fait une bonne prise. Mais en même temps s'éveilla le désir spontané de vengeance qui fait perdre toute raison à la foule.

Les marins étaient les plus enragés : c'étaient eux en effet qui devaient affronter les attaques des sous-marins. « Ah! Bandit! » Et l'espion chancelait sous les coups.

Mais plusieurs sous-officiers entourèrent le prisonnier pour le protéger et Ferragut put le voir de près : une de ses tempes était couverte de sang; son regard avait une expression froide et hautaine... Le capitaine se rendit compte alors que ses cheveux étaient teints.

L'Allemand avait espéré trouver le salut dans la fuite; rejoint, il avait simulé l'humilité : il croyait possible encore de mentir. Mais le papier qu il voulait faire disparaître était entre les mains des ennemis. A quoi bon feindre désormais?

Et il se redressait orgueilleusement, en soldat qui considère sa mort comme certaine. L'officier de caste réapparaissait : il regardait avec hauteur ses persécuteurs anonymes, demandant leur protection aux seuls képis galonnés d'or.

En voyant Ferragut, ses yeux se fixèrent : il contempla son ennemi avec une insolence glaciale et dédaigneuse. Ses lèvres s'agitèrent avec mépris. Il n'en sortit aucun son, mais le capitaine comprit ces muettes paroles : elles l'insultaient. C'était l'insulte de l'homme d'un rang supérieur qui s'adresse à son serf infidèle. Dans son orgueil d'officier noble, von Kramer n'accusait que lui-même : il avait commis la faute de se fier à la loyauté d'un simple patron de marine marchande.

— Traître! Traître! — semblait-il répéter des yeux et des lèvres.

Ce dédain irrita Ulysse. Mais en face d'un ennemi sans défense, il domina sa colère.

S'avançant au milieu de ceux qui insultaient et menaçaient l'espion, il planta ses yeux dans les siens et lui dit d'une voix sourde :

— Mon fils!... mon unique enfant est mort; il était sur le *Californian*!

A ces mots, l'espion changea de visage. Ses lèvres se séparèrent, laissant échapper une légère exclamation de surprise.

— Ah!...

La flamme arrogante de ses pupilles s'éteignit. Bientôt, il baissa les yeux, puis la tête...

Avec des vociférations, la foule l'empoigna et l'entraîna. Personne ne se souvint de l'homme qui avait donné l'alarme et commencé la poursuite.

Le même soir, le *Mare Nostrum* quitta Marseille.

## X

### A BARCELONE

Quatre mois plus tard, après avoir accompli trois nouveaux voyages à Salonique, le *Mare Nostrum* jeta l'ancre à Barcelone. Il devait y charger du drap destiné à l'armée serbe et diverses fournitures réclamées par les troupes d'Orient.

En acceptant ce fret, Ferragut n'avait pas seulement songé au bénéfice qu'il devait en tirer, l'idée de retourner à Barcelone l'avait séduit. Depuis quelque temps en effet il songeait souvent à Cinta, non qu'il éprouvât de nouveau pour elle l'amour qu'il avait ressenti jadis, mais parce que le remords... et la distance lui avaient permis de mieux apprécier les qualités de douceur et de modestie de sa compagne. Après tout Cinta était la seule femme qui l'eût aimé réellement. Ne fallait-il pas tenter une réconciliation?

Cinta accueillit son mari avec un pâle sourire. Manifestement, la révolte avait fait place en elle à la résignation. L'épouse semblait vouloir faire oublier les paroles cruelles que la douleur lui avait inspirées, effacer le souvenir de cette scène où elle s'était dressée contre son mari en accusatrice.

Aussi, Ferragut, pendant quelques jours, crut-il vivre comme il avait vécu autrefois, au temps où il n'avait pas encore acheté le *Mare Nostrum*. En épouse chrétienne, Cinta le soi-

gnait et lui obéissait, et, par ses paroles et par ses actes, témoignait du désir de lui être agréable.

Pourtant, Ulysse ne put se le dissimuler longtemps : sa femme n'éprouvait plus pour lui que de la répulsion. L'intimité qu'ils avaient connue jadis ne pouvait ressusciter. Le souvenir d'Esteban venait toujours les séparer... Et il en serait toujours ainsi. Ferragut ne ressentit plus alors qu'un seul désir : fuir Barcelone au plus vite. Vraiment, cette maison n'était plus la sienne...

Pendant que le vapeur achevait son chargement, Ulysse se promena dans la ville, alla rendre visite à ses cousins les fabricants, ou, comme un désœuvré, passa des heures au café.

Lorsqu'il rencontrait des Allemands, — depuis la guerre ils étaient nombreux à Barcelone, — Ferragut reconnaissait leur nationalité dès le premier coup d'œil. Aussitôt le souvenir de son fils lui revenait à l'esprit et il ne rêvait plus que de vengeances sanglantes. Il eût voulu parfois disposer des forces aveugles de la Nature pour pouvoir supprimer d'un seul coup tous ces ennemis. Il était exaspéré de les voir installés dans son pays, d'être contraint de les coudoyer et de sentir que les lois les protégeaient...

Le matin, il aimait à se promener sur la Rambla[1] devant les boutiques des fleuristes. Il passait entre deux murs de fleurs récemment coupées, où perlait encore la rosée de l'aube. Chaque table de fer était surmontée d'une pyramide où toutes les teintes de l'arc-en-ciel s'unissaient à tous les parfums que peut distiller la terre.

La belle saison commençait. Les vieux arbres de la Rambla se couvraient de feuilles et, dans leurs frondaisons naissantes, avec la tenacité assourdissante des cigales, pépiaient des milliers d'oiseaux.

Un matin, le capitaine marchait lentement à travers la foule, lorsqu'il remarqua qu'une femme le suivait. A plusieurs reprises, elle passa devant lui, avec un sourire, cherchant un prétexte pour engager la conversation. Cette insistance n'avait rien de particulièrement flatteur. Cette femme devait être âgée d'une quarantaine d'années, elle avait la poitrine saillante et les hanches larges; avec son panier au bras, elle

1. Principal boulevard de Barcelone.

ne se distinguait nullement des cuisinières qui, une fois leurs provisions faites, venaient acheter une gerbe de fleurs.

Se rendant compte que ses sourires et ses œillades ne touchaient point le marin, la femme se planta devant lui et lui dit, en catalan :

— Faites excuse, est-ce que vous n'êtes pas un capitaine de bateau qu'on appelle don Ulysse?

La conversation s'engagea. Convaincue qu'elle avait bien réellement affaire à don Ulysse, la cuisinière poursuivit en souriant avec mystère :

— Une dame très belle désire vous voir...

Et elle lui donna l'adresse d'une *torre* située au pied du Tibidabo, dans un quartier neuf. Il pouvait venir à trois heures de l'après-midi.

— Venez, venez, señor! — ajouta-t-elle avec un regard de douce promesse. — Vous ne vous repentirez pas du voyage.

Quand la messagère l'eut quitté, Ulysse tenta de la suivre, mais la grasse commère tourna maintes fois la tête. Accoutumée à dépister les poursuivants, elle se perdit dans la foule, sur la place de Catalogne, sans que Ferragut pût comprendre comment elle avait disparu.

— Je n'irai pas! — se dit tout d'abord Ulysse quand il fut seul.

Il savait ce que signifiait cette invitation : depuis longtemps, il avait à Barcelone une imposante quantité de relations inavouables : femmes qu'il avait connues, entre deux voyages, et pour lesquelles il n'avait éprouvé qu'une curiosité de nomade avide de nouveauté. Peut-être l'une d'entre elles, l'ayant aperçu sur la Rambla, désirait-elle renouer connaissance.

— Je n'irai pas! — répéta-t-il avec énergie. — Qu'ai-je besoin d'aller perdre mon temps, pour ne retrouver, en fin de compte, que le sourire vénal d'un visage oublié?

Pourtant l'insistance avec laquelle son esprit se reportait sur cette aventure, et l'entêtement qu'il mettait à se répéter : « Voilà un rendez-vous auquel je n'irai certainement point... » commencèrent à faire croire à Ferragut qu'il pourrait bien y aller tout de même.

Après le déjeuner, en effet, sa volonté chancela. Il ne savait que faire de son après-midi. Peut-être se trompait-il, d'ailleurs,

et l'aventure serait-elle intéressante. De toutes façons, rien ne l'empêcherait de s'en aller après avoir échangé quelques propos sur le passé... Le mystère excitait sa curiosité.

Et, à trois heures, il prit un tramway qui le conduisit au quartier neuf du Tibidabo.

Les commerçants de la ville avaient édifié là une série d'édifices d'une bien curieuse fantaisie. Boutiquiers et fabricants voulaient avoir une maison de campagne — traditionnellement appelée *torre* — pour y passer le dimanche et prouver, en même temps, la prospérité de leurs affaires. Il y avait là des maisons gothiques, des arabes, des grecques, des persanes. Les architectes avaient également inventé un art catalan, que caractérisaient les ogives, les créneaux et les couronnes de comte. Ces couronnes constituaient un des principaux motifs décoratifs : on en avait mis jusque sur les réverbères.

En descendant de tramway, Ulysse avait pris une résolution : il se contenterait de jeter un coup d'œil sur l'extérieur de la maison. Peut-être cela l'aiderait-il à découvrir l'identité de la femme. Puis il passerait outre.

Mais en arrivant devant la *torre* qui lui avait été indiquée, il s'arrêta un instant. C'était une sorte de château féodal dont l'intérieur devait plus ou moins ressembler à une salle de brasserie... Soudain la porte s'ouvrit, et le marin vit paraître la femme qui lui avait parlé sur la *Rambla*.

— Entrez, capitaine.

Et le capitaine ne put résister aux yeux malicieux et au sourire engageant de la servante.

Il se vit dans une espèce de hall d'un style conforme à celui de la façade : cheminée gothique en stuc, grandes aiguières de porcelaine, pipes gigantesques et panoplies. Diverses estampes reproduisant des tableaux modernes de Munich alternaient avec ces ornements. Face à la cheminée, Guillaume II, au milieu des fulgurations d'un grand cadre doré, faisait valoir un de ses innombrables uniformes.

La maison semblait inhabitée. D'épais rideaux, des tapis moelleux, feutraient tous les bruits. Avec la légèreté d'un être immatériel, la pesante introductrice avait disparu.

Le marin commença de s'inquiéter de cette solitude. N'était-

il pas tombé dans un piège? Et lui qui n'avait pas d'armes!... Avec la même démarche silencieuse, la femme, toujours souriante, reparut.

— Passez, don Ulysse.

Et elle introduisit Ferragut dans une pièce dont elle referma soigneusement la porte derrière lui.

Le marin aperçut d'abord une baie plus large que haute, ornée de vitraux. Lance en main, la chevelure flottante, une Walkyrie, juchée sur un cheval noir qui jetait du feu par les naseaux, y galopait. A la lumière diffuse de la verrière, Ulysse distingua un divan profond garni de grands coussins brodés, et des tapisseries tendues sur les murs.

Une femme surgit et, les bras tendus, courut vers Ferragut. Son élan fut si impétueux qu'elle s'abattit sur la poitrine du capitaine. Mais avant qu'elle eût pu le saisir dans ses bras, celui-ci avait reconnu cette bouche haletante, ces yeux où l'émotion avait fait monter des larmes, ce sourire où l'inquiétude s'unissait à l'amour.

— Toi!... Toi!... — balbutia-t-il en se rejetant en arrière.

De surprise, il sentit que ses jambes fléchissaient et une vague froide lui courut entre les épaules.

— Ulysse! — soupira la femme en tentant de nouveau de l'étreindre.

— Toi!... Toi!... — répéta le marin d'une voix sourde.

C'était Freya.

Quelle force mystérieuse le poussa? Il n'eût su le dire. En l'espace d'une seconde il crut voir la mer, un navire qui sautait, et son fils mis en pièces.

— Ah! P....!

Il leva son bras robuste, serra son poing pesant. La voix de la prudence lui commanda : « Sois dur! Pas de pitié! Cette femme sait jouer du revolver! » Et il frappa comme si son ennemie eût été un homme, sans hésitation : il mit toute son âme à frapper.

Dans sa haine, il s'apprêtait à porter un nouveau coup : il craignait une riposte et voulait la prévenir... Mais il resta le bras en l'air...

— Aïe!...

La femme avait chancelé et tourné sur ses pieds en laissant

échapper ce gémissement d'enfant. Ses bras demeuraient inertes le long de son corps; il était évident qu'elle n'avait nulle intention de se défendre... Elle vacilla comme si elle eût été ivre. Ses genoux plièrent et elle tomba avec la mollesse d'un paquet de linge : sa tête heurta le bras d'un fauteuil de chêne, puis fut renvoyée par le choc sur les coussins du divan.

Il y eut un long silence, entrecoupé de plaintes. Les yeux fermés, Freya gémissait, toujours immobile.

Le marin, que la colère rendait d'une laideur tragique, ne bougeait pas davantage; il jetait sur la femme des regards farouches. Soulagé par son acte brutal, il avait l'impression de respirer plus librement. Mais il éprouvait en même temps une sorte de honte : « Qu'as-tu fait, lâche? »... Pour la première fois de sa vie, il avait frappé une femme.

Sentant une douleur à la main droite, il la leva à la hauteur de ses yeux. Un de ses doigts saignait. Une des boucles d'oreille de Freya avait dû l'égratigner. Il suça le sang de la profonde écorchure, puis n'y pensa plus : il contemplait le corps étendu à ses pieds, et la haine se mêlait en lui au remords.

Peu à peu, il s'accoutumait à la pénombre de la pièce : les objets maintenant lui apparaissaient avec netteté.

Freya, la tête posée sur le coussin, laissait voir un profil douloureux. Elle semblait avoir soudain vieilli de vingt ans. La douleur avait fait fuir sa fraîcheur et sa merveilleuse jeunesse. Ses yeux entr'ouverts étaient cerclés de rides, et ses narines pincées comme celles des moribonds. Des filets noirs serpentaient sur la soie du coussin. C'était du sang qui coulait entre les fleurs héraldiques de la broderie, du sang que buvait avidement la soie sèche.

Ferragut sentit s'accroître sa confusion. Il fit un pas au-dessus du corps étendu et chercha à gagner la porte. Pourquoi rester?... Tous les mots maintenant seraient inutiles.

— Ne t'en va pas, Ulysse! — murmura une voix dolente. — Écoute-moi!... Il y va de ta vie.

Craignant de le voir s'enfuir, Freya se redressa en gémissant. Son sang coula, plus abondant.

Une pitié irrésistible, celle qu'il eût pu ressentir pour une

inconnue abandonnée au milieu de la rue, fit revenir le marin. Ses yeux se fixèrent sur un vase de fleurs posé sur le sol. D'un coup il renversa sur le tapis toute cette moisson de printemps qu'avaient disposée, quelques instants auparavant, des mains de femme, des mains qu'enfiévrait une attente angoissée.

Il trempa son mouchoir dans l'eau des fleurs, s'agenouilla et releva la tête de Freya. Avec l'abandon d'une enfant malade, elle lui laissa laver sa blessure. Elle fixait sur lui des yeux implorants, grands ouverts maintenant.

Lorsque le sang cessa de couler et que se fut formée sur la tempe une tache rouge sombre de sang coagulé, Ferragut voulut la relever.

— Non, laisse-moi ainsi, — murmura-t-elle. — Je préfère être à tes pieds. Je suis ton esclave, ta chose... Frappe-moi, si cela doit apaiser ta colère...

Et, pour affirmer sa soumission, elle lui tendit les lèvres, mendiant timidement un baiser, comme une servante reconnaissante.

— Ah! non!... Non!

Pour fuir cette caresse, Ulysse se leva brusquement. Sa haine renaissait au fur et à mesure que Freya recouvrait ses sens, et, lorsque le sang eut cessé de couler, la pitié qu'il avait ressentie s'évanouit.

Elle, devinant ses pensées, sentit la nécessité de parler.

— Fais de moi ce que tu voudras. Je ne me plaindrai pas. Tu es le premier homme qui m'ait frappée... et je ne me suis pas défendue! Même si tu recommences à me battre, je ne me défendrai pas. A un autre que toi, j'aurais riposté; mais toi... je t'ai fait tant de mal!

Elle se tut un instant. Elle s'était agenouillée devant lui comme une suppliante. Elle lui tendait les bras et parlait d'une voix plaintive et monotone, semblable à celle des spectres dans les apparitions de théâtre.

— J'ai longtemps hésité avant de te voir, — continua-t-elle. — Je craignais ta colère; j'étais sûre qu'au premier moment, tu te laisserais emporter par la violence de ton caractère, et j'avais peur de cette entrevue... Je t'ai épié depuis que j'ai su que tu étais à Barcelone. Je t'ai vu souvent à la porte d'un café et j'ai pris la plume pour t'écrire, mais si tu avais reconnu

mon écriture, tu ne serais pas venu... Ce matin, sur la Rambla, je n'ai pu me contenir plus longtemps, et je t'ai envoyé cette femme. Depuis, j'ai passé de bien cruelles heures d'attente... Enfin je te vois : que m'importent tes violences?... Merci, merci mille fois d'être venu.

Le regard perdu, Ferragut restait immobile : il semblait ne pas entendre.

— Il me fallait te voir, — poursuivit-elle. — Il s'agit de ta vie. Tu t'es posé en adversaire d'un pouvoir immense qui peut t'écraser : ta perte est décidée. A toi seul, sans le savoir, tu défies une organisation grande comme le monde. Le coup n'est pas encore tombé sur toi, mais il tombera d'un moment à l'autre, peut-être aujourd'hui même : je ne peux pas savoir tout... Voilà pourquoi il me fallait te voir : tu dois te tenir sur tes gardes; si cela devient nécessaire, il faudra que tu fuies.

Le capitaine haussa les épaules en souriant avec mépris, ainsi qu'il avait coutume chaque fois qu'on lui parlait de dangers menaçants, chaque fois qu'on lui conseillait d'être prudent. D'ailleurs, de tout ce que lui disait cette femme, il ne croyait rien.

— Mensonge! — dit-il sourdement. — Tout cela n'est que mensonge!

— Non, Ulysse : écoute-moi. Tu ne sais pas l'intérêt que tu m'inspires. Tu es le seul homme que j'aie aimé... Ne souris pas ainsi : ton incrédulité me fait peur... Je connais aussi le remords : je t'ai fait tant de mal!... Je hais tous les hommes, sauf toi... Tous mes désirs de bonheur sont pour toi; mes rêves d'avenir ne sont faits que de toi... Et tu veux que je reste indifférente lorsque je te sais en danger!... Non, je ne mens pas. Tout ce que je t'ai dit aujourd'hui est la vérité : je ne pourrai plus jamais te mentir. Frappe-moi encore, mais, je t'en conjure, suis mes conseils.

Le marin persistait dans son attitude d'indifférence et de dédain. Impatientes, ses mains tremblaient. Il allait partir; il ne voulait pas en entendre davantage... L'avait-elle donc fait venir pour lui parler de périls imaginaires?...

— Qu'as-tu fait, Ulysse? — dit Freya avec désespoir. — Qu'as-tu fait?

Elle n'ignorait rien de ce qui s'était passé à Marseille, et étaient au courant comme elle les innombrables agents qui travaillaient pour la plus grande gloire de l'Allemagne. Von Kramer, depuis son emprisonnement, avait fait connaître le nom de celui qui l'avait dénoncé. Freya déplorait la franchise brutale du capitaine.

— Je comprends ta haine; tu ne peux oublier le torpillage du *Californian*... Mais tu aurais pu faire arrêter von Kramer sans te mettre toi-même en avant... Tu as agi comme un fou, comme un Méridional : l'impétuosité de ton caractère ne te permet pas de songer au lendemain.

Ulysse eut un geste méprisant. Les trahisons n'étaient pas son fait : son procédé était meilleur. La seule chose qu'il regrettât, c'était que ce criminel vécût encore. Que n'avait-il pu le tuer de sa main!

— Il est mort, peut-être, — répondit-elle. — Le Conseil de guerre l'a condamné. Nous ignorons encore si la sentence a été exécutée; mais on va le fusiller d'un moment à l'autre; et tous, dans notre monde, savent que c'est toi qui l'as fait arrêter.

Elle tremblait en pensant à la haine qu'Ulysse avait attirée sur sa tête, à la vengeance qu'on voulait exercer sur lui. A Berlin, le nom de Ferragut était l'objet d'une attention particulière; dans tous les pays de la terre, en cet instant même, il était répété par tous les bataillons civils d'hommes et de femmes qui travaillaient pour le triomphe de l'Allemagne. Les commandants des sous-marins se communiquaient les renseignements qu'ils avaient sur lui et son vapeur. Il avait osé s'attaquer au plus grand empire du monde, lui, un homme isolé, un simple capitaine de navire marchand, et priver le kaiser d'un de ses plus vaillants soutiens!

— Qu'as-tu fait, Ulysse? Qu'as-tu fait? — répéta-t-elle encore.

Et Ferragut finit par reconnaître qu'il y avait dans cette voix de la tendresse et de l'angoisse.

— Moi aussi, ils commencent à me considérer comme une ennemie, — continua la femme. — On ne me le dit pas, car, chez nous, c'est chose courante que de cacher ses pensées; mais je le devine à la froideur qu'on me témoigne... La docto-

resse sait que je t'aime comme auparavant, en dépit de la haine qu'elle nourrit contre toi. Les autres parlent de ta « trahison », et je proteste, parce que je ne puis tolérer ce mensonge... Pourquoi, traître? Tu n'es pas des nôtres; tu es un père qui veut se venger. Les traîtres, mais c'est nous tous : moi, qui t'ai entraîné dans une aventure fatale; eux, qui m'ont poussée vers toi pour s'assurer tes services.

Les jours passés à Naples lui revinrent à l'esprit, et elle crut nécessaire d'expliquer sa conduite.

— Tu n'as pas pu me comprendre : tu ignorais la vérité... Quand je t'ai rencontré sur le chemin de Poestum, tu m'as rappelé ma jeunesse, l'époque où je ne connaissais que vaguement la doctoresse, où je ne m'étais pas compromise encore dans le service d'informations... Au début, ton enthousiasme amoureux m'amusa, tes galanteries à l'espagnole, tes stations à la porte de mon hôtel, tes promesses et tes serments furent pour moi autant de distractions. Je m'ennuyais pendant l'attente forcée à Naples... Mais un jour je compris que tu m'intéressais plus qu'aucun autre homme n'avait jamais su le faire... Et je compris que j'allais t'aimer...

— Mensonge! Mensonge! — murmura Ferragut d'une voix haineuse.

— Dis ce que tu voudras, il en fut pourtant ainsi. Le matin, en me levant dans ma chambre d'hôtel, mon premier mouvement était de courir à la fenêtre et de regarder à travers les rideaux pour m'assurer que tu m'attendais dans la rue. « Voilà mon flirt, voilà mon amoureux! » Peut-être, en pensant à moi, avais-tu mal dormi. Et je me sentais une âme nouvelle, une âme de vingt ans, une âme de fillette enthousiaste et naïve... J'étais sur le point de descendre et de te rejoindre : nous aurions suivi tous deux les rives du golfe, comme deux amoureux de roman... Mais soudain, mon passé me revenait à l'esprit. « Pauvre homme!... En quel monde d'intrigues et de compromissions vais-je l'entraîner! Non non! » Et je te fuyais avec des ruses de collégienne espiègle, profitant des moments où tu t'éloignais pour sortir de l'hôtel, ou tournant à un coin de rue au moment précis où tes yeux allaient se poser sur moi... Je ne me laissais aborder, froide et ironique, que lorsqu'il m'était impossible d'éviter ta rencontre; mais,

chez la doctoresse, je parlais de toi à chaque instant, et riais avec elle de tes galanteries romanesques.

« Tu es en train de devenir amoureuse de cet homme, me disait-elle; ce *don José* t'intéresse. Prends garde, *Carmen*! » Et le plus étrange était que mon amour naissant ne semblait point lui déplaire, bien qu'elle fût toujours opposée par principe aux passions dont notre travail ne pouvait tirer parti... Elle disait vrai : je devenais amoureuse. Je m'en aperçus le matin où me vint le désir impérieux d'aller à l'Aquarium. J'avais passé de longs jours sans te voir : je vivais hors de l'hôtel, chez la doctoresse, pour ne pas rencontrer mon *flirt*. Ce matin-là, je me levai triste, avec une idée fixe : « Pauvre capitaine!... Allons lui donner un peu de bonheur. » J'étais malade ce jour-là, malade de toi! Je le comprends maintenant...

Elle se tut un instant, levant les yeux vers lui, pour juger de l'effet de ses paroles.

— Rappelle-toi notre repas, au restaurant du Vomero; rappelle-toi que je te suppliai de partir, de m'abandonner à mon destin. Je pressentais l'avenir : je devinais que j'allais t'être fatale. Je voulus, en m'éloignant, te sauver et, en même temps, j'avais peur de ne plus te voir. Et la nuit où tu m'irritas par l'ardeur de tes désirs, la nuit où je me défendis sottement, comme si tu avais été pour moi un étranger, comme si j'avais concentré sur toi la haine que m'inspirent tous les hommes, cette nuit-là, je pleurai lorsque je me retrouvai seule dans ma chambre. Je pleurai en pensant que je t'avais perdu pour toujours, et, au même instant, j'étais heureuse de sentir que tu échappais à mon influence... Alors arriva von Kramer. Il nous fallait un bateau et un homme. Fière de sa pénétration qui lui avait fait deviner en toi une force utilisable, la doctoresse parla. Ils me donnèrent l'ordre d'aller te trouver, de me rendre encore une fois maîtresse de ta volonté. En pensant à ton avenir, mon premier mouvement fut de refuser. Pourtant le sacrifice était doux; l'égoïsme dirige tous nos actes... et je vins à toi... Le reste, tu le sais.

Elle se tut et resta pensive, semblant savourer le souvenir de ces jours, les seuls où elle eût été heureuse.

— Lorsque tu partis sur la goélette, — reprit-elle, — je

compris tout ce que tu avais été dans ma vie. Comme tu me manquais!... La doctoresse était préoccupée des événements d'Italie. Moi seule, je pensais à compter les jours, trouvant qu'ils passaient plus lentement que les autres. « Un... deux... trois... Mon marin adoré va venir... Il va venir! » Mais ce qui vint, brusque coup de théâtre, ce fut la déclaration de guerre de l'Italie. Pour nous, hélas! ce devait être la séparation. En pensant à l'Allemagne, la doctoresse maudit les Italiens; moi, je les maudis en pensant à toi, en me voyant forcée de suivre mon amie, de préparer en deux heures notre fuite, par crainte des fureurs de la populace. Ma seule satisfaction fut d'apprendre que nous allions en Espagne. La doctoresse se promettait d'y faire de grandes choses... Moi, je pensai qu'en aucun autre endroit je n'avais plus de chance de te rencontrer...

Elle s'était un peu redressée. Ses mains touchaient les genoux de Ferragut. Elle eût voulu les embrasser, mais n'osait le faire. Elle craignait que, s'il se départait de sa tragique immobilité, ce fût pour la repousser.

— C'est à Bilbao que j'appris le torpillage du *Californian* et la mort de ton fils... Non, je n'en parlerai pas... Je pleurai, je pleurai beaucoup, en me cachant de la doctoresse. Depuis ce jour-là, je la déteste! Elle célébrait le succès remporté, et ne prononçait plus ton nom qu'avec indifférence. Pour elle, tu n'existais plus : elle ne pouvait plus se servir de toi... Puis nous sommes venues à Barcelone, et durant des mois et des mois, je n'ai plus vécu que pour l'instant où je te retrouverais.

Son amour passait tout entier dans ses yeux. Une expression d'humble dévoûment embellit son visage meurtri.

— Nous nous sommes installées dans cette maison, qui appartient à un électricien allemand, ami de la doctoresse. Quant à elle, elle est partie en voyage : j'étais donc libre; toutes mes promenades me ramenaient invinciblement vers le port. J'espérais toujours voir ton navire. J'éprouvais de la sympathie pour tous les marins : il me semblait retrouver en eux quelque chose de toi... « Un jour, il viendra », me disais-je. Tu sais que l'amour est égoïste; j'en arrivais à oublier la mort de ton fils... Et puis je ne suis pas la véritable coupable : ce sont les autres! J'ai été trompée, tout comme

toi... « Il viendra, et nous serons heureux une fois de plus!... » Ah! si cette maison pouvait te parler... et ce divan sur lequel, tant de fois, j'ai fait des rêves... Lorsque j'arrangeais des fleurs dans ce vase, l'illusion naissait en moi que tu allais venir; quand j'étais à ma table de toilette, il me semblait que c'était pour toi que je me faisais belle... Je vivais dans ton pays : tu ne pouvais pas ne pas venir. Tout à coup, le paradis que je m'étais plu à imaginer s'évanouit en fumée. Nous reçûmes, je ne sais comment, la nouvelle de l'arrestation de von Kramer, et, en même temps, nous apprîmes que c'était toi qui l'avais dénoncé. La doctoresse s'en prit à moi, me rendant responsable de tout. C'est par moi qu'elle t'avait connu, et c'en fut assez pour que j'encourusse son indignation. Tous les nôtres ne parlaient que de ta mort et faisaient des vœux pour qu'elle fût accompagnée des tortures les plus atroces...

Ferragut l'interrompit. Il avait les sourcils froncés, comme si une idée fixe l'eût dominé... Peut-être ne l'écoutait-il point.

— Où est la doctoresse?

Le ton de sa question fut inquiétant. Ulysse serrait les poings et regardait autour de lui comme s'il s'attendait à voir apparaître l'imposante dame. Tout, dans son attitude, rappelait l'instant où il avait frappé Freya.

— Elle voyage je ne sais où, — répondit celle-ci. — Elle est à Madrid, à Saint-Sébastien ou à Cadix.... Elle voyage sans cesse; elle a des amis partout... Si j'ai osé t'appeler, c'est que je suis seule.

Et elle conta la vie qu'elle menait dans sa retraite. Pour le moment, son ancienne protectrice n'employait pas ses services. La doctoresse faisait tout par elle-même, évitant les intermédiaires. Ce qui était arrivé à von Kramer l'avait rendue soupçonneuse. Lorsqu'elle avait besoin d'auxiliaires, elle ne les choisissait que parmi les Allemands habitant Barcelone.

Autour d'elle s'était groupée une bande féroce et décidée : réfugiés venus des républiques de l'Amérique du Sud, rôdeurs des villes de la côte, ou vagabonds des forêts de l'intérieur. A leur tête figurait, comme lieutenant de la doctoresse, Karl, le scribe que Ferragut avait vu dans la maison du quartier de Chiaia.

Cet homme à l'air doucereux avait commis plusieurs crimes sanglants. Digne chef, en somme, de ce groupe d'aventuriers. La bande se réunissait chaque soir dans un certain café du port. Freya était certaine qu'elle s'occupait du ravitaillement des sous-marins qui croisaient dans les eaux espagnoles. Tous connaissaient le rôle joué par le capitaine Ferragut dans l'affaire de Marseille : lorsqu'on parlait de lui les voix se chargeaient de menaces.

— C'est par eux, — continua Freya, — que j'ai su ton arrivée. Ils t'épient, attendant le moment favorable. Qui sait s'ils ne t'ont pas suivi jusqu'ici?... Fuis, Ulysse; ta vie est sérieusement menacée.

De nouveau, le capitaine haussa les épaules avec une expression de dédain.

— Fuis, te dis-je!... Et si tu le peux, si je t'inspire un peu de compassion, si je ne te suis pas complètement indifférente..., emmène-moi avec toi!

Ferragut comprit qu'elle n'avait si longuement parlé que pour en arriver à cette prière. Il en ressentit de la stupeur et de l'indignation... Fuir avec elle; après tout le mal qu'elle lui avait fait! La proposition lui parut si absurde qu'il esquissa un sourire amer.

— Emmène-moi! — répéta-t-elle. — Si tu ne m'arraches pas à mon milieu, je ne saurai comment en sortir... Je suis pauvre. Ces dernières années, c'est la doctoresse qui m'a fait vivre. Je ne sais comment gagner ma vie, et je suis habituée à vivre largement. Plus que la mort même, la misère me fait peur. Tu me feras vivre : du moment que je serai avec toi, je n'aurai pas besoin de grand'chose : je serai ta servante. Sur un bateau, on doit avoir besoin d'une ménagère, d'une femme... La vie me repousse, je suis seule.

Le capitaine sourit avec une cruelle ironie.

— Je comprends. Oh! je sais ce que signifie ton sourire, je sais ce que tu veux dire : je puis me vendre. Tu crois sans doute que telle fut ma vie antérieure. Non... non! tu te trompes, je ne puis faire cela. Il y faut une disposition particulière, un certain talent pour feindre ce qu'on n'éprouve point... J'ai voulu me vendre : mais cela je ne l'ai jamais pu. Quand les hommes ne m'intéressent pas, je leur rends

la vie odieuse; je suis leur ennemie, je les hais; et ils me fuient.

Mais le marin continuait de sourire avec ironie.

— Mensonge! — répéta-t-il. — Mensonge! Ne te fatigue pas, tu ne me convaincras pas.

Animée d'une force nouvelle, Freya se redressa. Son visage fut soudain à la hauteur de celui de Ferragut. En voyant cette tempe sanglante, celui-ci se sentit de nouveau tourmenté par le remords. La trace du coup de poing s'étendait jusqu'à l'un des yeux, qui était rouge et gonflé...

— Écoute, Ulysse : tu ne connais pas mon existence réelle. Oui, je t'ai menti, toujours; j'ai su, au temps de notre bonheur, échapper à tes questions. Je voulais te cacher ma vie ancienne... et l'oublier! Maintenant, je dois te dire la vérité, la vérité tout entière, comme si j'étais sur le point de mourir. Quand tu la connaîtras, tu seras moins cruel.

Mais Ulysse ne voulait rien entendre et affirmait d'avance son incrédulité.

— Mensonges! Encore des mensonges! Quand auras-tu fini tes inventions?

Sans l'entendre, elle continua :

— Je ne suis pas Allemande, et je ne m'appelle pas Freya Talberg. Cela, c'est mon nom de guerre, mon nom d'aventures. Talberg était le professeur que j'accompagnais dans les Andes; il ne fut pas non plus mon mari... Mon nom véritable est Béatrice... Ma mère était Italienne; mon père était de Trieste; sa famille était d'origine italienne, mais lui était Autrichien... Il éprouvait pour les empires germains une admiration aveugle. Les peuples du Nord lui semblaient les gardiens de toutes les vertus.

Inventeur de merveilleuses combinaisons, il ne rêvait que de colossales entreprises financières. Son existence entière s'était passée à solliciter les grandes banques et à faire antichambre dans tous les ministères. Toujours à la veille de gagner des douzaines de millions, il vivait dans une pauvreté luxueuse, allant d'hôtel en hôtel — toujours les meilleurs — avec sa femme et moi, sa fille unique.

» Tu ne sais rien de cette vie, Ulysse; tu sors d'une famille paisible et fortunée. Les tiens n'ont jamais connu l'exis-

tence d'apparat des Palaces, ni les angoisses des fins de mois, lorsqu'il s'agit de régler les notes... Enfant, je voyais ma mère pleurer dans notre fastueux appartement d'hôtel, tandis qu'avec un air illuminé, mon père parlait, annonçant que, la semaine suivante, il réaliserait un gain d'un million. Convaincue par la faconde de son grand homme, ma mère finissait par sécher ses larmes, poudrait son visage, et se parait de ses dentelles et de ses perles... plus ou moins fausses. Puis nous descendions dans les halls rutilants où se mêlaient les chuchotements des conversations et les plaintes discrètes des violons : c'était l'heure du thé, que nous prenions avec nos « connaissances d'hôtel », formidables millionnaires des deux hémisphères, qui soupçonnaient vaguement l'existence d'une maladie appelée pauvreté, mais qui étaient incapables de supposer qu'elle pût s'attaquer aux gens de leur monde...

De temps en temps, mon père réussissait une affaire qui nous permettait de continuer cette existence de pauvreté brillante et coûteuse. Cette vie de luxe lui semblait indispensable à la réalisation de ses projets. La vie dans les hôtels les plus chers, l'automobile au mois, les robes des grands couturiers pour sa femme et pour sa fille, les villégiatures sur les plages à la mode, les sports d'hiver en Suisse, tout cela constituait pour lui une sorte de garantie de respectabilité qui lui permettait de vivre au milieu des puissants et lui ouvrait toutes les portes. Cette existence a fait de moi ce que je suis : elle a déterminé ma vie entière. Le déshonneur, la mort, tout, me paraît préférable à la misère... Moi, qui ne crains aucun danger, je me sens lâche à la seule idée de la pauvreté... Ma mère enfin, fatiguée d'attendre une fortune solide qui n'arrivait jamais, mourut. Je suis restée seule avec mon père; j'ai été la jeune fille qui vit au milieu des hommes, la demi-vierge qui sait tout, ne s'étonne de rien, mais se garde jalousement parce qu'elle a calculé la valeur marchande de sa pureté. Quand mon père est mort, j'avais pour tout bien mes toilettes et quelques bijoux sans grande valeur : froidement, j'ai fixé mon destin... Dans notre monde, la seule vertu qui compte, c'est celle de l'argent. Les filles du peuple se donnent moins facilement qu'une demoiselle qui a vécu dans le luxe, mais qui, en fait de fortune,

n'a que des connaissances musicales et des dispositions pour les langues étrangères...

Elle passa rapidement sur cette période de son existence. Un ami de son père, un vieux négociant de Vienne, avait été son premier amant. Puis elle avait ressenti cet élan romanesque auquel n'échappent pas les femmes les plus positives. Elle avait cru être amoureuse d'un officier hollandais, un Apollon blond qui patinait avec elle à Saint-Moritz. Elle l'avait épousé. Mais elle avait fini par se lasser de la torpeur de Batavia et, après avoir divorcé, elle était retournée en Europe et avait recommencé à vivre dans les grands hôtels, à passer des stations d'hiver aux plages à la mode.

— Ah! l'argent!... Il n'est pas de classe sociale où son pouvoir soit plus formidable que dans celle où j'ai vécu. Dans les Palaces, j'ai rencontré des femmes aux allures soldatesques, aux mains énormes, qui fumaient à toute heure, les pieds posés sur le dossier des chaises, et les jupes plus ou moins relevées. Elles ressemblaient aux prostituées des grands ports, qui attendent à la porte de leurs bouges. Comment les laissait-on vivre là?... Les hommes s'inclinaient pourtant devant elles, en esclaves, et les poursuivaient, en suppliants. Elles parlaient avec onction des colossales fortunes que leurs pères avaient gagnées dans l'industrie, fortunes grâce auxquelles elles avaient pu s'acheter un mari titré et se livrer à leurs goûts de pierreuses. Mais les jeunes filles pauvres n'ont d'autre recours, si elles craignent la misère, que la prostitution. Il leur manque la dot, cet appoint indispensable, chez la plupart des peuples civilisés, pour faire une femme honorable et constituer un foyer. Maudite pauvreté! Elle a pesé sur ma vie comme une fatalité. Avec moi, les hommes commencent par la bonté et finissent par l'ingratitude. Le docteur Talberg, en revenant d'Amérique, m'a abandonnée pour épouser la fille, laide et riche, d'un négociant, sénateur de Hambourg. D'autres encore ont exploité ma jeunesse, m'ont demandé le bonheur, et ont fini par épouser des femmes qui, pour tout attrait, avaient leur fortune. J'ai fini par prendre tous les hommes en haine, exaspérée d'avoir besoin d'eux pour vivre et de ne pouvoir me délivrer de cet esclavage. Pour être indépendante, j'ai fait du théâtre : j'ai

dansé, j'ai chanté; mais mes succès n'ont été que des succès de femme. Vers moi, les hommes accouraient, désirant la femme, se moquant de l'artiste.

Le désir de s'affranchir l'avait conduite alors vers son amie, la docteresse, et lui avait fait accepter ses propositions. Il lui avait paru honorable de servir un État puissant, de travailler dans l'ombre pour sa grandeur. Et puis, au début, le côté romanesque de ses missions, l'idée qu'elles tissaient la trame de l'avenir et préparaient l'histoire l'avaient séduite.

Mais là encore, dès les premiers pas, elle avait retrouvé l'esclavage sexuel. Sa beauté n'était qu'un instrument pour sonder les consciences, et, parce qu'elle était irrémédiable, cette servitude fut pour elle pire que les précédentes. Elle avait pu, sans difficulté, rompre avec son existence de voyageuse d'amour et de femme de théâtre; mais, une fois entré dans le « service », on n'en pouvait plus sortir. On y apprenait trop de choses, on y parvenait, à la longue, à saisir de trop grands secrets. L'agent restait prisonnier de ses fonctions : chacun de ses actes ajoutait une pierre nouvelle au mur qui le séparait de la liberté.

— Le reste de ma vie, tu le connais, — continua-t-elle. — L'obligation d'obéir à la doctoresse, de séduire les hommes pour leur arracher leurs secrets, me les fit haïr d'une haine mortelle... Mais tu es venu, toi, toi qui es bon et généreux, toi, qui, comme un adolescent, m'a voulue avec une naïveté enthousiaste. Près de toi, j'ai cru avoir dix-huit ans : il m'a semblé qu'on me faisait la cour pour la première fois... Tu n'es pas égoïste : je crois que toi, si tu m'avais connue dans ta jeunesse, tu ne m'aurais pas abandonnée pour faire fortune en te mariant avec une autre... Si j'ai d'abord refusé d'être à toi, c'est que je t'aimais, que je ne voulais pas te faire de mal... Plus tard, l'ordre de mes supérieurs, et ma passion même, m'ont fait oublier ces scrupules... Ulysse, mon amour!... Oublions; à quoi bon se souvenir? Je connais bien ton cœur et, me voyant en danger, c'est à toi que je suis venue. Sauve-moi!... Emmène-moi avec toi!...

Elle était debout, en face de lui; elle leva les bras et les lui posa sur les épaules, esquissant timidement une étreinte.

Ferragut ne broncha pas. Ces supplications le laissaient

insensible. Freya avait assez roulé de par le monde pour savoir elle-même se libérer; il était bien inutile qu'il intervînt. D'après lui, d'ailleurs, elle ne débitait que mensonges.

— Tout cela est faux! — lui dit-il d'une voix sourde. — Je ne te crois pas; je ne te croirai jamais... Chaque fois que nous nous voyons, tu me contes une nouvelle fable... Qui es-tu? Quand diras-tu la vérité, toute la vérité?... Menteuse!

Insensible aux injures, elle continua de parler avec angoisse de son avenir : elle se voyait environnée de dangers mystérieux.

— Où irai-je si tu m'abandonnes?... En Espagne, je suis asservie à la doctoresse. Je ne puis retourner dans les empires du Centre où j'ai passé ma vie; tous les chemins en sont fermés; et puis, là, je ne ferais que retomber dans mon esclavage... Je ne peux pas non plus aller en France ou en Angleterre : j'ai peur de mon passé. Un seul des exploits que j'ai accomplis suffirait, s'il était connu, à me faire fusiller : je ne mérite pas moins... Enfin, j'ai peur de la vengeance des miens. Je connais les procédés du « service » lorsqu'il veut se débarrasser d'un agent incommode, qui est en territoire ennemi : il le dénonce. On commet volontairement une maladresse, on s'arrange pour que certains documents s'égarent, pour que des lettres compromettantes puissent tomber dans les mains des autorités du pays... Que ferai-je si tu ne viens à mon secours?... Où pourrai-je me réfugier?...

Apitoyé par son désespoir, Ulysse se décida à répondre :

— Le monde est grand; tu peux aller vivre dans une république d'Amérique.

Elle n'accepta point le conseil. Elle y avait bien pensé; mais l'incertitude de l'avenir lui faisait peur.

— Je suis pauvre : c'est à peine si j'ai de quoi payer mon voyage... Au début, le « service » paye bien. Mais, par la suite, comme il nous tient par notre passé même, il ne nous donne que ce qu'il faut pour vivre à l'aise. Qu'irai-je faire dans ces pays-là?... Dois-je passer le reste de ma vie à me vendre pour un morceau de pain?... Je ne veux pas : plutôt mourir!

En entendant Freya parler de sa pauvreté avec un tel désespoir, Ferragut eut un sourire ironique. Il jeta un coup d'œil sur son collier de perles, sur les grosses émeraudes

de ses boucles d'oreilles, sur les diamants qui scintillaient à ses doigts. Elle devina sa pensée... Mais l'idée de vendre ces bijoux lui paraissait plus horrible encore que les sombres menaces dont l'avenir était plein...

Elle se fit insinuante, câline; ses mains se posèrent sur les épaules de Ferragut, sa bouche s'approcha de celle du marin, ses lèvres s'arrondirent, esquissant un baiser.

— Vivrais-tu si mal avec Freya?... Ne te souviens-tu plus de notre passé?... Ai-je donc changé maintenant?

En effet Ulysse se souvenait du passé et commençait à s'apercevoir que ce souvenir était trop vif. Comme de lointaines et voluptueuses mélodies à moitié oubliées, des parfums de chair vinrent le troubler. La chasteté, qu'il avait observée les derniers temps, le tourmentait maintenant comme un supplice.

Freya suivait cette lutte sur les traits du marin; elle eut un sourire de triomphe, et tout à coup, sa bouche se colla sur celle d'Ulysse. Elle était certaine de son pouvoir... Et ce fut un baiser semblable à celui qu'elle lui avait donné, à Naples, dans l'Aquarium... un baiser victorieux, un baiser dominateur.

Mais une poussée farouche la rejeta brusquement en arrière, brutale comme le coup de poing qui l'avait lancée sur les coussins au début de l'entrevue... Il semblait qu'un être se fût glissé entre eux, dénouant leur étreinte.

Le capitaine, qui commençait à perdre conscience de ses actes, et tel un naufragé, descendait, descendait au milieu des nappes vibrantes d'une volupté sans limites, avait vu soudain, le regardant de ses yeux vitreux, le visage d'Esteban mort. Puis, dans une pénombre lugubre, c'était Cinta qui lui était apparue; elle pleurait, comme si ses larmes, à elle, étaient les seules qui pussent couler désormais sur le cadavre déchiré de son fils.

— Ah! non!... Non!

Il fut surpris du son de sa propre voix : ce fut un rugissement de bête blessée, un hurlement de douleur.

Freya, chancelant sous la rude poussée, tenta une fois de plus de se rapprocher de lui, de l'enlacer de ses bras, de renouveler son baiser.

— Mon amour!... Mon amour!...

Elle ne put poursuivre. La main redoutable la repoussa, si violemment cette fois, qu'elle alla donner de la tête sur les coussins du divan.

Cette main secoua la porte avec une telle violence que la gâche de la serrure sauta et que les deux battants s'ouvrirent à la fois.

Tenace en ses désirs, la femme se releva promptement sans se soucier de la douleur que sa chute lui faisait ressentir; mais toute sa hâte lui permit à peine d'apercevoir Ulysse qui s'enfuyait.

— Ulysse!... Ulysse!...

Ulysse était déjà dans la rue...

Lorsqu'il se vit dehors, Ferragut se souvint des dangers que lui avait annoncés Freya. Il explora la rue d'un regard farouche... Personne!... Il ne souhaitait pourtant que de rencontrer les ennemis dont lui avait parlé cette femme, n'eût-ce été que pour assouvir la colère qu'il ressentait contre lui-même. Il était honteux et furieux de sa faiblesse passagère : n'avait-il pas été sur le point de reprendre la chaîne ancienne?

Les jours suivants, il songea plusieurs fois à cette bande de réfugiés que commandait la doctoresse. Si, dans la rue, il rencontrait des passants aux allures germaniques, il les regardait d'un air de défi. N'était-ce pas un de ceux-là qui était chargé de le tuer? Puis il poursuivait son chemin, regrettant son attitude provocatrice, certain qu'il était de n'avoir eu affaire qu'à des commerçants ou des employés de banque,

Peu à peu, le capitaine finit par se moquer des recommandations de Freya.

— Encore des inventions! Elle a imaginé cela pour me décider à l'emmener avec moi, la menteuse!

Un matin, en mettant le pied sur son vapeur, il vit Toni, le visage d'une pâleur de cendre, venir à lui.

Lorsqu'ils furent sous la dunette, le second, tout en jetant des regards autour de lui, se mit à parler à voix basse.

— Vers une heure du matin... Je revenais de la ville...

j'avais été au music-hall... sur les quais déserts on a tenté de me tuer. J'avais bien cru apercevoir des hommes... En m'entendant venir, ils s'étaient cachés derrière un tas de marchandises. Un instant après il y eut trois détonations, trois coups de revolver. Une balle m'a sifflé aux oreilles. N'ayant pas d'armes, je me suis mis à courir. Heureusement, j'étais tout près du bateau, presque à la hauteur de la proue. En deux ou trois sauts, je me suis trouvé sur le pont : là, je me suis mis à plat ventre... Et ils ont cessé de tirer.

Ferragut resta silencieux. Lui aussi, il avait pâli, mais de surprise et de colère. Ainsi les avertissements de Freya étaient justifiés!... Il ne songea point à feindre l'incrédulité ni à affecter de mépriser le danger, lorsque Toni poursuivit :

— Écoute, Ulysse!... Cet incident m'a fait beaucoup réfléchir. Ce n'est pas sur moi qu'on a voulu tirer. Est-ce que j'ai des ennemis, moi? Qui pourrait vouloir du mal à un pauvre officier subalterne qui ne connaît personne?... Prends garde à toi! Tu dois savoir d'où vient le coup... tu connais un tas de gens...

Le capitaine comprit que son second pensait aux aventures de Naples et à la proposition honteuse sur laquelle il avait su si bien faire le silence.

— Quelqu'un sait-il ce qui s'est passé?

Toni haussa les épaules. Personne!... Il était arrivé sur le vapeur, avait calmé le chien du bord qui aboyait furieusement. Quant à l'homme de garde, il avait entendu les détonations, mais avait cru qu'il s'agissait d'une rixe entre marins. De plus, ses préoccupations ne dépassaient pas la planche qui reliait le bateau au quai.

— Tu n'as pas prévenu la police?

A cette question, le second s'indigna : il avait l'amour-propre des Méditerranéens qui, en cas de danger, ne songent jamais aux autorités et préfèrent ne devoir leur salut qu'à eux-mêmes.

— Est-ce que tu me prends pour un dénonciateur?

Ce qu'il pensait faire, c'était ce que font les hommes qui sont des hommes. Dorénavant, et tant qu'il serait à Barcelone, il ne circulerait plus qu'armé... et il ne voudrait pas être dans la peau de celui qui tirerait sur lui, et ne le

toucherait pas!... Et, clignant un œil, il montra à son capitaine ce qu'il appelait « sa ferraille ».

Toni n'avait pas confiance dans les armes à feu. Il aimait les coups portés sans bruit, et les armes blanches; il les aimait d'un amour atavique, où semblait être passée la tendresse que portaient ses ancêtres aux haches d'abordage

Avec un geste caressant, il tira de sa ceinture un couteau anglais dont il avait fait l'acquisition au temps où il était patron de barque : une lame brillante, polie comme un miroir, aiguë comme un stylet, coupante comme un rasoir.

Peut-être ne tarderait-il pas à faire usage de sa « ferraille ». Il se rappelait avoir vu rôder, les jours précédents, auprès du *Mare Nostrum*, plusieurs individus qui épiaient toutes les allées et venues. Si, par hasard, il les revoyait, il sortirait du vapeur pour leur dire deux mots.

— Ne fais rien, — ordonna Ferragut. — Je m'occuperai de cela.

Tout le jour, il fut préoccupé de ce qu'il avait appris. Une sourde colère s'était emparée de lui. On osait venir l'attaquer jusque chez lui! A n'en pas douter, ces trois coups de revolver étaient pour lui, et lui, il était Espagnol : c'était dans son pays que les *Boches* osaient venir l'attaquer! Quelle audace!

A plusieurs reprises, il porta la main à sa poche et toucha une bosse oblongue et métallique. Il attendait la venue de la nuit pour mettre à exécution une idée qui s'était plantée entre ses deux sourcils, comme un clou douloureux. Tant qu'il ne l'aurait pas réalisée, il ne serait pas tranquille.

Il connaissait ce *bar* du port que lui avait désigné Freya. De plus, deux hommes de son équipage lui avaient fourni de nouveaux renseignements. Ce cabaret était fréquenté surtout par des Allemands pauvres qui y faisaient de copieuses libations. Quelqu'un payait pour eux; et, à de certains jours, ils allaient jusqu'à inviter des patrons de barques de pêche et des vagabonds du port. Un gramophone jouait continuellement des hymnes criards que la clientèle répétait bruyamment en chœur. Lorsqu'on recevait des nouvelles de la guerre favorables aux empires centraux, on buvait plus abondamment que de coutume, en chantant aux sons de l'inapaisable

boîte à musique. Sur les murs, s'étalaient le portrait de Guillaume II et ceux de quelques-uns de ses généraux. Le propriétaire du bar, un Allemand aux grosses cuisses, à la tête carrée, aux cheveux drus taillés en brosse, aux moustaches retroussées, répondait au sobriquet de *Hindenburg*.

Le marin sourit en pensant à la possibilité d'envoyer *Hindenburg* rouler sous son comptoir. Il voulait voir cet établissement où son nom avait été prononcé bien souvent.

A la nuit tombante, une force irrésistible le conduisit vers le bar. La voix de la prudence n'avait plus aucune prise sur lui...

La porte vitrée résista à son effort, peut-être parce qu'il en empoigna le loquet avec trop de vigueur... Furieux, le capitaine envoya un coup de pied dans le panneau inférieur qui était en bois. Sous ce coup brutal, la porte s'ouvrit et les vitres volèrent en éclats. Entrée magnifique!... Ferragut vit de la fumée, beaucoup de fumée, que troublaient les étoiles rouges de trois lustres électriques qu'on venait d'allumer, puis des silhouettes d'hommes groupés autour de quelques tables. Le gramophone nasillait comme une vieille édentée. Derrière le comptoir se tenait *Hindenburg*, dépoitraillé, les manches de sa chemise retroussées sur ses bras énormes.

— Je suis le capitaine Ulysse Ferragut.

Il est, dans les contes orientaux, des paroles magiques, à l'énoncé desquelles la vie de cités entières se fige, bêtes et gens s'immobilisant dans l'attitude où les mots tout-puissants sont venus les surprendre. La phrase de Ferragut eut un effet semblable.

Il se fit un silence profond. Ceux qui, surpris par le fracas des carreaux brisés, avaient commencé de tourner la tête, n'achevèrent pas leur mouvement; ceux qui faisaient face à Ulysse demeurèrent immobiles, les yeux fixés sur lui; d'autres, de surprise, écarquillèrent les yeux comme s'ils eussent assisté à un événement incroyable. Le gramophone se tut soudain. *Hindenburg*, qui essuyait un verre, demeura comme pétrifié, son torchon enfoncé dans le globe de cristal.

Ferragut alla s'asseoir à une table vide, le dos au mur. Un garçon, le seul de l'établissement, accourut pour savoir ce que désirait le *señor*. C'était un Andalou, petit, vif, qui

avait échoué à Barcelone. Il servait les clients avec une profonde indifférence, se souciant aussi peu de leurs chants que de leurs paroles. « Il ne se mêlait pas de politique! » Habitué aux établissements où les consommateurs sont bruyants et batailleurs, il devina l'homme qui vient chercher querelle, et voulut l'amadouer par son attitude souriante et obséquieuse.

Le marin lui dit, à haute voix :

— Je sais que, dans ce « caboulot », on parle de moi souvent. Il y a des gens qui désirent me voir. Tu peux leur dire que le capitaine Ferragut est là, à leur disposition.

— Ce sera fait, — dit l'Andalou.

Et il s'en fut au comptoir d'où il revint aussitôt avec une bouteille et un verre.

Ce fut en vain qu'Ulysse toisa les buveurs attablés. Ceux qui lui tournaient le dos demeuraient immobiles; les autres, baissant les yeux, chuchotaient mystérieusement.

Deux ou trois finirent cependant par jeter des regards dans la direction du capitaine. Une colère naissante brilla dans leurs yeux : leur surprise s'était dissipée et ils semblaient disposés maintenant à se lever pour tomber sur le nouveau venu. Mais un homme, qui tournait le dos à Ferragut, leur murmura des ordres : dociles, ils détournèrent les yeux et se continrent.

Bientôt Ulysse se lassa de ce silence. Son attitude de défi commençait à lui paraître ridicule. Il ne savait à qui s'adresser en ce lieu où tous fuyaient ses regards. Sur la table voisine, il y avait un journal illustré, il s'en empara et le feuilleta. Le texte était imprimé en allemand; Ulysse n'en affecta pas moins de le lire avec intérêt.

Il s'était assis de côté, pour avoir son revolver à sa portée; sa main s'était posée, comme par distraction, tout près de l'ouverture de sa poche, prête à saisir l'arme en cas d'attaque. Pourtant Ulysse ne tarda pas à se repentir de l'attitude qu'il avait prise. Profitant de ce qu'il lisait, ses ennemis n'allaient-ils pas sauter sur lui? Mais l'orgueil le fit rester immobile : il ne voulait pas qu'on pût deviner son inquiétude.

Bientôt, feignant d'avoir trouvé dans la publication allemande un passage ridicule, il éclata d'un rire insolent. Cela

encore lui parut insuffisant et, levant les yeux, il examina avec une curiosité dédaigneuse les portraits qui ornaient les murs.

L'aspect du bar, il put alors s'en rendre compte, avait profondément changé. Presque tous les consommateurs avaient filé silencieusement pendant sa lecture. Il ne restait que quatre ivrognes aux yeux humides, qui buvaient avec satisfaction, uniquement préoccupés du contenu de leurs verres. Derrière le comptoir *Hindenburg*, tournant le dos à sa clientèle, lisait un journal du soir. L'Andalou, assis au fond, souriait en regardant le capitaine : « En voilà un type! » Il était fier qu'un de ses compatriotes eût mis en fuite ces buveurs braillards et brutaux qui, les autres soirs, le molestaient à qui mieux mieux.

Ulysse regarda sa montre : sept heures et demie. Ainsi, il avait mis en déroute tous ces gens dont Freya avait peur. Que lui restait-il à faire là?... Il paya et sortit.

La nuit était complète. Sous la lumière des globes électriques filaient vers la ville tramways et automobiles. Le long des vieilles arcades passaient, par groupes, des ouvriers des établissements maritimes. Barcelone, éblouissante de splendeur, attirait la foule. Dans les bassins, noirs et solitaires, surgissaient de petites lueurs au sommet des mâts.

Ferragut se demandait s'il rentrerait chez lui, ou s'il irait dans un restaurant de la Rambla, lorsqu'il éprouva tout à coup la sensation d'être suivi. Mais ce fut en vain qu'il examina les passants, il ne put reconnaître parmi eux aucun des hommes aperçus dans le bar.

Le désir lui vint alors de voir Toni. L'oncle Caragol pourrait lui improviser un repas, tandis qu'il conterait son aventure à son second. Et puis, estimait-il, ce serait couronner dignement sa prouesse que d'offrir à ses ennemis (s'ils le suivaient réellement) une occasion favorable de l'attaquer sur les quais déserts. Le démon de l'orgueil lui murmurait à l'oreille : « Ils verront ainsi qu'ils ne te font pas peur! »

Et résolument, il se dirigea vers le quai, traversant des voies ferrées, contournant les murs de grands docks, se risquant entre des collines de marchandises. D'abord il rencontra de petits groupes qui se dirigeaient vers la ville; puis des

couples; puis des individus isolés; pour finir, ce fut la solitude complète.

Sur le sol, les réverbères projetaient des cercles pourpres. Dans les ténèbres se profilaient vaguement des barques, des monceaux de caisses, des tas de charbon. Dans l'eau noire, les reflets des fanaux s'allongeaient comme des serpents rouges ou verts. A la lueur de ses projecteurs électriques un transatlantique achevait son chargement : cette animation au milieu de la nuit faisait songer à quelque fête vénitienne.

De loin en loin, un homme au pas lent entrait dans le cercle d'un réverbère, et le canon d'un fusil brillait. Des ombres semblaient, là-bas, se tenir à l'affût entre des monceaux de marchandises. C'étaient les carabiniers et les gardiens du port.

De nouveau le capitaine eut l'impression d'être suivi... Il s'arrêta et s'adossa à une rangée de caisses : quelques hommes s'avançaient dans sa direction, passant rapidement au bord de la tache rouge d'une lampe à arc pour éviter de demeurer dans la lumière.

Ulysse n'en reconnut aucun, mais ne douta point que ce ne fussent là ses ennemis du bar.

Le *Mare Nostrum* était encore loin; le quai demeurait désert : « J'ai fait une sottise! » se dit Ferragut.

Il commençait à se repentir de son audace; mais il n'était plus temps de revenir en arrière. Et puis, s'ils le voyaient hésiter, ses ennemis tomberaient aussitôt sur lui. Combien étaient-ils?... C'était cela qui le préoccupait le plus.

— En avant! En avant! — lui criait la voix de l'orgueil.

Il avait sorti son revolver et le tenait ferme dans sa main droite. Par trois fois, il passa à côté de carabiniers isolés, mais il ne voulut point leur adresser la parole. « En avant! Il n'y a que les femmes qui demandent du secours! » Il ne pouvait affirmer d'ailleurs qu'il fût suivi. Il avait été peut-être le jouet d'une hallucination.

Au bout de quelques pas, ce doute s'évanouit : il était bien suivi. Comme un sanglier pourchassé, il pressentit que la meute allait lui fermer le passage. A droite, c'était l'eau; à gauche, des hommes couraient derrière les amoncellements de marchandises pour pouvoir venir à sa rencontre; derrière

lui, d'autres hommes s'avançaient pour empêcher sa retraite.

Il aurait pu courir à son tour, prendre de l'avance sur ceux qui voulaient l'entourer; mais un homme qui a son revolver en main a-t-il le droit de courir? Ceux qui se trouvaient derrière lui se lanceraient d'ailleurs à sa poursuite. Dans la nuit se déroulerait une chasse à l'homme, et c'était lui, Ferragut, qui serait le gibier traqué par la canaille du bar... Ah! non!... Le capitaine se souvint de von Kramer galopant misérablement en plein jour sur les quais de Marseille... Mourir? Bien. Mais pas en fuyant.

D'un pas rapide, il continua sa marche. Il devinait le plan de ses ennemis. Ils ne voulaient pas se montrer dans cette partie du port encombrée de ballots, Ferragut y eût aisément trouvé quelque cachette. Ils préféraient l'attendre près de son bateau : il y avait là un espace découvert qu'il serait forcé de traverser.

— En avant! — murmura de nouveau Ulysse. — Si je dois mourir, que ce soit en vue du *Mare Nostrum*.

Le vapeur était proche. Il reconnut sa silhouette noire. A ce moment le chien du bord se mit à aboyer avec fureur : il avait éventé la présence du capitaine et celle de ses ennemis.

Quittant l'abri d'une montagne de charbon, Ferragut avança en terrain découvert. Toute sa volonté se concentrait dans le désir d'arriver à son navire aussitôt que possible.

Une courte flamme brilla, suivie d'une détonation. On commençait de tirer sur lui. D'autres petites lueurs surgirent de divers côtés, accompagnées de crépitements secs. Ce fut un tir de combat. Derrière Ulysse on tirait aussi. Il entendit des balles siffler à ses oreilles et perçut un choc violent dans l'épaule : il eut l'impression qu'une pierre brûlante l'avait touché.

Il allait mourir : ses ennemis étaient trop nombreux. Et, sans se rendre compte de ce qu'il faisait, d'instinct, Ferragut se laissa tomber sur le sol comme un moribond.

Il y eut encore quelques coups de revolver. Puis le silence se fit, troublé seulement par les aboiements du chien, sur le navire tout proche.

Ulysse vit un homme qui, lentement, venait vers lui. Il le laissa s'approcher et serra dans sa main droite son revolver

encore chargé. Tout à coup, il leva le bras, touchant presque la tête qui se penchait sur lui. De sa main jaillirent deux éclairs. A la lueur du premier, Ulysse avait aperçu un visage connu... N'était-ce pas Karl, le lieutenant de la doctoresse?... La seconde explosion vint en aide à sa mémoire. Oui, c'était bien Karl, les traits convulsés, un trou noir à la tempe... L'homme se redressa dans un sursaut d'agonie, puis tomba sur le dos, en ouvrant les bras.

Cette vision ne dura qu'une seconde. Le capitaine ne pouvait penser qu'à lui-même : d'un bond, il se leva, puis se mit à courir, le corps penché en avant, afin d'offrir une moindre cible à ses ennemis.

Il craignait une décharge générale, une grêle de balles. Mais les poursuivants, trompés par l'obscurité, eurent quelques secondes de doute : ils se demandaient si ce n'était pas le capitaine qui était tombé sur le sol pour la seconde fois.

Mais en voyant un homme courir vers le bateau, ils reconnurent leur erreur et recommencèrent à tirer. Ferragut courut au milieu des balles, sur le bord du quai, tout le long du *Mare Nostrum*. Son salut n'était plus qu'une question de secondes, à condition toutefois que les hommes de l'équipage n'eussent point retiré la passerelle... Il mit le pied sur celle-ci au moment même où un homme venait à sa rencontre, un objet brillant à la main. C'était le second qui sortait, prêt à frapper avec son couteau.

Le capitaine craignit une erreur.

— Toni!... C'est moi! — dit-il d'une voix étouffée.

Dès qu'il se retrouva sur le pont, il recouvra instantanément son calme. Les coups de feu avaient cessé. Pendant un court instant, il y eut un silence lugubre. Puis, au loin, des coups de sifflet, des cris d'alarme retentirent. Les carabiniers et les gardes du port s'appelaient et se groupaient pour faire une battue dans l'obscurité.

— Qu'on retire la planche! — ordonna Ferragut.

Trois matelots venaient de paraître; Toni les aida à retirer précipitamment la passerelle. Puis il menaça le chien pour lui faire cesser ses hurlements.

Ferragut, appuyé au bastingage, fouillait du regard le quai obscur. Il lui sembla voir quelques hommes qui portaient

un corps. Un reste de colère lui fit lever la main droite toujours armée, et viser le groupe. Mais il laissa bientôt retomber son bras... Il venait de songer aux soldats qui accouraient : il préférait qu'on trouvât son navire silencieux.

Haletant encore, il entra dans le salon d'arrière et s'assit. Toni l'avait suivi. Lorsqu'ils furent dans l'orbe de lumière pâle que répandait au-dessus de la table une lampe suspendue au plafond, l'épaule gauche de Ferragut attira l'attention de Toni.

— Du sang!

— Ce n'est rien... Une simple égratignure... La preuve en est que je puis remuer le bras.

Et il le remua en effet, mais non sans difficulté, car il y sentait la pesanteur d'une enflure croissante.

— Je te conterai tout à l'heure ce qui s'est passé... Je crois qu'ils n'auront pas envie de recommencer.

Il resta pensif un instant.

— De toutes manières, il est bon que nous quittions bientôt ce port... Que personne ne parle... Appelle Caragol.

Avant que Toni eût bougé, le visage enflammé du cuisinier surgit de l'obscurité. Il venait au salon sans y être appelé, anxieux de savoir ce qui s'était passé, craignant de trouver Ferragut moribond.

En voyant le sang, il exprima son désespoir avec une véhémence maternelle .

— Christ du Grao!... Mon capitaine va mourir!

Il voulait courir à la cuisine chercher du coton et des bandes. Il était quelque peu rebouteur et, à tout hasard, conservait toujours des pansements.

Ulysse le retint. Il acceptait ses services, mais il voulait quelque chose de plus.

— Je veux dîner, oncle Caragol ,— dit-il joyeusement. — Je me contenterai de ce qu'il y a... L'émotion m'a creusé.

V. BLASCO IBAÑEZ

(Traduction MARCEL THIÉBAUT.)

*(La fin au prochain numéro.)*

# LE COSMOPOLITISME

## DANS LA " COMÉDIE HUMAINE "

C'est un lieu commun de dire que la France, surtout entre les dernières années de l'ancien régime et le milieu du XIXe siècle, fut un foyer dont le rayonnement embrasa l'univers civilisé. On dit moins que, dans le même temps et en retour, les mœurs et les idées françaises subirent de nombreuses influences étrangères.

Or, de cet échange — comme aussi bien de toutes les questions intéressant cette même période — la *Comédie humaine* de Balzac donne un compte assez exact. Car cette œuvre n'est pas seulement une suite gigantesque de romans, c'est encore une encyclopédie véritable, une *Somme*, où tout autant que dans les mémoires originaux ou dans les monographies spéciales se trouvent pour qui sait la consulter d'indispensables témoignages. De 1789 à 1848, soixante ans, chargés de faits et riches d'événements, constituent une époque prodigieuse, peut-être unique dans l'histoire : « Ceux qui lisent aujourd'hui — pouvait déjà dire en 1841 Balzac dans *Une ténébreuse affaire* — des histoires de la Révolution (et de l'Empire) ne sauront jamais quels immenses intervalles la pensée française mettait entre les événements si

rapprochés de ce temps-là. Le besoin général de paix et de tranquillité que chacun éprouvait après de violentes commotions engendrait un complet oubli des faits antérieurs les plus graves. L'histoire vieillissait promptement, constamment mûrie par des intérêts nouveaux ardents. » C'est qu'alors la société se transformait et le monde moderne naissait.

La *Comédie humaine* est le mémorial de cette société en travail des temps nouveaux.

L'observation des hommes et des choses en fait le fonds. L'intuition, parfois même une sorte de géniale prescience, y complètent une érudition trop décriée, mais qui n'en demeure pas moins formidable. Et l'on peut affirmer sans paradoxe que le lecteur de Balzac, à condition qu'il soit attentif et qu'il attache autant d'importance que l'auteur en a voulu donner aux *à-côtés* de ses romans, est, par cette seule lecture, en mesure d'embrasser un tableau presque toujours véridique de la France et de l'Europe qui furent celles de nos grands-pères, et de se former une idée assez juste de leurs pensées, de leurs plaisirs, et aussi de leurs préoccupations.

***

Entre toutes les voies par lesquelles les influences étrangères pénétrèrent en France de 1789 à 1848, les guerres et l'émigration semblent avoir été les principales.

D'une part, l'aristocratie, presque tout entière, s'expatrie pendant de longues années. La *société* dispersée à Coblentz, à Worms, en Belgique et en Angleterre ne peut se reconstituer. A peine parvient-elle à former des groupes trop éloignés les uns des autres pour que leurs sentiments et leurs aspirations communs suffisent à leur imprimer l'unité réalisée autrefois à la Cour et dans la patrie. Chacun d'eux, si fermé qu'il veuille demeurer aux influences étrangères et quelque inébranlables que subsistent son idéal et sa foi, ne peut manquer de subir l'action du milieu où il est contraint de vivre. Les ressources se tarissent ; les nécessités se font pressantes. Il faut de bon gré ou de force entrer en relations avec la population des lieux où l'on s'est abrité. Certains

jeunes gentilshommes servent d'ailleurs sur les vaisseaux britanniques ou dans les armées de la coalition. D'autres, chargés de missions politiques, parcourent l'Europe. (Comme ces marins dont Balzac dira que la Restauration leur sut plus de gré de leurs voyages diplomatiques en terre ferme que des brillantes campagnes des Kergarouet et des du Halga sur la *Belle-Poule*.) Certains encore, comme du Guénic, trouvent dans leur exil quelque Fanny O'Brien et contractent alliance avec de nobles maisons d'outre-mer ou d'outre-monts. Tous, enfin, au contact de gens et de pays nouveaux font provision d'idées qu'ils n'auraient certes point acquises en demeurant à la Cour ou bien dans leurs terres — et beaucoup peuvent dire avec le marquis de T..., l'ami du comte de Nocé dans la *Physiologie du mariage* : « Si vous connaissiez de quelle force magique un homme est doué, quels sont les trésors de puissance intellectuelle et quelle longévité de corps il trouve en lui-même quand, se détachant de toute espèce de passions humaines, il emploie toute son énergie au profit de son âme !... Mais j'en parle en aveugle et par ouï-dire : si je n'étais pas allé en Allemagne devers l'an 1791, je ne saurais rien de tout ceci. »

D'autre part, l'état de guerre, presque permanent entre 1792 et 1815, a des répercussions plus profondes. L'influence de l'étranger n'est plus, dans ce cas, celle d'un seul pays où vécut une famille expatriée — et dont le type est l'*anglomanie*. Elle est à la fois moins restreinte et moins simple, car ce n'est plus sur une fraction numériquement faible des Français qu'elle s'exerce, mais sur une multitude d'hommes que les levées et la conscription arrachent à leurs foyers, ou que leurs convictions, l'esprit d'aventures et l'attrait de la gloire entraînent à la suite des généraux de la République, puis derrière l'Empereur. Ceux-là aussi parcourent l'Europe. Mais leurs voyages se font presque toujours à marches forcées et l'arme à la main. Leur éducation ne les a, le plus souvent, guère préparés à comparer et à méditer. Au surplus le loisir leur manque. Aussi rapportent-ils de ces tribulations tout autre chose que le dilettantisme curieux d'un grand seigneur émigré. C'est une espèce de cosmopolitisme vague et désabusé, et non le goût approfondi pour la culture de telle

nation déterminée. Que le régiment en ait fait des « casseurs d'assiettes et de cœurs », comme Bonnébault (*les Paysans*) ou que, comme Steingel (*les Paysans*), comme Boutin (*Colonel Chabert*), la discipline et les « souffrances du bivouac » les aient endurcis au point de leur faire dire à toute aggravation de peine et pour toute protestation : « Il paraît que c'est comme ça aujourd'hui, » — tous demeurent marqués d'un caractère indélébile, quelles que soient les différences de leurs tempéraments. Leur sentiment est celui du troupier qui a couru le monde, de l'Égypte à l'Espagne, de Moscou à Waterloo, sans éprouver guère autre chose que les inconvénients ou les plaisirs de son état. C'est une sorte de déracinement, un phénomène plutôt négatif — et, au moins pour un temps et jusqu'au jour où les fatigues et la vieillesse commençante l'obligent à se fixer, — destructeur de l'amour du petit coin de terre où l'homme avait vécu son enfance. Son horizon, jadis limité, s'est élargi, mais trop vite. Le grognard ne sait guère de plus que le conscrit qu'une seule chose: c'est que le monde est vaste, ses aspects variés et que partout les hommes sont agités de passions. Et c'est beaucoup. Revenu, ils gardent, malgré les misères endurées, une sortes de regret nostalgique de leurs campagnes. Mal adaptés à la vie civile, même quand la nécessité les contraint de se faire employés ou fonctionnaires, ils méprisent, au fond, le «péquin » et chez les plus soumis en apparence, comme un Dumay (*Modeste Mignon*) ou bien un Castanier (*Melmoth réconcilié*), si le « caissier a tué le militaire », l'esprit d'aventures n'est pas si bien mort qu'il ne puisse se réveiller, terriblement.

Quelqu'un d'entre eux trouve parfois à l'étranger, entre deux étapes, comme tout à l'heure les émigrés, quelque jolie fille qui l'épouse — telle la baronne de Wallenrod le colonel Charles Mignon. Fixées en France, ces jeunes étrangères y font pénétrer l'influence de leur pays d'origine.

Les deux invasions de 1814 et 1815, puis l'occupation d'une partie de la France par les Alliés, ne furent pas non plus sans action sur les modes de vivre et de sentir des Français contemporains. Accueillis en ennemis par les uns, en libérateurs par les autres, les étrangers à tout le moins avivèrent des curiosités depuis longtemps éveillées. Les secousses qui ne

cessèrent d'agiter l'Europe depuis la révolution d'Espagne de 1823 jusqu'aux *journées* de 1830 et de 1848 amenèrent en France un nombre considérable de réfugiés et de proscrits : Italiens, Polonais, Espagnols furent accueillis par les libéraux français comme des frères malheureux. La fin du XVIIIe siècle avait vu naître cet « esprit européen » que madame de Staël, exilée par l'Empire, semble personnifier, et dont Stendhal est un autre exemple. On sait de reste l'enthousiasme du XIXe siècle à ses débuts pour les littératures exotiques — combien les romantiques furent entichés d'Ossian, puis de Byron... Bornons-nous à signaler ici l'énorme place des auteurs étrangers. Balzac se plaît aux énumérations des livres préférés par ses héros et ses héroïnes. Dans la bibliothèque de mademoiselle Modeste Mignon — sa mère, née Wallenrod-Tustall-Bartenstild, est d'origine francfortoise, ne l'oublions pas, — on trouve, à côté de Schiller et de Gœthe, dont Balzac croit devoir justifier la présence par le « bilinguisme » de Modeste, Byron, Walter Scott, Crabbe, Moore, Shakespeare auprès de Lamartine et de Victor Hugo. Les personnages avec lesquels elle aime « s'identifier en se faisant fantasque autant que la poésie de Manfred » sont surtout ceux des auteurs anglais. Elle est férue de Sterne, comme Balzac lui-même qui cite aussi souvent *Tristram Shandy* que la *Venise sauvée* d'Otway. Elle est tout à la fois très sage et très romantique, très exaltée et pleine de bon sens. Et c'est en toute sincérité qu'elle écrit au faux Canalis : « Si j'eusse été Bettina, je n'aurais jamais été madame d'Arnim. Et si j'avais été l'une des femmes de lord Byron, je serais à cette heure dans un couvent. » Ne pensez pas que l'intelligence, la culture et les goûts de mademoiselle Mignon de la Bastie soient seuls responsables du choix de ces auteurs : auprès d'elle, au Havre, vers 1830, madame Latournelle, l'honnête et ridicule « notairesse », lit aussi *Childe Harold* pour obéir à la mode et « ne pas en avoir le démenti » ; mais elle avoue dans l'intimité qu'elle « préfère les romans de Ducray-Duminil ». Encore, croit-elle devoir ajouter pour excuser une telle indépendance littéraire, que « c'est parce qu'elle est trop Normande pour s'amouracher de l'étranger et particulièrement de l'Angleterre ».

Et c'est partout ainsi : à Paris, en province et jusqu'au fond de la Bretagne bretonnante, où mademoiselle des Touches révèle au sauvage Calyste du Guénic, « les beaux oiseaux bleus des rêves s'envolant d'entre les pages de lord Byron et de Scott, Parisina, Effie, Minna ». Et le beau Calyste, possédé par ces héros, rêve de secouer le joug de traditions qui lui pèsent — autant qu'elles pesaient à Modeste Mignon quand celle-ci sous l'influence des mêmes lectures déclarait à son père : « Nous sommes, nous autres jeunes filles, entre deux systèmes : laisser voir par des minauderies à un homme que nous l'aimons — ou aller franchement à lui. Nous autres jeunes filles françaises, nous sommes livrées par nos familles comme des marchandises à trois mois, quelquefois fin courant. Mais en Angleterre, en Suisse, en Allemagne on se marie à peu près d'après le système que j'ai suivi ». Son père lui répond : « L'Angleterre et l'Allemagne sont romanesques en ce point de leurs mœurs ; et encore les grandes familles y suivent nos lois... La supériorité de la France vient de son bon sens, de la logique à laquelle sa belle langue y condamne l'esprit : elle est la raison du monde ! »

Le miracle est que, parmi tant de bouleversements, parmi tant de causes de trouble, le caractère français, tout en s'assimilant nombre de traits étrangers, subsiste et se perpétue.

*
* *

Les qualités et les défauts spécifiques et permanents du caractère français ne fournissent guère à Balzac que de simples remarques le plus souvent ironiques, dites sur un ton léger et comme en passant : « Langlumé fut donc un adjoint provisoire ; mais en France, le provisoire est éternel quoique le Français soit soupçonné d'aimer le changement. » (*Les Paysans.*) Ou bien : « Le tarif de la vie humaine n'a pas été sous Napoléon plus haut qu'à vingt mille francs et il y a en France deux cent cinquante mille braves qui donnent la leur pour un ruban rouge de deux pouces. » (*Physiologie du mariage.*)

Sans doute Balzac ne suppose pas le lecteur si pénétré du

« connais-toi toi-même » qu'il juge inutile de l'instruire — mais il pense qu'en cet ordre d'idées la meilleure manière est de procéder par analyse. Il ne peint point le Français — mais cent types de Français divers à des époques déterminées. Les traits généraux se dégagent d'eux-mêmes. Ils naissent des situations. Ils font partie intégrante de l'action — ou des actions de ces personnages, de leurs gestes et de leurs discours.

S'il insiste au contraire à l'occasion sur les traits des mœurs étrangères, c'est que ceux-ci, par leur contraste avec les mœurs françaises, fournissent d'excellentes comparaisons. L'opposition le dispense de souligner une différence en elle-même évidente, puisque chacun de nous a sous les yeux de quoi la vérifier.

De tous les pays d'Europe, l'*Angleterre* est celui qui a le plus longuement retenu l'attention du romancier. Les caractères anglais et français lui semblent s'opposer plus qu'aucun autre. Pour cela sans doute, il pense que la Grande-Bretagne est, de toutes les nations voisines, celle dont l'influence fut la plus profonde — car on est rarement tenté de singer quelqu'un qui n'est point très différent de soi. Aujourd'hui que des rapports plus étendus et plus intimes entre les deux peuples leur ont permis de discerner autant ce qui les rapproche que ce qui les sépare, peut-être jugeons-nous les nombreux portraits d'Anglais tracés par Balzac un peu trop schématiques et conventionnels. Mais il faut convenir que l'auteur s'efforce toujours de marquer nettement le trait, physique ou moral, caractéristique de la race. C'est lord Grenville (*la Femme de trente ans*) qui a « une de ces figures britanniques dont le teint est si fin, la peau si douce et si blanche, qu'on est quelquefois tenté de supposer qu'elles appartiennent au corps délicat d'une jeune fille. Il est blond, mince et grand. Son costume a ce caractère de recherche et de propreté qui distingue les fashionables de la prude Angleterre. On dirait qu'il rougit plus par pudeur que par plaisir à l'aspect de la comtesse. » Un tel cavalier monte naturellement un cheval de pur sang « aux jambes fines » — et ces deux « perfections humaines et chevalines » forment un tout harmonieux que Balzac décrit complaisamment.

C'est Melmoth, « qui pue l'Anglais... La coupe oblongue

de sa figure, les contours bombés de son front, la couleur aigre de sa chair, annoncent aussi bien que ses vêtements un Anglais. A voir sa redingote à collet, sa cravate bouffante dans laquelle se heurte un jabot à tuyaux écrasés, et dont la blancheur fait ressortir la lividité permanente d'une figure impassible... ses guêtres noires boutonnées jusqu'aux genoux, on devine cet appareil à demi puritain d'un riche Anglais, sorti pour se promener à pied. » (*Melmoth réconcilié.*)

Voilà pour le physique masculin. Le moral se résume dans cette définition que donne de Marsay et qu'une interruption de lord Dudley transforme en portrait de l'Anglais. (*Autre étude de femme.*)

« Savoir être toujours maître de soi, faire à tout propos le décompte de chaque événement quelque fortuit qu'il puisse être ; enfin, avoir dans son moi intérieur un être froid et désintéressé qui assiste en spectateur à tous les mouvements de notre vie, à nos passions, à nos sentiments, et qui nous souffle à propos de toute chose l'arrêt d'une espèce de barrême moral. »

Quant aux femmes d'outre-Manche, Balzac en dépeint deux types : lady Dudley, calculatrice et passionnée — et lady Brandon, bonne, faible et délicate, victime de l'amour et de cette société cruelle que nous la verrons définir.

Lady Arabella, marquise Dudley, « veut du poivre et du piment pour la pâture du cœur, de même que les Anglais veulent des condiments enflammés pour réveiller leur goût». — « Cette belle lady, si svelte, si frêle, cette femme de lait si brisée, si brisable, si douce, d'un front si caressant, couronnée de cheveux de couleur fauve et si fins, cette créature, dont l'éclat semble phosphorescent et passager, est une organisation de fer... Elle a le pied de la biche, un petit pied sec et musculeux sous une grâce d'enveloppe indescriptible. Elle est d'une force à ne rien craindre dans une lutte, nul homme ne peut la suivre à cheval ; elle gagnerait le prix d'un *steeple-chase* sur des centaures... Son corps ignore la sueur ; il aspire le feu dans l'atmosphère et vit dans l'eau sous peine de ne pas vivre. » (*Le Lys dans la vallée.*)

Lady Marie Augusta, comtesse de Brandon — retirée à *la Grenadière* sous le nom de madame Willemsens — est « une

femme d'une taille assez élevée, mince et maigre, mais délicatement faite... Elle a de beaux cheveux châtains, tressés en deux nattes circulaires, coiffure de vierge qui sied à sa physionomie mélancolique... Son visage ovale est un peu long, sa démarche lente et noble. Elle conserve la même mise avec une constance qui annonce l'intention formelle d'oublier le monde, parce qu'elle veut sans doute en être oubliée. » Elle meurt à trente-six ans, laissant deux fils adultérins, et expiant durement son crime — « le plus doux des crimes, toujours puni sur cette terre afin que ces anges pardonnés entrent dans le ciel ».

Voici un troisième portrait d'Anglaise, brossé par de Marsay dans *le Contrat de mariage*, mais avec un tel humour qu'il faut, ici, faire la part à l'exagération : « Cette jeune fille qui se nomme Dinah affecte un peu trop les grandes manières comme les riches Anglaises qui veulent se faire prendre pour des ladies... Mais jamais elle ne me jugera ; jamais elle ne me contrariera. Je serai sa Chambre haute, son Lord, ses Communes. Enfin cette fille est une preuve irrécusable du génie anglais, elle offre un produit de la mécanique anglaise arrivée à son dernier degré de perfectionnement. Elle a certainement été fabriquée à Manchester entre l'atelier des plumes Perry et celui des machines à vapeur. Ça mange, ça marche, ça boit, ça pourra faire des enfants et les élever admirablement, et ça joue la femme à croire que c'en est une... Miss Dinah Stevens ne dépense que trente mille francs par an et voyage par économie depuis sept ans. » Telle apparaît vers 1827, aux yeux désabusés de M. de Marsay, la fille d'un riche brasseur anglais qui va lui apporter par contrat deux cent quarante mille francs de rente.

Nous connaissons maintenant les principaux types de la race britannique dans la *Comédie humaine*. Voyons ce que Balzac dit de la société anglaise et d'abord quel rôle y joue, selon lui, la femme tant à son foyer qu'au dehors.

« Vous connaissez, lit-on dans *le Lys dans la vallée*, la singulière personnalité des Anglais, cette orgueilleuse Manche infranchissable, ce froid canal Saint-Georges qu'ils mettent entre eux et les gens qui ne leur sont point présentés. L'humanité semble être une fourmilière sur laquelle ils marchent ;

ils ne connaissent de leur espèce que les gens admis par eux; les autres, ils n'en entendent point le langage..., pour eux, ces gens sont comme s'ils n'étaient point. Les Anglais offrent ainsi comme une image de leur île où la loi régit tout, où tout est uniforme dans chaque sphère, où l'exercice des vertus semble être le jeu de rouages qui marchent à heure fixe. Les fortifications d'acier poli élevées autour d'une femme anglaise, encagée dans son ménage par des fils d'or, mais où sa mangeoire et son abreuvoir, ses bâtons et sa pâture sont des merveilles, lui prêtent d'irrésistibles attraits. Jamais un peuple n'a mieux préparé l'hypocrisie de la femme mariée en la mettant à tout propos entre la mort et la vie sociale; pour elle, aucun intervalle entre la honte et l'honneur. Ou la faute est complète, ou elle n'est pas; c'est tout ou rien, le *to be or not to be* d'Hamlet. Cette alternative, jointe au dédain constant auquel les mœurs l'habituent, fait d'une femme anglaise un être à part dans le monde. C'est une pauvre créature, vertueuse par force et prête à se dépraver, condamnée à de continuels mensonges enfouis dans son cœur, mais délicieuse par la forme, parce que ce peuple a tout mis dans la forme. »

Balzac revient, dans *la Femme de trente ans*, sur ces « fortifications » qu'un souci conventionnel de respect élève autour de la femme anglaise, mais ne les blâme qu'à demi : « La réclusion ordonnée autrefois à la femme en Grèce, en Orient, et qui devient de mode en Angleterre est la seule sauvegarde de la morale domestique, mais sous l'empire de ce système, les agréments du monde périssent. » Et même, s'il blâme — avec presque tous les Français de son temps — cette affectation de froideur, ce *cant*, cette morgue, cette vertu plus superficielle que sincère, ce respect apparent de la femme, cachant, au fond, du mépris, puisque l'homme abandonne si volontiers sa compagne pour aller bâiller confortablement au *club* — du moins admire-t-il sincèrement cette pudeur véritable qui fait de la chambre nuptiale, en Angleterre, une sorte de Saint des Saints : « Les deux époux seuls, écrit-il dans la *Physiologie du mariage*, ont le privilège d'y entrer, ets même plu d'une lady fait, dit-on, son lit elle-même. De toutes les manies d'outre-mer, pourquoi la seule que nous

ayons dédaignée est-elle précisément celle dont la grâce et le mystère auraient dû plaire à toutes les âmes tendres du continent ? » Et dans la *Recherche de l'absolu*, il constate que « longtemps avant que les mœurs anglaises n'eussent consacré la chambre d'une femme comme un lieu sacré, celle d'une Flamande était impénétrable ».

Les occasions de voir de près les Anglais, entre 1789 et 1830, n'ont pas manqué aux Français : dans les provinces de l'Ouest, de nombreux officiers du roi George se mêlèrent aux paysans soulevés contre le gouvernement républicain. Mademoiselle de Verneuil se rendant à Saint-James « remarque, en 1799, un officier portant un uniforme rouge et paraissant au service de l'Angleterre. Plus loin, deux autres officiers paraissaient vouloir apprendre à quelques Chouans plus intelligents que les autres à manœuvrer deux pièces de canon ». (*Les Chouans.*)

Rentrée à Fougères, elle signale au colonel Hulot la présence des réguliers britanniques parmi les « brigands ». — « L'or des Anglais avait donc comme toujours aidé aux discordes de la France. »

En 1803, Napoléon arrêta tous les Anglais « qui se trouvèrent sur le continent, en représailles de l'attentat commis envers le droit des gens par le cabinet de Saint-James lors de la rupture du traité d'Amiens. Soumis au caprice du pouvoir impérial, ces prisonniers ne restèrent pas tous dans les résidences où ils furent saisis, ni dans celle qu'ils eurent d'abord la liberté de choisir. La plupart de ceux qui habitaient en ce moment (1814, époque où se déroule cet épisode de *la Femme de trente ans*) la Touraine y furent transportés de divers points de l'Empire où leur séjour avait paru compromettre les intérêts de la politique continentale ». Le « jeune captif » qui promène sur la route de Vendôme son ennui, et qui n'est autre que lord Grenville dont nous avons retracé plus haut le portrait, est « une victime de la puissance bureaucratique. Un ordre parti du ministère des relations extérieures l'arracha vers 1812 au climat de Montpellier où il cherchait à se guérir d'une affection de poitrine ». Quand les Alliés arrivent en France, ces Anglais, « à qui Soult allait donner les étrivières », de prisonniers deviennent

tout à coup vainqueurs. Si lord Grenville, au surplus, abuse des prérogatives que lui vaut ce renversement du sort, c'est fort noblement : revêtu de son uniforme d'officier anglais, il intervient auprès du général autrichien qui commande à Orléans, pour délivrer madame d'Aiglemont et lui permettre de rentrer à Paris. On ne saurait être plus chevaleresque.

Mais tous les Français n'ont pas comme madame d'Aiglemont sujet de louer les Anglais. Trop d'entre les grognards ont gardé mauvais souvenir des pontons britanniques pendant les guerres de l'Empire. Et puis, il y a Sainte-Hélène « où *ils l'*ont mis ». Car beaucoup de bonapartistes sont comme la mère Crochard. (*La Double famille.*) Le mot : Angleterre leur brûle la langue. Pour le bourgeois de Paris, longtemps cette inimitié persiste. Pour lui — pour Phellion, par exemple — « l'Angleterre est comme pour le vieux *Constitutionnel*, une commère à deux fins : tour à tour la machiavélique Albion et le pays modèle. Machiavélique quand il s'agit des intérêts de la France froissée et de Napoléon ; pays modèle quand il s'agit des fautes du gouvernement français. » (*Les Petits bourgeois.*) Pour tous, la morgue anglaise est d'ailleurs vérité d'Évangile : « Il y a peu d'Anglais qui ne vous soutiennent que l'or et l'argent sont meilleurs en Angleterre que partout ailleurs. Les poulets et les œufs venant de Normandie et envoyés au marché de Londres autorisent les Anglais à soutenir que les poulets et les œufs de Londres sont supérieurs (*very fine*) à ceux de Paris qui viennent des mêmes pays. » (*A combien l'amour revient aux vieillards.*)

Bixiou est bien le porte-paroles de Balzac et de tous les contemporains quand, dans *la Mason Nucingen*, il prétend, non sans malice, que la grande loi de l'*Improper* régit l'Angleterre : « Tu te lies extrêmement avec une femme, pendant la nuit, au bal ou ailleurs, tu la rencontres le lendemain dans la rue et tu as l'air de la reconnaître : *improper !* Tu trouves à dîner, sous le frac de ton voisin de gauche, un homme charmant : de l'esprit, nulle morgue, du laisser-aller ; il n'a rien d'anglais : suivant les lois de l'ancienne compagnie française, si accorte, si aimable, tu lui parles : *improper !* Vous abordez au bal une jolie femme afin de la faire danser :

*improper !* Vous vous échauffez, vous discutez, vous riez, vous répandez votre cœur, votre âme, votre esprit, dans votre conversation ; vous y exprimez des sentiments ; vous jouez quand vous êtes au jeu, vous causez en causant et vous mangez en mangeant : *improper ! improper ! improper !* Un des hommes les plus spirituels et les plus profonds de cette époque, Stendhal, a très bien caractérisé l'*improper* en disant qu'il est tel lord de la Grande-Bretagne qui, seul, n'ose pas se croiser les jambes devant son feu de peur d'être *improper*. Une dame anglaise, fût-elle de la secte furieuse des *saints* (protestants renforcés qui laisseraient mourir toute leur famille de faim si elle était *improper*), ne sera pas *improper* en faisant e diable à trois dans sa chambre à coucher, et se regardera bien comme perdue si elle reçoit un ami dans cette même chambre. Grâce à l'*improper*, on trouvera quelque jour Londres et ses habitants pétrifiés. »

Cette loi est si tyrannique et l'obéissance qu'on lui doit en Angleterre si absolue que, s'il faut en croire le joyeux dessinateur, qui étant allé en Angleterre juge les Anglais avec autorité, un lord dut renvoyer son *tigre*, cependant la perle des tigres, « l'honneur et le profit de sa maison », — et cela parce qu'un journaliste eut l'idée de parier que ledit tigre Paddy, trop joli pour un tigre, ne pouvait être... qu'une tigresse ! Ce simple soupçon éminemment *improper* suffisait à rendre impossibles les services du jeune domestique...

Cette anecdote satirique, on la dirait cueillie dans un curieux livre, *les Anglais peints par eux-mêmes* (dont la traduction par Émile de la Bédollière parut chez Curmer en 1840), et qui eut des deux côtés de la Manche fort grand succès. Car il faut rendre à l'Angleterre cette justice que si elle est le pays de l'*improper*, elle est aussi la patrie de l'humour. Les incommodités qu'il s'impose bénévolement pour obéir aux lois d'une bienséance si étroite et si rigoriste, l'Anglais est le premier à les plaisanter. Et comme le Français s'est fait son propre calomniateur en propageant par le monde la légende de sa légèreté, l'Anglais a travaillé lui-même à la réputation maussade de l'Angleterre en répandant les critiques de ses humoristes. Mais, traditionnel avant

tout, il ne supporte pas moins stoïquement la contrainte de ces devoirs imaginaires et compliqués.

Balzac a beaucoup lu Sterne. (Il en goûte énormément l'ironie, le cite abondamment dans la *Physiologie du mariage*, prend pour épigraphe de *la Peau de chagrin* l'énigmatique zigzag décrit dans l'air par le bâton de Trim dans *Tristram Shandy*, etc.) Et naturellement, cette ironie, il la retourne volontiers contre les Anglais eux-mêmes. S'il s'est mis à leur école, il a bien vu les défauts de ses maîtres. Mais il a bien vu aussi leurs qualités et ne manque point de les dire. Ainsi fait-il par l'intermédiaire de Gérard (l'ingénieur des Ponts et Chaussées du *Curé de village*) quelques comparaisons qui ne sont point à l'avantage de la France : « L'Angleterre, cette habile calculatrice, a de meilleures écoles dans sa population ouvrière d'où surgissent des hommes pratiques qui grandissent en un moment quand ils s'élèvent de la pratique à la théorie. Stephenson et Mac-Adam ne sont pas sortis de nos fameuses écoles... La Belgique, les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, qui n'ont pas d'École Polytechnique, auront chez elles des réseaux de chemins de fer quand nos ingénieurs en seront encore à tracer les nôtres. » Plus loin, c'est le banquier Grossetête qui dit : « Malgré la différence qui existe entre les deux territoires et qui est de plus des deux tiers en notre faveur, l'Angleterre pourrait remonter la cavalerie de deux armées françaises et la viande y existe pour tout le monde. Mais aussi, dans ce pays, comme l'assiette de la propriété rend son acquisition presque impossible aux classes inférieures, tout écu devient commerçant et roule... Par les bénéfices manquants de la circulation une perte d'environ douze cents millions (par sept ans) explique l'état d'infériorité où se trouvent notre commerce, notre marine et notre agriculture à l'égard de celles de l'Angleterre. »

« Au lieu, conclut Gérard, de faire la guerre aux capacités, de les annuler, de les méconnaître, l'aristocratie anglaise les cherche, les récompense et se les assimile constamment. Chez les Anglais tout est prompt dans ce qui concerne l'action du gouvernement, dans le choix des hommes et des choses, tandis que chez nous tout est lent. Et ils sont lents,

et nous sommes impatients... Le capital anglais par son perpétuel mouvement a créé pour dix milliards de valeurs industrielles et d'actions portant rente, tandis que le capital français, supérieur comme abondance, n'en a pas créé la dixième partie... Cromwell fut un grand législateur. Lui seul a fait l'Angleterre actuelle, en inventant l'*Acte de navigation*, qui a rendu les Anglais les ennemis de toutes les autres nations, qui leur a inoculé un féroce orgueil, leur point d'appui. Mais malgré leur citadelle de Malte, si la France et la Russie comprennent le rôle de la mer Noire et de la Méditerranée, un jour, la route d'Asie par l'Égypte et par l'Euphrate régularisée au moyen des nouvelles découvertes, tuera l'Angleterre comme jadis la découverte du Cap de Bonne-Espérance a tué Venise. »

Ces idées préoccupent les Français des conditions les plus diverses : Célestine Rabourdin (des *Employés*) parle à peu près comme parlait tout à l'heure Gérard ou Grossetête. Madame de la Baudraye et Lousteau constatent aussi le même désavantage de notre pays : « L'Angleterre ne connaît pas ce malheur (la centralisation excessive). Londres n'y exerce pas la tyrannie que Paris fait peser sur la France — mais elle a quelque chose de plus horrible en son atroce hypocrisie qui est un bien autre mal. — L'aristocratie anglaise a sur la nôtre l'avantage de s'assimiler toutes les supériorités. Elle vit dans de magnifiques parcs, elle ne vient à Londres *que pendant deux mois*, ni plus ni moins ; elle vit en province, elle y fleurit et la fleurit. — Oui, Londres est la capitale des boutiques et des spéculations. On y fait le gouvernement. L'aristocratie s'y recorde seulement pendant soixante jours, elle y prend ses mots d'ordre, elle donne son coup d'œil à la cuisine gouvernementale, elle passe la revue de ses filles à marier et des équipages à vendre, elle se dit bonjour et s'en va promptement : elle est si peu amusante qu'elle ne se supporte pas elle-même plus que les quelques jours nommés la *saison*. » (*Muse du département.*)

Comme le *Constitutionnel* a raison, n'est-ce pas? L'Angleterre est la *perfide Albion*. Mais c'est aussi un pays charmant, parce qu'elle jouit d'un gouvernement idéal... pour les Français que rien n'oblige à y aller voir. Son roi est « une

façon de doge », comme dit de Marsay (*le Contrat de mariage*) et les questions qui concernent la couronne y sont dépourvues de toute espèce de « sottises sentimentales » ; la *gouvernementabilité* s'est perfectionnée par le jeu de bascule des partis : « un long ministère *tory* succède toujours à un éphémère cabinet libéral. Les orateurs du parti national ressemblent à des rats qui usent leurs dents à ronger un panneau pourri dont on bouche le trou au moment où ils sentent les noix et le lard serrés dans la royale armoire. » (*Physiologie du mariage.*) Ce savant équilibre est bien supérieur à nos mesquineries politiques : une *Chambre introuvable*, les procès de tendance engagés par les *ultras*, la fournée des soixante-seize pairs de M. de Villèle, les deux cent vingt et un, les insurrections... l'Angleterre ignore ces calamités. On s'y ennuie, dans cet Éden, il est vrai, mais en revanche on y jouit d'une prospérité et d'une sécurité que la France ne connaît plus et que beaucoup de Français regrettent tout haut... quand la censure le permet.

***

Telles sont les opinions, sur l'Angleterre et les Anglais, ayant cours en France à l'époque de la *Comédie humaine*. En dépit du dénigrement qu'elles expriment, tout Français à la mode dans le même temps se croirait déshonoré — fût-il de ceux qui ont toujours à la bouche *Pitt et Cobourg* pour les maudire — s'il n'imitait les Anglais. Environ 1814, Henri de Marsay constate cette vérité : « Nous prenons tant de choses aux Anglais en ce moment que nous pourrions devenir hypocrites et prudes comme eux », dit-il par manière d'excuse en s'habillant en présence de Paul de Manerville. (*La Fille aux yeux d'or.*) Vaine crainte : la jeunesse dorée de la Restauration n'aura pas ce travers.

A vrai dire, la France et l'Angleterre ont fait de tout temps, comme le remarque Balzac dans *Albert Savarus*, « un échange de futilités d'autant plus suivi qu'il échappe à la tyrannie des douanes. La mode que nous appelons anglaise à Paris, se nomme française à Londres. L'inimitié des deux peuples cesse en deux points : sur la question des mots et

sur celle du vêtement. *God Save the King*, l'air national de l'Angleterre, est une musique faite par Lulli pour les chœurs d'*Esther* ou d'*Athalie*. Les paniers apportés par une Anglaise à Paris furent inventés à Londres, on sait pourquoi, par une Française, la fameuse duchesse de Portsmouth... A la paix de 1815, on plaisanta durant une année les tailles longseu des Anglaises, tout Paris alla voir Pothier et Brunet dans *les Anglaises pour rire* ; mais en 1816 et 1817, les ceintures des Françaises, qui leur coupaient le sein en 1814, descendirent par degré jusqu'à leur dessiner les hanches. » Il faut cependant faire une réserve : si les modes anglaises inspirent aux Françaises quelques détails, comme l'arrangement de leur chevelure dont les boucles et les papillotes prennent le nom de *ringlets* ou tout simplement d'*anglaises* (madame Gaubertin dans *les Paysans*, madame du Guenic dans *Béatrice*, *Modeste Mignon*, la « femme comme il faut » d'*Autre étude de femme*, etc.), ce sont généralement les modes françaises qui s'imposent aux femmes d'Angleterre. Et les quelques nobles dames émigrées revenues clandestinement en France à la suite du marquis de Montauran dissimulent mal « l'envie qu'elles portent *in petto* » sur le costume à la grecque que mademoiselle de Verneuil a pu faire tenir dans un petit carton à chapeau pour l'amener au château de Saint-James. C'est que toutes, vivant en Angleterre, sentent aussitôt le pied posé sur la terre de France — fût-ce en pays *chouan* — que leur mise anglaise n'a d'autre grâce que sa trop sévère décence, et qu'elle semble ridicule à leurs beaux cavaliers dès que ceux-ci la peuvent comparer à la mode parisienne. Elles ont beau « réprouver à voix haute une robe qui fait paraître nue », elles n'en meurent pas moins d'envie d'en porter de semblables. (*Les Chouans*.)

C'est par le goût des chevaux et de ce que nous appelons aujourd'hui le *sport* que l'anglomanie commença de pénétrer en France. Nous avons vu déjà comment Balzac complète par la description du pur sang qui porte lord Edward Grenville, le portrait de ce gentilhomme en 1814. Dès 1816, de Marsay se fait remonter en Angleterre. Vingt ans plus tard, chez madame d'Espard, il parle encore avec tendresse de ce beau *Sultan* qui le menait au Bois.

Les attelages élégants du comte Laginski (*la Fausse maîtresse*), de la comtesse de Vandenesse (*Une Fille d'Ève*) sont anglais. Un raffinement suprême de dandysme — car « depuis quelque dix ans l'Angleterre nous a fait deux petits cadeaux linguistiques : le *dandy* puis le *lion* » (*Albert Savarus*) — est de conduire un *tandem*, comme Maxime de Trailles (*Gobseck*). Car il est de bon ton, à Londres, de « mener des voitures à deux roues et à deux chevaux l'un devant l'autre ». (*La Maison Nucingen.*)

Pour les courses en ville, on se contente du tilbury, ainsi baptisé du nom du carrossier anglais qui l'inventa. Quand Paul de Manerville, — la fleur des pois, — Lucien de Rubempré ou le comte de Grandville descendent du siège, ils jettent les guides blanches au *tigre* ou bien au *jockey* qui garde la voiture. (*Une Double famille. — Le Contrat de mariage.*)

En 1821, Renée de L'Estorade écrit de Provence à son amie Louise de Macumer : « Nous avons des chevaux anglais, un coupé, une calèche et un tilbury. » (*Mémoires de deux jeunes mariées.*)

Mais le tilbury n'est pas sans danger. En 1832, l'année du choléra, la voiture de Balzac lui-même verse aux Champs-Élysées non loin de l'endroit où madame de Girardin, essayant elle aussi un tilbury, avait été projetée quelques jours auparavant. « Nous étions, madame, vous et moi, écrit le romancier le 31 mai, destinés à connaître les effets du tilbury dans tous leurs développements... J'ai été mis en contact avec les héroïques pavés de Juillet. »

L'organisation et les règlements des courses de chevaux, sinon la mode elle-même de ce *sport*, sont eux aussi directement importés d'Angleterre. Tout est anglais sur le *turf* — tout, jusqu'au vocabulaire. Un gentilhomme élégant doit, de toute nécessité, se ruiner à « faire courir ». Et s'il n'entend rien lui-même aux choses chevalines, il passe, comme Rochefide, la main à quelque régisseur britannique, auquel il s'en remet « depuis la bride jusqu'aux fers, et ne s'en glorifie pas moins d'être le sultan d'une sorte de sérail à quatre pattes, qui absorbe par mois de quatre à cinq mille francs ». (*Béatrice.*)

Cette mode s'impose autant parce qu'elle flatte la vanité

que la passion du jeu. La Schontz reproche durement à Rochefide les soixante mille francs qu'il dépense « pour lire dans les journaux que *Lélia*, à M. de Rochefide, a battu d'une longueur *Fleur-de-Genêt* à M. le duc de Réthoré... Il vaudrait mieux, ajoute-t-elle, donner cet argent à des poètes. Ils vous feraient aller en vers et en prose à l'immortalité, comme feu M. de Monthyon. » (*Béatrice.*)

Les paris perdus aux courses sont la principale cause obligeant Paul de Manerville à se retirer à Bordeaux en 1821 (*le Contrat de mariage*) ; et vers 1828, Rastignac avoue (dans *l'Interdiction*) que ses quinze mille livres de rente sont précisément ce que lui coûte son écurie.

Sous Charles X, l'anglomanie envahit les équipages de chasse. Le prince de Loudon a placé le sien sous les ordres d'un premier piqueur anglais, venu d'outre-Manche à grands frais. Ce John Barry commande un équipage de quinze chevaux et de soixante chiens — des *fox-hounds* véritables. En forêt de Brotonne les insulaires manquent en venir aux mains avec les gens du Grand Veneur, fidèles aux traditions et aux costumes à la française. (*Modeste Mignon.*)

Pour les « sublimes conversations du *club* — autant que pour les préoccupations du *turf*, les jeunes maris laissent s'ennuyer à la maison les plus nobles créatures ». La vie de club est celle des Maxime de Trailles. Le cercle est une sorte de terrain neutre « où l'on dîne et où l'on joue avec des gens qui sont de bonne compagnie, mais que, quelquefois, on ne recevrait pas chez soi ». Calyste du Guénic lui-même, malgré ses vertus, y va « chercher les délices du cigare et du *whist* ». (*Béatrice.*) Le whist, importé d'Angleterre vers le milieu du XVIIIe siècle (Voltaire, en 1768, parle dans *l'Homme aux quarante écus* « de ce jeu anglais dont on a peine à prononcer le nom ») fait fureur à Paris comme en province, au cercle comme dans les salons, entre 1820 et 1850. Les joueurs ne se séparent qu'après que l'heure trop tardive « a rendu tout nouveau *rubber* impossible ».

« *Pique. — Atout. — Avons-nous les honneurs? — Deux tri* (*tricks*). *— A huit. — A qui donner?... sont des phrases qui constituent aujourd'hui les grandes émotions de l'aristocratie européenne.* »

On croirait ce passage écrit d'hier, à propos du bridge : il est de 1844 et se trouve dans *Modeste Mignon.*

Ce n'est point seulement l'emploi de son temps ou son goût des choses anglaises qui fait le véritable *dandy* et le véritable *lion* : il s'efforce que tout dans sa mise comme dans son maintien le fasse prendre à première vue pour un Anglais. L'étoffe et la coupe de ses vêtements, ses gants jaunes, le vernis de ses bottes sont anglais. S'il ne pose jamais son chapeau sur sa tête, c'est parce qu' « une mode sotte et niaise condamne les élégants à exhiber la coiffe des leurs en les gardant constamment à la main », pour attester leur fraîcheur. (*La Peau de chagrin.*) Cette mode nous vient d'Angleterre. A. de Musset lui obéit sans doute dans le délicieux portrait à la sanguine par Eugène Lami.

Le « lion » ne se trouve point qu'à Paris. Les villes de province en ont souvent un. Amédée de Soulas, par exemple, règne sur Besançon en 1834 par la grâce apprêtée de son dandysme. Il est le seul qui porte des sous-pieds. Il éblouit l'aristocratie bisontine quand il traverse la ville à cheval, dûment escorté de son « tigre ». Et, preuve suprême d'élégance, il peut dire : *En Angleterre où je suis allé,* car chacun sait qu'il est, en effet, allé en Angleterre, et l'on s'informe volontiers auprès de cet arbitre de ce qui se fait ou ne se fait pas : « Vous qui êtes allé en Angleterre... » Enfin il tire au pistolet chaque jour sans y manquer, parce que ce fut la distraction favorite de lord Byron. (*Albert Savarus.*)

Mais l'anglomanie est plus encore : c'est un état d'âme que Paul de Manerville impose aux jeunes Bordelais soucieux d'imiter les modes nouvelles : « Il avait importé le développement de la personnalité britannique et ses barrières glaciales, la raillerie byronienne, les accusations contre la vie, le mépris des liens sacrés, l'argenterie et la plaisanterie anglaises, le cigare, le vernis, le poney, les gants jaunes et le galop... » (*Le Contrat de mariage.*)

En province aussi, vers 1830, les *routs* (ou raouts), « ces froides revues du luxe, ces défilés d'amour-propre en grand costume », ont remplacé les soirées intimes d'autrefois. Et Balzac fait le procès de « ces inventions britanniques qui tendent à *mécaniser* les autres nations. Car l'Angleterre

semble tenir à ce que le monde s'ennuie avec elle et autant qu'elle. » (*Autre étude de femme.*)

Mais tous les effets de l'anglomanie ne sont point pernicieux : il est plusieurs points sur lesquels Balzac recommande aux Français d'imiter leurs voisins d'outre-Manche.

Si Renée de L'Estorade a pris une « bonne » anglaise, c'est moins pour suivre la mode que par conviction de l'excellence des méthodes pratiquées en Angleterre pour l'éducation des enfants. En 1824, cette jeune mère initie son amie Louise de Macumer aux soins que réclame une *nursery* : « Je suis devenue Anglaise, en ce point, lui écrit-elle. Je conviens que les femmes de ce pays ont le génie de la *nourriture.* (Balzac transpose ici le mot *nurture* qui signifie à la fois nourriture et éducation.) Quoiqu'elles ne considèrent l'enfant qu'au point de vue du bien-être matériel et physique, elles ont raison dans leurs perfectionnements. Aussi mes enfants auront-ils toujours les pieds dans la flanelle et les jambes nues. L'asservissement de l'enfant français dans ses bandelettes est la liberté de la nourrice, voilà le grand mot. » Suivent deux pages consacrées à l'éloge de la propreté corporelle anglaise, à la joie qu'éprouve une jeune mère à contempler son « baby » frais et rose après les ablutions minutieuses : « Vous pourriez comprendre les regards que j'échange avec Mary (c'est le nom de l'Anglaise), quand, après avoir fini d'habiller nos deux petites créatures, nous les voyons propres au milieu des savons, des éponges, des peignes, des cuvettes, des flanelles, des mille détails d'une véritable *nursery...* » (*Mémoires de deux jeunes mariées*, XLV.)

Balzac pardonne aussi aux Anglais leur amour du *comfort* : « Si les Français, dit-il au début d'*Honorine*, ont autant de répugnance que les Anglais ont de propension pour les voyages, peut-être les Anglais et les Français ont-ils raison de part et d'autre. On trouve partout quelque chose de meilleur que l'Angleterre, tandis qu'il est excessivement difficile de retrouver loin de la France les charmes de la France. Los autres pays offrent d'admirables paysages, ils présentent seuvent un *comfort* supérieur à celui de la France qui fait les plus lents progrès en ce genre. »

Cependant, Balzac note minutieusement ces progrès. Dans *la Peau de chagrin*, Raphaël de Valentin pénétrant chez la comtesse Fœdora, en 1827, monte un escalier où il remarque « toutes les recherches du *comfort* anglais. Les salons sont meublés avec un goût exquis, les tableaux, de choix. Chaque pièce a comme chez les Anglais les plus opulents son caractère particulier ».

Paul de Manerville, « restaurant son château de Lanstrac, y introduit le luxe et le *comfort* anglais, ce qui absorbe les capitaux que depuis six ans lui plaçait son notaire ». (*Le Contrat de mariage.*)

Cet amour du bien-être ne se trouve point seulement dans les hôtels aristocratiques. Dès 1816, on peut voir à Paris dans « quelques maisons nouvellement bâties, de ces appartements qui semblent faits exprès pour que de nouveaux mariés y passent leur lune de miel ». Là tout est frais et commode. Les murs « reluisent de cette peinture de blanc de plomb que nos premières relations avec l'Angleterre mettent à la mode. Une simple et fraîche antichambre revêtue en stuc à hauteur d'appui donne entrée dans un salon et dans une petite salle à manger. Le salon communique à une jolie chambre à coucher à laquelle attient une salle de bain... » Cet appartement, rue Taitbout, est celui où le comte de Granville installe sa maîtresse Caroline Crochard. (*Une Double famille.*) On en trouve de semblables allée d'Antin, et c'est l'un de ces derniers que le baron Bourlac vient occuper « dans une jolie maison bâtie à l'anglaise » quand les Frères de la Consolation lui ont permis de reprendre son rang. (*L'Initié.*)

Balzac se demande quel est « le sens général » de cet amour du confort. Et ce que les mœurs anglaises lui paraissent apporter, c'est « la divinisation de la matière, un épicuréisme défini, médité, savamment appliqué. Quoi qu'elle fasse ou dise, l'Angleterre est matérialiste, à son insu peut-être. Elle a des prétentions religieuses et morales, d'où la spiritualité divine, d'où l'âme catholique est absente, et dont la grâce fécondante ne sera remplacée par nulle hypocrisie, quelque bien jouée qu'elle soit. Elle possède au plus haut degré cette science de l'existence qui bonifie les moindres parcelles de

la matérialité..., qui fait de la matière une pulpe nourrissante et cotonneuse, au sein de laquelle l'âme expire sous la jouissance, qui produit l'affreuse monotonie du bien-être, donne une vie sans opposition, dénuée de spontanéité et qui, pour tout dire, vous machinise. » (*Le Lys dans la vallée.*)

*Machiniser, mécaniser...* Nous avons déjà trouvé ce mot sous la plume de Balzac, à propos de l'Angleterre : elle tend à *mécaniser* les autres nations ; elle fait pénétrer jusqu'aux Indes et jusqu'à Canton « son amour effréné du luxe ». (*Modeste Mignon.*) Le *comfort* anglais est le signe de l'influence anglaise étendue à l'univers entier.

Le mouvement romantique contribue directement à cette domination : Byron est le prophète de ces temps nouveaux, où l'homme, las des conventions du monde et cherchant en vain son indépendance, mêle à tous ses actes le tourment de ses désirs et de ses regrets, et regardant la nature n'y trouve qu'un triste reflet de sa personnalité. Le spleen anglais est au fond du mal dont souffrent les enfants du siècle.

HENRI BACHELIN et RENÉ DUMESNIL

*(A suivre.)*

# CÉSAR ET CLÉOPÂTRE[1]

## ACTE II

*Alexandrie. Une salle au premier étage du Palais. Cette salle se termine par une loggia, à laquelle on accède par deux marches. A travers les arcades de la loggia, la Méditerranée scintille dans le soleil matinal. Les murs sont élevés, propres. Dessus eux est peint un cortège de la théocratie égyptienne. Représenté de profil, sans perspective, c'est une simple décoration plate. L'absence de miroirs, de perspectives fausses, de tapisseries lourdes, d'étoffes étouffantes, fait de ce lieu, un lieu sain, simple, frais et beau. Un riche industriel de notre époque le qualifierait de pauvre, de nu, de ridicule et de sans confort, car la civilisation capitaliste du* XIXe *siècle est, par rapport à la civilisation égyptienne, comme la civilisation de la verroterie et du tatouage est par rapport à la civilisation du* XIXe *siècle.*

*Le jeune roi Ptolémée Dyonisus (âgé de dix ans) est au haut des marches. Il vient de rentrer de la loggia avec son tuteur Pothinus à qui il donne la main. La cour est assemblée pour le recevoir. Elle se compose d'hommes et de femmes; parmi elles certaines sont des fonctionnaires. Couleurs et races sont diverses. La plupart sont des Égyptiens; quelques-uns de la Basse Égypte, au teint comparativement clair; d'autres de la Haute Égypte, beaucoup plus foncés. Et, parmi eux, quelques Grecs et Juifs.*

*Dans un groupe, à droite de Ptolémée, se remarque Théodotus, son précepteur. A gauche, un autre groupe, avec Achillas, le Général qui commande son armée. Théodotus est un petit vieillard, dont les traits sont aussi ratatinés et desséchés que ses membres. Par exception, son front n'est point ratatiné; haut et droit, il occupe plus d'espace que tou le reste de sa figure. Il a le même air de perspicacité et de profondeur*

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er février.

*qu'une pie, qui, avec la vigilance sarcastique d'un philosophe assistant aux exercices de ses disciples, écoute ce que les autres disent. Achillas, lui, est un grand bellâtre de trente-cinq ans, avec une belle barbe noire, bouclée comme la fourrure d'un caniche. Son aspect ne révèle pas de l'intelligence, mais de la distinction et de la dignité. Pothinus, un eunuque de cinquante ans, est vigoureux, énergique, passionné. Il a l'esprit vif, mais son caractère et sa pensée sont vulgaires. Il est impatient et incapable de se dominer. Il a de beaux cheveux, fauves comme la crinière du lion. Ptolémée, le roi, paraît bien plus vieux qu'un garcon de dix ans de notre Occident. Il a cependant l'air enfant, mélange d'impuissance et de pétulance, que donne, à toutes les époques et à tous les princes élevés à la Cour, l'habitude d'être menés en lisière, d'être lavés, peignés, et habillés à l'excès, par des mains autres que les leurs.*

*Tous accueillent le Roi avec des révérences. Il descend les marches pour se diriger vers une chaise d'apparat qui est un peu à sa droite, le seul siège de la salle. Il se place devant celui-ci, et, nerveusement, d'un air interrogateur, il tourne son regard vers Pothinus, qui s'est placé à sa gauche.*

POTHINUS. — Le Roi d'Égypte a une déclaration à faire.

THÉODOTUS, *d'une voix criarde, qu'il rend imposante par sa propre suffisance.* — Silence pour la déclaration du Roi!

PTOLÉMÉE, *sans aucune inflexion de voix, répétant, de toute évidence une leçon apprise.* — Vous tous qui écoutez, prenez avis de ceci. Je suis le fils aîné d'Aulétès, le joueur de flûte, qui fut votre Roi. Ma sœur Bérénice le chassa de son trône, pour régner à sa place, mais... mais...

*(Il hésite.)*

POTHINUS, *soufflant.* — ... Mais les Dieux ne voulurent pas souffrir...

PTOLÉMÉE. — ... Oui ... les Dieux ne voulurent pas souffrir... pas souffrir... *(Il s'arrête; puis abattu.)* J'ai oublié ce que les Dieux ne voulurent pas souffrir.

THÉODOTUS. — Que Pothinus, le tuteur du Roi, parle pour le Roi!

POTHINUS, *contenant à grand'peine son impatience.* — Le Roi désirait dire que les Dieux ne voulurent pas souffrir que l'impiété de sa sœur restât impunie.

PTOLÉMÉE *vivement.* — Ah! oui, je me rappelle le reste. *(Il reprend de son ton monotone.)* En conséquence, les Dieux envoyèrent un étranger, un certain Marc Antoine, un capitaine de cavalerie romaine, qui vint à travers les sables du désert rétablir mon père sur son trône. Et mon père prit Bérénice, ma sœur, et lui trancha la tête. Maintenant, mon père est mort, et moi je suis roi, mais une autre de ses filles, ma sœur Cléôpâtre, a voulu m'enlever la royauté et régner à ma place. Mais les Dieux ne voulurent pas souffrir...

*(Pothinus tousse en signe d'avertissement.)*

... Les Dieux ... Les Dieux ne voulurent pas souffrir...

POTHINUS, *soufflant.* — Ne veulent pas maintenir...

PTOLÉMÉE. — Ah! oui... ne veulent pas maintenir semblable iniquité, et ils veulent livrer sa tête à la hache, tout comme il fut fait pour celle de sa sœur. Mais grâce à la sorcière Ftatatita, elle a jeté un sort sur le Romain Jules César, afin qu'il soutienne sa prétention, non fondée, de gouverner l'Égypte. Vous tous qui écoutez, sachez donc que je ne souffrirai... que je ne souffrirai pas... *(Avec dépit.)* Qu'est-ce que je ne souffrirai pas?

POTHINUS, *ne peut résister à son impatience et éclate soudain de toute la force et de toute l'emphase de la passion politique.* — Le Roi ne souffrira pas qu'un étranger lui enlève le trône de notre Égypte... *(Cri d'approbation.)* Achillas, dites au Roi combien le Romain a de soldats et de cavaliers!

THÉODOTUS. — Parlez, Général du Roi!

ACHILLAS. — Deux légions romaines seulement, ô Roi. Trois mille fantassins et à peine un millier de cavaliers.

*(La Cour éclate en un rire de dérision, et tout le monde causant, on entend un bruyant bavardage pendant lequel un officier romain, Rufio, apparaît dans la loggia. Il est d'âge mûr, gros, grand, très brusque, prompt et rude. Il a la barbe noire, de petits yeux clairs, un nez et des joues replets, qui, comme tout le reste de sa chair, ont la dureté du fer.)*

RUFIO *du haut des marches.* — Holà! Ho! Paix là!... *(Le rire et le bavardage cessent brusquement.)* César approche.

THÉODOTUS, *avec beaucoup de présence d'esprit.* — Le Roi permet que le commandant romain entre.

*(César entre par la loggia. Il est simplement vêtu, mais il porte une couronne de chêne pour cacher sa calvitie. Il est accompagné d'un indigène des îles Britanniques, Britannus, homme de quarante ans environ, grand, solennel, et déjà légèrement chauve. Il a une forte moustache tombante, de couleur noisette, habilement arrangée pour que les bouts viennent se perdre dans une paire de favoris bien peignés. Son vêtement, très soigné, est bleu. Il tient un portefeuille, et à sa ceinture sont accrochées une corne pour l'encre et une plume de roseau. Son air sévère et son sens de l'importance de l'affaire en question, contrastent fortement avec l'expression d'intérêt bienveillant que présente César. Celui-ci, considère cette scène, nouvelle pour lui avec la franche curiosité d'un enfant. Il s'avance ensuite vers la chaise du Roi, tandis que Britannus et Rufio se postent près des marches, de l'autre côté.)*

CÉSAR, *regardant Pothinus et Ptolémée.* — Lequel est le Roi? l'homme ou l'enfant?

POTHINUS. — Je suis Pothinus, le tuteur du Roi, mon Seigneur.

CÉSAR, *tapotant Ptolémée sur l'épaule, avec bienveillance.* — Alors, c'est vous le Roi... Triste besogne à votre âge, hein? *(A Pothinus.)* Votre serviteur, Pothinus. *(Il se détourne avec indifférence et lentement s'avance, en suivant le milieu de la salle, entre une haie de courtisans qu'il*

*regarde, à droite et à gauche, jusqu'à ce qu'il arrive à Achillas.)* Et ce monsieur, c'est?...

THÉODOTUS. — Achillas, le Général du Roi.

CÉSAR, *à Achillas, très amicalement.* — Un Général! Un confrère, alors? Car moi aussi, je suis général. Mais j'ai commencé trop vieux, trop vieux... Bonne santé et nombreuses victoires, Achillas!

ACHILLAS. — Ce sera selon la volonté des Dieux, César.

CÉSAR, *se tournant vers Théodotus.* — Et vous, monsieur, vous êtes?...

THÉODOTUS. — Théodotus, le précepteur du Roi.

CÉSAR. — Ah! Vous enseignez aux hommes à être des Rois, Théodotus! Très bien, cela, très bien. *(Considérant les Dieux sur les murs, tandis qu'il se détourne de Théodotus pour revenir à Pothinus.)* Et cette salle?

POTHINUS. — C'est la chambre du Conseil des Chanceliers du Trésor du Roi.

CÉSAR. — Ah! à propos, cela me rappelle. J'ai besoin d'argent.

POTHINUS. — Le trésor du Roi est pauvre, César.

CÉSAR. — Oui, je remarque même qu'il ne compte plus qu'une seule chaise.

RUFIO, *appelant d'un ton rude.* — Holà! Apportez une chaise pour César!

PTOLÉMÉE, *se levant timidement pour offrir sa chaise.* — César...

CÉSAR, *avec bienveillance.* — Non, non, non, mon enfant. C'est votre chaise royale... Asseyez-vous.

*(Il fait asseoir Ptolémée. Pendant ce temps, Rufio, en regardant autour de lui, aperçoit, dans le coin le plus rapproché, une image du Dieu Ra. Il est représenté assis, un homme à la tête d'épervier. Devant l'image, un trépied de bronze, à peu près de la grandeur d'un tabouret à trois pieds, porte un bâton d'encens allumé. Rufio, l'esprit plein de ressources, et avec l'indifférence du Romain pour les superstitions étrangères, saisit promptement le trépied. Il le secoue pour en faire tomber l'encens, en souffle les cendres et le plante derrière César, presque au milieu de la salle.)*

RUFIO. — Asseyez-vous là-dessus, César.

LES COURTISANS, *un frisson rapide passe sur eux, puis ils susurrent.* — Sacrilège!

CÉSAR, *s'asseyant.* — Maintenant, Pothinus, aux affaires. J'ai un immense besoin d'argent.

BRITANNUS, *désapprouvant cette façon de s'exprimer.* — Mon maître devrait dire qu'il existe une dette de l'Égypte, qui est due légitimement à Rome, car elle a été contractée envers le Triumvirat par feu le père du Roi, et qu'il est du devoir de César, vis-à-vis de son pays, de demander un paiement immédiat.

CÉSAR, *aimablement.* — Ah! J'oubliais... Je n'ai pas dit qui étaient mes compagnons. Pothinus, voici mon secrétaire, Britannus. C'est un insulaire du bout occidental du monde, à un jour de voyage de la

Gaule. *(Britannus salue avec raideur.)* Ce monsieur, c'est Rufio, mon compagnon d'armes... *(Rufio fait un signe de tête.)* Pothinus, j'ai besoin de seize cents talents.

*(Terrifiés, les courtisans font entendre un fort murmure, et, silencieusement, Théodotus et Achillas en appellent l'un à l'autre contre une si monstrueuse demande.)*

POTHINUS, *atterré.* — Quarante millions de sesterces!... Impossible. Le trésor du Roi ne contient même pas autant d'argent.

CÉSAR, *d'un ton encourageant.* — Voyons, Pothinus, seulement seize cents talents!... Pourquoi compter cela en sesterces? Un sesterce ne vaut qu'une livre de pain.

POTHINUS. — Et un talent vaut un cheval de course... Non, vraiment, c'est impossible... Nous avons eu ici à lutter, car la sœur du Roi, Cléopâtre, réclame le trône sans fondement aucun. Depuis une année entière, les impôts du roi n'ont pas été perçus.

CÉSAR. — Si, si, Pothinus, ils ont été perçus... Toute la matinée, mes officiers les ont perçus.

*(De nouveau, parmi les courtisans, murmure et sensation, mais avec quelques rires étouffés.)*

RUFIO, *avec rudesse.* — Il faut payer, Pothinus. Pourquoi gaspiller les paroles? Vous vous en tirez à assez bon compte, allez!

POTHINUS, *avec amertume.* — Est-il possible que César, le conquérant du monde, ait le temps de s'occuper de bagatelles, comme nos impôts?

CÉSAR. — Mon ami, sachez que les impôts sont la principale affaire des conquérants du monde.

POTHINUS. — Alors, César, écoutez!... Ce jour même, devant les yeux de tout le peuple, on enverra à la monnaie, pour la fonte, tous les trésors des temples et tout l'or du trésor du Roi, de façon à payer notre rançon. Le peuple nous verra assis sous des murs nus, boire dans des gobelets de bois... Et sa colère retombera sur votre tête, César, si vous nous obligez à ce sacrilège.

CÉSAR. — Ne craignez rien, Pothinus, ne craignez rien. Le peuple sait que le bon vin reste bon dans des gobelets de bois... Et en récompense de votre libéralité, si cela vous fait plaisir, j'arrangerai pour vous cette dispute, au sujet du trône. Qu'en dites-vous?

POTHINUS. — Et si je dis non, cela vous arrêtera-t-il?

RUFIO, *d'un ton de défi.* — Non.

CÉSAR. — Vous dites, Pothinus, que la chose a été disputée pendant une année entière. Puis-je lui accorder dix minutes?

POTHINUS. — Sans doute, vous ferez comme il vous plaira.

CÉSAR. — Bien. Mais d'abord, qu'on fasse venir Cléopâtre.

THÉODOTUS. — Elle n'est pas à Alexandrie. Elle a fui en Syrie.

CÉSAR. — Je ne crois pas. *(A Rufio.)* Appelle Totatita.

RUFIO, *appelant.* — Holà! Ho! Titatota!

*(Ftatatita entre dans la loggia et s'arrête avec arrogance au sommet des marches.)*

FTATATITA. — Qui prononce le nom de Ftatatita, la première Femme de la Reine?

CÉSAR. — Personne, Tota, car en dehors de vous, personne ne peut le prononcer... Où est votre maîtresse? *(Cléopâtre qui se cache derrière Ftatatita, hasarde en riant, un coup d'œil. César se lève.)* La Reine veut-elle, pendant un moment, nous accorder la faveur de sa présence?

CLÉOPÂTRE, *pousse Ftatatita de côté et se dresse avec hauteur sur le bord des marches.* — Faut-il me conduire en reine?

CÉSAR. — Oui.

*(Immédiatement, Cléopâtre se dirige vers la chaise royale, saisit Ptolémée, le retire de dessus la chaise et prend sa place. Ftatatita s'assied sur la marche de la loggia et reste là à considérer cette scène, le regard fixe, tendue comme une sibylle.)*

PTOLÉMÉE, *mortifié, luttant avec ses larmes.* — César, voilà comment elle me traite toujours. Si je suis Roi, pourquoi lui permet-on de m'enlever tout?

CLÉOPÂTRE. — Tu ne vas pas être Roi, petit pleurnicheur. Tu vas être mangé par les Romains.

CÉSAR, *touché par la détresse de Ptolémée.* — Viens ici, mon enfant, et tiens-toi près de moi.

*(Ptolémée va rejoindre César qui reprend sa place sur le trépied et s'empare de la main du garçonnet pour l'encourager. Cléopâtre, furieusement jalouse, se lève et les regarde avec des yeux féroces.)*

CLÉOPÂTRE, *les joues enflammées.* — Tiens, prends ton trône! Je n'en veux pas! *(Elle s'élance de sa chaise et s'approche de Ptolémée qui recule devant elle.)* Va immédiatement t'asseoir à ta place.

CÉSAR. — Va, Ptolémée. Il faut toujours prendre un trône quand on vous l'offre.

RUFIO. — J'espère, César, que, quand nous retournerons à Rome, vous aurez le bon sens de suivre ce conseil, le vôtre propre.

*(Lentement, Ptolémée retourne à son trône, en ayant soin de maintenir un espace respectable entre Cléopâtre et lui, par peur évidente des mains de sa sœur. Celle-ci prend la place de Ptolémée, à côté de César.)*

CÉSAR. — Pothinus...

CLÉOPÂTRE, *l'interrompant.* — Est-ce que vous n'allez pas me parler, à moi?

CÉSAR. — Taisez-vous. Si vous ouvrez encore la bouche avant que je vous en donne la permission, vous serez mangée.

CLÉOPÂTRE. — Je n'ai pas peur... Une reine ne doit pas avoir peur... Mangez mon mari qui est là, si vous voulez : c'est lui qui a peur.

CÉSAR, *tressaillant.* — Votre mari!... Que voulez-vous dire?

CLÉOPÂTRE, *indiquant Ptolémée du doigt.* — Ce petit-là.

*(Les deux Romains et l'insulaire britannique se regardent, plongés dans la plus profonde stupéfaction.)*

THÉODOTUS. — Vous êtes étranger, César, et par suite vous n'êtes pas familiarisé avec nos lois. Les rois et les reines, en Égypte, ne peuvent se marier qu'avec leur propre sang royal. Ptolémée et Cléopâtre sont nés roi et épouse, tout comme ils sont nés frère et sœur.

BRITANNUS, *offusqué.* — César! Ce n'est pas convenable, ça!

THÉODOTUS, *offensé.* — Comment?

CÉSAR, *recouvrant sa présence d'esprit.* — Excusez-le, Théodotus, c'est un barbare; et il se figure que les coutumes de sa tribu et de son île sont les lois de la nature.

BRITANNUS. — Au contraire, les barbares, ce sont les Égyptiens; et vous avez tort de les encourager. Je prétends que c'est scandaleux, absolument scandaleux.

CÉSAR. — Scandaleux ou non, mon ami, cela ouvre la porte à la paix... *(Gravement, s'adressant à Pothinus.)* Pothinus, écoutez ce que je propose.

RUFIO. — Écoutez César! Écoutez!

CÉSAR. — Ptolémée et Cléopâtre régneront conjointement sur l'Égypte.

ACHILLAS. — En ce cas, que deviendront le jeune frère du Roi et la jeune sœur de Cléopâtre?

RUFIO, *expliquant.* — Il y a, paraît-il, un autre petit Ptolémée, César.

CÉSAR. — Eh bien, l'autre petit Ptolémée épousera l'autre petite Cléopâtre, et à tous deux, nous leur ferons cadeau de Chypre, voilà tout.

POTHINUS, *avec impatience.* — Chypre n'est d'aucune utilité pour personne.

CÉSAR, *toujours avec placidité.* — N'importe elle vous apportera la paix aussi.

BRITANNUS, *devançant inconsciemment le mot de Lord Beaconsfield après le traité de Berlin.* — La paix avec l'honneur, Pothinus.

POTHINUS, *d'un ton de révolte.* — Voyons, César, soyez honnête! L'argent que vous réclamez est le prix de notre liberté. Prenez-le et laissez-nous arranger nos affaires entre nous.

LES COURTISANS LES PLUS HARDIS, *encouragés par le ton de Pothinus et le calme de César.* — Oui, oui, l'Égypte aux Égyptiens! L'Égypte aux Égyptiens!

*(Maintenant la conférence se change en altercation, les Égyptiens s'échauffant de plus en plus. César reste impassible, mais Rufio se fait plus féroce et plus obstiné, et Britannus plus hautain et plus indigné.)*

RUFIO, *avec mépris.* — L'Égypte aux Égyptiens! Mais vous oubliez qu'il y a ici une armée romaine d'occupation qu'Aulus Gabinius a laissée quand il vous a donné votre roi comme joujou!

ACHILLAS, *s'affirmant soudain.* — Oui, et maintenant, elle est sous mon commandement, cette armée. Ici, César, c'est moi le Général romain!

CÉSAR, *amusé par le comique de la situation.* — Et le général égyptien aussi, hein?

POTHINUS, *d'un ton triomphant.* — C'est cela même, César!

CÉSAR, *à Achillas.* — Et ainsi, vous pouvez faire la guerre aux Égyptiens au nom de Rome, et aux Romains — à moi, si c'est nécessaire — au nom de l'Égypte?

ACHILLAS. — C'est cela même, César!

CÉSAR. — Et en ce moment, de quel côté êtes-vous, s'il m'est permis de vous le demander, Général?

ACHILLAS. — Du côté du droit et des Dieux.

CÉSAR. — Hem!... Combien d'hommes avez-vous?

ACHILLAS. — On le verra quand je serai en campagne.

RUFIO, *avec férocité.* — Vos hommes sont-ils des Romains? Sinon, peu importe leur nombre, pourvu que vous ne soyez pas plus de cinquante contre un.

POTHINUS. — Allez, Rufio, inutile d'essayer de bluffer. César a été battu et il peut l'être encore. Il y a quelques semaines, César fuyait devant Pompée pour sauver sa vie; dans quelques mois, il se peut qu'il fuie devant Cato et Juba de Numidie, le roi africain.

ACHILLAS, *poursuivant sur un ton menaçant.* — Que pouvez-vous faire avec quatre mille hommes?

THÉODOTUS, *poursuivant avec un grincement enroué.* — Et sans argent?... Allez-vous-en! Allez-vous-en!

TOUS LES COURTISANS, *s'avançant en masse vers César, en criant sur un ton violent.* — Allez-vous-en! L'Égypte aux Égyptiens!... Allez-vous-en!... Laissez-nous!

*(Rufio mord sa barbe, trop furieux pour parler. César demeure assis, aussi à l'aise que si, étant à déjeuner, le chat réclamait avec bruit une part de la crème.)*

CLÉOPÂTRE. — Pourquoi les laissez-vous vous parler comme cela, César? Est-ce que vous avez peur?

CÉSAR. — Mais, ma chère, ce qu'ils disent est la pure vérité.

CLÉOPÂTRE. — Mais si vous vous en allez, je ne serai pas Reine.

CÉSAR. — Je ne m'en irai pas tant que vous ne serez pas Reine.

POTHINUS. — Achillas, si vous n'êtes pas un imbécile, vous vous emparerez de cette jeune fille, pendant que vous l'avez là sous la main.

RUFIO, *leur tenant tête.* — Pourquoi pas aussi de César, Achillas?

POTHINUS, *retournant le défi avec intérêt.* — Très juste, Rufio, pourquoi pas?

RUFIO. — Essayez, Achillas, essayez donc!... *(Appelant.)* Holà! Ho! La garde!

*(Aussitôt, la loggia s'emplit des soldats de César. Sabre en main, ceux-ci s'arrêtent au haut des marches, attendant que leur centurion, sa baguette à la main, leur donne l'ordre de charger. Un moment, les Égyptiens leur tiennent fièrement tête; mais bientôt, d'un air morose, tous regagnent leurs premières places.)*

BRITANNUS. — Vous êtes les prisonniers de César.

CÉSAR, *avec bienveillance.* — Non, non, non, non! Pas du tout. Messieurs, vous êtes les hôtes de César.

CLÉOPÂTRE. — Vous n'allez pas leur couper la tête?

CÉSAR. — Comment!... Couper la tête à votre frère?

CLÉOPÂTRE. — Et pourquoi pas?... Il couperait bien la mienne, s'il en avait le pouvoir. N'est-ce pas, Ptolémée?

PTOLÉMÉE, *pâle et obstiné.* — Bien sûr. Et je le ferai, va, quand je serai grand.

*(Cléopâtre est déchirée par la lutte qui se livre entre sa dignité de Reine, si nouvellement acquise, et son fort désir de lui tirer la langue. Elle ne prend pas part à la scène qui suit, mais la considère avec curiosité et étonnement, remuant comme une enfant agitée, et s'asseyant sur le trépied de César, quand celui-ci se lève.)*

POTHINUS. — César, si vous tentez de nous arrêter...

RUFIO. — Il y réussira, Égyptien, mettez-vous bien cela dans la tête. Nous occupons le palais, la côte et le port oriental. La route de Rome est libre, et si César le veut, vous la parcourrez.

CÉSAR, *avec courtoisie.* — Il le fallait, Pothinus. Je ne pouvais faire moins pour la retraite de mes soldats. Je suis responsable de la vie de chacun d'eux... Mais vous, vous êtes libres de partir. Et de même tous ceux qui sont ici et dans ce palais.

RUFIO, *ahuri de cette clémence.* — Comment!... Aussi les renégats?... Tous, enfin!

CÉSAR, *adoucissant l'expression.* — Oui, Rufio, aussi l'armée romaine d'occupation, tous enfin.

POTHINUS, *ahuri.* — Mais... comment... comment?...

CÉSAR. — Eh bien, mon ami, qu'y a-t-il?

POTHINUS. — Vous nous chassez de notre propre palais! Vous nous renvoyez à la rue! Et vous dites d'un air fier que nous sommes libres de nous en aller!... Mais c'est plutôt à vous de vous en aller.

CÉSAR. — Allons, Pothinus, vos amis sont dans les rues; vous y serez plus en sûreté, croyez-moi.

POTHINUS. — C'est une ruse!... Je suis le tuteur du roi : je refuse de bouger. Ici, je suis dans mon droit; je m'appuie sur mon droit. Où est-il donc, votre droit à vous?

CÉSAR. — Mon droit! Il est dans le fourreau de Rufio... Et si vous attendez trop longtemps, il se peut que je ne puisse l'empêcher d'en sortir. *(Sensation.)*

POTHINUS, *d'un ton amer.* — C'est là la justice, la justice romaine!

THÉODOTUS. — Mais non la gratitude romaine, j'espère.

CÉSAR. — La gratitude?... Mais, est-ce que j'ai une dette vis-à-vis de vous, messieurs, pour un service quelconque?

THÉODOTUS. — La vie de César a-t-elle donc si peu d'importance pour lui, qu'il oublie que nous la lui avons sauvée?

CÉSAR. — Ma vie!... C'est tout?

THÉODOTUS. — Votre vie!... Vos lauriers!... Votre avenir!

POTHINUS. — C'est vrai, cela... Sans nous, l'armée romaine d'occupation, conduite par le plus grand soldat du monde, aurait maintenant César à sa merci. Un témoin peut le prouver. Je vais l'appeler... *(Appelant à travers la loggia.)* Holà! Lucius Septimius! *(César tressaille, profondément remué.)* Si ma voix peut vous atteindre, venez témoigner devant César.

CÉSAR, *se reculant.* — Non, non.

THÉODOTUS. — Si, si! Que le tribun militaire apporte son témoignage.

*(Lucius Septimius entre par la loggia. C'est un athlète, bien soigné, tout rasé, d'environ quarante ans. Ses traits sont réguliers, sa bouche résolue, et son nez romain, beau et fin. Il est vêtu du costume des officiers romains et vient se poster en face de César, qui, un instant, se cache la figure avec sa tunique. Puis, s'étant maîtrisé, il la laisse retomber et regarde le tribun avec dignité, bien en face.)*

POTHINUS. — Apportez votre témoignage, Lucius Septimius... César est venu ici, à la poursuite de son ennemi... L'avons-nous abrité cet ennemi?

LUCIUS. — Quand le pied de Pompée a touché le sol égyptien, sa tête est tombée sous le coup de mon sabre.

THÉODOTUS, *avec un plaisir vipérin.* — Sous les yeux de sa femme et de son enfant! Rappelez-vous-le, César! Ils l'ont vu du bateau que Pompée venait de quitter... Et ainsi, nous vous avons donné une bonne et douce mesure de vengeance.

CÉSAR, *avec horreur.* — De vengeance!

POTHINUS. — Et tandis que votre galère entrait dans la rade, quel est le premier don que nous vous fîmes, César?... La tête de votre rival pour l'empire du monde, n'est-ce pas, Lucius Septimius?

LUCIUS. — Certes oui. Cette même main, qui tua Pompée, mit sa tête aux pieds de César.

CÉSAR. — Assassin! Vous auriez de même tué César, si Pompée avait été victorieux à Pharsale.

LUCIUS. — Vae Victis, César, Vae Victis!... Quand je servais Pompée, j'ai tué des hommes aussi bons que lui, et cela, uniquement parce qu'il les conquérait. Et son tour est venu, à lui aussi.

THÉODOTUS, *se faisant câlin.* — Mais César, cet acte ne fut pas vôtre, il fut nôtre. Que dis-je? Il fut mien, car il fut accompli sur mon conseil... Grâce à nous, vous gardez ainsi votre réputation de clémence et en même temps, vous avez votre vengeance.

CÉSAR. — La vengeance! La vengeance!... Oh! Si je pouvais m'abaisser à la vengeance, que n'exigerais-je pas de vous comme prix du sang de cet homme!... *(Effrayés et déconcertés, ses auditeurs font un mouvement en arrière.)* N'était-il pas mon gendre, mon ancien ami?... N'était-il pas depuis vingt ans le maître de Rome la grande?... Et depuis trente ans, le forceur de la victoire?... Comme Romain, est-

ce que je ne partageais pas sa gloire, moi?... Le destin qui nous força tous deux à combattre pour la suprématie du monde, a-t-il été voulu par nous? Suis-je Jules César, ou suis-je un loup, que vous me jetiez la tête grise du vieux soldat, du conquérant couvert de lauriers, du Grand Romain, traîtreusement frappé par ce brigand endurci, et qu'ensuite, vous réclamiez ma gratitude? *(A Lucius Septimius.)* Va-t'en, tu me remplis d'horreur!

LUCIUS, *froidement et nullement intimidé.* — Peuh! Voyons, César, avant cela, vous aviez déjà vu des têtes coupées, et des mains droites aussi... quelques milliers, hein! en Gaule, après votre victoire sur Vercingétorix. Et avec toute votre clémence, l'avez-vous épargné, celui là? Était-ce de la vengeance, ça?

CÉSAR. — Non, de par les Dieux!... Ah! comme j'aurais voulu que ce fût de la vengeance! La vengeance, au moins, est humaine... Non, non, vous dis-je, ces mains coupées, et l'étranglement lâche, dans un caveau, sous le Capitole, de ce brave Vercingétorix, c'était *(d'un ton frissonnant et satirique)* une sage rigueur, un moyen de protéger la République, un devoir d'homme d'État... folies et fictions, dix fois plus sanglantes qu'une vengeance honnête!... Quel fou j'étais alors! Et dire que les vies humaines sont à la merci de fous pareils! *(Avec humilité.)* Lucius Septimius, pardonnez-moi... De quel droit, en effet, l'assassin de Vercingétorix blâmerait-il l'assassin de Pompée?... Vous êtes libre de vous en aller comme les autres. Mais restez, si vous voulez. Je trouverai une place pour vous à mon service.

LUCIUS. — Les chances sont contre vous, César. Je m'en vais.

*(Il se retourne pour sortir par la loggia.)*

RUFIO, *plein de colère de voir sa proie lui échapper.* — Autrement dit, vous êtes un républicain.

LUCIUS, *déjà sur les marches de la loggia, se retourne d'un air de défi.* — Et vous! Qu'êtes-vous donc?

RUFIO. — Un Césarien, comme tous les soldats de César.

CÉSAR, *avec courtoisie.* — Croyez-moi, Lucius, César n'est pas un Césarien. Si Rome était vraiment une République, César serait le premier des républicains... Mais vous avez fait votre choix. Adieu!

LUCIUS. — Adieu. Venez, Achillas, tandis qu'il en est temps encore.

*(César, voyant que la colère de Rufio menace de le dominer, lui pose la main sur l'épaule et l'entraîne plus loin, pour le préserver du mal. Ils sont accompagnés de Britannus, posté à la droite de César. Ce mouvement les amène tous trois en un petit groupe, à la place qu'occupe Achillas, qui s'éloigne, l'air hautain, et va rejoindre Théodotus, de l'autre côté.*

*Lucius Septimius traverse la troupe de soldats massés dans la loggia et sort. Pothinus, Théodotus, Achillas et les courtisans le suivent. Ceux-ci regardent d'un air plein de défiance les soldats dont la masse, en se refermant derrière eux, les fait avancer sans grande cérémonie. Le Roi est abandonné sur son trône. Il a l'as*

*pect piteux, entêté, avec des contractions nerveuses du visage et des doigts. Tandis que s'exécutent ces divers mouvements, Rufio ne cesse de grommeler énergiquement.)*

RUFIO, *pendant que Lucius s'en va.* — Croyez-vous qu'il nous tiendrait pour quittes, s'il avait nos têtes entre ses mains?

CÉSAR. — Je n'ai aucun droit de croire que ses procédés seraient plus bas que les miens.

RUFIO. — Oh! Allons donc!

CÉSAR. — Voyons, Rufio, si je prenais Lucius Septimius comme modèle, et si je devenais exactement comme lui, en cessant d'être comme je suis, moi César, est-ce que vous me serviriez encore, dites?

BRITANNUS. — Mais tout cela César, ça n'a pas de sens commun... Votre devoir envers Rome exige que vous empêchiez ses ennemis de lui faire davantage de mal.

*(César qui éprouve un plaisir sans bornes à entendre la morale très pratique de son secrétaire Britannus, sourit avec indulgence.)*

RUFIO. — A quoi bon lui parler, Britannus. Gardez votre souffle pour refroidir votre bouillie d'avoine, au moins cela sera utile... Mais notez bien ceci, César. La clémence, c'est une très belle chose pour vous, mais pour vos hommes, qui demain auront à combattre les hommes qu'aujourd'hui vous avez épargnés, qu'est-ce que c'est, dites? Vous pouvez donner les ordres qu'il vous plaît, mais je vous préviens que, grâce à votre clémence, votre prochaine victoire sera un massacre. Quant à moi, je ne ferai certainement aucun prisonnier. Je tuerai mes ennemis sur le champ de bataille même, et après, vous pourrez prêcher la clémence autant qu'il vous plaira, je serai au moins sûr de n'avoir plus à les combattre. Et maintenant, Général, avec votre permission, je vais veiller à ce que ces gens sortent du palais. *(Il se détourne pour s'en aller.)*

CÉSAR, *en se retournant aussi, aperçoit Ptolémée.* — Ah!... Comment!... Ils ont abandonné cet enfant!... C'est honteux, honteux!

RUFIO, *prenant Ptolémée par la main et le faisant se lever.* — Venez, Majesté, venez!

PTOLÉMÉE, *à César, en retirant sa main de celle de Rufio.* — Est-ce qu'il me chasse de mon palais?

RUFIO, *sarcastique.* — Votre Majesté est la bienvenue à y rester, si tel est Son désir.

CÉSAR, *avec bonté.* — Va, mon enfant, va. Je ne te ferai aucun mal, mais tu seras plus en sûreté hors d'ici, parmi tes amis. Ici, vois-tu, tu es dans la gueule du lion.

PTOLÉMÉE, *se retournant pour s'en aller.* — Ce n'est pas du lion que j'ai peur, c'est du chacal.

*(Et en ce disant, il regarde Rufio, puis sort par la loggia.)*

CÉSAR, *riant en signe d'approbation.* — Brave enfant!

CLÉOPÂTRE, *jalouse de l'approbation de César, crie derrière Ptolémée.* — Petit sot! Petit sot! Tu te figures avoir été bien malin!

CÉSAR. — Britannus, accompagne le Roi, et remets-le aux mains de maître Pothinus.

*(Britannus sort à la suite de Ptolémée.)*

RUFIO, *désignant du doigt Cléopâtre.* — Et cette marchandise-là? Qu'est-ce qu'on va en faire?... Mais vous le savez mieux que moi, je pense, hein?

*(Il sort par la loggia.)*

CLÉOPÂTRE, *rougissant soudain, en regardant César.* — Vous voulez que je m'en aille aussi avec les autres.

CÉSAR, *un peu préoccupé, va, avec un soupir, à la chaise de Ptolémée; elle, pendant ce temps, les joues rouges, les poings serrés, attend sa réponse.* — Vous êtes libre de faire ce qu'il vous plaît.

CLÉOPÂTRE. — Alors, que je reste ou que je m'en aille, peu importe!

CÉSAR, *souriant.* — Naturellement j'aimerais mieux que vous restiez.

CLÉOPÂTRE. — Beaucoup, beaucoup mieux?

CÉSAR, *acquiesçant de la tête.* — Beaucoup, beaucoup mieux.

CLÉOPÂTRE. — Alors, je consens à rester, puisque vous me le demandez. Mais, notez-le, je ne le désire pas.

CÉSAR. — C'est entendu. *(Il appelle.)* Totatita!

*(Ftatatita, toujours assise, tourne les yeux vers lui, avec une expression sinistre, mais elle ne bouge pas.)*

CLÉOPÂTRE, *dans une explosion de rire.* — Son nom n'est pas Totatita, mais Ftatatita! *(Elle appelle.)* Ftatatita! *(Instantanément, Ftatatita se lève et s'approche de Cléopâtre.)*

CÉSAR, *écorchant à nouveau ce nom.* — Tfatatita pardonnera ce *lapsus linguæ* à un Romain... Tota, la Reine tiendra sa Cour ici, à Alexandrie. Trouvez-lui des femmes pour la servir, et faites le nécessaire.

FTATATITA. — Alors, je suis la maîtresse de la maison de la Reine?

CLÉOPÂTRE, *vivement.* — Non, non... C'est moi la maîtresse de la maison de la Reine!... Allez! Et faites ce qu'on vous dit, sinon, cet après-midi même, je vous ferai jeter dans le Nil, pour empoisonner les pauvres crocodiles.

CÉSAR, *scandalisé.* — Oh! Non, non, non!

CLÉOPÂTRE. — Si, si, si!... Comme vous êtes sentimental, César! Heureusement, vous êtes intelligent, et, si vous faites ce que je vous dis, vous apprendrez vite à gouverner.

*(César demeure tout à fait confondu de cette impertinence; il tourne sa chaise du côté de Cléopâtre et la regarde avec de grands yeux. Ftatatita, tout en souriant d'un air féroce, ce qui lui fait montrer deux rangées de dents splendides, sort. Tous deux restent seuls.)*

CÉSAR. — Je crois, Cléopâtre, que, tout bien considéré, il faut que je vous mange.

CLÉOPÂTRE, *s'agenouillant à côté de lui, le regarde avec un vif intérêt, moitié réel, moitié feint, pour montrer combien elle est intelligente.* —

A présent, vous ne devez plus me parler comme si j'étais une enfant.

CÉSAR. — Vous avez grandi depuis que, l'autre soir, le Sphinx nous a présentés l'un à l'autre, et déjà, vous croyez en savoir plus que je n'en sais moi-même.

CLÉOPÂTRE, *plus humble, et anxieuse de se justifier.* — Non, non. Ce serait trop sot. Naturellement, je le sais. Mais... *(Avec soudaineté.)* Est-ce que vous êtes fâché contre moi?

CÉSAR. — Non.

CLÉOPÂTRE, *ne le croyant qu'à moitié.* — Alors, pourquoi êtes-vous si pensif?

CÉSAR, *se levant.* — J'ai à travailler, Cléopâtre.

CLÉOPÂTRE, *se reculant en arrière.* — Travailler! *(Offensée.)* C'est une excuse pour me quitter, ça. Vous en avez assez de parler avec moi.

CÉSAR, *se rasseyant pour l'apaiser.* — Allons... Encore une minute... Mais tout de même... le travail!

CLÉOPÂTRE. — Le travail!... Quelle bêtise! Vous devez vous rappeler que vous êtes Roi maintenant... C'est moi qui vous ai fait Roi, et les rois ne travaillent pas.

CÉSAR. — Ha! ha!... Et qui vous a dit cela, jeune chatte?

CLÉOPÂTRE. — Mon père était Roi d'Égypte et il ne travailait jamais. C'était un grand Roi; et il a coupé la tête à ma sœur parce qu'elle s'était révoltée contre lui et lui avait enlevé son trône.

CÉSAR. — Très bien. Mais comment a-t-il repris son trône?

CLÉOPÂTRE, *avec vivacité.* — Je vais vous le dire. Un beau jeune homme, aux bras ronds et forts, est venu de l'autre côté du désert. Il avait avec lui beaucoup de cavaliers, et il a tué le mari de ma sœur et rendu le trône à mon père... *(Pensivement.)* Je n'avais alors que douze ans... Oh! Comme je voudrais qu'il revienne, maintenant que je suis Reine, j'en ferais mon mari.

CÉSAR. — On pourrait peut-être arranger cela, car c'est moi qui ai envoyé ce beau jeune homme pour secourir votre père.

CLÉOPÂTRE, *transportée.* — Alors, vous le connaissez!

CÉSAR, *acquiesçant de la tête.* — Si je le connais!

CLÉOPÂTRE. — Est-ce qu'il n'est pas venu avec vous? *(César secoue la tête en signe de dénégation; Cléopâtre est cruellement désappointée.)* Oh! Ce que j'aurais voulu qu'il vînt!... Ce que j'aurais voulu qu'il vînt!... Que je voudrais être un peu plus âgée, pour qu'il ne me traite pas comme une simple petite chatte, comme vous le faites! Mais peut-être le faites-vous parce que vous êtes vieux, vous... Il est bien plus jeune que vous, n'est-ce pas?

CÉSAR, *comme s'il avalait une pilule.* — Oui, un peu plus jeune.

CLÉOPÂTRE. — Croyez-vous qu'il voudrait être mon mari, si je le lui demandais?

CÉSAR. — Probablement, très probablement.

CLÉOPÂTRE. — Mais c'est que je ne voudrais pas le lui demander... Ne pourriez-vous pas lui persuader qu'il doit me le demander lui-même, sans qu'il sache que c'est moi qui le désire, bien entendu?

CÉSAR, *touché de son innocente ignorance du caractère de ce beau jeune homme.* — Ma pauvre enfant!

CLÉOPÂTRE. — Pourquoi dites-vous cela comme si vous étiez peiné pour moi?... Est-ce qu'il en aime une autre?

CÉSAR. — J'en ai peur.

CLÉOPÂTRE, *des larmes dans la voix.* — Alors, je ne serai pas son premier amour.

CÉSAR. — Non, pas tout à fait le premier. Les femmes l'admirent beaucoup.

CLÉOPÂTRE. — J'aurais voulu être la première... Mais cela ne fait rien; s'il m'aime, je lui ferai tuer toutes les autres... Dites-moi, est-ce qu'il est toujours aussi beau? Ses bras forts et ronds brillent-ils au soleil comme du marbre?

CÉSAR. — Il est en excellent état de santé... étant donné tout ce qu'il mange et boit.

CLÉOPÂTRE. — Ho! Il ne faut pas que vous disiez rien sur lui de terre à terre, de vulgaire! Je l'aime, vous dis-je! C'est un Dieu.

CÉSAR. — Non... simplement un grand capitaine de cavalerie, le plus rapide de tous les Romains.

CLÉOPÂTRE. — Quel est son vrai nom?

CÉSAR, *intrigué car il ne comprend pas.* — Son vrai nom?

CLÉOPÂTRE. — Oui, oui. Moi, je l'appelle toujours Horus, parce que Horus est le plus beau de nos dieux... Mais son vrai nom, je ne le connais pas, et je veux le connaître.

CÉSAR. — Son nom est Marc Antoine.

CLÉOPÂTRE, *sur un ton modulé.* — Marc Antoine, Marc Antoine, Marc Antoine!... Quel beau nom! *(Elle jette ses bras autour du cou de César.)* Oh!... que je vous aime de l'avoir envoyé pour secourir mon père! Laimiez-vous beaucoup, mon père?

CÉSAR. — Non, mon enfant, non... Vous m'avez dit que votre père ne travaillait jamais; moi, par contre, je travaille toujours. Aussi, lorsqu'il perdit sa couronne, il dut me promettre 16 000 talents pour que je la lui remette sur la tête.

CLÉOPÂTRE. — Et est-ce qu'il vous a payé?

CÉSAR. — Pas entièrement.

CLÉOPÂTRE. — Il a eu bien raison; c'était trop cher, beaucoup trop cher. Le monde entier ne vaut pas seize mille talents!

CÉSAR. — C'est peut-être vrai, Cléopâtre, mais enfin, votre père avait estimé sa couronne à ce prix, qui ne lui coûtait pas beaucoup. Les Égyptiens qui travaillent ont payé cette somme, pour autant qu'il a pu leur en extorquer. Le reste est encore dû. Mais comme il est plus que probable que jamais je ne toucherai une obole de ce reste, il faut que je retourne à mon travail; aussi vous allez vous sauver et m'envoyer mon secrétaire.

CLÉOPÂTRE, *caressante.* — Non, non; je veux rester pour vous entendre parler de Marc Antoine.

CÉSAR. — Mais, si je ne me mets pas au travail, Pothinus et les

autres nous couperont le chemin du port; et alors la route de Rome nous sera fermée.

CLÉOPÂTRE. — Cela ne fait rien, rien du tout... Je ne veux pas que vous retourniez à Rome.

CÉSAR. — Mais vous voulez que Marc Antoine en vienne.

CLÉOPÂTRE, *sautant en l'air.* — Oh! oui, oui, oui!... J'oubliais!... allez vite travailler, César, et gardez le chemin de la mer ouvert pour mon Marc Antoine.

*(Elle s'en va en courant, par la loggia, en envoyant avec la main un baiser à Marc Antoine, par delà la mer.)*

CÉSAR, *va vivement du milieu de la salle aux marches de la loggia.* — Holà! Ho! Britannus! *(Il tressaille soudain en voyant un soldat romain blessé, qui arrive au haut des marches.)* Qu'y a-t-il?

LE SOLDAT, *indiquant sa tête bandée.* — Ça, et deux de mes copains démolis, sur la place du marché.

CÉSAR, *calme mais attentif.* — Ah!... Et pourquoi?

LE SOLDAT. — César, y vient d'arriver à Alexandrie une armée qui dit être l'armée romaine.

CÉSAR. — Oui, l'armée romaine d'occupation. Et après?

LE SOLDAT. — Elle est commandée, dit-on, par un qui a nom Achillas.

CÉSAR. — Bon, et après?

LE SOLDAT. — Quand l'armée est entrée, les citoyens se sont levés contre nous. J'étais avec deux copains sur la place du marché quand la nouvelle est arrivée. Ils nous tombèrent dessus que c'en était un vrai beurre. Mais tout de même, je me suis frayé un chemin à travers l'eux et me voilà!

CÉSAR. — Bien, très bien. Je suis content de vous voir en vie. *(Rufio, à ce moment, pénètre dans la loggia, et, passant derrière le soldat il va vivement regarder par une des arcades, sur le quai, au-dessous de lui.)* Dis donc, Rufio, nous sommes assiégés!

RUFIO. — Comment?... Déjà!

CÉSAR. — Oui. Mais maintenant ou demain, qu'importe! Puisque fatalement nous devons être assiégés. *(Britannus entre en courant.)*

BRITANNUS. — César...

CÉSAR, *le prévenant.* — Oui, oui, je sais. *(Rufio et Britannus descendent, chacun de leur côté, de la loggia dans la salle, tandis que César demeure un instant près des marches, pour dire au soldat)* Camarade, donnez l'ordre de se diriger vers le rivage, et de se tenir près des bateaux. Et faites soigner vos blessures. Allez. *(Vivement, le soldat sort. César rentre dans la salle et s'avance entre Rufio et Britannus.)* Rufio, nous avons quelques vaisseaux dans le port occidental; brûle-les!

RUFIO, *ouvrant de grands yeux.* — Les brûler!

CÉSAR. — Oui. Prends tous les bateaux du port oriental et emparetoi de Pharos... cette île, là-bas, qui a un phare. Laisse la moitié de nos hommes en dehors de ce palais, pour garder le rivage et le quai; c'est la route pour nous en retourner chez nous.

RUFIO, *qui désapprouve beaucoup ce plan.* — Est-ce que nous allons renoncer à la cité?

CÉSAR. — Nous ne la tenons pas, mon cher, mais nous tenons ce palais... Quel est le bâtiment à côté?

RUFIO. — Le théâtre.

CÉSAR. — Nous le tiendrons aussi, car il commande le rivage. Pour le reste, l'Égypte aux Égyptiens!

RUFIO. — Bon, bon. Au fait, vous savez mieux que nous ce qu'il faut, je pense... Est-ce tout?

CÉSAR. — C'est tout... Les vaisseaux ne sont pas encore brûlés!

RUFIO. — Soyez tranquille, je ne perdrai pas davantage de temps. *(Il sort en courant.)*

BRITANNUS. — César, Pothinus demande à vous parler. A mon avis, il a besoin d'une leçon. Ses façons sont tout à fait insolentes.

CÉSAR. — Où est-il?

BRITANNUS. — Il attend là dehors.

CÉSAR. — Holà! ho! Faites entrer Pothinus!

*(Pothinus apparaît dans la loggia, et, l'air hautain, s'avance jusqu'à la gauche de César.)*

CÉSAR. — Eh bien, Pothinus?

POTHINUS. — Je vous apporte notre ultimatum, César.

CÉSAR. — Votre ultimatum!... Avant de nous déclarer la guerre, vous auriez dû sortir; la porte était ouverte, vous savez. Mais maintenant, vous êtes mon prisonnier. *(Il va à la chaise et détache sa toge.)*

POTHINUS, *avec mépris.* — Moi, *votre prisonnier*! Allons donc!... Mais vous ne savez donc pas que vous êtes à Alexandrie et que le roi Ptolémée est en possession d'Alexandrie, avec une armée bien plus forte que votre petite troupe de cent contre un!

CÉSAR, *enlevant sa toge avec insouciance et la jetant sur la chaise.* — Eh bien, mon ami, sortez si vous pouvez... Et surtout, n'oubliez pas de dire à vos amis de ne plus tuer de Romains sur la place du Marché. Autrement, il est plus que probable que vous serez tué par mes soldats, car, vous le saurez, ils ne partagent pas du tout ma clémence si célèbre... Britannus, transmets l'ordre à la garde, et va me chercher mon armure... *(Britannus sort en courant au moment où Rufio revient.)* Eh bien?

RUFIO, *de la main, indique, de la loggia, un nuage de fumée qui se traîne au-dessus du port.* — Regardez là-bas. *(Vivement, Pothinus monte en courant les marches pour regarder dehors.)*

CÉSAR. — Comment! Déjà en flammes! Impossible!

RUFIO. — Si, si, cinq grands vaisseaux; et chacun a une barque chargée d'huile accrochée à ses flancs... Mais ce n'est pas moi qui ai fait cela. Les Égyptiens m'ont épargné cette peine. Ils se sont emparés du port occidental.

CÉSAR, *avec anxiété.* — Et le port oriental! Rufio!... Le phare!

RUFIO, *plein d'une subite envie de malmener quelqu'un, s'avance vers César et le gourmande.* — Est-ce que je peux embarquer une légion en

cinq minutes?... La première cohorte est déjà sur le rivage, vous entendez!... Nous ne pouvons pas faire plus. Si vous voulez que la besogne aille plus vite, allez la faire vous-même.

CÉSAR, *se calmant.* — Bon, bon, bon!... Voyons, Rufio, patience, patience!

RUFIO. — Patience! Mais, par Jupiter! qui est impatienté? Vous ou moi?... Est-ce que je serais ici, si je ne pouvais pas les surveiller de ce balcon?

CÉSAR. — Allons, Rufio, pardonne-moi, et *(d'un ton plein d'anxiété)* presse-les autant que...

*(Il est interrompu par un grand cri, comme celui d'un vieillard que le chagrin accable. Cette lamentation se rapproche rapidement, et Théodotus entre avec la plus grande précipitation. Il s'arrache les cheveux et pousse les exclamations les plus lamentables. Rufio fait un pas en arrière pour le regarder avec de grands yeux où se peint l'étonnement, car il est surpris de voir un tel état d'agitation. Pothinus se retourne pour écouter.)*

THÉODOTUS, *encore sur les marches, les bras en l'air.* — Horreur! Horreur inexprimable!... Malheur!... Trois fois malheur! — Au secours!

RUFIO. — Eh bien, quoi?

CÉSAR, *les sourcils froncés.* — Voyons! Qui a-t-on tué?

THÉODOTUS. — Tué!... Oh! C'est pire que la mort de dix mille hommes!... C'est pire! Une perte irréparable pour l'humanité!

RUFIO. — Voyons, mon bonhomme, qu'est-ce qui est arrivé?

THÉDOTUS, *en s'élancant dans la salle, au milieu d'eux.* — Le feu de vos vaisseaux s'est propagé... La première des sept merveilles du monde est en train de périr... La bibliothèque d'Alexandrie est en flammes.

RUFIO. — Pouh! *(Très soulagé, il remonte dans la loggia, et de là, surveille les préparatifs des troupes sur le rivage.)*

CÉSAR. — Ce n'est que cela!

THÉODOTUS, *incapable d'en croire son oreille.* — Que cela! Que cela!... Mais, César, voulez-vous donc que la postérité vous connaisse comme un soldat barbare, trop ignorant pour savoir la valeur des livres?

CÉSAR. — Moi aussi, Théodotus, je suis écrivain. Et pourtant, je vous le dis : mieux vaut que les Égyptiens vivent leurs vies que de les passer, grâce aux livres, à les rêver.

THÉODOTUS *s'agenouille, plein d'une sincère émotion littéraire, cette passion du pédant.* — César, une fois seulement, au cours de dix générations d'hommes, le monde gagne un livre immortel.

CÉSAR, *inflexible.* — Je ne dis pas, je ne dis pas, mais s'il ne flattait pas l'humanité, le bourreau le brûlerait.

THÉODOTUS. — Mais, sans l'histoire, la mort vous couchera à côté du dernier de vos soldats.

CÉSAR. — De toutes manières, la mort le fera. Je ne demande pas de tombe meilleure.

THÉODOTUS, *indiquant l'incendie du geste.* — Ce qui brûle là, ce sont les souvenirs de l'humanité.

CÉSAR. — Des souvenirs honteux... Qu'ils brûlent donc!

THÉODOTUS, *avec passion.* — Laisserez-vous détruire tout le passé?

CÉSAR. — Certes. C'est avec ses ruines que l'avenir doit s'édifier... *(Théodotus, au désespoir, se frappe les tempes de ses poings.)* Écoute, Théodotus, le précepteur des rois, toi qui, à la tête de Pompée, n'as pas attaché plus de valeur qu'un berger n'en attache à un vulgaire oignon; toi qui, avec des larmes dans tes yeux de vieillard, t'agenouilles maintenant devant moi, pour plaider en faveur de quelques peaux de mouton sur lesquelles sont griffonnées des erreurs! Écoute! En ce moment, je ne puis t'accorder ni un homme, ni un seau d'eau; mais tu vas sortir librement de ce palais. Tu vas courir auprès d'Achillas et lui demander ses légions pour éteindre le feu. Va! *(Il le fait avancer vivement vers les marches.)*

POTHINUS, *d'un ton significatif.* — Tu entends, Théodotus, tu entends; moi, je suis retenu prisonnier.

THÉODOTUS. — Prisonnier!

CÉSAR. — Allez-vous rester à causer pendant que les souvenirs de l'humanité sont en train de flamber? *(Il appelle par la loggia.)* Holà! Ho!... Laissez passer Théodotus! *(A Théodotus.)* Va maintenant, toi! Vite!

THÉODOTUS *à Pothinus.* — Il faut que je coure sauver la bibliothèque. *(Il sort précipitamment.)*

CÉSAR. — Pothinus, suivez-le jusqu'à la porte et priez-le de demander instamment à votre peuple de ne plus tuer aucun de mes soldats, par amour pour vous-même.

POTHINUS. — Ma vie vous coûtera cher, César, si vous la prenez.

*(Il sort derrière Théodotus. Rufio, absorbé dans la surveillance de l'embarquement, ne remarque pas le départ des deux Égyptiens.)*

RUFIO, *criant de la loggia, vers le rivage.* — Tout est-il prêt, là-bas?

UN CENTURION, *d'en bas.* — Oui, tout est prêt!... Nous attendons César!

CÉSAR. — Dis-leur que César vient... Les coquins! *(Appelant.)* Britannicus! Britannicus!

*(Cette altération pompeuse du nom de son secrétaire est une plaisanterie familière à César. A une époque postérieure, cela aurait signifié, officiellement et sérieusement, « conquérant des îles Britanniques ».)*

RUFIO, *parlant à ceux d'en bas.* — Poussez au large!... Tous!... Sauf la chaloupe!... La garde de César... autour... pour embarquer!... *(Il quitte le balcon et revient dans la salle.)* Où sont ces Égyptiens?... Encore de la clémence!... Vous les avez donc laissés partir?

CÉSAR, *riant.* — J'ai laissé partir Théodotus pour sauver la bibliothèque... Mais oui, Rufio, nous devons respecter la littérature.

RUFIO, *plein de rage.* — Oh! quelle folie!... Folie sur folie!... Par

Jupiter! je crois que si vous pouviez rappeler à la vie tous les morts de l'Espagne, de la Gaule et de la Thessalie vous le feriez, rien que pour que nous puissions avoir la peine de les combattre encore!

CÉSAR. — Les Dieux ne détruiraient-ils pas le monde, s'ils ne pensaient qu'à avoir la paix, l'an suivant? *(Rufio, à bout de patience, se détourne, fort en colère. César le saisit soudain par la manche, et, malicieusement, ajoute à son oreille.)* D'ailleurs, mon ami, chaque Égyptien que nous faisons prisonnier, signifie deux soldats romains pour le garder, hein!

RUFIO. — Ah!... J'aurais dû savoir qu'il y avait quelque ruse de renard derrière toutes vos belles paroles!

*(Puis, haussant les épaules avec mauvaise humeur, il s'éloigne de César et va sur le balcon pour jeter encore un coup d'œil sur les préparatifs. Finalement, il sort.)*

CÉSAR. — Ah ça! Est-ce que Britannus dort?... Il y a une heure que je l'ai envoyé chercher mon armure. *(Appelant)* Britannicus! Britannicus! Ohé! L'indigène des îles Britanniques!... Britannicus!

*(Cléopâtre arrive en courant par la loggia. Elle porte le casque et le sabre de César qu'elle a arrachés à Britannus. Celui-ci la suit, portant la cuirasse et les jambières. Ils s'avancent tous deux jusqu'à César, elle à sa main gauche, lui à sa main droite.)*

CLÉOPÂTRE. — Je vais vous habiller, César... Asseyez-vous!... *(Il obéit.)* Ces casques romains sont vraiment très seyants!... *(Elle lui enlève sa couronne, et éclate de rire en le regardant.)* Oh! Oh!

CÉSAR. — De quoi riez-vous?

CLÉOPÂTRE, *en s'esclaffant.* — Mais vous êtes tout chauve!

CÉSAR, *presque ennuyé.* — Cléopâtre! Voyons!

*(Il se lève, pour la commodité de Britannus, qui lui met sa cuirasse.)*

CLÉOPÂTRE. — Ah! Alors, c'est pour cela que vous portez une couronne... Oui, oui... pour qu'on ne le voie pas.

BRITANNUS. — Taisez-vous, Égyptienne, taisez-vous... Ce sont les lauriers du conquérant. *(Il boucle la cuirasse.)*

CLÉOPÂTRE. — Taisez-vous donc, Insulaire! *(à César)* Dites donc, du rhum bien fort vous les ferait repousser. Frottez-vous-en la tête, et vous verrez!

CÉSAR, *faisant la grimace.* — Dites-moi, Cléopâtre, tenez-vous beaucoup à ce qu'on vous rappelle que vous êtes très jeune?

CLÉOPÂTRE, *faisant la moue.* — Non, ma foi, non.

CÉSAR, *se rasseyant et étendant la jambe pour que Britannus, qui s'est agenouillé, lui mette ses jambières.* — Eh bien, moi non plus, je ne tiens pas à ce qu'on me rappelle que je suis d'un âge mûr... Dites donc, Cléopâtre, voulez-vous que je vous donne dix de mes années superflues... Cela vous ferait vingt-six ans, et ne m'en ferait plus que... au fait, peu importe!... Le marché tient-il?

CLÉOPÂTRE. — Oui, oui, il tient... vingt-six n'oubliez pas! *(Elle lui pose le casque sur la tête.)* Ha!... Mais vous êtes très bien là-dessous!... Vous ne paraissez plus guère que cinquante ans maintenant!

BRITANNUS, *levant un regard sévère sur Cléopâtre.* — Ce n'est pas ainsi qu'il faut parler à César.

CLÉOPÂTRE. — Dites donc, est-ce vrai que lorsque César vous a pris sur votre île, vous aviez le corps peint tout en bleu?

BRITANNUS. — Le bleu est la couleur portée par tous les Bretons de haut rang. Quand nous allons à la guerre, nous peignons nos corps en bleu, de sorte que nos ennemis peuvent bien nous dépouiller de nos vêtements et nous enlever nos vies, mais ils ne peuvent pas nous enlever notre respectabilité. *(Il se lève.)*

CLÉOPÂTRE, *en tenant le sabre de César.* — Permettez que ce soit moi qui vous le suspende... Vous avez l'air splendide maintenant, vous savez!... Dites-moi, à Rome, vous a-t-on déjà élevé des statues?

CÉSAR. — Oui, oui, beaucoup.

CLÉOPÂTRE. — Faites-en venir une pour me la donner, dites?

RUFIO, *qui revient dans la loggia, plus impatient que jamais.* — Voyons, César, avez-vous enfin fini de causer? Dès que vous aurez mis le pied à bord, nos hommes ne résisteront plus; ce sera une course de bateaux pour arriver au phare.

CÉSAR, *tirant son sabre pour en essayer le tranchant.* — Est-il bien affilé aujourd'hui, Britannicus?... A Pharsale, il coupait comme un cercle de barrique.

BRITANNUS. — Aujourd'hui, César, il couperait en quatre un cheveu des Égyptiens. C'est moi-même qui l'ai affilé.

CLÉOPÂTRE, *pleine de terreur, jette ses bras autour de César.* — Oh!... Mais vous n'allez pas aller à la bataille pour être tué!

CÉSAR. — Non, Cléopâtre, non. Personne ne va à la bataille pour être tué.

CLÉOPÂTRE. — Oui, mais on est tué tout de même. Le mari de ma sœur a été tué à la bataille... Il ne faut pas que vous y alliez. Je ne le veux pas... Qu'il y aille, lui! *(Elle indique Rufio du doigt. Tous se mettent à rire.)* Je vous en supplie... je vous en supplie, n'y allez pas!... Qu'est-ce que je deviendrai, moi, si jamais vous ne revenez?

CÉSAR, *d'un ton grave.* — Est-ce que vous auriez peur?

CLÉOPÂTRE, *faisant un mouvement de recul.* — Non, non.

CÉSAR, *avec autorité et d'un ton calme.* — Allez au balcon et vous nous verrez prendre Pharos. Vous devez apprendre à voir des batailles... Allez! *(Abattue, elle obéit, et regarde dehors, par le balcon.)* Bien, très bien. Allons, Rufio, en marche!

CLÉOPÂTRE, *frappant soudain des mains.* — Ho!... Vous ne pourrez pas partir, vous ne pourrez pas partir!

CÉSAR. — Pourquoi?... Qu'y a-t-il donc encore?

CLÉOPÂTRE. — Ils vident l'eau du port avec des seaux... une multitude de soldats... par là... *(Elle indique de la main, le côté de la mer, à sa gauche.)* ... ils puisent toute l'eau.

RUFIO, *se dépêchant de regarder.* — C'est ma foi vrai!... L'armée égyptienne! Elle rampe comme des sauterelles, sur le faîte du port occidental... *(Soudain il s'encolère et revient à grands pas vers César.)* Voilà encore l'œuvre de votre maudite clémence, César!... C'est Théodotus qui les a amenés là.

CÉSAR, *enchanté de sa propre habileté.* — C'est bien ce que je voulais, Rufio, tout à fait. Ils sont là pour éteindre le feu. Et tandis que la bibliothèque va les tenir occupés, nous nous emparerons de Pharos... Hein! Qu'en dis-tu?

*(Il s'élance légèrement dehors, par la loggia, Britannus le suit.)*

RUFIO, *avec répugnance.* — La ruse, toujours la ruse! Pouah!...

*(Il s'élance dehors. Un cri des soldats annonce l'apparition de César sur le quai.)*

UN CENTURION, *sur le quai.* — Tous à bord!... Faites place, là, donc!

*(Un autre cri.)*

CLÉOPÂTRE, *agitant son écharpe par l'arcade de la loggia.* — Au revoir! Au revoir, mon cher César!... Bon retour, sain et sauf!... Au revoir!

## ACTE III

*Le quai devant le palais. De son parapet, par-dessus le port oriental d'Alexandrie, la vue donne, à l'ouest, sur l'îlot de Pharos. Au delà de l'extrémité de l'île, est le fameux phare qui est relié à elle par une étroite jetée. C'est une gigantesque tour carrée, de marbre blanc, et à chaque étage, elle est de plus en plus petite. Au sommet est un feu. L'îlot est relié à la terre par l'Heptastadium. Cette énorme jetée ou digue de 8 kilomètres de longueur, borne le port au sud.*

*Au milieu du quai, une sentinelle romaine monte la garde. Elle a le pilum en main et regarde au loin, avec une extrême attention, ombrageant ses yeux de sa main gauche. Le pilum est une forte lance, d'environ 1 m. 90 de l'extrémité du fer à celle du bois. Le fer, de même longueur que le bois, est creux, dans les deux tiers de sa longueur, et s'emboîte sur le bois, laissant une pointe massive d'environ 22 centimètres. La sentinelle est si absorbée qu'elle ne remarque pas l'approche, par le côté nord du quai, de quatre portefaix égyptiens. Précédés de Ftatatita et d'Apollodore le Sicilien, ils portent des rouleaux de tapis.*

*Apollodore est un brillant jeune homme d'environ vingt-quatre ans. Beau et affable, il est vêtu, avec un esthétisme voulu, d'étoffes aux tons les plus délicats de pourpre et de gris tourterelle. Et sur le tout, des ornements de bronze, d'argent oxydé, de pierreries de jade et d'agate. Son sabre, dessiné avec autant de soin qu'une croix médiévale, a une lame bleuie, visible à travers les ciselures ajourées d'un fourreau de filigrane et de cuir pourpre. Les portefaix, conduits par Ftatatita, passent le long du quai, derrière la sentinelle et vont jusqu'aux marches du palais. Là, ils déposent leurs ballots et s'accroupissent à terre. Apollodore ne*

*passe pas en même temps qu'eux; il s'arrête, amusé par la préoccupation de la sentinelle.*

APOLLODORE, *criant à la sentinelle.* — Qui va là?... Eh là-bas!

LA SENTINELLE *sursaute violemment et se tourne rapidement avec son pilum en position pour charger. Ce mouvement fait voir un homme jeune, petit, souple, aux cheveux blonds, à l'aspect consciencieux, à figure de vieux.* — Qu'est-ce que c'est?... Arrêtez!... Qui êtes-vous?

APOLLODORE. — Je suis Apollodore le Sicilien... Mais dites donc, mon garçon, à quoi rêvez-vous?... Depuis que j'ai passé devant le théâtre, et que j'ai traversé les lignes là-bas, j'ai passé avec ma caravane devant trois sentinelles et pas une, pas une, ne m'a demandé le mot de passe, tant elles étaient occupées à regarder le phare... Est-ce là la discipline romaine?

LA SENTINELLE. — Je suis ici pour surveiller la mer et non la terre. César vient d'atterrir sur Pharos. *(Regardant Ftatatita.)* Qu'est-ce que vous avez là, avec vous?... En voilà un article de poterie égyptienne!

FTATATITA. — Apollodore, relevez-moi ce chien de Romain et priez-le de maintenir sa langue en présence de Ftatatita, la maîtresse de la maison de la Reine.

APOLLODORE. — Vous savez, mon garçon, c'est une grande dame qui est haut placée dans l'esprit de César.

LA SENTINELLE, *nullement impressionnée, indique les tapis.* — Qu'est-ce que c'est que toute cette marchandise-là?

APOLLODORE. — Des tapis pour les appartements de la Reine, dans le palais. Je les ai choisis parmi les plus beaux tapis du monde, et la Reine choisira parmi les plus beaux de mon choix.

LA SENTINELLE. — C'est-il alors que vous êtes marchand de tapis?

APOLLODORE, *blessé.* — Mon garçon, je suis un patricien!

LA SENTINELLE. — Un patricien!... Allons donc!... Un patricien qui a une échoppe au lieu d'être officier!... Allons donc!

APOLLODORE. — Je n'ai pas d'échoppe. C'est le temple des Arts qui est ma demeure. Je suis un adorateur de la Beauté... Ma profession est de choisir de belles choses pour de belles Reines. Ma devise est « l'Art pour l'Art ».

LA SENTINELLE. — Ce n'est point là le mot de passe.

APOLLODORE. — C'est un mot de passe universel.

LA SENTINELLE. — Je m'en fous des mots de passe universels!... Si vous ne me donnez pas le mot de passe du jour, vous repiquerez dans votre échoppe.

*(Ftatatita, piquée par son ton hostile, se glisse vers le parapet du quai, et d'un pas silencieux comme celui de la panthère, elle arrive derrière la sentinelle.)*

APOLLODORE. — Et si je ne fais ni l'un ni l'autre?

LA SENTINELLE. — Alors, je vous passerai mon pilum au travers du corps.

APOLLODORE. — A votre service, mon garçon, à votre service!

*(Il tire son sabre et se met vivement en garde, avec une grâce que rien n'affecte.)*

FTATATITA, *saisissant soudain par derrière les bras de la sentinelle.* — Apollodore, vite enfoncez votre couteau dans la gorge de ce chien!

*(Le chevaleresque Apollodore secoue la tête en riant; puis il s'écarte de la sentinelle, en se rapprochant du palais, et abaisse la pointe de son sabre.)*

LA SENTINELLE, *en se débattant.* — Maudite garce!... Lâchez-moi, par Jupiter!... Holà! ho! A l'aide! A l'aide!

FTATATITA, *le soulevant au-dessus du sol.* — Poignardez donc ce petit reptile romain! Embrochez-le, embrochez-le!

*(Un centurion et une couple de soldats romains arrivent en courant de l'extrémité nord du quai, le long du parapet. Ils délivrent leur camarade et repoussent violemment Ftatatita qui s'en va en trébuchant, à main gauche de la sentinelle.)*

LE CENTURION. *Un homme de cinquante ans, sans attrait; bref de ton et de manières. En main, il porte un bâton de cep de vigne.* — De quoi?... Qu'y a-t-il?

FTATATITA, *à Apollodore.* — Pourquoi ne l'avez-vous pas poignardé? On avait le temps!

APOLLODORE. — Centurion, je suis ici par ordre de la Reine...

LE CENTURION, *l'interrompant.* — La Reine!... Ah! oui, oui. *(A la sentinelle.)* Laissez passer!... Laissez passer, pour aller chez la Reine, tous ces gens des bazars, avec leurs marchandises. Mais attention! ne laissez sortir personne, hors ceux que vous aurez laissé entrer. Vous entendez, personne, pas même la Reine.

LA SENTINELLE. — Cette vieille est dangereuse. Elle est aussi forte que trois hommes réunis... Elle voulait que le marchand me poignarde.

APOLLODORE. — Centurion, je ne suis pas un marchand. Je suis un patricien, et un sectateur de l'Art.

LE CENTURION. — Cette vieille est votre femme?

APOLLODORE, *plein d'horreur.* — Non, non, non! *(Se reprenant avec politesse.)* Ce n'est pas que cette dame n'ait, à un certain point de vue, un visage frappant, mais *(avec emphase)* ce n'est pas ma femme.

FTATATITA, *au centurion.* — Romain, je suis Ftatatita, la maîtresse de la maison de la Reine.

LE CENTURION. — Eh bien, madame la maîtresse, gardez-vous de porter la main sur nos hommes! Ou cela vous coûtera cher, car, fussiez-vous forte comme dix hommes, je vous ferais jeter dans le port... *(A ses hommes.)* Garde à vous!... A vos postes!... Marche!

*(Il s'en retourne avec ses hommes par le chemin qu'il a pris pour venir.)*

FTATATITA, *d'un air méchant le regarde s'éloigner, puis dit.* — Nous verrons bien qui Isis aime le mieux, de sa servante Ftatatita, ou d'un chien de Romain.

LA SENTINELLE, *à Apollodore, avec un mouvement de son pilum dans la direction du palais.* — Passez! Mais, gardez votre distance!... *(Se tournant du côté de Ftatatita.)* Et toi, vieux crocodile, approche seulement à un mètre de moi, et je t'enfoncerai ça dans la gueule.

*(Il agite son pilum en le lui montrant.)*

CLÉOPÂTRE, *appelant d'une fenêtre du palais.* — Ftatatita! Ftatatita!

FTATATITA, *regardant en l'air, scandalisée.* — Quittez cette fenêtre! Quittez cette fenêtre!... Il y a des hommes ici!

CLÉOPÂTRE. — Je descends.

FTATATITA, *bouleversée.* — Non, non, non!... Mais rêvez-vous?... O Dieux! O Dieux! Apollodore, ordonnez à vos hommes de ramasser leurs ballots et entrez promptement avec moi.

APOLLODORE. — Obéissez à la maîtresse de la maison de la Reine!

FTATATITA, *avec impatience, tandis que les porteurs se baissent pour soulever leurs ballots.* — Dépêchez! Dépêchez! Elle va être sur nous dehors, dans un instant.... *(Cléopâtre sort du palais en courant, et, toujours courant.)* Oh! Maudit le jour qui m'a vu naître!

CLÉOPÂTRE, *avec vivacité.* — Ftatatita, j'ai pensé à quelque chose... Je veux un bateau, immédiatement, immédiatement.

FTATATITA. — Un bateau!... Non, non, non... Vous ne pouvez pas. Apollodore, parlez à la Reine.

APOLLODORE, *galamment.* — Belle Reine, je suis Apollodore le Sicilien, votre serviteur, je viens du bazar, et j'ai apporté, pour les soumettre à votre choix, les trois plus beaux tapis de Perse du monde.

CLÉOPÂTRE. — Aujourd'hui, je n'ai pas le temps de m'occuper de tapis... Un bateau, je veux un bateau!

FTATATITA. — Quel est ce nouveau caprice?... Vous le savez bien, vous ne pouvez aller sur l'eau que sur la barque royale.

APOLLODORE. — La royauté, Ftatatita, ne réside pas dans la barque, mais en la personne de la Reine... *(A Cléopâtre.)* L'attouchement du pied de votre majesté sur le plat-bord du bateau le plus vulgaire du port, en fera une barque royale. *(Il se tourne du côté du port et hèle dans la direction de la mer.)* Holà! Ho! Batelier! Holà!... Poussez jusqu'aux marches.

CLÉOPÂTRE. — Apollodore, vous êtes mon parfait chevalier; aussi, dorénavant, j'achèterai toujours mes tapis par votre entremise... *(Apollodore, tout joyeux, s'incline. Une rame apparaît au-dessus du niveau du quai. Le batelier, rame en main, monte une volée de marches qui sortent de l'eau, à droite de la sentinelle. C'est un garçon vif, avec une tête ronde comme un boulet. Il grimace un sourire. Il est bronzé par le soleil jusqu'à en paraître presque noir. Il s'arrête au sommet des marches et attend.)* Savez-vous ramer, Apollodore?

APOLLODORE. — Mes rames seront les ailes de Votre Majesté. Où mènerai-je ma reine, en ramant?

CLÉOPÂTRE. — Au phare... Venez!

LA SENTINELLE, *croisant son pilum, prête à charger.* — Halte!... On ne passe pas!

CLÉOPÂTRE, *rougissant de colère.* — Comment!... Vous ne savez donc pas que je suis la Reine!

LA SENTINELLE. — Et quand bien même vous seriez la Reine, vous ne passerez pas!... C'est l'ordre.

CLÉOPÂTRE. — Si vous ne m'obéissez pas, je vous ferai tuer par César.

LA SENTINELLE. — Il me fera bien pire encore, lui, si je désobéis à mon officier... Arrière!

CLÉOPÂTRE. — Ftatatita, étrangle-le! Étrangle-le!

LA SENTINELLE, *alarmée, regarde avec appréhension Ftatatita, et brandit son pilum en criant.* — Arrière, toi! Arrière!

CLÉOPÂTRE, *courant à Apollodore.* — Apollodore, appelez vos esclaves à notre aide.

APOLLODORE. — Pas n'est besoin de leur aide, madame... Moi seul et c'est assez! *(Il tire son sabre.)* Allons, soldat, choisissez! Sabre contre pilum? Ou sabre contre sabre?

LA SENTINELLE. — Romain contre Sicilien! Malédiction!... Par Castor, pigez-moi ça!... *(Il lance avec force son pilum contre Apollodore qui se laisse adroitement tomber sur un genou. Le pilum passe en sifflant au-dessus de sa tête et va tomber un peu plus loin, sans lui avoir fait de mal. Apollodore, en poussant un cri de triomphe, saute sur ses pieds et attaque vivement la sentinelle qui tire son sabre et se défend, tout en criant.)* Holà ho!... A la garde! A la garde!... A l'aide!

*(Cléopâtre, mi-effrayée, mi-réjouie, se réfugie près du palais où les portefaix sont accroupis à terre, au milieu des ballots. Alarmé, le batelier se hâte de redescendre, pour être hors d'atteinte de tout mal. Cependant, il s'arrête de façon à assister au combat, sa tête restant seule visible au-dessus du parapet du quai. La sentinelle craint évidemment que Ftatatita ne l'attaque par derrière, ce qui le met dans un certain état d'infériorité. Son adresse au sabre, habile mais rude, est fortement mise à l'épreuve, car il lui faut, de temps à autres, entre un coup et une parade avec Apollodore, menacer de son sabre la vieille femme pour la tenir à distance. Entre temps, le centurion arrive avec plusieurs soldats. Apollodore, en voyant ce renfort, bondit en arrière près de Cléopâtre.)*

LE CENTURION, *arrivant sur la droite de la sentinelle.* — Eh bien! Qu'y a-t-il encore?

LA SENTINELLE, *dont la respiration est haletante.* — Il y a que je pourrais bien m'en tirer tout seul, n'était cette vieille femme! Tenez-la loin de moi, voilà toute l'aide dont j'ai besoin.

LE CENTURION. — Faites votre rapport!... Que s'est-il passé?

FTATATITA. — Centurion, il a voulu tuer la Reine!

LA SENTINELLE, *avec brusquerie.* — Et je l'aurais fait, bien sûr, plutôt que de la laisser passer. Ne voulait-elle pas prendre un bateau, et

aller au Phare! Naturellement, je l'en ai empêchée, comme j'en avais reçu l'ordre; et alors, elle a poussé cet homme contre moi.

*(Il va ramasser son pilum et revient à sa place.)*

LE CENTURION, *se tournant vers Cléopâtre.* — Cléopâtre, je suis au regret de devoir vous déplaire; mais, sans un ordre spécial de César, nous n'osons pas vous laisser passer au delà des lignes romaines.

APOLLODORE. — Fort bien, Centurion, mais le phare n'est-il pas en dedans des lignes romaines depuis que César y a atterri?

CLÉOPÂTRE, *toute joyeuse.* — C'est cela! C'est cela! Répondez, si vous pouvez!

LE CENTURION, *à Apollodore.* — Quant à vous, Apollodore, vous devez remercier les Dieux de n'être pas cloué avec un pilum à la porte du palais, afin de vous apprendre à ne pas vous mêler ainsi des affaires qui ne vous regardent pas.

APOLLODORE, *avec urbanité.* — Pardon, camarade militaire, pardon, je ne suis pas né pour être tué par une arme aussi laide. Quand je succomberai, ce sera *(et il élève son sabre)* par cette blanche reine des armes, la seule arme qui convienne à un artiste. Vous entendez, camarade... Voyons, maintenant que vous êtes convaincu que nous ne voulons pas dépasser les lignes, permettez que je finisse d'occire votre sentinelle, afin que je parte avec la Reine.

LE CENTURION, *s'encolérant comme la sentinelle.* — Fichez-nous la paix!... Cléopâtre, je suis obligé de m'en tenir à mes ordres, et pas aux subtilités de ce Sicilien... Retirez-vous dans votre palais où vous examinerez vos tapis.

CLÉOPÂTRE, *faisant la moue.* — Je ne veux pas, na, je ne veux pas... Je suis la Reine!... César ne me parle pas comme vous le faites!... Voyons, est-ce que les centurions de César ont pris les manières de ses gâte-sauces?

LE CENTURION, *d'un ton maussade.* — Je fais mon devoir... Ça me suffit.

APOLLODORE. — Majesté, quand un imbécile fait une chose dont il a honte, il déclare toujours que c'est son devoir.

LE CENTURION, *en colère.* — Apollodore...

APOLLODORE, *interrompant avec une élégance pleine de défi.* — Entendu, je vous donnerai réparation de cette insulte en temps et en lieu voulus, sabre en main. Entendu. Qui dit artiste dit duelliste. *(A Cléopâtre)* Écoutez, Étoile de l'Orient. Vous êtes prisonnière jusqu'à ce que, de César lui-même, vienne l'ordre de vous laisser libre. Eh bien, permettez que je me rende auprès de César, porteur d'un message et d'un présent de votre Majesté! Et, avant que le soleil ait, dans sa course, parcouru la moitié du chemin qu'il lui faut parcourir, pour se jeter dans les bras de la mer, avant cela, ô lumière d'Orient, je vous rapporterai l'ordre de César de vous laisser libre.

LE CENTURION, *d'un ton de raillerie.* — Et naturellement, vous vendrez à la Reine le présent à offrir.

APOLLODORE. — Centurion, c'est sans paiement, comme un volontaire

tribut du goût sicilien à la beauté égyptienne, que la Reine recevra de moi le plus riche de ces tapis, afin qu'elle en fasse présent à César.

CLÉOPÂTRE, *toute joyeuse et triomphante, s'adressant au centurion.* — Na! Na!... Eh bien, maintenant, vous voyez quelle créature ignorante et vulgaire vous êtes!

LE CENTURION, *d'un ton bref.* — C'est bon, c'est bon!... Un fou et sa marchandise ne restent pas longtemps ensemble... *(Se tournant vers ses hommes.)* Deux hommes, ici! Et que nul ne quitte le palais; sauf cet homme et ses tapis! Si, en dedans des lignes, il tire encore son sabre, tuez-le... Allons, à vos postes! Marche! *(Il part, laissant avec la sentinelle, deux hommes supplémentaires.)*

APOLLODORE, *très affable.* — Dites donc, mes amis, ne voulez-vous pas entrer dans le palais, pour noyer notre querelle dans un bol de vin? *(Il sort sa bourse et fait tinter les pièces qu'elle contient.)* La reine a des présents pour vous tous, vous savez.

LA SENTINELLE, *très maussade.* — Dites donc, vous avez entendu les ordres!... Fichez-moi le camp à vos affaires.

PREMIÈRE SENTINELLE SUPPLÉMENTAIRE. — Oui, dame! Vous devriez bien savoir à quoi vous en tenir! Foutez le camp!

SECONDE SENTINELLE SUPPLÉMENTAIRE, *dont le nez est busqué, ne ressemble pas à son camarade dont le visage est replet. Il regarde la bourse avec envie et dit.* — Ne tentez pas un pauvre homme, mon bon monsieur!

APOLLODORE, *à Cléopâtre.* — O Perle des Reines, le soldat romain est incorruptible quand son officier le regarde, et le centurion est encore tout proche... Permettez que je porte votre message à César.

CLÉOPÂTRE, *qui est restée à méditer, au milieu des rouleaux de tapis.* — Ces tapis sont-ils lourds?

APOLLODORE. — Qu'importe s'ils sont lourds? N'y a-t-il pas des porteurs?

CLÉOPÂTRE. — Comment met-on ces tapis dans les bateaux?... Est-ce qu'on les y jette?

APOLLODORE. — Non, Majesté, pas dans les petits bateaux, car cela les ferait sombrer.

CLÉOPÂTRE. — Pas dans le bateau de cet homme, par exemple? *(Du doigt, elle désigne le batelier.)*

APOLLODORE. — Non, pas dans ce bateau-là, il est trop petit.

CLÉOPÂTRE. — Mais si j'envoie un tapis à César, vous pouvez le prendre dans ce bateau?

APOLLODORE. — Oui, oui, assurément.

CLÉOPÂTRE. — Et vous le feriez descendre doucement, le long des marches, et on en prendrait grand soin, grand soin?

APOLLODORE. — Vous pouvez compter sur moi, Lumière d'Orient!

CLÉOPÂTRE. — Bien vrai? grand, grand, grand soin?

APOLLODORE. — Plus que de mon propre corps!

CLÉOPÂTRE. — Vous défendrez aux porteurs de le laissez tomber ou de le jeter! Vous me le promettez!

APOLLODORE. — O Reine! Placez au cœur du rouleau le plus délicat des gobelets de verre, et s'il est cassé, je le paierai de ma tête!

CLÉOPÂTRE. — Bon, bon!... Allons, Ftatatita, viens! *(Ftatatita s'approche d'elle. Apollodore s'offre à les accompagner dans le Palais.)* Non, non, Apollodore! Ne venez pas. Je veux choisir toute seule un tapis... Attendez ici. *(Il s'incline et elle rentre dans le palais en courant.)*

APOLLODORE, *aux portefaix, indiquant Ftatatita.* — Suivez cette dame et obéissez-lui.

*(Les portefaix se redressent et soulèvent leurs ballots.)*

FTATATITA, *s'adressant aux portefaix comme si c'était de la vermine.* — Par ici... Et enlevez vos souliers avant de poser vos pieds sur ces marches!

*(Elle rentre suivie des portefaix qui portent les tapis. Pendant ce temps, Apollodore s'approche du quai et regarde de l'autre côté du port. Les sentinelles fixent leurs yeux sur lui d'un air méchant.)*

APOLLODORE, *s'adressant à la sentinelle.* — Mon ami...

LA SENTINELLE, *avec grossièreté.* — Silence! Par Hercule!

PREMIÈRE SENTINELLE SUPPLÉMENTAIRE. — Tais ta gueule!

SECONDE SENTINELLE SUPPLÉMENTAIRE, *en un demi-murmure, tout en regardant avec appréhension vers l'extrémité nord du quai.* — Vous ne pouvez pas attendre un peu?

APOLLODORE. — Patience, digne âne à trois têtes, patience!... *(Ils grommellent avec férocité, mais il n'en est nullement intimidé.)* Dites donc, vous a-t-on mis ici pour me surveiller, moi, ou pour surveiller les Égyptiens?

LA SENTINELLE. — Je connais mon devoir.

APOLLODORE. — Alors pourquoi ne le faites-vous pas?... Quelque chose se passe là-bas.

*(Il indique de la main la direction du sud-ouest, vers la jetée.)*

LA SENTINELLE, *d'un ton maussade.* — Je n'ai pas besoin que quelqu'un de votre espèce me dise ce que je dois faire.

APOLLODORE. — Imbécile, va! *(Il se met à appeler.)* Holà ho! Centurion! Holà ho!

LA SENTINELLE. — Par Castor, de quoi vous mêlez-vous!... Malédiction!... *(Il appelle.)* Holà ho! Aux armes! Aux armes!

LES DEUX SENTINELLES SUPPLÉMENTAIRES. — Holà ho! Aux armes! Aux armes!

*(Le centurion arrive en courant avec la garde.)*

LE CENTURION. — Eh bien! Qu'est-ce encore?... La vieille vous a-t-elle attaqué de nouveau? *(Il aperçoit Apollodore.)* Vous êtes encore ici, vous?

APOLLODORE, *montrant du doigt le sud-ouest, comme précédemment.* — Regardez donc là-bas!... Les Égyptiens bougent. Ils vont reconquérir Pharos. Ils vont l'attaquer des deux côtés, par mer et par terre; par terre, en suivant la grande jetée, par mer, en partant du port occidental... Allons, messieurs les militaires, bougez-vous, la chasse est

ouverte! *(Une sonnerie de trompette éclate sur plusieurs points, le long du quai.)* Aha!... Je vous le disais!

LE CENTURION, *vivement.* — Les deux hommes supplémentaires, vite, l'alarme aux postes méridionaux... Un seul de garde ici... Les autres avec moi... Vite, vite!

*(Les deux sentinelles supplémentaires s'en vont en courant, vers le sud, tandis que le centurion et le garde courent vers le nord. Immédiatement, le buccin résonne. Les quatre portefaix, suivis de Ftatatita, sortent du palais, portant un tapis.)*

LA SENTINELLE, *maniant son pilum avec crainte.* — Encore vous! *(Les portefaix s'arrêtent.)*

FTATATITA. — La paix, Romain, la paix! Vous êtes tout seul maintenant, ne l'oubliez pas... Apollodore, ce tapis est le présent de Cléopâtre à César. Dedans sont enveloppés dix précieux gobelets du plus fin cristal d'Ibérie, et aussi un cent d'œufs de pigeon bleu sacré... Sur votre honneur, que pas un ne soit brisé!

APOLLODORE. — Sur ma tête, j'en réponds!... *(Aux portefaix.)* Descendez cela dans le bateau, prudemment, prudemment.

LE PREMIER PORTEFAIX, *abaissant son regard vers le bateau.* — Dites donc, monsieur, faites bien attention à ce que vous faites! Ces œufs dont la dame parle, ils doivent, pour sûr, peser plus d'une livre pièce! Ce bateau est trop petit, je le dis, pour un poids pareil.

LE BATELIER, *très irrité, s'élance sur les marches.* — Dis donc, toi, sale portefaix! Fils raté de chamelle! Sépulcre à punaises! *(A Apollodore.)* Mon bon monsieur, mon bateau, il a souvent porté cinq hommes. Sûrement qu'il portera bien votre Seigneurie et un paquet d'œufs de pigeons! *(Aux portefaix.)* Et toi, dromadaire galeux, les Dieux te puniront pour ta méchanceté envieuse.

PREMIER PORTEFAIX, *avec stupidité.* — Je ne peux pas te battre maintenant, puisque je ne peux pas me débarrasser de ce ballot, mais, par Osiris! pour sûr que tu ne perdras rien pour attendre.

APOLLODORE, *s'avancant entre eux.* — La paix, là! La paix!... Même si le bateau n'était qu'une simple planche, j'irais encore dessus, trouver César.

FTATATITA, *avec anxiété.* — Au nom des Dieux, Apollodore, au nom des Dieux, n'allez pas courir de risques avec ce ballot.

APOLLODORE. — Ne crains rien, ô vénérable Grotesque, je devine sa grande valeur. *(Aux portefaix.)* Descendez-le, vous entendez, et doucement, doucement, ou bien vous n'aurez, pendant dix jours, rien que des coup de fouet comme nourriture.

*(Le batelier descend l'escalier; il est suivi des portefaix avec le ballot. Du quai, Apollodore et Ftatatita les surveillent.)*

APOLLODORE. — Doucement, mes fils, doucement, mes enfants! *(Avec une subite alarme.)* Mais, par Apollon, doucement, donc, doucement, chiens!... Couchez-le à plat, à l'arrière... Oui, ainsi... bien, bien.

FTATATITA, *criant à l'un des portefaix.* — Ne mets pas ton pied dessus! Ne mets pas ton pied dessus!... Oh! Brute, va!

PREMIER PORTEFAIX, *remontant.* — Ne vous mettez point la tête en compote, madame, tout va bien, tout va bien.

FTATATITA, *haletante.* — Tout va bien!... Tout va bien!... Ah!... Tu m'avais donné un coup au cœur! *(Elle presse son côté et respire avec peine. Maintenant, les quatre portefaix sont remontés et ils attendent au haut de l'escalier qu'on les paie.)*

APOLLODORE. — Voici, gent affamée!

*(Il donne de l'argent au premier portefaix, qui le tient dans sa main pour le montrer aux autres. Tous se pressent avidement pour voir combien il y en a; ils sont prêts, selon la coutume orientale, à en appeler au ciel, de l'avarice de leur patron. Mais sa libéralité les surpasse, et alors, ils s'exclament ensemble.)*

O Prince généreux! — O seigneur du Bazar! — O Favori des Dieux! — O Père de tous les portefaix du marché!

LA SENTINELLE, *envieuse, les menace furieusement de son pilum.* — Au large, chiens! Allons, au large!... Foutez le camp, par Hercule!...

*(Ils s'enfuient tous quatre devant lui, vers le nord, le long du quai.)*

APOLLODORE. — Adieu, Ftatatita. Je serai au Phare avant les Égyptiens. *(Il descend les marches.)*

FTATATITA. — Que les Dieux te favorisent et protègent celle que j'ai nourrie!

*(La sentinelle revient de sa chasse aux portefaix. Elle s'arrête debout, près du sommet des marches, de crainte que Ftatatita ne tente de se sauver, et abaisse son regard sur le bateau.)*

APOLLODORE, *d'en bas, tandis que le bateau se met en mouvement.* — Adieu, vaillant lanceur de pilum!

LA SENTINELLE. — Adieu, boutiquier!

APOLLODORE. — Ha ha! ha ha!... Rame, brave batelier, rame!...

LA SENTINELLE, *d'un ton menaçant.* — Et maintenant, madame, en route pour votre poulailler! Rentrez et vivement!

FTATATITA, *tombant sur ses genoux et étendant ses mains du côté de la mer.* — O Dieux des mers! Portez-la saine et sauve au rivage!...

LA SENTINELLE. — Porter qui, saine et sauve? Qu'est-ce que vous voulez dire?

FTATATITA, *le regardant d'un air sombre.* — O Dieux d'Égypte, Dieux de vengeance! Faites que cet imbécile de Romain soit battu comme un chien par son capitaine pour avoir souffert qu'elle soit emportée sur la mer!

LA SENTINELLE. — Maudite vieille! Elle est donc dans le bateau! *(Il appelle du côté de la mer.)* Holà ho! Batelier!... Holà ho!

G. BERNARD SHAW

(Traduction AUGUSTIN et HENRIETTE HAMON.)

*(A suivre.)*

# LES RICHESSES
# DE L'ÉTAT FRANÇAIS

## II. — LE MONOPOLE DES TABACS

Après avoir démontré la nécessité, pour résoudre le problème financier, de procéder à un Inventaire des richesses détenues et gérées par l'État français, nous avons entrepris cet Inventaire avec les moyens d'investigation et de recensement courts et sommaires, dont un simple particulier dispose pour un travail de ce genre. Nous l'avons entrepris dans cette pensée que, malgré son insuffisance, en groupant et en interprétant les seuls chiffres et documents relevés dans les publications officielles, il ne laisserait pas de corroborer notre thèse et de contraindre les Français à prendre une idée exacte de ce que l'État possède.

Nous avons commencé par le domaine ferroviaire auquel il eût été difficile de refuser la primauté par ordre d'importance. On a bien voulu reconnaître que, sans prétendre à avoir rapporté de notre voyage circulaire à travers les réseaux de l'État et des grandes Compagnies, un bagage de détails inconnus et inédits, nous étions parvenu néanmoins à modifier dans une proportion appréciable le préjugé courant sur les chemins de fer, ce qui n'est point un résultat négligeable.

Nous nous proposons de continuer par le Monopole des Tabacs, dont le public français sait assez vaguement deux choses :

1° Ce Monopole pourrait, en raisonnant par analogie, et en tablant sur ce qui se passe en Angleterre, rapporter annuellement au Trésor plus de trois milliards de francs papier.

2° Il donne à l'État un revenu indéterminé et actuellement indéterminable qui ne saurait dans tous les cas dépasser un milliard de francs papier.

Le Monopole des Tabacs est un arcane.

Nous pressentions les difficultés que nous devions éprouver à essayer d'en violer les ténébreux mystères. Les débats budgétaires de 1923 nous avaient avertis, et M. Louis Deschamps, député d'Ille-et-Vilaine avait pu affirmer en pleine Chambre, sans susciter le moindre démenti, que depuis 1913 le Monopole n'établissait même plus le prix de revient de ses produits et que, d'ailleurs, à aucune époque de son existence, il ne s'était soucié d'établir un bilan commercial, ni rien qui y ressemblât.

Nous étions donc bien prévenus.

Pour descendre dans la caverne et en explorer les replis tortueux, nous n'avions à compter ni sur le moindre flambeau ni sur le plus mince fil d'Ariane. Néanmoins nous nous flattions de l'espoir que de laborieux tâtonnements accomplis dans l'obscurité, à la lueur avare d'une lanterne sourde, nous permettraient d'arriver à une reconnaissance approximative, mais suffisante pour notre dessein, du vaste hypogée. Cet espoir lui-même a été déçu et la situation nous est apparue plus anormale et plus extraordinaire que le débat parlementaire de 1923 ne l'avait révélée. Le Monopole a pris le parti d'obstruer l'entrée même du souterrain, en attendant qu'il ne le fasse garder des curieux par un Dragon mythologique dans le genre de celui qui prenait sa faction à l'entrée des Jardins des Hespérides.

Nous faisions le plus grand fonds pour mener à bien notre étude sur les données que devait nous fournir le volumineux compte général distribué annuellement aux membres du Parlement par les soins de l'administration des Finances. Mais, à notre grande surprise, quand nous avons essayé de nous procurer ce document, il nous a été répondu que le dernier compte publié remontait à 1913! On a indulgemment attribué la suppression de ce compte aux restrictions typographiques

nées de la guerre, mais comme il n'a pas jugé bon de reparaître encore, cinq ans déjà passés depuis l'armistice, nous nous croyons fondés à conclure que le Monopole a saisi avec empressement l'occasion de sevrer à jamais les représentants de la Nation de tous renseignements circonstanciés sur son fonctionnement. On fait observer avec raison que, nonobstant la guerre, nulle société privée n'avait été dispensée de rendre des comptes tant au Fisc qu'à ses actionnaires et, quand des voix éloquentes et autorisées s'élèvent si souvent pour célébrer en de somptueuses logomachies le règne du grand jour et de la pleine clarté inauguré par la démocratie parlementaire, on ne sait ce que l'on doit admirer le plus de l'audace du Monopole à cacher sa gestion ou de la longanimité du Parlement à tolérer cette dissimulation.

Ainsi donc non seulement le Monopole des Tabacs ne tient pas et n'a jamais tenu de comptabilité commerciale, non seulement il ne sait pas et il n'a jamais su à quel prix réel lui revenait un paquet de cigarettes ou un kilogramme de tabac, mais il s'est même dérobé, sans d'ailleurs avoir suscité jusqu'en 1923 la moindre réclamation, à l'obligation de tenir une comptabilité budgétaire, si bien qu'à l'heure actuelle le Monopole des Tabacs est une nuit opaque qui enveloppe tout de ses voiles et défie tout essai de contrôle et de vérification. Le Monopole est devenu une sorte de vaste établissement autonome et fermé qui a l'État pour banquier, mais dont l'État ne connaît à aucun moment de l'année la vraie position, et qui ne rend de comptes à la Nation que dans la mesure où cela lui chante. Il n'est plus fourni au Parlement et à la Nation concernant le Monopole que des renseignements maigres et confus qu'il faut aller glaner comme l'on peut dans le budget du ministère des Finances. De ces renseignements les Commissions des Finances et les rapporteurs dans les deux Chambres se contentent avec une résignation et une philosophie exemplaires. Tout a été savamment combiné pour décourager les Français assez indiscrets pour s'enquérir de l'état exact où se trouvent les affaires du pays et user de leur droit de citoyens et de contribuables. Les Monopoles des Tabacs et des Allumettes chevauchent l'un sur l'autre, se partagent fraternellement les mêmes chapitres et les mêmes

rubriques de manière qu'on ne peut affecter à chacun sa part sans de laborieuses soustractions et discriminations. D'autres éléments d'appréciation concernant le Monopole des Tabacs sont rejetés sous la rubrique : *administration des contributions indirectes*, où l'on apprend par exemple, si l'on a eu l'heureuse idée de s'y aventurer, qu'une sinécure nouvelle vient d'être créée, à titre d'essai, l'inspection des Entrepôts.

Les Monnaies et Médailles, l'Imprimerie nationale ont le privilège d'un budget annexe publié en appendice au budget du Ministère des Finances. Mais quand il s'agit de Monopoles d'État, leur budget est comme incorporé, intégré dans le budget général de ce département. Disposition illogique évidemment dictée, aux yeux les moins prévenus, par la crainte de donner prise. On parle sans cesse d'industrialiser le Monopole des Tabacs. On assure même qu'une commission extra-parlementaire, au sein de laquelle nos plus grands capitaines d'industrie ont été appelés à siéger, en recherche sans hâte les voies et moyens. Nous nous demandons, dans un sentiment d'anxiété que chacun comprendra, comment les éminents commissaires s'y sont pris pour amadouer un Monopole qui se révèle si peu enclin à subir les enquêtes et à confier ses secrets.

En définitive le Parlement et l'opinion doivent se considérer pour satisfaits, pour les exercices jumeaux de 1923-24 associés dans un budget biennal, de la communication des lignes insérées par M. le Ministre des Finances, chef très nominal des Monopoles, dans son exposé général des motifs budgétaires.

« Le coefficient d'exploitation, affirme ce haut personnage, c'est-à-dire le rapport des dépenses aux recettes brutes s'est élevé pour les tabacs à 20 p. 100 en 1913 et à 38 p. 100 en 1921.

« Augmentation qui s'explique par ce fait que les tarifs de vente ont été augmentés de 110 p. 100 en moyenne alors que les prix de revient ont été augmentés de 350 p. 100. »

Et c'est tout. Aucune explication complémentaire. Il faut en croire le ministre sur sa parole fondée d'ailleurs sur la parole du Monopole. Jamais on n'a vu de la part d'une Assemblée pareil acte de foi et de confiance. Jamais Assemblée d'actionnaires dans une firme faisant pour plus d'un milliard et demi d'affaires n'a donné quitus plus rapide et plus

complaisant en échange d'un rapport plus vide et plus laconique.

Avant la guerre et pour la dernière fois en 1913, la direction générale des manufactures de l'État publiait à l'occasion du vote annuel du budget « un compte de l'exploitation du monopole des Tabacs ». Ce document de plus de 250 pages de grand format fournissait une quantité prodigieuse de renseignements où l'on peut plutôt apercevoir des éléments statistiques que des données permettant aux législateurs de se faire une opinion sur le fonctionnement industriel et commercial de la Régie. La confection de ce chef-d'œuvre de la comptabilité administrative devait occuper un grand nombre d'employés dont les traitements venaient majorer considérablement le prix de revient des produits de la manufacture nationale. C'est un grimoire indigeste où tout l'important est dit dans les 24 pages du rapport préliminaire du Directeur général et dont les chiffres décisifs sont ensuite étirés, volatilisés, ventilés et réadditionnés en 250 pages d'un fatras qui nous fournit à titre de renseignement que l'habitant du Var qui consommait pour 3 fr. 95 de tabac en 1830 est en 1918 devenu consommateur pour 18 fr. 31. Dans la même période la consommation de l'habitant de l'Ain a passé de 1 fr. 07 à 7 fr. 66. Et les mêmes indications précises nous sont fournies pour tous les départements français. C'est admirable et ridicule. Mais si nous cherchons à savoir si l'État industriel et commerçant s'est préoccupé de se procurer pour ses produits une clientèle à l'étranger, une seule ligne et bien courte, du rapport général de 1913 nous apprend que « la vente de débris pour l'exportation (*sic*) a produit une recette de 155 917 francs 70 centimes ». Cela rend rêveur et l'on s'étonne moins qu'il soit impossible à un Français voyageant à Londres ou au Caire d'y acheter une cigarette de caporal français puisque notre monopole n'exporte que ses *débris* (*sic*) alors que l'étranger séjournant à Paris se procure facilement dans nos débits les cigarettes anglaises ou égyptiennes importées par la Régie!

Avec une forte dose de patience on pourra en apprendre un peu davantage si l'on ne répugne pas à se risquer dans le lacis quasi inextricable de chiffres et à opérer les recoupements, additions et soustractions nécessaires.

On sera ainsi à même d'apprendre que le Monopole tablait pour 1923 sur un produit brut de 1 675 407 000 francs, en augmentation de 31 851 000 francs sur l'exercice précédent et que l'espoir de cette augmentation s'était fondé sur l'amélioration de la fabrication et les encouragements à fumer davantage qu'elle entraînerait.

Quant aux frais généraux du Monopole, ils se chiffreraient ainsi :

| | |
|---|---|
| Achat et transports | Fr. 352 198 000 |
| Personnel | 126 308 450 |
| Achat et entretien du matériel | 29 743 750 |
| Bâtiments | 4 118 000 |
| Constructions nouvelles | 2 250 000 |
| Total | 514 618 200[1] |

Le département des Finances ne croit pas devoir instruire le Parlement de l'importance des remises consenties à ses entreposeurs et buralistes. Sans doute doivent-elles être portées en addition au total précédent, de façon à parfaire jusqu'à concurrence de 38 p. 100, soit approximativement 636 millions le chiffre de dépenses accusées.

On estimera sans doute qu'il n'est pas sans intérêt de rapprocher de ces chiffres les résultats généraux accusés par le compte de 1913 — le dernier fourni.

1913. TABACS

| | |
|---|---|
| *Recettes :* | |
| Vente de tabacs fabriqués | Fr. 541 564 881,68 |
| Vente de la nicotine | 250 993,77 |
| Vente de débris pour l'exportation | 155 917,70 |
| Vente de tabacs en feuilles | 1 958,40 |
| Recettes diverses | 3 100 288,44 |
| Total | 545 074 039,99 |
| *Dépenses :* | |
| Frais de régie | Fr. 110 969 636,70 |
| Dépenses des contributions directes | 2 818 566,99 |
| Pensions civiles, etc. | 1 403 603,98 |
| Restitutions et non-valeurs | 190,06 |
| Exercices clos | 1 040,35 |
| Total | 115 192 938,08 |

1. Budget du Ministère des Finances, chapitres 158 à 169.

| | | |
|---|---|---|
| Capital de la Régie (tabacs, bâtiments, machines) | | |
| au 31 décembre 1913 . . . . . | | Fr. 169 029 336,29 |
| — — 1912 . . . . . | | 162 572 328,32 |
| Plus-value . . . . . | | 6 457 007,93 |

D'où bénéfice :

| | | |
|---|---|---|
| Recettes. . . . . | | Fr. 545 074 039,99 |
| Dépenses . . . . . | | 115 192 938,08 |
| Différence . . . . . | | Fr. 429 881 101,91 |
| Plus-value du capital . . . . . | | 6 457 007,93 |
| Total . . . . . | | 436 338 109,84 |
| Plus créances arriérées frappées de déchéance.. . . . . | 2 163,88 | |
| Moins décharge d'un produit, etc . | 11,50 | |
| | 2 152,38 | Fr. 2 152,38 |
| Total . . . . . | | Fr. 436 340 262,22 |

Suivant leur méthode invariable, les apologistes du Monopole déduiront triomphalement le petit total du plus grand et porteront pour 1922 la différence, soit 735 000 francs, à l'actif du Trésor.

Or, c'est justement ce chiffre manifestement faux qu'il importerait de critiquer et d'analyser, que le Monopole nous met dans l'impossibilité systématique d'élucider et non sans raison.

L'arrêt porté par M. Louis Deschamps, sur cette façon de compter, est donc sans appel.

Personne ne sait, personne ne peut savoir, et moins que personne l'administration des Finances, ce que le Monopole rapporte exactement.

Pourquoi?

Parce que, comme l'a fort bien écrit un éminent praticien, M. Eugène Léautey, dans son traité des Inventaires et Bilans, s'il est vrai que les recettes et dépenses du Monopole soient scrupuleusement contrôlées par la Cour des Comptes quant à la conformité des pièces comptables avec les écritures, personne n'est à même de voir ce que sont devenues les choses qui ont motivé les dépenses.

Le Monopole ne tient aucun compte des frais de premier établissement, des amortissements de constructions nouvelles

et de matériel. Il use gratuitement d'un actif que les contribuables ont payé et qu'il remplace par des crédits nouveaux. Il ne s'occupe pas des capitaux immenses investis dans cette colossale entreprise. Tant que les opérations du Monopole n'auront pas été soumises aux méthodes de la comptabilité commerciale, les tentatives pour l'améliorer et l'industrialiser resteront vaines et manqueront de directions utiles. Les éléments essentiels d'appréciation et de discussion feront même défaut à son égard. Un premier essai d'investigation nous a fait constater la disparition progressive de la comptabilité budgétaire. C'est le bilan à rebours. Le Monopole des Tabacs s'enfonce volontairement dans le noir.

***

Mais, si le citoyen et contribuable français est réduit à l'impuissance de contrôler, comme il en a strictement le droit dans une démocratie, les affaires du Monopole, il discerne bien en revanche dans l'avenir, le point vers lequel tendent les choses et auquel elles arriveront fatalement si l'on n'y met bon ordre.

Voici deux faits aussi irrécusables qu'ils sont révélateurs.

Il y a un quart de siècle, le rapport des recettes et dépenses brutes accusé par le Monopole oscillait entre 18 et 19. Aujourd'hui ce rapport est passé à 38. Il a presque doublé. Qu'est-ce à dire? Rien que de parfaitement clair. Couvert par l'immense marge que lui assure, pour se mouvoir, un prix de vente arbitrairement fixé dans un but de fiscalité, le Monopole prend de moins en moins souci de ses frais généraux. Il leur permet de s'accroître d'année en année. Quels risques encourt-il à ce jeu? Aucuns. Si relâchée que soit sa gestion, elle laissera toujours des bénéfices apparents. L'inflation monétaire le sert à merveille. Elle permet aux partisans du Monopole de faire sonner terriblement le milliard annuel qu'il est censé verser dans les caisses du Trésor. Ce milliard dans tout l'épanouissement de sa majestueuse rondeur ne laisse pas de faire impression sur le public. Celui-ci ne songe pas que converti en francs or de 1913 le milliard tombe à moins de trois cents

millions, c'est-à-dire, par comparaison avec les résultats de cette année-là, à un abaissement de recettes de plus de cent millions.

Second fait : Le Monopole dérive vers le soviétisme. Le mot paraîtra sans doute un peu gros. Nous n'en savons pourtant pas de plus exact, ni de mieux approprié à la situation. Le moyen de qualifier autrement cette espèce de sécession d'avec la Nation et le Parlement qui se manifeste d'une façon si expressive par ce signe : le Monopole ne rend plus de comptes. Le soupçon de soviétisme peut paraître à première vue impertinent et injurieux s'adressant aux fonctionnaires et aux ingénieurs d'élite qui dirigent le Monopole. Dans la réalité ils n'encourent aucun reproche. Prisonniers d'un système, ils en épousent la pente, ils en subissent la fatalité. Avons-nous d'ailleurs la certitude qu'ils exercent encore l'autorité au sein du Monopole, dans les mêmes conditions qu'autrefois? Bien des indices sont de nature à faire naître le doute à cet égard. Nous avons les récentes déclarations de M. Léon Jouhaux, défendant contre les projets de M. de Lasteyrie le monopole des Allumettes. Elles témoignent d'un état d'esprit qui explique surabondamment la situation. Pour M. Jouhaux, si les Monopoles d'État donnent des mécomptes, il convient de les imputer à l'incapacité routinière de la haute administration. En conséquence de quoi la solution élégante et rêvée appelée à se traduire en profits décuplés, consiste à supprimer la hiérarchie et à remettre le Monopole aux mains du personnel syndiqué. C'est ce qu'il faut entendre par la « *nationalisation industrialisée* » assez difficile à admettre pour ceux qui n'ont pas une foi illimitée dans les aptitudes réformatrices et constructives de la C. G. T.

Où va le Monopole des Tabacs? Où va-t-il irrésistiblement en vertu d'une révolution qu'il faut proclamer inconjurable, tant que les choses resteront ce qu'elles sont? Vers l'improductivité finale et la séparation d'avec l'État. Au dernier terme apparaît une aristocratie très fermée, constituée sur un démembrement de la richesse nationale, nantie, en toute propriété, d'un privilège sans précédent quant à l'ordre de grandeur. Contrairement aux affirmations de M. Jouhaux, le Monopole, loin d'être une sauvegarde pour le patrimoine commun des

Français, tend à le faire entrer dans l'apanage d'une oligarchie démagogique.

Ces tristes perspectives si proches de nous, n'avaient pas échappé aux hommes d'État français — on leur doit cette justice — alors qu'elles étaient encore lointaines et confuses. Bien que la Nation française fût déjà très avancée dans les voies de la centralisation excessive et du socialisme d'État. ce n'est pas sans scrupules et sans inquiétudes que le législateur se résignait à l'origine à prélever l'impôt sur le tabac par voie de monopole.

On a trop facilement oublié que, pendant tout le siècle dernier, le Monopole des Tabacs n'a été établi que pour des périodes strictement limitées à titre d'expérience qu'on fût toujours maître d'interrompre. C'est ainsi qu'en 1824, le gouvernement ayant demandé que le Monopole lui fût concédé pour dix ans, les Chambres ne voulurent pas engager l'avenir au delà de cinq années. Chaque renouvellement de concession était précédé d'enquêtes, d'inventaires, de débats approfondis, qui mettaient à nu le monopole jusque dans l'intimité de son fonctionnement. On ne peut douter que ce régime ait contribué à maintenir le Monopole en haleine et à prévenir les abus dont nous sommes aujourd'hui les témoins. Tant il est vrai qu'en fait de sincérité démocratique nous avons progressé à rebours et que la Nation est de plus en plus tenue dans l'ignorance de ses affaires.

Comment le Monopole est-il devenu de provisoire permanent? A quelle date fatidique et en quelle forme solennelle s'est accompli ce grand événement de notre histoire financière?

Nous sommes au regret d'avoir à constater que cette transformation s'est opérée subrepticement à la façon d'un escamotage, comme tant d'autres pseudo-réformes socialisantes entrées dans notre code par la porte dérobée de la loi de Finances, dans l'inattention du public, le silence de la presse et parfois l'ignorance même du législateur, présumé responsable de ce qu'il vote.

C'était dans les derniers jours de 1892. Le budget n'était pas achevé et il y avait lieu de recourir à l'expédient des douzièmes provisoires. Un texte fut improvisé et adopté à la hâte. Le Monopole des Tabacs concédé pour une nouvelle

période de dix ans en 1882 venait à expiration le 31 décembre. Il fallait aviser. Au dernier moment un certain article 25 vint se glisser parmi les autres. Il prorogeait la loi du Monopole « jusqu'à ce qu'il en fût autrement ordonné ». Cette énormité passa dans le tas. Elle fut votée à mains levées, sans l'ombre d'une discussion. Personne ne s'en aperçut. Aucun journal n'y fit allusion. Une fois de plus il fut prouvé que ces deux Argus : le Parlement et la Presse s'éludent en matière sociale et fiscale avec une remarquable facilité.

***

Le livre d'Edmond Demolins *la Supériorité des Anglo-Saxons* n'est plus à la mode. On a d'autant moins sujet de l'évoquer que la Grande-Bretagne paraît beaucoup moins imperméable qu'autrefois aux infiltrations socialistes. Mais, dans l'œuvre de la vieille Angleterre, que de parties restent encore intactes, s'offrant simultanément à l'éloge et à l'imitation. C'est peut-être dans la solution donnée à la question du tabac que les Anglais ont obéi le plus docilement à l'évolution naturelle et, par là, manifesté, de la manière la plus éclatante, leur supériorité. Pendant que la France, après de longues hésitations, finissait par se rallier au système étatiste, le plus dispendieux, le plus compliqué et le moins productif, l'Angleterre s'arrêtait au procédé le plus simple, le plus libre et le plus avantageux.

Dès 1848, ce contraste avait frappé des Français clairvoyants, au premier rang desquels il faut citer : Raudot, député de l'Yonne à la Constituante et que ses électeurs devaient renvoyer siéger à l'Assemblée Nationale de 1871. Apôtre de la décentralisation, auteur d'ouvrages non encore oubliés et pleins d'aperçus originaux sur la *Décadence de la France* et sa *Grandeur possible*, Raudot ne pouvait avoir pour le Monopole des Tabacs les yeux indulgents d'un Jacobin.

« Le Gouvernement français, s'écriait-il, achète des Tabacs, soit en France, soit à l'Étranger, il les fabrique et il les manipule pour être livrés à la consommation. Il vend sa marchandise au détail.

» C'est l'État marchand et fabricant.

» C'est l'État socialiste.

» Il n'y a rien d'aussi dangereux que ce système emprunté au pacha d'Égypte, car il suggère de l'appliquer à d'autres objets. »

Pour l'amnistier, il faudrait tout au moins qu'il pût se targuer d'un rendement financier supérieur à celui du procédé britannique. Or, la confrontation des résultats n'a laissé, à aucune époque, de tourner à la confusion du système français.

En Angleterre le Monopole des Tabacs — si l'emploi de ce mot est légitime — réside dans l'interdiction de la culture.

Les origines du système se placent en 1652 avec l'abolition du privilège jusque-là imparti aux colonies d'importer des tabacs en franchise dans la métropole.

La prohibition coloniale est confirmée par Charles II et par ses successeurs pour l'Angleterre proprement dite, étendue à l'Écosse en 1783 et à l'Irlande en 1830.

Le revenu que la Grande-Bretagne tire du tabac est essentiellement constitué par le droit de douane à l'entrée, et subsidiairement par les licences accordées aux fabricants et aux détaillants. Inutile d'ajouter que cette licence n'est en rien assimilable à nos bureaux de tabac. Elle est délivrée à tous ceux qui, à leurs risques et périls, éprouvent le désir de s'adonner à la préparation du tabac. Le droit de douane a été réglé par la loi du 27 mars 1862. Le tabac à fumer fabriqué en Angleterre, en entrepôt, avant acquittement des droits, paie moins que le tabac importé tout fabriqué. L'examen de la législature douanière anglaise apporte souvent de ces surprises... protectionnistes, à ceux qui sont dans l'illusion de penser que l'Angleterre est libre-échangiste pour des motifs doctrinaux. Il y a sur la fabrication du tabac en Angleterre toute une série de règlements qui sont à la discrétion de l'administration des douanes et que celle-ci modifie et perfectionne dans l'intérêt du Trésor et suivant les nécessités de la surveillance. Le principal moyen employé pour déjouer la contrebande consiste dans l'interdiction d'écouler le tabac autrement qu'en paquets d'un type et d'un poids déterminés sous bandes fiscales fournies par l'administration.

Encore une fois, cette solution fait le plus grand honneur au génie anglais : elle continue en 1924, à mériter l'admiration enthousiaste qu'elle inspirait il y a soixante-quinze ans, à l'écrivain-député Raudot.

Interdiction de la culture, liberté de la vente.

On voit tout de suite que l'immense avantage de la formule tient dans l'économie des frais de régie. Aucun pays ne peut se passer de douanes. Or, en confiant la perception des droits sur le Tabac aux Douanes, celle-ci s'effectue, pour ainsi dire, gratuitement.

Dès 1849, le Monopole français faisait triste figure avec ses 80 millions de bénéfices annuels, plus ou moins effectifs, en regard des 108 millions de produit net, incontestable, obtenu par le système anglais avec une population de 28 millions, alors inférieure de 7 millions à la nôtre.

Cette différence au profit de l'Angleterre n'a pas cessé de se maintenir, mieux : de s'accentuer.

Du 1er avril 1920 au 31 mars 1921, l'Échiquier a encaissé en Angleterre, dans des circonstances de population et de consommation sensiblement semblables aux nôtres, au chapitre du droit d'entrée et de la taxe intérieure sur le tabac, la somme de 60 millions de livres sterling équivalant à 1 500 millions de francs-or que nos lecteurs pourront aisément convertir en francs-papier au cours du jour. Quand on compare cette somme énorme au malheureux milliard-papier dont se targue, toutes choses égales d'ailleurs, notre Monopole, on en vient à se dire que les contribuables français sont vraiment de fort benoites gens.

On objectera sans doute, comme on l'objectait déjà à Raudot, l'intérêt qui s'attache à la culture du tabac. Raudot en faisait bonne justice en niant que l'intérêt national fût le moindrement impliqué dans une culture artificielle, très épuisante pour le sol, limitée à quelques départements et constituée en privilège au profit d'un petit nombre de planteurs. L'objection serait encore moins valable en 1923 qu'en 1914. Le tabac est une plante essentiellement coloniale et exotique. Quand on songe au déficit de notre production en céréales, en betteraves et en bétail, il serait difficile de prétendre que la culture du tabac très aléatoire dans nos climats, requérant un sol

riche, exigeant beaucoup d'engrais, permet à nos agriculteurs d'utiliser des forces et des terrains sans emploi.

***

Posons ce principe que dans l'état actuel de nos finances l'Impôt sur les Tabacs perçu par voie de Monopole n'alimente pas suffisamment le Trésor et que le déficit ne saurait demeurer plus longtemps à la charge des contribuables étant donné les pressions de plus en plus énergiques que le fisc exerce sur eux. En prenant l'initiative de supprimer, à la requête de la Commission des Réformes, le Monopole mineur des Allumettes, le Gouvernement ne s'est-il pas engagé dans la voie où il devra soumettre à bref délai le Monopole des Tabacs à l'Inventaire que nous avons commencé de réclamer, dès la fin de 1921, à titre de solution au problème financier?

Comme nous l'avons écrit à cette époque et comme M. Louis Marin, l'éminent député de Meurthe-et-Moselle, le disait aussi le 19 janvier dernier au Comité Dupleix, « une réforme ne peut être seulement un total de réformes partielles; elle doit être issue d'un plan d'ensemble coordonné, logique et rationnel ». Il ne s'agit pas de jeter successivement dans le gouffre, morceau à morceau, au petit bonheur et en pure perte d'ailleurs, notre patrimoine national. Il faut à l'égard des Monopoles d'État, une vue d'ensemble, seule capable d'inspirer et de commander une mesure d'ensemble.

Par hypothèse, que devra conclure à l'égard du Monopole des Tabacs la commission de l'Inventaire dès qu'elle aura achevé la prisée de cette colossale entreprise, — si tant est qu'elle l'entreprenne un jour. —

Jusqu'à nouvel ordre et sous réserve d'idées nouvelles non encore écloses, le choix est entre trois solutions :

1° L'industrialisation; 2° l'affermage; 3° le système anglais.

Nous écartons *de plano* l'industrialisation qui est d'ailleurs entendue dans la logomachie courante en deux sens opposés. Par ce mot barbare, les uns désignent une situation idéale où l'on verra, par l'opération d'un texte de loi, l'État adopter subitement dans la gestion de ses monopoles les

méthodes souples, exactes et productives de l'industrie privée. Il faut pour tabler sur ce miracle, ou beaucoup de candeur ou beaucoup de machiavélisme. Il y a aussi l'industrialisation selon M. Léon Jouhaux. La formule en est connue. C'est le soviétisme intégral. Cela revient à confier le Monopole presque sans condition, à un conseil de « camarades syndiqués ». Pas plus que l'industrialisation-chimère des uns — l'industrialisation-révolte des autres — n'est digne de retenir un instant l'attention.

Ici trouve place une observation préliminaire et capitale. C'est que la solution qui interviendra, si élégante soit-elle, sera toujours grevée d'une formidable hypothèque : le respect des droits acquis.

Nous évaluons à environ 150 000 le nombre des Français des deux sexes intéressés au maintien du *statu quo* et qui, constitués en associations puissantes, ne manquent jamais de se dresser en bataille chaque fois que le Monopole des Tabacs est pris à partie, ou simplement mis en cause.

L'on compte 46 000 débits de tabacs, dont en majorité les titulaires ont remis le soin à des gérants moyennant un équitable partage des bénéfices. Soit, de ce chef, environ 70 000 parties prenantes.

D'après une statistique ancienne, les planteurs seraient au nombre de 60 000. Ajoutons le personnel des manufactures de tabacs à l'effectif de 18 000 unités et 2 000 fonctionnaires et le total de 150 000 se trouve atteint.

Or, dans bien des renouvellement législatifs âprement disputés, l'écart entre les occupants et les opposants n'a pas dépassé ce chiffre, si bien qu'en vertu d'un paradoxe effarant, le Monopole des Tabacs s'est trouvé être souvent l'arbitre souverain de nos grandes luttes politiques. Étant donné la coexistence que nous avons si souvent signalée d'une constitution politique et d'une constitution administrative contradictoires, la paradoxale combinaison du parlementarisme et de la centralisation, le Monopole des Tabacs ne pouvait pas ne pas devenir plutôt qu'un engin de fiscalité un instrument de règne que les partis de révolution sociale essaient de disputer à l'école dirigeante. Petit à petit les affaires du Monopole et les intérêts de la politique se sont étroitement

confondus... Cette confusion a été d'ailleurs reconnue puis organisée officiellement. Le Ministre des Finances a cessé de nommer aux bureaux de tabac de grande et moyenne importance : en fait il s'est dessaisi de sa prérogative en faveur d'une commission où la prépondérance est exercée par des sénateurs et députés que leurs collègues ont délégués à cet effet. Dans les départements, pour les petits débits de tabac à la nomination des préfets, le même procédé est employé à une échelle réduite. S'agit-il d'accorder des permis de cultiver le tabac et de fixer les prix d'achat par la Régie, rien ne se passe sans la coopération de conseillers généraux et d'arrondissement. C'est ce qu'on voit. Mais il y a ce qu'on ne voit pas. Dans les secteurs où la culture du tabac est autorisée, les sénateurs et les députés sont perpétuellement requis à fin d'intervention dans les différends entre les planteurs et la Régie. On s'est étonné que tant de ruraux restassent obstinément attachées à une culture que le contact avec une régie quinteuse, hargneuse, tatillonne et processive, semblerait à première vue rendre peu agréable et peu productive. Le patronage législatif adoucit beaucoup, dans la pratique, les inconvénients présumés d'une telle sujétion. Grâce à la politique, la culture du tabac est très fructueuse et dans la lutte pour la valorisation, on a assez lieu de croire que le Trésor a le plus souvent le dessous. Circonstance peu propre à augmenter le produit du Monopole.

Il semble en résulter la nécessité de ménager et de réserver d'une façon viagère, tout au moins, les intérêts d'ayants droit dont on ne saurait raisonnablement attendre de capitulation et qui représentent une force d'opinion que l'École dirigeante se refuse toujours à heurter de front.

Si, comme il y a tout lieu de le croire, cette pusillanimité et le souci de l'intérêt électoral continuent à inspirer les décisions de l'École dirigeante, il ne lui restera plus qu'une solution possible du problème des Tabacs.

Cette solution serait l'affermage du Monopole à une ou plusieurs sociétés, françaises bien entendu, car l'opinion publique s'est cabrée et avec raison, à la pensée de constituer, au profit d'une compagnie américaine, une sorte d'enclave économique, taillée en pleine chair nationale.

Un affermage à long terme avec respect jusqu'à extinction mais non renouvellement des droits acquis, de façon à préparer de loin l'adoption de la solution anglaise, prévue pour l'époque où la concession prendrait fin.

Telle est la formule qui paraîtrait de nature à concilier dans une juste mesure les intérêts privés avec l'intérêt supérieur du pays, les besoins financiers du présent avec le souci de l'avenir. Nous l'indiquons sans avoir la prétention de nous substituer aux praticiens éminents dont s'enorgueillit le pays. Notre but est surtout d'apporter des exemples pratiques à l'appui de nos théories et de montrer aux Français que le défaut d'un grand Inventaire national les a mis sur la pente de l'inévitable catastrophe financière qui tous les jours se rapproche d'eux en l'absence d'un système financier expérimental.

***

Et cependant, une fois de plus par l'étude sommaire que nous venons de consacrer à ce Monopole des Tabacs, nos lecteurs auront pu concevoir une idée des ressources immenses que les richesses de l'État peuvent apporter à l'œuvre de notre restauration financière.

Nous avons dit déjà qu'après avoir établi l'Inventaire de ces richesses un examen attentif devrait être fait de chacun de ses postes d'abord pour en fixer la valeur et en second lieu pour préciser le meilleur usage qui puisse en être fait.

Ici l'évaluation est facile puisque la comparaison s'impose entre le faible produit du monopole français et la somputeuse recette qu'apporte au budget anglais un système si différent du nôtre.

Soixante millions de livres sterling équivalent au cours du jour à plus de cinq milliards et demi de francs-papier.

Au moment où un ministre des finances éperdu ne songe pour rémédier à la détresse et pour prévenir la catastrophe qu'à surcharger encore un contribuable qui succombe déjà sous le poids d'impôts extravagants aussi bien par leur chiffre que par leur incohérence, dans les circonstances inquiétantes et sans doute bientôt tragiques que nous traversons, une occa-

sion merveilleuse s'offre au gouvernement et au Parlement français de dégréver les contribuables et non pas d'augmenter leurs impôts : c'est à l'État en utilisant ses richesses stériles qu'il appartient de payer ses dettes. Il est tout à fait inutile de demander un effort suprême à la Nation déjà écrasée. Pour cela il suffit d'appliquer ici la solution que nous avons préconisée. Qu'y aurait-il donc à faire pour la réaliser en ce qui concerne le Monopole des Tabacs?

La première chose serait d'annoncer que l'État veut se débarrasser du Monopole et qu'il est prêt à le céder à une ou plusieurs Compagnies Fermières qui se constitueraient pour l'acquérir. Il faudrait ensuite décider que le prix de cession serait payé à l'État au moyen d'une combinaison financière permettant d'amortir la dette de l'État d'une somme égale au paiement de ce prix.

Et d'abord à combien ce prix pourrait-il être fixé? Si l'on table sur un bénéfice possible pour la Compagnie Fermière de cinq milliards de francs-papier on a lieu d'estimer qu'une affaire industrielle de ce genre pourrait facilement se capitaliser à 10 pour 100. Il s'agirait donc d'un capital d'environ cinquante milliards que la Compagnie devrait se procurer pour le reverser à l'État en échange du Monopole. Il ne peut être prévu aucune difficulté pour la constitution de ce capital, ou du moins aucune difficulté que la science financière ne soit aujourd'hui en mesure de résoudre. Une affaire industrielle de cet ordre pouvant et devant fournir au moins 10 p. 100 d'intérêts trouvera facilement des actionnaires, ne fût-ce que dans l'armée des souscripteurs de Bons de la Défense Nationale ou du Trésor qui apportent annuellement vingt-cinq milliards à l'État et qui seraient enchantés de trouver une aussi séduisante occasion d'investir leurs capitaux.

Ce qui paraîtra plus délicat peut-être aux personnes qui n'ont pas des connaissances spéciales, c'est sans doute l'opération par laquelle la Compagnie Fermière se procurera les titres de la dette de l'État avec lesquels elle devra payer.

Au premier abord on entrevoit difficilement toutes les conséquences d'une opération de cette grandeur puisqu'elle ne va pas à moins que le rachat, et par suite l'extinction du sixième de la Dette de l'État Français.

Ce n'est peut-être pas le lieu, ni le moment d'expliquer toutes les modalités de cette gigantesque opération. La solution schématique que nous présentons comporte pour l'État la vente définitive d'un des postes de son Inventaire en prélevant à cette occasion le bénéfice presque total que peut produire l'aliénation d'un élément à son actif. Il est permis d'envisager dès à présent, et nous tenons à l'indiquer, pour ne pas être accusé de n'avoir pas prévu toutes les conséquences de notre système, il est permis, disons-nous, d'envisager une solution mixte diminuant le prix payé comptant par la Compagnie Fermière et réservant à l'État une recette supplémentaire à provenir des taxes frappant l'exploitation de la dite Compagnie. Une troisième source de bénéfices, nous l'avons indiqué précédemment, découlerait pour l'État des impôts directs ordinaires qu'il aurait à percevoir sur les immeubles et sur les opérations de la firme appelée à lui succéder.

Une des principales objections qui pourrait être présentée est que l'achat à la Bourse de Paris d'un seul coup de cinquante milliards de titres de Rentes Françaises provoquerait sur le marché une perturbation inouïe et le déclenchement d'une hausse formidable de nos Rentes nationales. Ainsi ce qui apparaît tout d'abord, c'est que cette opération n'offre qu'un seul danger, c'est d'améliorer trop rapidement le crédit de la France.

Nous avons déjà rencontré une objection du même genre lorsque nous avons préconisé la politique du retour au franc au pair. « Rien ne serait plus dangereux, nous a dit en 1921 un haut personnage consulaire, qu'une brusque reprise du franc. »

« Pardon, lui répondions-nous, il y aurait une chose plus dangereuse, c'est la politique qui conduirait le franc à zéro. »

A l'époque où ce court dialogue eut lieu, le franc valait 45 centimes, il en vaut aujourd'hui 22!

Mais, revenons à la vente du Monopole des Tabacs. L'État français n'a malheureusement pas qu'une dette, il en a deux, l'une consolidée, l'autre flottante. Cette dernière pourrait être annulée en entier sans jeter aucune perturbation sur le marché de la dette consolidée. L'on peut donc dès à présent envisager que le paiement fait par la Compagnie Fermière

serait compensé par une annulation d'une somme égale de Bons du Trésor ou de la Défense Nationale.

Évidemment cette opération relèverait considérablement le crédit de la France. Pensez-donc : une annulation d'un sixième de la dette de l'État!

Il s'ensuivrait naturellement une grande amélioration du cours des fonds publics et, à part nos ennemis ou nos amis de l'étranger, je ne vois pas trop qui pourrait s'en plaindre.

Quant à l'État délesté d'une dette de 50 milliards, lui qui emprunte à 8 pour 100, il serait déchargé de 4 milliards représentant les arrérages de nos 50 milliards. S'il a 4 milliards de moins à payer à ses rentiers, il a aussi 4 milliards de moins à demander aux contribuables, déduction faite, bien entendu, du produit actuel du Monopole... quand on le connaîtra exactement.

Voilà en somme à quoi aboutirait cette réforme : un dégrèvement. Nous laissons au public le soin de comparer notre méthode et notre système qui concluent par un dégrèvement avec le système de l'École dirigeante qui conclut toujours et inéluctablement par une augmentation des impôts.

FELS

# TABLEAUX DE PARIS

En marge du Pouvoir. — Celui qu'on appelle « Monsieur le Président, » comme quelques autres, qui ont gouverné, montre toujours le même air souriant et intéressé. Peut-être l'effervescence qui règne à la Chambre, certaines interpellations, les élections prochaines, ont-elles fait monter la température de cette sorte de conversation pour ainsi dire ininterrompue qu'il vit, depuis l'instant où il se lève à celui où il s'endort. Il raisonne à haute voix, sa cigarette d'une main, les yeux gris regardant devant soi, le point noir de la pupille cerné d'un trait blanc avant l'iris, particularité assez rare. Les cheveux grisonnent vaguement, mais le Président ne s'en soucie que médiocrement. Dès son réveil, il cause, avec soi-même, avec un ami; il « cause » la politique; il « cause » la France, il « la cause », sous toutes ses faces, si l'on peut dire, il la cause mentalement et, en arrivant déjeuner, il est rempli de son sujet. Il est comme un verre plein. Une source intarissable comble ce qui s'en évapore. C'est une grande force d'être ainsi captif de ses arguments, épris d'une fonction, de vivre dans une préoccupation unique, de n'avoir dérivatif, ni passe-temps qui ne soient, indéfiniment, ramenés aux mêmes buts.

M. Briand, célibataire, sans tenue de maison, préoccupations de famille, sans industrie, qui l'ait, comme quelques autres du parlement, enrichi au préalable, sans besoins somptuaires, est bien le type de l'homme qui s'est consacré à la politique, comme un membre du clergé régulier s'est donné à sa foi, à l'exclusion de tout voisinage, pour Dieu.

Certains parlementaires ont auprès d'eux d'ambitieuses

compagnes, qui entretiennent leur grand homme dans un état d'irritabilité constant. Et puis, les enfants à caser, les fils qui font des bêtises, — les filles aussi, parfois! M. Briand donne cette impression rassurante, que l'on a toujours éprouvé dans la société, comme dans le peuple, pour ces personnages sans attaches ici-bas, ni aucune des préoccupations familiales communes aux hommes en place, qui rabaissent l'élan, et sont uniquement tendues vers des buts matériels, des fins égoïstes. Il est, à sa manière, pareil à ces héros romantiques, pour lesquels la vie ne compte pas et que l'on voit consacrer tous leurs instants à une mission, sans que rien d'autre n'existe pour eux ici-bas. L'homme aussi qui arrive dans les pièces d'Ibsen ou de Bjornson, sans bagages, sans compagnon, et qui repartira, au dernier acte, les mains vides, vers... d'autres drames, d'auteurs également norvégiens...

L'éloignement du pouvoir n'a pas ralenti ce bel entrain. M. Briand continue d'être aussi renseigné sur la marche des affaires que s'il était demeuré Président du Conseil. Ses vues semblent même plus claires, d'être plus indépendantes et détachées des préoccupations quotidiennes d'un chef accaparé par les questions d'ordre journalier, qui demandent une solution immédiate et aveuglent sur les opérations de grande envergure. Celui qui gouverne d'une manière platonique peut planer de plus haut. Dès qu'il sera repris par l'ambiance du pouvoir, dès qu'il lui faudra subir les assauts de ses ennemis, — et de ses partisans, — il sera bien obligé de jeter du lest et son originalité, comme sa belle ardeur, en seront estompées. Il ne craint pas de prendre des responsabilités, lorsqu'il n'est plus en exercice et sa conversation y gagne une saveur, un relief, qu'elle perdrait, s'il était chargé des destins politiques du pays.

— Voyez-vous, on peut s'entendre, il y a moyen de causer, dit M. Briand. Il faudrait toujours causer... Est-ce que ça n'est pas mieux? Voyons?... On arrange bien des choses... C'est si facile!... Il n'y a pas de malentendus qui ne puissent s'aplanir, en causant.

Et il cite des exemples, empruntés à ses différents ministères, puis des cas où l'on aurait pu, où l'on pourrait encore *causer*... Et où on ne le fait pas!

— On a tort...

— Je l'ai dit à Poincaré... : « Voyons, vous, vous qui parlez bien... Vous qui parlez mieux que moi!... »

Et M. Briand persuade. Il y met du sentiment, cette bonhomie, qui fait son charme, ce fameux charme... « Ainsi, en ce moment, le Japon, le Japon que l'Angleterre délaisse pour faire des coquetteries avec l'Amérique... »

On voit *le Japon*, pendant que M. Briand parle. On le voit, comme s'il était là, sous la forme débonnaire d'un brave homme souriant, qui ne demanderait que d'être invité à dîner, sans façons...

M. Briand demeure debout sur ses jambes un peu arquées, légèrement tassé sur lui-même, comme pour donner plus d'élasticité, plus d'élan à ses idées... qui, elles, s'échappent, légères, — comme la fumée de la cigarette qu'il manie du bout des doigts, le regard ailleurs.

On parle de la Ruhr. Il en connaît le rendement, les possibilités, comme aussi la mentalité rhénane.

— Ces gens-là sont des Al-le-mands...

Et il revient aux richesses de notre sol. La France peut se suffire; elle pourrait, elle devrait vivre sur elle-même.

Ici : la profondeur de nos mines dans le Nord et la Loire, Il la connaît... Mais il faudrait descendre plus avant, s'enfoncer dans le sol de quelques centaines de mètres... Seulement, les Compagnies résistent... Il y a des questions d'intérêt.

— Oui, mais!...

On sent que là, il ne s'agirait pas seulement de « causer ». Il faudrait une volonté, une poigne.

Cette phrase revient, sur la France, qui a le privilège de pouvoir, peut-être l'une des seules au monde, vivre sans rien demander au dehors...

Et puis, tout à coup, *en causant*, M. Briand s'éloigne et prend congé, car il est attendu et je m'imagine que ça n'est pas pour ne rien dire...

***

Pong! — Je regarde jouer au *Mah Jong*. Le salon est à la fois encombré et nu, ce qui est bien caractéristique

de ce temps, — nu par en haut, encombré au-dessous de la plinthe... Un peu, n'est-ce pas? comme les femmes, dont le buste émerge le soir, d'un tour de hanches très orné, tandis que le cou, les épaules, les bras, la poitrine sont sans ornements, comme les peint Van Dongen.

Ah! que, dans cinquante années, les hommes qui écrivent, — s'il est encore des gens pour s'intéresser au passé, dans la fureur de vivre, de tout embrasser — et le monde sera devenu si petit! — pourront raconter de choses amusantes sur ce temps-ci, l'évoquer tel, d'ailleurs, qu'il n'aura pas tout à fait été, mais tel qu'ils l'imagineront, d'après ses excès. C'est, en effet, toujours par l'exagération, par ce qui n'est déjà plus tout à fait humain, qu'une époque laisse des traces, car, au point de vue strict de l'individu, tous les moments de l'humanité sont identiques et le caractère de l'homme ne change pas.

Les modes correspondent toujours à un état, à des préoccupations d'ordre général, et sont inspirées, à l'insu de ceux qui les créent, par des mouvements, des besoins qui les dépassent. Il faut les regarder attentivement, car elles révèlent des états d'un caractère supérieur. Elles sont le reflet de quelque chose et qui mérite toujours d'être cherché et vu.

Je regarde jouer au *Mah Jong*. Le divan est profond, moelleux, avec un dossier et des accotoirs matelassés, épais; une soie noire le recouvre, des coussins de couleur y sont répandus. Sur la cheminée, pas de glace. C'est une chose à observer entre toutes que, dans les chambres qui s'inspirent du goût actuel, les miroirs font défaut. Peut-être les juge-t-on inutiles, puisque les femmes portent sur elles l'attirail indispensable à se redessiner les lèvres, en aviver le carmin, relever le ton du rouge et se poudrer, sans crainte de rester avec le nez blanc.

Sur la cheminée, des cavaliers chinois de grès émaillé, la tunique verte, le chef surmonté d'une coiffure noire. Au centre un dieu asiatique de métal doré... A ma droite, de l'autre côté de la porte, une armoire chinoise, au-dessus de laquelle, sur le mur peint à la chaux, couleur isabelle et un peu grumeleux, un Kakemono suspendu représente une déesse dressée sur un lotus. A l'extrémité de la pièce, le piano, un crapaud, au bois vernis noir, sans draperie, luisant comme on imagine que pourrait être un sarcophage dahoméen. Un grand vase craquelé

blanc, dans lequel trempent des arums frais, à la blanche chair de velours mêlés à des feuillages, et des lotus de bois doré, anciens... Ailleurs, de petits matelas cambodgiens en velours noir, pliés en quatre, qu'il n'y a qu'à étendre pour s'allonger, à ras du sol...

Et je ne mentionne ni les petites tables basses de laque noire, panneaux montés sur des pieds, ni les dragons de bronze où sont restés des vestiges d'or, les petites coupes bleu turquoise, qui servent de cendrier, les tapis chinois aux arabesques outremer cernées de noir... ni... les quatre fauteuils anciens français, du commencement du XVIII^e siècle, qui semblent un peu dépaysés dans cette Extrême-Asie, mais qu'on a travestis sous des soies tête de nègre, brodées de petits bouquets aux vives couleurs.

Je regarde jouer au *Mah Jong*, les jeunes femmes telles que les a peintes Van Dongen, exactement, en robes pareilles à des chemises sans ornements, les jambes très visibles, le soulier découvrant le pied et les poignets cerclés d'un nombre infini de bracelets de diamants.

— «¶... Je suis Vent d'est... Huit de bambous... Une fleur!... Est-ce la *fleur* de votre *vent?*... Dragon rouge... Pong!... Six de cercles... Dragon vert.... Trois de caractères... Je fleuris sur la colline...

Entre les doigts des joueurs, les jolis dominos épais, au dos de bambou clair, à la face d'ivoire gravée de signes noirs, de dessins de couleur intense, avec les oiseaux du 1 de bambou, les bouquets de chaque *fleur*, qui s'appellent aussi *jardins*, les dominos continuent le décor du salon, achèvent l'asiatisme du lieu.

Il fallait, de toute évidence, le *Mah Jong* à des gens si épris de la Chine. On y joue à peu près partout, dans la société élégante... Je me suis laissé raconter qu'il est inconnu au pays des mandarins et que c'est une invention de Londres; — mais je n'en ai rien cru, puisque c'est un Fils du Ciel qui m'a donné ma première leçon!

***

J.-H. LABOUREUR. — Un large écran de papier, tendu sur un châssis, devant le vitrage et, sous cet auvent

lumineux et doux, un visage d'homme penché, parmi de petits instruments, coupants, aigus, contondants, qu'il manie avec dextérité, traçant de minutieuses arabesques sur une plaque de cuivre... L'atelier est rangé, les cartons y sont ordonnés, numérotés, il flotte dans l'air ce parfum qui n'est point pour l'odorat, mais pour la vue, si l'on peut dire et que dégagent les maisons en ordre, quelles qu'elles soient.

L'artiste s'arrache à son travail, car le jour baisse. Dans une pièce voisine, on entend jouer un enfant, qui pousse la porte, accourt et demeure interdit en voyant un étranger. Il porte les mains à sa bouche, de manière que ses yeux puissent, au-dessus d'elles, observer l'ennemi. Boucles blondes emmêlées, et puis, après un instant d'observation, la fuite.

M. J.-E. Laboureur est un des illustrateurs contemporains les plus fins qui soient, ses dons d'observateur s'expriment dans une manière personnelle qui ne leur fait rien perdre de leur acuité. Il déforme dans la mesure où son originalité ne nuit pas à l'observation, au sentiment, qu'il veut traduire. Il ne décore pas un volume avec la violence de M. Daragnès, qui obtient, avec ses bois, des noirs intenses ou comme M. Siméon. M. Laboureur se sert du burin, il trace des traits ténus sur la plaque de cuivre, comme à la pointe d'une aiguille. Un des ouvrages qu'il a illustrés ainsi avec le plus de bonheur est *Beauté mon Beau souci*, ce roman de M. Valéry Larbaud qui est bien l'un des plus particuliers, des plus attirants qui soient, dans sa capricieuse et harmonieuse composition, sa grâce inquiétante et cette préoccupation de ne décrire le décor qu'à travers les personnages, progressivement, comme si des rideaux de gaze se levaient, à la suite, devant nos yeux.

M. Laboureur avait publié, voici deux ans, je crois, des impressions du front britannique, qui nous montraient des soldats anglais, l'armée écossaise, avec un esprit enjoué et libre, des notations dont la brièveté devient exquise, tant elle est volontaire, réduite, synthétisée...

Nous feuilletons les épreuves dans les cartons où elles sont classées. M. Laboureur a créé un type allongé, d'une finesse extrême, le col d'une minceur exagérée, la tête petite, les jambes grêles, les pieds et les mains racés, un type que, pour

les hommes surtout, de nombreux illustrateurs de journaux élégants et de bon ton imitent en l'affadissant.

On le trouve un brin cubiste, mais, n'ayant jamais très bien pu concevoir l'empire de ce mot, ni ses limites, je me garde d'en faire mention. Peut-être ce jugement vient-il de quelques lignes droites, de certains brisements du trait? Mais, c'est précisément là que la personnalité du métier de cet artiste intéresse. Il semble qu'il soit parvenu à imprégner les parties blanches de ses épreuves d'un mystère que je ne respire pas ailleurs, par on ne sait quel inachèvement des détails.

Il vient d'organiser, à la galerie Barbazange, une première série de *Peintres-Graveurs*, d'un intérêt tout particulier. On y voit des figures de Marie Laurencin, de petites silhouettes où se trouvent comme juxtaposées la lorette de Ghys à l'infante de Vélasquez, ou quelque fillette de Rops, qui prendrait Albert Samain pour Verlaine.

Les Dunoyer de Segonzac y sont remarquables, surtout, parmi les gravures, un paysage d'hiver, dans une pâte épaisse, d'un brun presque uniforme et qui a cependant l'atmosphère d'un Corot.

M. Laboureur y expose des vues maritimes, des bateaux. Ce Nantais aime les voiliers et l'une de ses gravures les plus séduisantes montre une femme à la fenêtre, devant un balcon de fer forgé qui se découpe sur la blanche armature d'une goélette.

L'artiste nous désigne dans l'atelier où la nuit est tombée, à la lueur d'une lampe électrique, ses épreuves préférées. Il est robuste, il a le visage rasé, l'œil noir et vêtu d'une sorte de large veste flottante, moitié blouse de toile bleue. Cet érudit parle plusieurs langues, son talent évoque les héros de Valéry Larbaud, une forme particulièrement d'aujourd'hui, et encore les ouvrages des disciples de Stevenson, des émules de Jack London, où l'on voit déjà, rien qu'à lire le titre sur la couverture des livres, dans le bassin à flot d'un port, à l'étranger, quand vient le crépuscule, au fond de petits bars enfumés, s'étaler les reflets de la lumière sous les plats abat-jour...

***

Louis XV a Los Angeles. — L'atmosphère d'une maison de couturier est particulière, à l'époque des bals costumés.

Avant la guerre, nous avons connu, la veille de certaines fêtes, aux dernières heures, des tableaux où voisinaient, dans leur éternité, Gavarni et Forain, Balzac et Colette, où l'atmosphère de Zola se mêlait à celle des premiers romans de Bourget, où les visages montraient des âmes légères dans un mélange capricieux d'étoffes, aux couleurs violentes ou fanées, au bariolage banal et prévu, sans doute, mais qui créait des oppositions, des contrastes d'un haut comique, dont les acteurs eux-mêmes ne s'apercevaient pas.

Le rapprochement de personnes de mondes différents, de femmes qui sont des deux côtés de la barrière, les robes destinées à la scène, celles qui ne devraient être vues qu'aux lueurs des lustres, créaient des oppositions auxquelles l'élément masculin ajoutait un piquant particulier et beaucoup de ridicule.

Et voici de nouveau, après tant d'années, un costumier... Plusieurs étages dans une rue étroite du faubourg Montmartre; de petites pièces, dans des logements exigus, aujourd'hui sans meubles et qu'emplissent des jupes à crinolines, entassées les unes sur les autres, dans toute la fraîcheur de leur nouveauté et que parachèvent, l'aiguille en main, accroupies sur le sol, des ouvrières dont on ne voit que la nuque et un peu le poignet, dans ces raccourcis où Degas excella.

Je viens d'apercevoir dans la cour d'immenses caisses préparées pour recevoir cette cinquantaine de costumes dans la manière du XVIIIe siècle, qui vont partir pour l'Amérique, avant la fin de la journée. Et, malgré moi, j'imagine déjà ces culottes de satin, ces gilets, ces habits, ces robes immenses, à fond de cale, puis, là-bas, à New-York, puis dans les trains, vers la Californie; et dans les studios de Los Angeles que baigne le Pacifique, puis enfin sur les écrans de tous les États du Nouveau Monde et ceux d'Angleterre et de France, et jusqu'en Asie, où ils diront encore la grâce et le goût de Paris...

— Le gilet de M. Valentino... L'habit de M. Valentino!

Dix gilets, dix habits pour M. Valentino!... Rudolph Valentino, comme Carpentier, comme Maurice Chevalier, lui aussi un de ces jeunes premiers nouveaustyle, populaires, — internationalement, — est venu commander, en France, à un dessina-

teur français, pour être exécutés à Paris, ces costumes d'un prochain film : *Monsieur Beaucaire*, qui va mettre en scène la reine Marie Leczinska, madame de Pompadour, le roi Louis XV, etc.

M. George Barbier, qui a dessiné et surveillé ces costumes pendant qu'on les exécutait, vient y jeter un dernier regard avant qu'ils ne partent. Le Bien-Aimé et la charmante Marquise, si les ombres pouvaient reconquérir dans l'empire de la poussière la forme évanouie et reparaître aux vivants dans l'éclat que la chair prête aux formes éphémères, trouveraient quelques changements dans les atours. C'est l'art du décorateur de transposer les documents anciens, selon le goût, les formes en usage, dans la tonalité même du temps pour lequel il travaille. Il permet aux yeux de ses contemporains de croire plus facilement que les choses ont été... ce qu'elles étaient, en les accommodant à l'ambiance présente. Il faut être aussi érudit qu'artiste pour manier ainsi les étoffes, et nuancer les détails avec une délicatesse si heureuse et adapter sans désaccord le présent au passé.

M. George Barbier, qui travaille aujourd'hui pour les impresarios d'Amérique, de théâtre et de cinéma, est l'un des dessinateurs français les plus connus, au delà de l'Océan. Il avait exécuté des fantaisies d'une brillante ingéniosité pour le *Casanova* de M. Maurice Rostand, et d'admirables reconstitutions pour la *Dernière Nuit de Don Juan*. Le dessinateur et le costumier tiennent à la main un morceau de verre noirâtre, à travers lequel ils regardent les costumes prêts à partir, comme s'ils se servaient d'un monocle, afin de voir si les tons conserveront à l'écran toute leur valeur; la photographie, hélas! ne pourra rendre ni la variété de ces nuances, ni leurs chatoiements, — cependant Rudolph Valentino a voulu que tous fussent exécutés en couleur, comme s'ils devaient être vus sur une scène. Ceux du Roi sont d'une richesse inouïe, qui demeure, entre la fantaisie et la magnificence, dans la mesure de ce goût où nous savons exceller en ne restant ni tout à fait nous-mêmes, ni tout à fait esclaves de l'exotisme.

« Avec le change » et malgré les 90 p. 100 que la douane américaine va exiger pour ces costumes, ils représentent

encore, sans doute, une économie pour l'entrepreneur américain. Mais, ce qui nous intéresse, tandis que George Barbier manie quelques grandes plumes de couleur, qui vont orner profusément le turban d'un négrillon, et qu'on emporte dans un crépitement d'éclairs, de phosphorescences, les grandes robes follement parées, qui ont la minutie rigoureuse d'un Tocqué ou d'un Van Loo et le flou d'un Fragonard, c'est de penser que l'art de Paris, son goût s'en iront parcourir le monde et, dans des cités si lointaines, si différentes de nous que nous n'en pouvons imaginer ni l'emplacement, ni la physionomie, devant des foules ouvrières, rudes, privées de grâce, le charme, l'élégance de Paris, s'éveilleront, sur l'écran lumineux, dans les ténèbres des salles closes... loin, sur les côtes brûlantes du Sud comme le long des flancs neigeux des montagnes, où l'indigène enveloppé de peaux de bêtes ne semble déjà presque plus un homme.

***

L'Homme qui s'est « habillé ». — « Oui, Monsieur... Non... Il a des mouvements assez brusques de sportif, des airs de se retourner dans sa chemise... Il fait encore des exercices de culture physique, chaque matin, et, bien qu'il soit le père de deux grandes jeunes filles, il pourrait se rajeunir de quinze ans.

Les années n'ont pas marqué sur lui, — et pourtant, il en connut de dures! Sa femme, ses enfants, ses parents...

— La famille, un mot très court, qui en dit long!...

Il a fait vivre un peu tout le monde autour de lui, avec, de sa part, cette philosophie des cœurs généreux, et... de la part des autres, l'égoïsme passif, intransigeant, de ceux qui se disent : Puisque après tout il a réussi jusqu'à présent, laissons le faire!

Oh! il ne se plaint pas, il est toujours rempli d'ardeur, comme lorsque nous l'avons connu, à l'Académie Julian, où il posait, avec ces regards intelligents qui forcent la résistance des indifférents. Pour les peintres et les sculpteurs un modèle n'est qu'une sorte de mannequin, peut-être vivant, mais sans âme.

Ceux qui ont précédé ou suivi ma génération l'ont connu. Il donnait des poses avec une conviction surprenante, l'air d'un de ces Italiens du quattrocentisme dont les Donatello, les Mino da Fiesole ont immobilisé à jamais la grâce indépendante.

Pendant les repos, il prenait un morceau de terre glaise, il pétrissait une tête, un personnage; il errait à demi-nu entre les toiles ou les maquettes des élèves, regardait, réfléchissait, observait, critiquait, même, avec gentillesse.

Il apprit, ainsi, jour à jour, péniblement, le difficile métier de praticien, celui de l'homme qui taille dans le bloc de marbre, d'après le modèle en plâtre d'un autre et qui, non seulement *dégrossit*, mais achève presque la mise au point.

Et c'est ainsi, grâce au praticien, que tant d'amateurs ont pu devenir *sculpteurs*!

Dans sa chambre glaciale, après avoir posé pendant le jour, il pétrissait la glaise, il taillait un petit morceau de marbre.

La femme, les petites filles ont vécu, les parents aussi, — parce qu'il a travaillé avec courage, avec joie, avec confiance dans l'avenir, dans la certitude de devenir un artiste, la hantise d'être un jour l'égal de ceux auxquels il avait prêté ses attitudes, sa jeunesse. Il exposa au Salon, une fois, puis deux, puis tous les ans, il obtint une récompense. L'État lui a acheté la maquette d'une fontaine, mais son rêve serait de l'exécuter... en marbre!

Le marbre! Combien de fois ce mot a-t-il traversé cet esprit? Le marbre, il ne pense qu'au marbre. Cette tête qui s'est forgé un métier, un art, une éducation, possède dans ses replis un autel, — un autel de *marbre*.

— Beau, la volonté! m'a répondu, d'une voix faible, un ami auquel je faisais le panégyrique de ce Louis d'Ambrosio, qui est français, qui est parti au début de la guerre...

Et qui expose, en ce moment, rue La-Boétie... non pas un, mais trois « marbres », un buste de femme, deux groupes,... qui valent beaucoup mieux que tout, ou à peu près, ce qu'on peut voir, à cette exposition.

Mais vendre... vendre, intéresser un public d'acheteurs à ce qu'on fait, quelle difficulté, quelle misère!... Louis d'Ambrosio part en souriant, avec sa fine expression latine. Il a

« joué » jadis, de petits rôles, dans les pièces d'Henry Bataille, qui l'avait fait poser, à ses débuts, chez Julian... Il se débrouille bien encore... Je revois, en lui disant au revoir, le visage de marbre qu'il expose en ce moment, et qui est si délicatement ciselé, — et, aussi, sur une table à modèle, autrefois, un homme nu, qui était intelligent, et qui s'est... habillé, tout seul, avec une énergie peu commune et qui sourit, encore, comme un enfant.

***

VEDETTE.

Un petit béguin, ce n'est pas ça qui dure!...

Le soleil d'onze heures du matin entre en grande nappe blonde par les deux fenêtres,...

Un petit béguin...

... et s'installe dans les fauteuils couverts de velours bleu, se répand jusqu'au fond du salon, sur le papier couleur saphir,...

Un petit béguin...

sur le gramophone, la poupée vêtue de rose, le mobilier moderne et sur le piano, où figurent toutes les *gloires* de ce monde, les vedettes connues du « grand » public et, au premier rang, tout au bord du *crapaud*, dans un cadre d'argent,...

Un petit béguin, ça n'est pas ça l'amour...

... Douglas, Georges, Maurice, riant aux éclats d'une bonne plaisanterie.

Un petit béguin...

Sur le tabouret, devant le clavier, un musicien qui est à l'âge encore où le public chante les airs d'un compositeur, sans en connaître le nom, commence, pour la dixième fois peut-être, avec des variations, un accompagnement, qu'il entend déjà à l'orchestre avec piston, etc.

Un petit b...

Fairbanks, Carpentier, Chevalier...

...éguin... Ça n'est pas ça l'amour!...

Il me semble que, ce soir, je ne pourrai pas m'endormir! Toute la journée, puis toute la nuit, je vais l'entendre cet air que M. Mercier vient jouer pour la première fois à l'interprète...

... qui est là, en robe de chambre, encore un peu ébouriffé de s'être levé tard.

Déjà l'oreille si juste du chanteur lui a fait retenir le ton mineur de la variation et la voix et l'instrument ne font plus qu'un...

Et, c'est encore, — une fois de plus, avant qu'on ne l'entende dans les *revues de printemps*, avant que les orchestres ne le jouent dans les restaurants de nuit et qu'il ne fasse danser les américano-européens sur les transatlantiques, ne soit moulu par les gramophones sifflé sur les trottoirs du monde entier, — c'est encore un air nouveau, une romance, un refrain, une scie, où l'âme de Paris, de la rue s'est blottie toute chaude, sentimentale, et pourrait émouvoir, sur son accompagnement de jazz et à moitié dansée. Ce sentiment d'une larme qui tremble aux cils de deux yeux qui sourient, et qui était dans l'émotion de Jeanne Granier, un Maurice Chevalier en a, non pas le secret, mais l'instinct... D'où le succès. Il va toucher, ce n'est pas un secret dans le petit monde des théâtres, trois mille francs par représentation, à ce music-hall qu'on doit ouvrir, avenue de Wagram, dans un mois et demi. Ailleurs, *Grock* recevait deux mille huit cents francs par soir, le mois dernier...

Ces *cachets* dépassent de beaucoup ceux des plus grands comédiens. Et c'est une indication sur les penchants du public pour le music-hall... Tout à l'heure, Chevalier parlait avec l'auteur de ses couplets de la dureté de ses débuts : « — J'ai trop connu la misère, étant gosse, aussi, dès que j'ai gagné dix francs par jour, j'en ai mis cinq de côté!... »

Il va retourner en Amérique... Il parle de *Broadway*, comme on citait jadis *Piccadilly*...

Pour réussir, il faut être en certains points supérieur à ce que l'on fait et il y a dans le talent du créateur de tant de *Caroline* ou de *femmes dans un coin*... cette sensibilité, cette humanité, qui fait les véritables comédiens. Mais, comment résister à des traitements de cent mille francs par mois!

Le regard est mélancolique et la bouche gouailleuse, le front aristocratique avec les cheveux qui forment des pointes régulières, quant au nez, il est fin, fin... celui du Parisien qui réussit, qui n'a pas à se demander ce qu'il faut faire, parce qu'il n'en a pas le temps — et que c'est déjà fait.

Pourtant, la voix roule on ne sait quelle nostalgie, quelle tristesse, qui modifie la romance destinée à être accompagnée d'une danse et mimée, avec cette vivacité légère, cette grâce indéfinissable qui fait que Paris, qui avait autrefois *son* jeune premier à la Comédie-Française ou dans un théâtre du boulevard, est allé le prendre au music-hall, ne le trouvant plus où furent jadis les Bressant et les Delaunay... Le Lucien Guitry, le Le Bargy de la jeune génération, qui chantait à la Cigale avant la Guerre, ne joue pas Molière, ni Henry Bataille, mais Bataille-Henri.

Celle qui partageait sa gloire dans des revues célèbres, Mistinguett n'est-elle pas aussi populaire qu'Hortense Schneider aux crépuscules Second Empire et plus encore que Judic après elle!...

Un petit béguin, ça n'est pas ça qui dure...

Un coude sur les genoux, les jambes croisées, dans sa robe de chambre, Chevalier, subitement est devenu mélancolique, il doute, il n'est jamais content de ce qu'il fait, il a la nostalgie du mieux et, penché vers le piano, il ferait verser des larmes à un atelier de midinettes, pendant qu'il reprend, avec l'air d'Hippolyte confiant le secret de sa flamme à une Aricie de Maurice Donnay :

Un petit béguin, ça n'est pas ça l'amour!...

ALBERT FLAMENT

LES

# CONVERSATIONS FRANCO-BRITANNIQUES

## ET L'ALLEMAGNE

L'un des premiers actes du nouveau Premier ministre anglais, M. Ramsay Macdonald, a été d'écrire à M. Poincaré et d'exprimer le vœu que la collaboration continue entre les deux pays de l'Entente. M. Poincaré a répondu aussitôt qu'après des années d'épreuves subies en commun, il pensait aussi que l'intérêt de la paix réclamait l'accord entre la France et l'Angleterre. On assure que cet échange de lettres protocolaires sera un jour suivi d'entretiens et déjà l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, après avoir rendu visite à M. Poincaré, est allé à Londres causer avec M. Ramsay Macdonald. Si ces conciliabules annoncent la conversation depuis longtemps nécessaire entre le Cabinet britannique et le Cabinet français, nous nous en réjouirons profondément. Ni l'Angleterre, ni la France, ni le reste du monde n'ont rien gagné aux désaccords entre Londres et Paris. La mort récente du Président Wilson a remis en mémoire ces jours derniers le temps de la guerre et celui de la rédaction du traité de paix, le temps des efforts solidaires et celui des grandes espérances d'un avenir meilleur. Le souvenir du Président américain a été honoré respectueusement en Angleterre et en France : il a été en Allemagne accompagné de dures critiques et d'injures. C'est que le Président Wilson, quelle qu'ait été sa part d'illusion, a joué un rôle inoubliable en décidant la participation des États-Unis à la guerre et en achevant de donner à la paix le caractère d'une victoire du droit. Depuis

le 11 novembre 1918 et le 28 juin 1919, depuis l'armistice et la signature du traité, bien des heures n'ont pas été bonnes pour la paix. Les sanctions contre les crimes allemands ont été ajournées; le désarmement de l'Allemagne s'est ralenti; les réparations promises ont été réduites et ne sont pas payées; les pactes de garantie ne sont pas signés. Il est même advenu que les États-Unis se sont momentanément désintéressés du traité et de l'Europe : l'union de l'Angleterre et de la France est plus que jamais indispensable pour maintenir les résultats de la guerre.

Il y a un an que nous sommes dans la Ruhr; nous tenons un gage, mais le problème des réparations n'est pas près d'être réglé. C'est nous qui avons fait les avances pour restaurer les régions dévastées, et nous supportons les conséquences de la carence de l'Allemagne en subissant une crise des changes et une crise budgétaire. Nous savons bien, nous ne pouvons ignorer, qu'il n'y a aucun règlement possible du problème des réparations sans un accord interallié. Une conversation directe avec l'Allemagne risque d'être bien tardive, et elle risque surtout de n'aboutir à aucun résultat aussi longtemps que l'Allemagne croira pouvoir jouer du différend franco-britannique. C'est dire que la conversation entre l'Angleterre et la France est nécessaire. Aurait-elle pu avoir lieu plus tôt? Il est possible : mais le fait est qu'elle n'a pas eu lieu. On a pu espérer un instant que le moment était venu, lorsque à la fin de l'été de 1923, M. Baldwin venant d'Aix a passé à Paris et qu'il est rentré à Londres en laissant espérer que des entretiens allaient se poursuivre. La négociation n'a pas eu de suite, et cet incident n'a pas été sans quelque influence sur l'affaiblissement du gouvernement de M. Baldwin et par suite sur l'avènement des travaillistes. Aujourd'hui les travaillistes occupent le pouvoir, et ils manifestent le désir de causer. On conçoit aisément quel intérêt a pour eux cette tentative. Ils ont pour la première fois la responsabilité du gouvernement; ils sont accueillis certes, par l'opinion britannique qui a confiance dans les règles du jeu et dans les traditions, avec bonne volonté; mais ils ont à faire face à une situation politique et économique difficile; ils savent qu'ils ne contenteront pas tout le monde; ils sont trop pré-

parés à l'action pour ne pas connaître par avance les épreuves qui les attendent. Ce serait pour eux un grand succès et un grand appui s'ils obtenaient quelques résultats positifs dans le règlement de ce vaste problème des réparations, qui domine toute la politique européenne.

Ces circonstances présentent pour nous un avantage, qui ne doit pas cependant nous faire illusion. Les travaillistes ont certainement, et auront pendant quelques mois sans doute, un sincère désir d'entrer en conversation avec nous et d'examiner selon un esprit nouveau le problème des réparations. Mais, par leur origine même, ils sont enclins à considérer l'aspect international du problème. Le Labour Party comprend, écrivait récemment M. Philipp Snowden, chancelier de l'Échiquier, que la solution des difficultés internationales exige une collaboration internationale : aussi se propose-t-il d'avoir des relations amicales avec tous les autres États. « Des relations amicales avec tous, cela signifie qu'il ne doit y avoir ni amitiés particulières ni alliances. Car les alliances ont un caractère provocant. Elles amènent nécessairement d'autres alliances, d'autres groupements de puissances, que l'on dit dépourvus d'intentions agressives. Mais les alliances particulières provoquent inévitablement des frictions et des attaques, entretiennent la crainte et la jalousie, obligent à préparer la guerre et aboutissent souvent à la guerre. Telle est la raison qui est à la base du premier point du programme de politique internationale du Labour Party, telle est la raison de son opposition aux pactes, aux alliances et à ce que l'on appelle la politique d'équilibre. » Et M. Ph. Snowden ajoutait que le Labour Party fournirait son véritable programme à la Société des Nations. Il a conscience, écrivait-il, que la Société des Nations actuelle est insuffisante, mais ne veut pas toutefois détruire cette institution, au contraire améliorer et étendre sa constitution jusqu'à ce qu'elle représente une Fédération internationale qui englobe toutes les nations. De plus, le Labour Party est d'avis que les relations avec les diverses puissances ainsi que la politique extérieure doivent être exposées au grand jour. Mais ces déclarations de principe n'empêchent pas le nouveau ministère d'être aussi, et selon les traditions, très britannique. Le même M. Philipp Snowden s'est

exprimé sur ce sujet dans les termes les plus clairs. Le British Labour Party est international par son objectif. Mais cela ne veut pas dire qu il n'est pas un parti national. « Il est international précisément parce qu'il est national; il tient compte du fait que, de nos jours, les conditions d'existence de chaque pays dépendent des conditions des autres pays. La prospérité de la Grande-Bretagne dépend de celle des autres pays... Le Labour Party se donnera pour tâche de servir les intérêts anglais. Mais il n'y a pas d'intérêts britanniques qui puissent vraiment se heurter aux ambitions justes et raisonnables d'un autre pays. » Il faut conclure de là que, dans toute conversation avec le Cabinet travailliste, il convient de tenir compte à la fois de ses tendances internationales et de son caractère essentiel, qui demeure britannique. Il existe une diplomatie anglaise qui a des traditions, et dont la forme peut varier selon les ministères et les ministres, mais qui dans sa substance demeure la même.

On se persuade de cette maxime quand on lit le livre d'histoire très remarquable qu'a publié récemment M. Jacques Bardoux sur M. Lloyd George et la France. M. Jacques Bardoux est certainement un des écrivains qui connaissent le mieux la politique anglaise, et qui, en vingt années de travail et de voyages, l'ont examinée le plus profondément. En étudiant successivement dans maints ouvrages les nécessités industrielles, les traditions puritaines, les partis politiques, la formation des hommes d'État, il a fait une psychologie complète de l'Angleterre contemporaine. Et à quelle conclusion aboutit son enquête? Il dénonce l'erreur fondamentale de la partie du public français qui attribue trop aisément à un homme, hier à Lloyd George, demain à autre, les difficultés et les mécomptes que nous avons éprouvés. Sensible à l'opinion britannique, Lloyd George aurait cessé de résister à l'application du traité de paix le jour où les organisations industrielles et les chapelles puritaines auraient cessé de l'encourager. Si puissants qu'ils soient, les ministres sont sous la dépendance des obligations électorales, des intérêts commerciaux, du respect humain. Ce qui dans la politique anglaise nous a paru dangereux pour notre sécurité et injuste pour nos droits était en réalité déterminé par des traditions anciennes,

des intérêts décisifs, des sentiments consciencieux. Le ministère travailliste subira des influences analogues, et il faut que l'expérience des dernières années nous serve. M. Jacques Bardoux croit qu'il est possible d'atténuer le différend franco-britannique, en modifiant la forme de la politique française, sans en altérer sensiblement le fond. Il est des mots qui nous sont familiers et que le public britannique n'entend pas : prévoyance et garantie, droit et logique, contrat et sanction n'ont pas pour lui la même plénitude de sens que pour nous. Il faut parler, dit l'auteur, de concurrence industrielle et de débouchés nécessaires, d'organisation continentale et de paix durable; il faut évoquer moins constamment le passé et plus souvent l'avenir. L'accord franco-britannique ne peut être obtenu que par une conversation approfondie sur l'ensemble des questions pendantes et par un effort de compréhension mutuelle.

***

Il est d'autant plus souhaitable que l'Allemagne paraît chercher dans les événements une occasion nouvelle de se dérober ou même de résister. Il y a eu cet automne une période où, après l'échec de la résistance passive, l'Allemagne a eu l'air de croire que le moment était venu de négocier et de tenir quelques-unes de ses promesses. Ces dispositions sont-elles déjà modifiées? On est bien tenté de le croire si l'on considère un ensemble de manifestations diverses, qui attestent toutes de la mauvaise volonté, des espoirs nouveaux, et des arrière-pensées. C'est, il y a quelques jours, un discours de M. Stresemann qui était d'un ton très tranchant; c'est l'accueil fait au ministère travailliste, sur lequel l'Allemagne semble compter; c'est la campagne allemande sur la crise des changes et la dépréciation du franc; c'est une note conçue en termes un peu vifs sur les affaires de Palatinat; c'est l'inscription au budget de la guerre d'une somme de plus de six cents millions de marks-or, bien excessive pour une armée théoriquement réduite à cent mille hommes; ce sont enfin les attaques continuelles contre la Régie interalliée et contre les accords industriels.

L'Allemagne essaie de mettre à profit la réunion du Comité des Experts, qui fait une enquête pour la Commission des Réparations. Elle étale complaisamment sa situation de nation malade et indique elle-même les remèdes qu'elle juge seuls capables de la guérir. Il y a manifestement un mot d'ordre, car les discours des hommes politiques, les articles principaux des journaux reproduisent tous la même thèse qui peut se résumer ainsi : « Notre point de vue, disent les Allemands, consiste à chercher une solution complète de la question des réparations avec l'ensemble des Alliés. Nous avons besoin d'un moratorium et d'un emprunt. Pendant la durée du moratorium, nous ne pourrons effectuer de paiements à la France que grâce au produit de cet emprunt. Or, il est évident que le capital étranger ne sera disposé à financer cet emprunt que si les sources de revenus du Reich et de la vie économique allemande ne sont pas anéanties par la politique française. Il semble que certains États de l'Entente montrent une compréhension de plus en plus grande pour le point de vue allemand, tandis que la France persiste à repousser nos vues. Seule, une Allemagne qui disposera de nouveau de la Ruhr et du Rhin, de sa vie économique et de ses chemins de fer, peut être capable d'effectuer des paiements et peut recevoir des crédits. Si la France veut conclure de la stabilité actuelle de notre monnaie et de la plus-value minime de nos exportations que l'Allemagne est riche, il faut lui répondre que les secours bancaires que nous devons à la remarquable administration de la Rentenbank ne constituent en eux-mêmes aucune richesse, et que les excédents momentanés des exportations proviennent uniquement des entraves violentes qu'on a dû apporter immédiatement aux importations en raison du manque de crédit des milieux économiques. »

Si l'on veut comprendre le sens de cette campagne, il suffit d'examiner les critiques adressées journellement aux contrats avec les industriels allemands. On sait que ces contrats ont été faits lorsque la résistance passive a cessé et qu'ils sont valables jusqu'au 15 avril. Par conséquent ils ont consacré le succès de l'occupation de la Ruhr. Les Allemands n'en peuvent prendre leur parti. Tous leurs efforts tendent à en empêcher le renouvellement. La presse répète avec ensemble

qu'ils sont inexécutables, qu'ils ruinent l'industrie allemande, que celle-ci n'en peut supporter plus longtemps la charge et que le Reich, étant par définition insolvable, ne peut prendre sur lui cette charge. Le gouvernement ne manque pas non plus une occasion de proclamer que le Reich ne pourra pas payer si on ne lui rend pas la Ruhr et si on ne substitue pas au système des gages particuliers celui des gages généraux. Autrement dit il compte nous arracher les résultats positifs que nous avons obtenus et nous payer encore une fois de promesses de principe. Le 19 janvier, Stresemann terminait ainsi un discours à la presse étrangère où il répliquait au dernier discours de M. Poincaré : « Tant que l'unité économique allemande ne sera pas rétablie, l'Allemagne sera incapable de payer les réparations. Je reviens par là à l'idée fondamentale de la politique allemande, qui ne peut consister qu'en ceci : recouvrer intégralement la souveraineté allemande dans les limites fixées par le Traité de Versailles. »

Toute l'Allemagne commente dans le même sens les contrats avec la Micum.

Les Allemands prétendent démontrer que la seule façon de se tirer d'affaire est d'affecter au paiement des réparations l'ensemble de l'économie allemande, l'industrie allemande entière, les chemins de fer entiers, de se fier à eux. Ainsi l'industrie allemande, qui a toujours été l'adversaire des réparations, aurait le soin d'en assurer le règlement de bonne grâce, après évacuation de la Ruhr. On oublie qu'elle ne s'est inclinée qu'après notre action : quelle serait son attitude le jour où nous ne tiendrions plus notre gage? En réalité les plaintes, les cris d'alarme, les sombres prophéties d'une ruine prochaine ne sont que les moyens d'une politique qui paraît dépourvue de bonne foi. Il s'agit de se débarrasser de nous. Tous les renseignements venus d'Allemagne nous apprennent que la situation y est moins terrible que les Allemands ne veulent bien le dire. L'industrie allemande se relève avec une rapidité surprenante. L'inflation a annulé ses dettes et lui a permis de développer son outillage. Elle paie des salaires peu élevés et fait travailler ses ouvriers plus de huit heures. Elle est en passe de reconquérir son ancienne puissance. Le seul obstacle qu'elle rencontre, ce sont les paiements de réparations qu'elle

s'est engagée à faire. Il est naturel qu'elle veuille écarter ce dernier obstacle, et que le Reich qui, de son côté, libéré de toute dette, a des chances d'avoir rapidement les finances les plus saines du monde, cherche par tous les moyens à éliminer les Français.

Il semble qu'il y ait en ce moment un programme d'action allemande, et, d'après les indications publiées en Belgique, il serait à peu près celui-ci. L'Allemagne fonderait une banque d'émission or et commencerait par obtenir de l'étranger une participation de 500 millions de marks-or pour la couverture de cette émission. Cette participation ne devra signifier en aucun cas une immixtion politique, encore bien moins un contrôle plus ou moins déguisé. « Il s'agit simplement d'une affaire », déclare le Dr Schacht. En ce qui concerne les prestations en nature, l'Allemagne évitera toute hâte : ayant mis trois ans à faire semblant de se ruiner, elle mettra le même temps à faire semblant de se relever et demandera un moratorium; et elle ne fera de versements en espèces qu'après un emprunt international. Pour ce qui est de la Ruhr, tout l'art consiste à faire dépendre l'assainissement du budget allemand de la récupération de la souveraineté administrative et politique totale sur les territoires occupés, à faire dépendre de même le renouvellement et même l'exécution ultérieure des contrats entre les industriels et la Micum de cette récupération préalable, à obtenir l'extension des attributions du comité Dawes aux dits territoires occupés. Sous prétexte de ne pas compromettre la stabilité du mark-rente, il est évident que l'Allemagne essaiera de ne pas payer les frais d'occupation. Enfin, afin de ne pas froisser M. Macdonald, on fera l'éloge de la Société des Nations, sans se hâter d'y entrer. C'est là surtout, comme on voit, un programme dilatoire. L'Allemagne veut voir ce que décidera le Comité des Experts, et elle peut ainsi, en répandant ces idées, l'entraîner peu à peu à les partager, du moins à partager les plus importantes pour elle. Si, comme on peut le craindre, cette campagne n'est pas la manifestation spontanée de quelques isolés, si elle est encouragée, sinon inspirée, par les dirigeants et par le Gouvernement qui est leur prisonnier, elle montre que l'Allemagne ne considère pas, ou ne considère plus, la lutte comme terminée,

et se prépare à la reprendre. Les raisons qui dictent son attitude sont doubles : le succès du rentenmark, qui a permis une stabilisation qui dure depuis deux mois, a rendu confiance au peuple allemand, dans une situation où l'élément psychologique joue un rôle considérable. La dépréciation du franc, qui, jointe à cette stabilisation, a mis les Français dans une situation plus difficile, donne à l'Allemagne de grands espoirs. L'Allemagne a perdu la bataille de la Ruhr; mais elle n'est pas décidée à payer.

Elle ne se décidera à s'acquitter dans une certaine mesure que si nous mettons à profit sans nouveaux retards les mois qui viennent. Intérieurement, il nous faut un grand effort de redressement pour remettre en ordre notre politique budgétaire et pour prendre des mesures qui ne suffiront probablement pas à relever vite le franc, mais qui l'empêcheront de baisser et qui rétabliront la confiance. Diplomatiquement, il faut causer; il faut causer avec l'Angleterre, il faut causer avec l'Allemagne; il faut dire ce que nous voulons. Notre silence, notre parti pris patient d'attendre des propositions qui ne venaient pas à été mal interprété. On a cru parfois en Angleterre, on a feint de croire en Allemagne, que nous ne voulions pas être payés, que nous poursuivions une politique purement militaire, que nous voulions détacher la Rhénanie du Reich et que nous nous installions dans la Ruhr pour un temps indéfini. Le gouvernement français n'a cessé de dire le contraire, mais en vain. En fait, toute la France sait que l'occupation de la Ruhr a été un moyen politique pour arriver à un résultat pratique. La victoire de la Ruhr est complète : notre destin serait médiocre s'il consistait à remporter des succès sans en tirer les résultats.

ANDRÉ CHAUMEIX

# CORRESPONDANCE

Nous recevons, à propos de l'article de M. Paul Heuzé, l'*Énigme métapsychique* les deux communications suivantes :

## RECTIFICATION

M. Heuzé, dans la *Revue de Paris* (1924, p. 198) cite une expérience que je donne dans mon *Traité de métapsychique*.

Mais — involontairement, je l'espère — il omet dans cette citation une phrase, dont la suppression me ferait passer pour un parfait imbécile.

En effet j'ai ajouté la phrase suivante que je reproduis textuellement, car tous les termes en doivent être pesés.

« Si j'indique cette expérience qui, à côté de toutes les belles expériences que j'ai mentionnées plus haut, est terriblement médiocre, ce n'est pas que j'en veuille faire état ; c'est seulement pour montrer que le calcul des probabilités, quand l'expérience est irréprochable comme celle-là, est d'une grande utilité. »

CHARLES RICHET

Nous avons communiqué cette lettre à M. Paul Heuzé qui répond :

Il s'agit de l'expérience de cryptesthésie CESAR.

M. le professeur Richet me reproche de n'avoir pas donné son récit complet. Je peux lui faire le même reproche car il escamote lui-même le premier paragraphe, qui est celui-ci :

« Cette cryptesthésie spéciale pour l'alphabet est-elle télépathique? C'est fort possible; rien ne nous permet de l'affirmer ou de le nier. Pourtant, dans un cas (c'est le cas *César*), il y a eu *certainement cryptesthésie*, non télépathique, au moins pour les personnes présentes, encore que le résultat, calculé par la méthode des probabilités, ne soit pas du tout saisissant. Je dis à M. D., etc. »

et le dernier, qui est celui-ci :

« Pour ma part, je préfère une expérience *irréprochable*, qui se présente avec une probabilité assez forte, qu'une (*sic*) expérience dont la probabilité est énormément faible, mais où il y a un léger vice qui enlève toute valeur. »

L'expérience CESAR est « irréprochable » : je le veux bien. Mais elle ne signifie absolument rien. Et, alors, pourquoi la donner? — Le fait est là : la table, qui avait à dire CESAR, a dit FNTBT; et M. Richet

conclut qu'il y a eu *cryptesthésie*. Je maintiens que c'est là une hypothèse qui ne repose sur *rien*.

M. Ch. Richet demande à ses lecteurs un trop grand effort de crédulité quand il écrit qu'une table qui a dit FNTBT a peut-être voulu dire CESAR.

***

Par ailleurs M. Heuzé nous a adressé la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Dans un article intitulé l'*Énigme métapsychique*, que la *Revue de Paris* m'a fait l'honneur de publier, le 1er janvier dernier, j'avais écrit, dans une note de la page 167, à propos des manifestations médiumniques de la Villa Carmen à Alger en 1905 :

« Par la suite, il y a eu vingt preuves pour une que les séances de la villa Carmen étaient toutes de simples plaisanteries, et, l'année dernière, j'ai moi-même découvert plusieurs témoins, que dis-je, des protagonistes de l'affaire, ceux mêmes qui se déguisaient pour faire les farces, en compagnie de joyeux camarades; entre autres mademoiselle Camille Cochet, qui figure aux procès-verbaux de la *Revue du Spiritisme* sous le nom de mademoiselle Ducange, monsieur et madame Portal, qui y figurent sous leurs noms. L'affaire de la Villa Carmen est classée. »

Mademoiselle Camille Cochet me fait part, très courtoisement, de son mécontentement d'être citée parmi les « auteurs » des farces. Mademoiselle Cochet — alors mademoiselle Ducange — alla bien à la villa Carmen, mais, loin de *prendre part* à la comédie qui s'y jouait, elle en fut le témoin grandement indigné. J'avoue que j'avais moi-même un peu perdu de vue le rôle exact joué à Alger par mademoiselle Cochet, qui fut surtout la confidente, en tiers, de Marthe Béraud lorsque celle-ci fit les aveux de ses supercheries. Ce sont ces aveux que mademoiselle Cochet me dénonça et que j'ai publiés l'année dernière (V. *l'Ectoplasme*, p. 70). Je suis heureux de cette occasion qui m'est offerte de rétablir la vérité.

Veuillez agréer, etc.

PAUL HEUZÉ

*Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la* Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

*L'Administrateur-Gérant* : MARCEL THIÉBAUT.

# TABLE DU PREMIER VOLUME

## Janvier-Février

### LIVRAISON DU 1er JANVIER 1924


| | | Pages. |
|---|---|---|
| COMTE DE FELS | De Belleville à Moscou | 5 |
| PAUL MORAND | Lewis et Irène (*fin*) | 22 |
| AUGUSTE ISAAC | Quelques réflexions sur le Problème de la Natalité | 56 |
| COMTE MOLÉ | Souvenirs. — II | 67 |
| V. BLASCO IBAÑEZ | Mare Nostrum. — II | 88 |
| G. LACOUR-GAYET | La Princesse Pauline de Metternich | 136 |
| PAUL HEUZÉ | L'Énigme métapsychique | 150 |
| JOSEPH AYNARD | W. B. Yeats, lauréat du Prix Nobel | 176 |
| J. DECAMPS | La Vie économique : Le Problème monétaire rhénan | 190 |
| HENRY BIDOU | Les Lettres : Parmi les Livres | 204 |
| ALBERT FLAMENT | La Quinzaine : Tableaux de Paris | 215 |
| ANDRÉ CHAUMEIX | La Politique : Les Conversations avec l'Allemagne | 231 |


### LIVRAISON DU 15 JANVIER 1924


| | | |
|---|---|---|
| L. LOUCHEUR | Réparations et Sécurité | 241 |
| HENRI DUVERNOIS | Monsieur Frédéric | 255 |
| HENRY D. DAVRAY | Une visite à M. Ramsay Macdonald | 277 |
| COMTE MOLÉ | Souvenirs (*fin*) | 294 |
| V. BLASCO IBAÑEZ | Mare Nostrum. — III | 320 |
| HENRY PRIOR | Balzac à Turin | 360 |
| PIERRE LYAUTEY | Industries nationales et France d'outre-mer | 405 |
| JEAN BALDE | Au Pays girondin | 424 |
| GUY DE MONTJOU | A quoi servent les Dirigeables | 441 |
| HENRY BIDOU | Parmi les Livres : Autour de la Politique | 454 |
| PAUL SOUDAY | Les Lettres : Au Théâtre | 464 |
| ANDRÉ CHAUMEIX | La Politique : Les Finances interalliées | 471 |

## LIVRAISON DU 1er FÉVRIER 1924


| | | Pages. |
|---|---|---|
| PAUL PAINLEVÉ. . . . | La Ligue de la République : Réponse au Comte de Fels . | 481 |
| HENRI DE RÉGNIER. . | Scènes mythologiques . . . . . | 485 |
| SIR TH. MORISON. . . | Les Mouvements d opinion en Angleterre. . . . . | 493 |
| HENRY SALOMON . . . | Le Prince Richard de Metternich. — I. . . . . | 507 |
| BERNARD SHAW. . . . | César et Cléopâtre. — I. . . . . | 542 |
| FERNAND DE BRINON. | Une Visite à M. Hugo Stinnes. . . . . | 561 |
| GINA LOMBROSO. . . . | Gilda. . . . . | 569 |
| H. BERGUIN . . . . . | Notes sur l'Enseignement supérieur . . . . . | 584 |
| CHARLES DE ROUVRE. | Notes du Père . . . . . | 594 |
| V. BLASCO IBAÑEZ . . | Mare Nostrum. — IV . . . . . | 633 |
| TRISTAN DERÈME. . . | La poésie de Georges Rodenbach . . . . . | 674 |
| ALBERT FLAMENT. . . | La Quinzaine : Tableaux de Paris . . . . . | 686 |
| HENRY BIDOU. . . . . | Les Lettres : Parmi les Livres . . . . . | 700 |
| ANDRÉ CHAUMEIX. . . | La Politique : La Défense du franc. . . . . | 710 |


## LIVRAISON DU 15 FÉVRIER 1924


| | | |
|---|---|---|
| HENRY DE JOUVENEL. | La Société des Nations et les nouvelles générations . . . | 721 |
| ELISSA RHAÏS. . . . . | La Fille du Douar. — I . . . . . | 737 |
| HENRY SALOMON. . . . | Le Prince Richard de Metternich (*fin*) . . . . . | 762 |
| L. LÉVY-BRUHL . . . . | L'Idéal républicain . . . . . | 805 |
| V. BLASCO IBAÑEZ . . | Mare Nostrum. — V. . . . . | 823 |
| BACHELIN ET DUMESNIL. | Le Cosmopolitisme dans la « Comédie humaine ». — I . . | 860 |
| BERNARD SHAW. . . . | César et Cléopâtre. — II . . . . . | 883 |
| COMTE DE FELS. . . . | Le Monopole des tabacs . . . . . | 914 |
| ALBERT FLAMENT. . . | La Quinzaine : Tableaux de Paris . . . . . | 934 |
| ANDRÉ CHAUMEIX. . . | La Politique : Les Conversations franco-britanniques. . . | 948 |

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris (IXe)
R.C. Seine 98.810.

COMTE DE FELS

# Essai de Politique Expérimentale

Au lendemain des grands événements historiques, il importe que leurs leçons soient dégagées et recueillies.

C'est le service qu'a rendu à la France le COMTE de FELS en écrivant cet *ESSAI DE POLITIQUE EXPÉRIMENTALE* dans lequel, à l'exemple de Joseph de Maistre et de Prévost-Paradol, ces témoins prévoyants de nos grandes crises nationales, il a réussi à préciser le sens de la crise actuelle et les moyens d'y remédier.

Un volume in-octavo. — Prix . . . . . **12** fr.

## CHEMINS DE FER DE PARIS A ORLÉANS ET DU MI

# SPORTS D'HIVER AUX PYRÉNÉE

## SAISON 1924

**Service spécial de Wagons-lits, voitures directes 1re et 2me cl. entre Pari Villefranche-Vernet-les-Bains (Font-Romeu) et Paris-Luchon (Superbagnères).**

Wagon-Restaurant entre Paris et Vierzon et entre Toulouse et Villefra che-Vernet-les-Bains.

### ALLER

*Jusqu'au* 17 *Février.* — Départ de Paris-Quai d'Orsay à 18 h. 50 — Ar rivée à Villefranche-Vernet-les-Bains à 10 h. 17, à Font-Romeu à 11, h. 56 à Luchon (Superbagnères) à 9 h. 11.

### RETOUR

*Jusqu'au* 18 *Février* — Départ de Luchon (Superbagnères) à 20 h. 00, de Font-Romeu à 17 h. 21, de Villefranche-Vernet-les-Bains à 18 h. 54 — Arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 18 h. 50.

**Service spécial de Wagons-lits, voiture directe 1re et 2me cl. de Paris à Villefranche-Vernet-les-Bains (Font-Romeu)**

Voiture directe 1re et 2me cl. avec couchettes en 1re classe de Paris à Luchon (Superbagnères).

Wagon-Restaurant entre Toulouse et Villefranche-Vernet-les-Bains

### ALLER

*Du* 18 *Février au* 2 *Mars.* — Départ de Paris-Quai d'Orsay à 19 h. 50 — Arrivée à Villefranche-Vernet-les-Bains à 12 h. 41, à Font-Romeu à 14 h. 14, à Luchon (Superbagnères) à 11 h. 23.

### RETOUR

*Du* 19 *Février au* 3 *Mars* — Départ de Luchon (Superbagnères) 17 h. 53, de Font-Romeu à 13 heures 42, ée Villefranche-Vernet-les-Bains à 15 h. 21, — Arrivée à Paris-Quai d'Orsay à 9 h. 20.

LA
PLUS GRANDE DEFAITE ALLEMANDE
RACONTÉE PAR
LE PLUS GRAND POETE ALLEMAND

# VERDUN

PAR FRITZ VON UNRUH

Un volume : 10 francs, chez tous les libraires et chez KRA, 6, rue Blanche

*Ont déjà paru dans la même Collection :*
CHOLÉRA de DELTEIL
IDÉOLOGUES de JAIME DE BESLOU
LE BON APOTRE de SOUPAULT
SOUVENIRS de MA VIE LITTÉRAIRE
par MAXIME GORKI

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

*Les annonces sont reçues* chez MM. PERDRIX et BURIN, 14, *rue Cadet, Paris.*
Téléphone : Central 72-71.

V. au Palais de Justice à Paris le 23 Févr. 1924 à 2 h.
**GRANDE PROPRIÉTÉ A PARIS**
**Avenue des Ternes n° 53 et Passage Doisy n° 11**
**Comprenant 2 maisons de Rapport et 2 Petits Hôtels**
Cent. 2194 m. Rev. br. **117.000** fr. env. suscept. aug.
Mise à prix . . . . . **1.500.000** fr.
S'adr à Me **Vallet** avoué, 46, Rue de Londres, Rougeot av., Revel not. à Paris, Et. Dugave notaire, à Sceaux.

MAISON PARIS (4e) **RUE de JARENTE, 4** Ce 1411 m. Rev. br. 44.250 frs. M. à p. **300.000** fr. **Crédit Foncier à 4 % à cons.** A adj. Ch. not. 26 février. Me **Tollu**, not. 70, Rue St-Lazare.

MAISON A PARIS **R. St-Maur** **156, et R. Morand, 29,** Ce 1.123m Rev. br. **30.042** fr. M. à p. **275.000** fr. Adj. Ch. not. 19 févr. S'ad. Me **Delarue**, not., 9, Bd. St-Denis.

PARIS (XVIe) r. **CHARLES-DICKENS, 1,** **Angle R. des Eaux.** R. br. : **85.291** fr. ; Pr. Cr. Fonc. à cons. M. à p. : **700.000** fr. Adj. Ch. Not. 26 fév. Mes **Bourdel** et **BREUILLAUD**, 323, r. St-Martin.

Maison **R. CARDINAL**-Lemoine, 1 et Qu. Tournelle, 17, d'angle Rev. br. **28.093** fr. M. à Pr.: **380.000** f. Ap. lib. Adj. ch. not 26 février. Mes **G. Aubron, Rivière, COTTENET**, not., 25, B. Bne Nouvelle, d. ench.

**HOTEL** PARTICULIER à Paris ANGL. AV. **VICTOR-HUGO** 189 et **Sq. LAMARTINE 1 et 3.** Libre Ce **2.560 m.** 2 entrées M. à p. **4.000.000** fr. Adj. Ch. not. Paris 26 fév. S'ad. Me. **Kastler**, not. 116, Fg.-St-Honoré qui dél. per. visit.

**L'ARGUS de la PRESSE**
**"VOIT TOUT"**
Fondé en 1879
LES PLUS ANCIENS BUREAUX D'ARTICLES DE JOURNAUX
*37, Rue Bergère, PARIS (IXe)*
*Lit et dépouille par jour*
**20.000** *Journaux ou Revues du Monde entier*

ARTHÈME FAYARD et Cie, Éditeurs, 18-20, rue du Saint-Gothard, PARIS

**LES PLUS RÉCENTS SUCCÈS**

JEAN FAYARD

# OXFORD ET MARGARET

*" Enfin, un talent ORIGINAL ! "*

Un volume in-18. . . . . 6 fr. 50

*Il reste quelques exemplaires de l'édition originale sur alfa.* . . . . . 10 fr.

ABEL BONNARD

# EN CHINE

*Il n'existe point de récit qui ait autant de vie et de couleur que la promenade à laquelle Abel Bonnard nous convie à travers la Chine merveilleuse.*

Un volume in-18. . . . . 7 fr. 50

MYRIAM HARRY

# LES AMANTS DE SION

*On retrouvera dans le nouveau livre de la Poétesse de l'Orient la chaleur et la vie qui ont fait l'extraordinaire succès de " Siona ".*

Un volume in-18. . . . . 6 fr. 50

A PARIS, CHEZ BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

PAUL MORAND

# LEWIS ET IRÈNE

ROMAN

Paul MORAND

**LEWIS ET IRÈNE,** *le premier roman de Paul Morand, marque l'entrée dans la littérature de l'homme d'affaires moderne.*

Un volume in-16 double-couronne. . . . . **6** fr. **75**

R. C. Seine 18 460

# LIBRAIRIE PLON

HENRY BORDEAUX
de l'Académie Française

## SAINT FRANÇOIS DE SALES ET NOTRE CŒUR DE CHAIR

Un volume in-16 . . . . . 7 fr. 50

JEAN-LOUIS VAUDOYER

## PEAU D'ANGE

**Les brèves et précoces amours d'un jeune Marie-Louise**

ROMAN en un volume in-16. . . . . 7 fr.

GEORGE ANDRÉ-CUEL

## BAROCCO

ROMAN en un volume in-16 . . . . . 7 fr.

MAURICE LARROUY
(RENE MILAN)

## L'ESCLAVE TRIOMPHANTE

Un volume in-16 . . . . . 7 fr.

ROGER BOUTET DE MONVEL

## LA VIE DE LORD BIRON

Un volume in-8° écu . . . . . 12 fr.

CONSTANTIN PHOTIADÈS

**La symphonie en blanc majeur**

## MARIE KALERGIS

**Née Comtesse NESSELROLDE (1822-1874)**

Un volume in-16 avec deux portraits . . . . . 7 fr. 50

**COLLECTION "LA CRITIQUE"**

HENRI MASSIS

## JUGEMENTS

★

André Gide ou l'immoralisme. — Romain Rolland ou le dilettantisme de la foi. — Georges Duhamel ou le règne du cœur. — Le cas de Julien Benda, philosophe et romancier. — Les Chapelles littéraires.

**DÉJA PARU :**

## JUGEMENTS

★ ★

Renan ou le romantisme de l'intelligence. — Anatole France ou l'humanisme inhumain. — Maurice Barrès ou la génération du relatif.
Chacun de ces volumes in-16 . . . . . 7 fr. 50

**PLON-NOURRIT & Cie, Imprimeurs-Éditeurs**
**PARIS, 8, rue Garancière**
R. du C. Paris 75.688

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris (IXe)
R. C. Seine 98.810

# A PROPOS DU CINQUANTENAIRE DE LA MORT DE
# JULES MICHELET

## Principales Œuvres de Jules Michelet

### HISTOIRE DE FRANCE

La Gaule
Les Croisades
Étienne Marcel
Armagnacs et Bourguignons
Jeanne d'Arc
Charles VII
Louis XI
La Renaissance
La Ligue et Henri IV
Richelieu et la Fronde
Louis XIV et le Duc de Bourgogne
La Régence
Louis XV
Louis XV et Louis XVI

### HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

La Prise de la Bastille
Les Fédérations
La Constituante et la Législative
La Gironde et la Montagne
La Convention
La Terreur
Robespierre
Origine des Bonaparte
Le Directoire
Du 18 Brumaire à Waterloo

L'Amour
La Femme
Histoire et philosophie
La Mer
Origines du droit français
Le Peuple
Précis de l'Histoire de France au Moyen-Age
Précis de l'Histoire moderne
La Sorcière

Chaque volume format in-18. — Prix . . . . . 6 fr. 75

**CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, Paris (IXe)**

*R. C. Seine 98.810*

***VIENT DE PARAITRE :***

## COMTE ALEXIS TOLSTOÏ

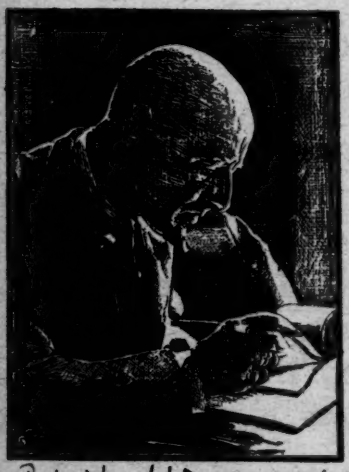
# L'ENFER SOUS L'EAU

**Traduction de SERGE PERSKY**

Un volume in-18. — Prix . . . . . **6 fr. 75**

*Il a été tiré quatorze exemplaires sur papier de Hollande, numérotés.* — Prix **40 fr.**

## GABRIELE D'ANNUNZIO



Gabriele d'Annunzio

# LE MARTYRE DE SAINT SÉBASTIEN

**Mystère**

Un volume in-8° oblong, imprimé sur Papier *Blanchet-Kléber*. — Prix . . . . . **10 fr.**

179-24. Imp. L. POCHY, 52, rue du Chateau, Paris. — Registre du Commerce : Seine, 19.268

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Pour délier les langues et dégourdir l'esprit rien ne vaut **le Vin blanc de la Villette** que l'on boit au café de l'*Ambassade*, tout près des docks, aux alentours de la place de Bitche. Les ouvriers qui se réunissent là évoquent leurs souvenirs et M. **Jules Romains** écoute. Ils sont bons enfants, ces habitués de l'Ambassade, blagueurs et bavards, mais ils n'aiment point trop le bourgeois. Ils évoquent volontiers leurs souvenirs du 1er mai : ces jours-là le faubourg est en émoi... et en voyage, en voyage dans un Paris qu'il ne connaît guère et qui ne le connaît pas. On crie un peu, on se pousse et l'on court : on n'est plus soi mais la foule. L'âme nouvelle qu'ont les hommes lorsqu'ils se réunissent on sait combien M. J. Romains aime à l'observer : plusieurs de ses œuvres pourraient être réunies sous la même rubrique : « psychologie des groupes ». De ce point de vue il y a dans le *Vin blanc de la Villette* une bien remarquable analyse. Comment de braves habitants de Pantruche, très bien disposés pour le drapeau rouge, deviennent soudain, lorsqu'ils sont revêtus d'uniformes et bien rangés dans une troupe de ligne, des soldats enivrés du plaisir de représenter la force : c'est là une transformation que l'auteur a notée avec un rare talent. On retrouvera dans ce volume quelques-unes des idées chères à M. Romains : on verra se glisser dans les rues l'homme porte-nouvelles, l'homme que possède l'orgueil de connaître un secret. Le secret est la force et l'homme n'est rien; puis dans la dernière partie du volume les puissances hypnotiques feront leur apparition sans troubler l'ordonnance de ce beau livre où vit si puissamment le Paris des quartiers populaires.

Edouard du Puget, le premier rôle de l'**Eventail de crêpe** d'**Edmond Jaloux**, fréquente les thés, les antiquaires, les musées, les salons et est, de tous points de vue, agréablement conforme au type de ces amateurs oisifs et intelligents dont la guerre et ses suites ont considérablement diminué le nombre. Aux approches de la quarantaine, il y a déjà à son actif un nombre très respectable d' « aventures de femmes », petits adultères aimables et tranquilles qui aident si bien à passer les journées si longues. Lorsqu'il n'est point trop absorbé par ses « cinq à sept », Edouard va rendre visite à sa vieille amie, madame Hérouin, qui, avant d'épouser Hérouin (une brute et un alcoolique), fut l'objet de la chaste tendresse du volage Edouard. Depuis lors les deux personnages en sont venus à une simple et solide amitié. Du moins le croient-ils, mais Hérouin fait tout le nécessaire pour leur révéler qu'ils se trompent. Il brutalise Marthe. Edouard s'apitoie et se rend compte qu'au fond il a toujours aimé Marthe d'amour et qu'elle le lui a bien rendu. Malheureusement lorsque Edouard fait cette découverte, il est fiancé à une jeune fille pauvre et belle. Impossible de rompre. Edouard résiste à l'envie qu'il éprouve d'enlever Marthe et de fuir avec elle en Italie ou ailleurs. Marthe désespérée meurt d'une pneumonie qu'elle a contractée plus ou moins volontairement. C'est Edouard du Puget lui-même qui nous conte ce drame, tout en notant avec curiosité et surprise les réactions que ses diverses péripéties provoquent en lui. Comme la plupart des hommes en effet Edouard ne se connaît point. Il appartient à des hasards de l'éclairer sur lui-même. Tout le passé qu'Edouard avait cru mort continuait de vivre en lui une vie qu'il ne percevait point. Il revient à des circonstances complètement indépendantes de sa volonté de libérer les forces dont il est le gardien inconscient. Les hésitations et les découragements d'Edouard sont l'objet d'une analyse délicate.

**Fritz von Unruh**, officier de carrière allemand, fils d'un général, est devenu au delà du Rhin un auteur d'une grande notoriété. M. *Benoist Méchin* vient de traduire son roman **Opfergang** sous le titre de **Verdun**. L'œuvre nous permet de saisir quelques-uns des aspects les plus caractéristiques de la manière d'Unruh. Ayant entrepris de nous tracer l'histoire d'une compagnie d'infanterie d'assaut depuis sa montée en ligne jusqu'à la relève, l'auteur cherche moins à nous donner une vue collective des hommes qui la composent, à dégager l'âme commune que leur ont faite des épreuves communes qu'à styliser quatre ou cinq types humains qu'il a choisis dans la masse. Aucun de ces propos recueillis au hasard, de ces détails descriptifs qui pourraient nous mettre réellement en contact avec l'homme de troupe, avec le peuple allemand. Rien qui puisse nous servir à connaître tous ces êtres que la guerre est venue cueillir dans les champs et les bureaux. On dirait que ces personnages de second plan, Unruh les a voulus volontairement effacés afin que sur ce décor en grisaille se détachent plus nettement les quelques officiers et soldats qu'il a chargé de symboliser des formes de l'angoisse humaine. Ceux-là ont une puissance magistrale, lamentables héros qui promènent au milieu du feu les images douloureuses et imprécises de leurs rêves nordiques. Mais ils sont trop systématiquement shakespeariens pour qu'on puisse voir en eux autre chose que de troublantes créations poétiques. Ils nous semblent plus personnifier les diverses aspirations ou sensations d'un même être que former des êtres distincts. Bénéficiant des libertés que peuvent prendre les personnages abstraits, ils n'attendent qu'une occasion favorable pour se délivrer tout à fait des chaînes que notre corps impose à notre esprit et pour se lancer avec ivresse dans une folie intégrale que l'ambiance favorise... Les impressions que nous ressentons, à titre de Français, durant la lecture de ce livre viennent doubler curieusement les jugements littéraires qu'il peut nous inspirer : tantôt les souffrances des combattants font naître en nous la pitié, tantôt leur appétit de meurtre réveille notre haine endormie... On dit l'auteur très antimilitariste, ce livre-ci ne l'est point nettement et l'on peut tirer toutes les conclusions que l'on veut de sa préface, qui est sibylline.

M. **Gustave Geffroy** vient de compléter son intéressante collection des Musées d'Europe par un beau volume consacré aux **Gobelins**, dont depuis seize ans il est l'administrateur. L'ouvrage débute par un exposé général sur l'art de la tapisserie auquel succède l'histoire de notre manufacture nationale depuis l'établissement des deux cents tapissiers flamands que Henri IV logea dans la maison des frères Gobelin — qui étaient, eux, des teinturiers et non pas des tapissiers — jusqu'à nos jours. Il faut bien reconnaître que les tapisseries des Gobelins actuelles sont fort loin de bénéficier de la vogue dont jouissent celles des XVIIe et XVIIIe siècles. « Elles n'ont que le tort d'être neuves, déclare M. Gustave Geffroy, alors que l'on est épris des tons baissés et même disparus des tapisseries anciennes... Bien certainement il peut y avoir là, avant tout, une question de mode, pourtant un autre élément du problème est à considérer : le choix même des cartons confiés aux tapissiers des Gobelins. Or si Yarz, Franc Lamy, Claude Monet, Jean Veber, d'autres encore, ont fourni de magnifiques modèles à notre manufacture, il semble bien que par ailleurs nos artistes tapissiers aient dû travailler sur des cartons, qui du point de vue dessin même, pouvaient être à peu près satisfaisants, mais auxquels manquaient les qualités nécessaires à la composition décorative. La comparaison des bordures du XVIIIe et de celles du XXe siècle n'est généralement pas à l'avantage de ces dernières. Peut-être d'ailleurs est-il impossible de grouper de manière satisfaisante les masques d'escrime, les cibles et les pistolets genre Euréka que nous voyons figurer dans certains motifs décoratifs récents.

MARCEL THIÉBAUT

# LA REVUE DE PARIS

**Paraît le 1er et le 15 de chaque mois**

---

**PRIX DE L'ABONNEMENT**

| | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
|---|---|---|---|
| PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE | 80 » | 41 » | 21.50 |
| DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES | 86 » | 44 » | 23 » |
| ÉTRANGER | 98 » | 50 » | 26 » |

---

LA LIVRAISON — 240 pages — 4 fr. 50

---

*On s'abonne à la* Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

*Sans aucuns frais supplémentaires, la* Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

---

*Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.*

---

*Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la* Revue de Paris, *3, rue Auber.*

---

*La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la* Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

---

*La* Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

---

*Première* Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
*Deuxième* Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

---

P. BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.